

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16106 - 7 F

JEUDI 7 NOVEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les élections américaines

Résultats, récits, reportages, portraits, éditorial et analyses pages 2, 3, 16, 17, 20 et 35

■ Pour la première fois depuis Roosevelt, un démocrate réélu à la Maison Blanche

■ Robert Dole obtient 42 % des voix

■ L'abstention a atteint un taux record

■ Le dollar en nette hausse

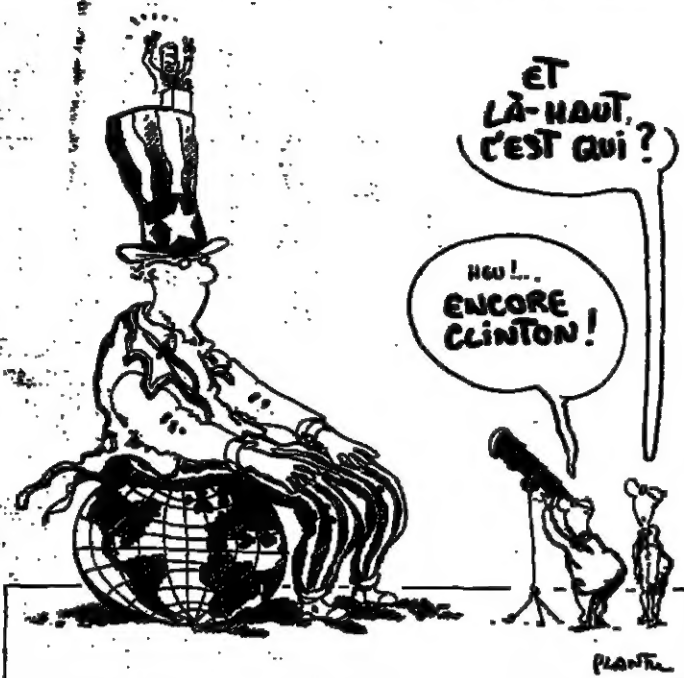
Bill Clinton est aisément réélu avec plus de 50 % des suffrages

Le président démocrate devra composer avec un Congrès républicain

PRÉSIDENT SORTANT, le démocrate Bill Clinton a été réélu à la présidence des États-Unis avec plus de 50 % des suffrages. Il l'emporte dans 31 États alors que son rival républicain, l'ancien sénateur Bob Dole, recueille 42 % des voix et s'impose dans 19 autres États. Le candidat indépendant Ross Perot obtient 8 % des suffrages.

Bill Clinton augmente son score de sept points par rapport à l'élection de 1992 mais devra continuer de cohabiter avec un Congrès dominé par les républicains qui conservent le contrôle des deux Chambres. Les républicains renforcent en effet leur influence au Sénat, où ils détiennent désormais 55 sièges (+2) et gardent la maîtrise de la Chambre des représentants, où les 435 sièges étaient renouvelables.

Le Monde publie, en page 16, un portrait de Bill Clinton par Richard Bernstein, critique littéraire du New York Times.



Charles Pasqua dénonce la « déconfiture » du pouvoir

L'ancien ministre prédit une « révolte » du pays

EN MARGE de la réunion du conseil national du RPR consacrée, mardi 5 novembre, à la modernisation de la vie politique, Charles Pasqua a tenu au monde des propos sévères sur le bilan d'un an et demi de pouvoir chiracien. « Nous n'avons pas fait tout ce que nous avons fait pour assister à cette sorte de déconfiture », déclare notamment l'ancien ministre de l'Intérieur, qui se réfère ainsi à son action de responsable du parti gaulliste depuis le début des années 70 et la création du RPR en 1976.

Mettant en cause le premier ministre, Alain Juppé, en qui il voit « un excellent directeur de cabinet de Jacques Chirac », M. Pasqua tient des propos qui s'adressent, en fait, au président de la République. « On est en 1788. La société française est à la veille de la révolte », affirme-t-il, ajoutant : « On va, à coup sûr, vers un deuxième tour de Maastricht. On va s'apercevoir, dans l'année qui vient, que le pied ne rentre pas dans la chaussure. » L'association De-

main la France, qui regroupe les amis de M. Pasqua, a préparé elle aussi - comme les experts qui travaillent pour Philippe Séguin (Le Monde du 5 novembre) - les éléments d'un programme. Ce « vade-mecum », dont la publication est prévue pour la première quinzaine de janvier, vise à démontrer, selon l'entourage de M. Pasqua, qu'il est possible de « créer de la richesse ici (en France) plutôt qu'ailleurs ».

Concluant les débats du conseil national du RPR, M. Juppé, président du parti néogaulliste, a réaffirmé le souhait que la majorité d'aujourd'hui « soit celle qui fasse entrer la France dans la monnaie unique ». « J'ai acquis la conviction que choisir sur le royaume des nouvelles politiques serait néfaste pour la France », a ajouté le premier ministre, qui répond, « sans hésitation, "présent" » pour continuer son action.

Lire page 8

Un succès d'Airbus

Le consortium va signer le plus gros contrat de l'histoire de l'aviation civile. La compagnie USAir a commandé plusieurs centaines d'Airbus pour une somme de 60 milliards de francs, p. 36

L'opération réussie de Boris Eltsine

Un quintuple portage coronarien a été pratiqué avec succès sur le président russe. L'intervention a duré sept heures, p. 4

Une critique de M. Balladur

L'ancien premier ministre Edouard Balladur critique la procédure suivie dans la privatisation du groupe Thomson, p. 20

Un geste en faveur des démunis

L'eau et l'électricité ne seront plus coupées avant qu'EDF-GDF et les distributeurs d'eau aient prévu les services sociaux, p. 11

Marseille et Lyon se marient

Lyon et Marseille unissent leurs efforts pour construire le « Grand Sud-Est ». Tous les acteurs de leur vie économique envisagent un développement coordonné, p. 14

Pour le Musée des arts premiers

Dans un point de vue, Jean-Hubert Martin, directeur du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, et deux experts défendent le projet d'un Musée des civilisations et des arts premiers, p. 18

François Mitterrand, le pharaon en gondole de Rambouillet

ANNE-MARIE LECOQ se promenait dans le parc du château de Rambouillet (Yvelines) quand elle est tombée sur une sculpture « moderne » représentant un homme guidant une gondole par deux roues et une sphère. Elle a remarqué quel homme : « François Mitterrand. Quel contraste surtout, entre le visage creusé, qui ressemble à l'ancien président de la République au crépuscule de sa vie, et le corps athlétique, bras droit lancé au-dessus de la tête, proche des sculptures monumentales qui fleurissent dans les régimes totalitaires. »

Cette « Barque solitaire » est un bronze de 3,8 mètres de haut, 7 mètres de long, 1,4 mètre de large. Elle pèse trois tonnes. Réalisée par Karel, artiste d'origine tchèque, la sculpture a été inaugurée le 9 octobre 1993 mais personne, jusqu'ici, n'avait fait - ou osé faire - le rapprochement. Jusqu'à ce que la promeneuse de Rambouillet révèle l'affaire dans la revue patrimoniale MoMuS, reprise par Le Point du 2 novembre : « Représenté dans la nudité héroïque, il [François Mitterrand] a pris place à bord d'un curieux véhicule dont la forme évoque aussi bien le char celte que la gondole vén-

tienne, mais qui se veut avant tout une variation sur la barque nilotique ». Et de rappeler que, dans l'Égypte des pharaons, la barque solitaire était empruntée par le défunt « pour parvenir, après un voyage semé d'embûches, à sa demeure définitive dans le ciel ».

Est-ce bien l'ancien président qui est représenté ? « On ne l'a déjà dit mais c'est inconscient, un pur hasard, répond Karel, qui dit avoir rencontré l'ancien président « cinq ou six fois en dix ans ». Ce dernier lui a acheté des sculptures et des tableaux. Karel affirme avoir réalisé « non pas un portrait mais une allégorie de l'humanité, de l'éternité ». Il ajoute que son œuvre devait, dans un premier temps, être « installée dans les jardins de l'Élysée ». Après avoir vu la Barque solitaire, François Mitterrand a dû être satisfait puisqu'il a commandé une seconde sculpture à Karel, que l'on peut découvrir en ce moment à la Fondation de Coubertin, à Saint-Rémy-lès-Chevreuses (Yvelines).

Le château de Rambouillet fait partie des résidences présidentielles. Là, on indique que l'œuvre a bien été « offerte » par François Mitterrand. Une brochure a même été publiée, destinée à « informer les visiteurs », sans toute-

fois mentionner le commanditaire. Au ministère de la culture, la Barque solitaire est répertoriée au Fonds national d'art contemporain. La notice indique que la commande a été passée en 1992, « à la demande » de l'ancien président de la République et que la facture - 1,3 million de francs - a été réglée par la Direction aux arts plastiques. A l'Écho Républicain, on se souvient que « Mitterrand devait venir pour l'inauguration » mais le quotidien local n'a pas abordé la question de la ressemblance, pas plus que le maire de Rambouillet, Gérard Larcher (RPR), présent lors de l'inauguration.

Jack Lang, à l'époque ministre de la culture, a déclaré au Monde qu'il ne connaît pas cette œuvre. En revanche, au service des résidences présidentielles, il existe bien un « dossier Karel » et l'on semble s'amuser de cette histoire. Quant à Pierre Chassigneux, directeur de cabinet de François Mitterrand à partir de 1992, il admet avoir eu connaissance de cette sculpture, mais la commande présidentielle, précise-t-il, a été passée « avant son arrivée ».

Michel Guerrin

Un glacier en colère

LA CRUE du glacier islandais Vatnajökull, consécutive à la fonte des glaces causée par l'éruption du volcan Grimsfjall survenue début octobre, a commencé mardi 6 novembre. Annoncée depuis longtemps par certains experts, cette débâcle est beaucoup plus tardive, mais aussi plus violente que prévu. Le flot d'eau boueuse et d'icebergs mêlés atteignait 30 000 mètres cubes par seconde mardi et pourrait enfler jusqu'à 40 000 ou 50 000 mètres cubes par seconde. Il a emporté plusieurs ponts et coupé la route côtière qui longe la côte sud. Les pêcheurs ont naturellement été priés de s'éloigner de la zone où naissent des courants inhabituels. Les dégâts sont très importants, mais aucune victime n'est à déplorer.

Lire page 26

La guerre d'usure de Jacques Chirac

« DÉCONFITURE » : le mot ira droit au cœur de Jacques Chirac. Certes, ce n'est pas au président de la République que Charles Pasqua applique ce jugement - excédé, excessif - sur la situation du pouvoir dix-huit mois exactement après l'arrivée du chef du RPR à l'Élysée. Comme d'habitude depuis 1990, le sénateur des Hauts-de-Seine met en cause Alain

Juppé, hier secrétaire général, aujourd'hui président du RPR en même temps que premier ministre, et auquel M. Pasqua consent à reconnaître les qualités d'un « excellent directeur de cabinet » (lire page 8).

Charles Pasqua, qui avait choisi le camp d'Edouard Balladur lors de l'élection présidentielle, n'est pas, pour cette raison, le mieux placé

pour faire la leçon à Jacques Chirac, ni pour dénigrer Alain Juppé, plus habile, alors, à tenir la balance égale et donc à rester fidèle, en fin de compte, au maître de Paris. Toutefois l'ancien ministre de l'Intérieur, artisan de l'arrivée de M. Chirac à la tête du parti gaulliste en 1974, puis de la création du RPR, qui célébrera dans un mois son vingtième anniversaire,

parle avec la légitimité et l'amertume de celui qui n'a eu de cesse de voir sa famille politique réinstallée au sommet de l'État et qui constate aujourd'hui l'effondrement de ses illusions. Ou qui, du moins, veut opposer au bilan d'une année et demie de règne chiracien les espoirs qu'il mettait, lui, dans le retour des gaullistes au pouvoir et, paradoxalement, dans la campagne électorale de M. Chirac : n'en avait-il pas saisi l'inspiration au moment où celle de M. Balladur prenait eau de toutes parts ?

C'est donc à Charles Pasqua, à la fois isolé et toujours entouré de la considération d'une bonne partie du RPR, auréolé d'une authenticité qui compense ou, du moins, éclipse une collection de bévues et d'erreurs aussi riche que celle de la plupart de ses concurrents, qu'il revient aujourd'hui de dresser, après d'autres, un constat sévère de la situation de l'exécutif et de la majorité parlementaire. Il reste que si le mot - la « déconfiture » - est nouveau, la réalité à laquelle il s'applique, elle, ne l'est pas. La déroute du chiraquisme électoral, à l'épreuve des responsabilités gouvernementales, date de l'été 1995 : la retraite avait suivi, au mois d'octobre, avec la priorité donnée à la réduction des déficits publics ; la sanction en avait été le mouvement social de la fin de l'année.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 17

Le théâtre au cinéma

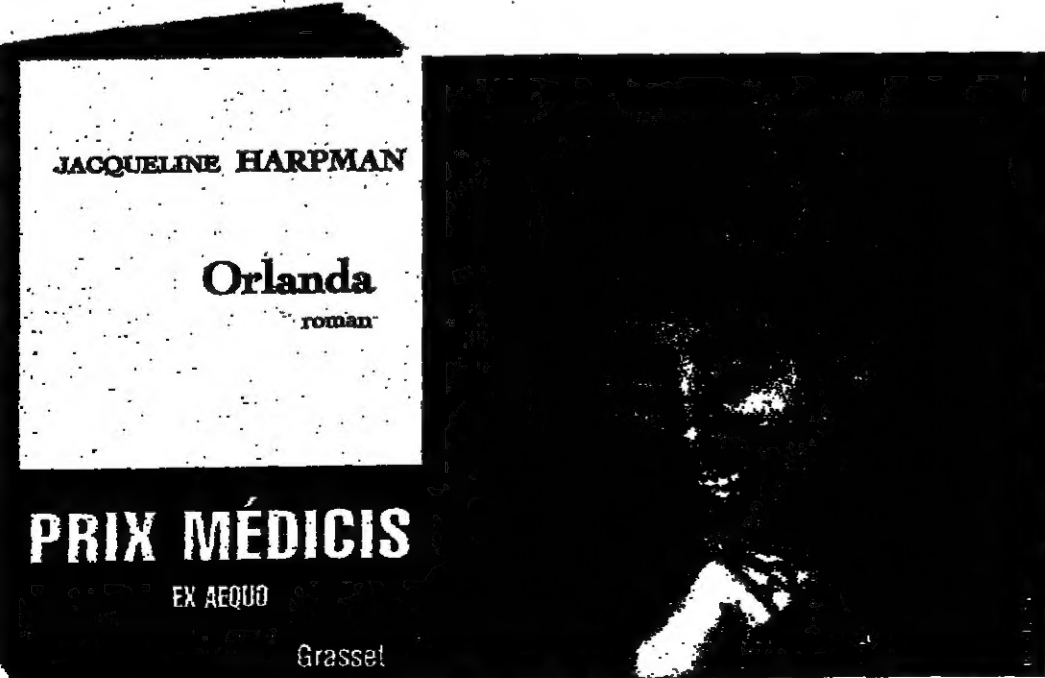


JEAN DOUCHET

CRITIQUE et cinéaste, Jean Douchet administre une magistrale et réjouissante leçon d'adaptation du théâtre au cinéma avec sa Servante aimante, d'après la mise en scène de Jacques Lassalle de la pièce de Goldoni. Lire aussi en pages « cinéma » l'enquête sur le renouveau du grand écran en Allemagne et le reportage sur le nouveau film de Costa-Gavras.

Lire pages 30, 31 et 32

International	2	Aujourd'hui	26
France	4	Agenda	28
Société	11	Annuaire	29
Régions	14	Météorologie	29
Cronos	15	Mots croisés	29
Horaires	16	Culture	30
Entreprises	20	Guide culturel	31
Finances	22	Communication	34
Annuaire des villes	24	Radio-Télévision	35



M 0147 - 1107 - 7,00 F



ÉTATS-UNIS Le démocrate Bill Clinton a remporté l'élection présidentielle du mardi 5 novembre, franchissant la barre des 50 % des suffrages exprimés. Il devient le premier démocrate depuis Fran-

klin Roosevelt à être élu pour un second mandat à la Maison Blanche. ● **LES RÉPUBLICAINS** conservent la majorité dans les deux chambres du Congrès, la Chambre des représentants et le Sénat. ● **BOB**



DOLE, le candidat républicain à la présidence et ancien sénateur, obtient 42 % des suffrages, et l'indépendant Ross Perot 8 % (contre 19 % en 1992). ● **LE MAINTIEN** d'une majorité républicaine au

Congrès promet la poursuite des enquêtes parlementaires et judiciaires dans la série d'affaires qui ont émaillé le premier mandat de M. Clinton. (Lire aussi notre éditorial page 17.)

Aisément réélu, Bill Clinton gouvernera avec un Congrès républicain

Le président sortant obtient plus de 50 % des suffrages et devient le premier démocrate, depuis Roosevelt, à être réélu à la Maison Blanche. Il devra composer avec un Sénat et une Chambre des représentants où les républicains gardent la majorité

WASHINGTON
de notre correspondant

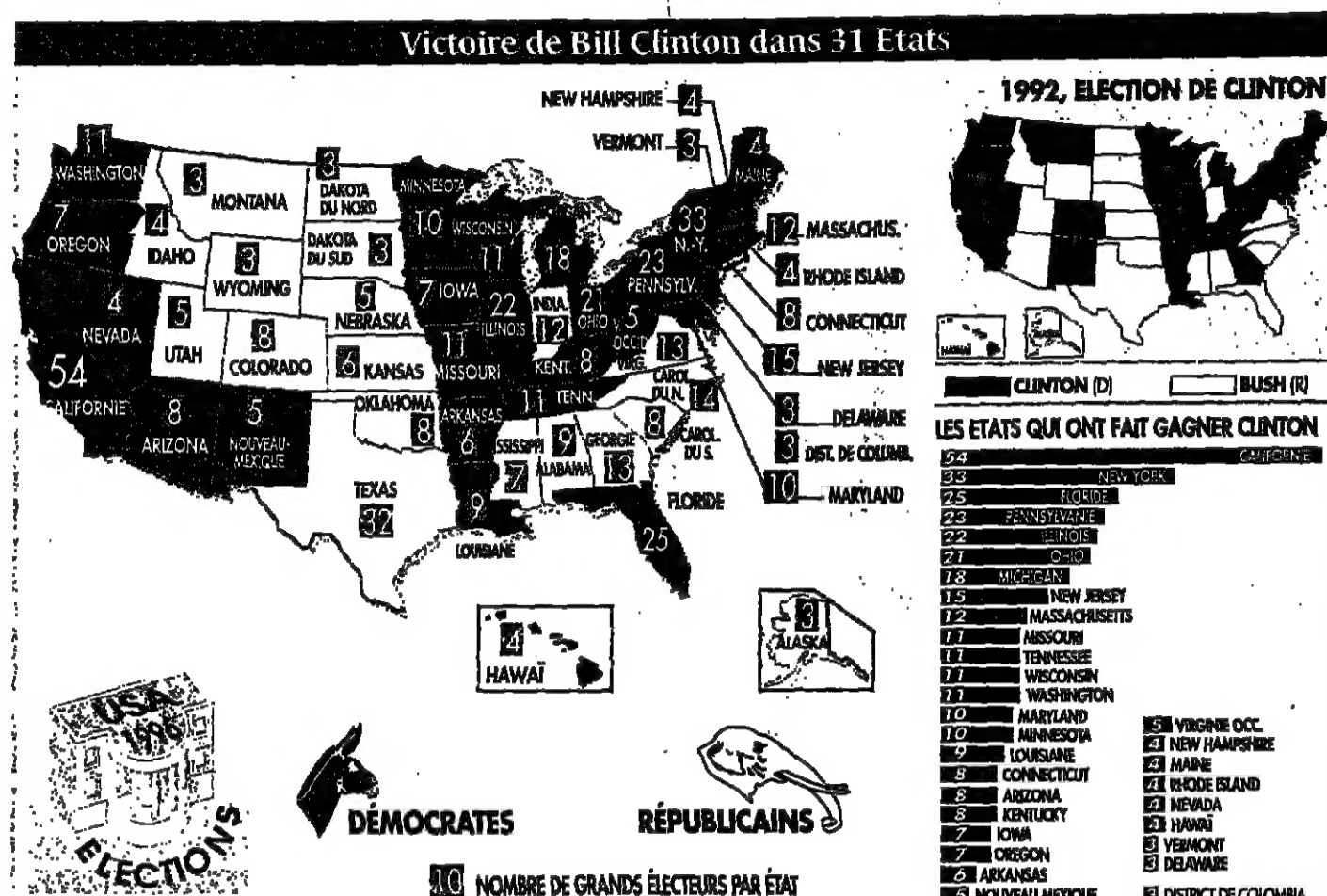
Les Américains ont estimé que Bill Clinton n'avait pas démenti, et ils lui ont confié un second et dernier mandat de quatre ans à la Maison Blanche. Mais en confirmant la majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat, ils ont également manifesté leur souhait de voir préserver un équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le Congrès. Il s'agit donc moins d'un vote d'adhésion en faveur de M. Clinton, que d'un satisfait pour son action. Simultanément les électeurs ont manifesté leur peu d'enthousiasme pour les propositions de Bob Dole, de même que leurs doutes quant aux capacités de cet homme de soixante-trois ans à relever les défis qui attendent l'Amérique à l'aube du XXI^e siècle.

La réélection, sans surprise, de Bill Clinton correspond au bilan globalement positif que dressent ses concitoyens : l'Amérique est en paix, ses intérêts vitaux ne sont menacés nulle part, son prestige – du moins les Américains veulent-ils le croire – est grosso modo intact et le pays a retrouvé une prospérité économique à la fois soutenue et saine.

REPRISE ÉCONOMIQUE

En 1992, l'Amérique avait confié à M. Clinton le mandat de s'occuper des problèmes domestiques et de redresser une situation économique défilée. Mission accomplie. Qu'importe si M. Clinton a eu surtout la chance d'entrer à la Maison Blanche au moment où la reprise économique commençait à porter ses fruits : la chance, après tout, est aussi un talent politique. Les États-Unis connaissent leur sixième année consécutive de croissance, le chômage est à un niveau historiquement bas, de même que le montant du déficit budgétaire. Les Américains ne craignent pas une réapparition de l'inflation et le pays a créé des millions d'emplois, même si ceux-ci sont plus précaires et moins rémunérés que par le passé.

Dès lors pourquoi changer une équipe qui gagne ? Cette simple question explique la victoire de Bill Clinton et la défaite de son adversaire. En repétant que l'économie américaine allait à vau-l'eau, M. Dole n'était tout simplement pas crédible. Sa campagne électorale aura été de bout en bout en déphasage avec une réalité dont les Américains ne pouvaient plus dou-



ter. En mauvaise position à cause de la bonne santé de l'économie comme du repositionnement au centre-droit de M. Clinton, M. Dole n'a jamais pu totalement prendre ses distances avec les propositions les plus radicales de la « révolution » républicaine, ni effacer le mauvais souvenir laissé aux Améri-

Le taux de participation au plus bas

Le taux de participation à l'élection présidentielle américaine s'est élevé à 49 % de la population en âge de voter (près de 148 millions d'électeurs), soit le taux le plus faible de toute l'histoire des États-Unis, selon une estimation de la chaîne de télévision CNN. Le taux de participation, qui était la grande inconnue du scrutin de 1996, avait été de 55,9 % lors de la précédente élection présidentielle en 1992. Les États-Unis ont traditionnellement l'un des plus faibles taux de participation électorale des pays industrialisés. Depuis 1940, la participation à l'élection présidentielle se situe aux alentours de 55 % en moyenne. Après un taux record de 61,8 % en 1964, la participation est en déclin régulier. Les politologues expliquent cette faible mobilisation par la nature même du système politique américain, fondé sur le bipartisme et le système majoritaire. Cette année, une forte abstention était pressentie au vu des sondages et de la victoire quasi certaine du président Clinton. - (AFR)

culier. Bill Clinton l'emporte donc facilement, obtenant, selon des résultats qui, mercredi en fin de matinée, étaient encore provisoires, 379 sièges du collège électoral, soit 109 sièges de plus que les 270 sièges nécessaires pour être élu. Les succès du président sortant sont particulièrement éclatants en Californie et en Floride, ainsi que dans les États du Midwest industriel comme l'Ohio, l'Illinois, le Michigan et le Wisconsin. Cette victoire est historique puisque, depuis Franklin Roosevelt, M. Clinton devient le premier président démocrate à obtenir un second mandat présidentiel ; il est aussi le plus jeune président réélu de l'histoire américaine. En atteignant la barre des 50 % du vote populaire (contre 42 % pour Bob Dole et 8 % pour Ross Perot), sa victoire efface l'impression qu'il avait été mal élu en 1992, lorsqu'il avait obtenu 43 % des suffrages, contre 37,4 % à George Bush et 18,9 % à Ross Perot.

RÉALISME

A tout prendre, il n'est cependant pas exclu que le maintien du statu quo s'agissant de l'équilibre des pouvoirs ait des avantages, à la fois pour Bill Clinton et le Grand Old Party. Au cours de ses deux premières années de mandat, M. Clinton a rencontré autant d'obstacles de la part des démocrates, alors majoritaires au Congrès, que des républicains, notamment lors de l'échec de la réforme du système de santé.

En cas de victoire parlementaire des démocrates, le chef de la Maison Blanche aurait, sans doute, eu beaucoup de mal à faire accepter à l'alle plus progressiste de son parti son nouveau réalisme politique, à l'opposé de la culture sociale traditionnelle du Parti démocrate.

Or, depuis la victoire parlementaire du Grand Old Party en 1994, M. Clinton s'est remarquablement accommodé de la nouvelle majorité républicaine, trouvant même parfois un terrain d'entente avec le chef de la majorité sénatoriale d'alors, Bob Dole. Il a surtout profité de la surenchère des républicains pour gagner la bataille de l'opinion publique et se poser en rempart contre les propositions les plus extrémistes d'une « révolution » que Newt Gingrich, speaker (président) de la Chambre des représentants, appelait de ses vœux.

CONSENSUS ?

Or, réélu en Georgie, M. Gingrich, est toujours là. Il est encore trop tôt pour savoir si les relations entre la Maison Blanche et le Capitole se dirigeront vers la confrontation ou le consensus. En 1994, les Américains avaient sanctionné les dérives libérales des démocrates, en confiant aux républicains la majorité des deux Chambres du Congrès. En 1996, ils ont signifié au Grand Old Party qu'ils n'approuvaient pas le bouleversement promis par le « Contrat avec l'Amérique », sans pour autant remettre en cause la confiance qu'ils lui avaient accordée deux ans plus tôt.

Le message d'aujourd'hui paraît s'adresser à la fois, aux républicains et aux démocrates : le point d'équilibre de la politique américaine est bien situé au centre-droit, comme Bill Clinton l'avait compris en opérant un impressionnant *aggiornamento* politique. Les républicains prendraient donc un risque politique en excitant du statu quo électoral un nouveau mandat pour tenter d'imposer leur agenda ultraconservateur au chef de la Maison Blanche. Mais il est un domaine où ils résisteront difficilement à la tentation de mettre en difficulté le président : l'ampleur prise par la polémique sur le financement du Parti démocrate débouchera, vraisemblablement, sur la création d'une nouvelle commission d'enquête parlementaire visant Bill Clinton.

Laurent Zecchini

La défaite de Bob Dole laisse la place à une nouvelle génération de républicains

WASHINGTON
de notre correspondant

Le moral des militants républicains était tombé si bas ces derniers temps qu'il arriva à certains d'entre eux d'avouer, en regardant Bob Dole en campagne : « Pourvu qu'il ne gagne pas... » Lors même la base en vient à souhaiter la défaite de son propre candidat, comment la victoire serait-elle possible ?

Historiens et psychologues épilogueront, sans doute, sur l'irrésistible descente aux enfers d'un homme unanimement respecté pendant sa longue carrière au Congrès, un homme qu'un politologue démocrate classait récemment parmi « les plus grands législateurs de ce siècle », un homme dont le courage face à ses blessures de guerre avait forcé l'admiration. Bob Dole, qui n'avait jamais accepté l'échec de ses précédentes tentatives de candidature à la Maison Blanche, considérait que l'investiture républicaine lui revenait de droit. A soixante-trois ans, il achève sans gloire une belle carrière politique : pour mieux se consacrer à la campagne présidentielle, il avait démissionné, en juin, de son siège de sénateur du Kansas. Dans cet audacieux quitte ou double, il a tout perdu.

Cette défaite est d'abord l'échec personnel de Bob Dole. Déconnec-

té des préoccupations quotidiennes des Américains par trente-cinq années passées dans le sillage de Washington, piètre orateur, desservi par une équipe électorale avec laquelle il n'a cessé d'être en conflit, Bob Dole n'a jamais réussi à accrocher l'électorat.

SONNETTE D'ALARME

Mais le Parti républicain a, lui aussi, sa part de responsabilité. Bob Dole a hérité d'un profond malentendu sur le sens du triomphe républicain aux législatives de 1994. L'artisan de cette victoire, Newt Gingrich, a vu un mandat pour une « révolution » de droite dans ce qui n'était qu'un rejet de la suprématie des démocrates, dont l'aile gauche dominait le Congrès. Gonflé à bloc, Newt Gingrich poussa son avantage trop loin et commit d'énormes erreurs tactiques au Congrès, menaçant de sacrifier des programmes sociaux, comme l'assurance-maladie des retraités, tout en réduisant les impôts des revenus supérieurs.

« Newt Gingrich a blâqué la trouille aux électeurs », confiait récemment un responsable local républicain dans l'Ohio, et les premières à fuir les républicains furent les femmes, effrayées par l'image d'un parti trop proche des croisades de la lutte contre l'avortement et des milices, du lobby des armes à

feu et de celui du tabac. Cette « révolution » qui n'eut jamais lieu et dont plus d'un responsable républicain regrette aujourd'hui avoir jamais prononcé le nom, servit de tremplin à Pat Buchanan, dont la personnalité et le populisme agitaient comme une sonnette d'alarme au sein de l'établissement républicain, au moment des primaires, en février dernier.

Pat Buchanan sentait le soufre, et Bob Dole apparut aux bons du parti comme le seul capable de lui barrer la route. Les primaires furent sanglantes. Pendant que le Parti républicain s'étripait à droite, Bill Clinton et les démocrates râlèrent le centre.

« La réélection de Bill Clinton peut, paradoxalement, nous faire beaucoup de bien, surtout si nous gardons le contrôle du Congrès et des parlements des États », nous déclarait, mardi soir, un responsable de l'état-major républicain à Washington avant de connaître les résultats des élections législatives. Première leçon de la défaite de Bob Dole : « Le Parti républicain ne reconnaît plus le droit d'aînesse pour la candidature à la Maison Blanche. » C'est la fin d'une génération, celle de ceux qui ont vécu la deuxième guerre mondiale : désormais place aux baby-boomers, à ceux qui sont nés après.

Deuxième leçon : cette nouvelle génération est particulièrement bien représentée par une équipe de gouverneurs républicains brillants, populaires, dynamiques... et centristes. Ces gouverneurs s'appellent Christine Todd Whitman (New Jersey), Bill Weld (Massachusetts), George W. Bush (Texas, fils de l'ex-président), John Engler (Michigan), Tommy Thompson (Wisconsin), George Voinovich (Ohio), Jim Edgar (Illinois), ou Pete Wilson (Californie).

L'AILE MODÉRÉE

Beaucoup d'entre eux se sont effacés devant la rhétorique de Newt Gingrich, mais sont réapparus en force lors de la convention républicaine de San Diego, où ils constituèrent le fer de lance de l'aile modérée du parti. Ils vont, sans aucun doute, revenir au premier plan dans les mois qui viennent, de même que les autres étoiles de la convention de San Diego que sont les jeunes, les femmes et le général Colin Powell. Toutes ont, en commun, la conviction que l'Amérique a soif de réforme, et non de « révolution », soit d'avenir et non de nostalgie du passé.

La droite religieuse va, bien sûr, elle aussi prétendre au contrôle du Parti républicain. Volontairement discrète pendant la campagne présidentielle, elle va probablement demander des comptes et souli-

Ross Perot n'a pas répété son exploit de 1992

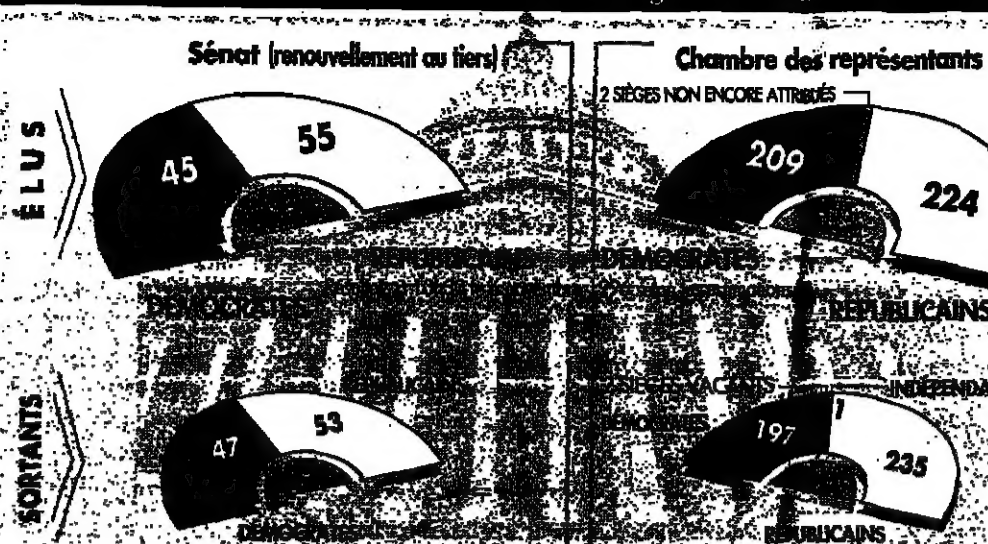
Le candidat indépendant à l'élection présidentielle, Ross Perot, n'a pas réussi à s'imposer comme il avait su le faire en 1992. Au vu des premières estimations, il obtient 8 % des voix, loin derrière les 19 % atteints il y a quatre ans, lors de sa première tentative dans la course à la Maison Blanche. Ce résultat avait contribué à coûter à George Bush sa réélection, assurant du même coup l'élection de Bill Clinton.

Cette année, la surprise et l'incertitude qui avaient entouré la candidature Perot en 1992, avec ses déclarations à l'emporte-pièce et ses réparties ironiques, n'étaient plus au rendez-vous. Beaucoup d'électeurs, qui avaient voté pour Ross Perot il y a quatre ans, semblent avoir préféré cette fois-ci voter pour le candidat républicain Bob Dole.

Avec 8 % des voix cependant, Ross Perot, soixante-six ans, est en droit d'obtenir des fonds fédéraux pour participer à la prochaine élection présidentielle et peut espérer inscrire son Parti de la réforme dans la durée. C'est ce qu'il a d'ailleurs aussitôt affirmé en déclarant, dès mardi soir, qu'il comptait « maintenir la pression » pour faire avancer ses idées, en prévision notamment des prochaines consultations électorales. - (AFR)

Sylvie Kauffmann

Le Congrès américain



Le Parti républicain a conservé la majorité au Congrès des États-Unis au soir du 5 novembre, mardi 5 novembre, du démocrate Bill Clinton sur son rival républicain, Bob Dole. Les estimations des télévisions américaines donnent aux républicains une majorité réduite de quelques sièges à la Chambre des représentants : à 224 au lieu de 235, contre 209 aux démocrates, avec deux sièges non encore attribués. En revanche, ils renforcent leur position au Sénat, où ils gagnent un siège sur les démocrates, à 55 contre 45. Les républicains avaient pris, en 1994, le contrôle des deux Chambres du Congrès, pour la première fois depuis 40 ans. Il faut remonter à 1950 pour trouver un Congrès républicain dont la majorité soit conservée lors de l'élection générale suivante.

La Chambre et le Sénat dominés par des conservateurs modérés

WASHINGTON
de notre correspondant
Les élections de 1996 resteront peut-être dans l'histoire comme celles du statu quo et des modestes ambitions. En reconduisant une majorité républicaine aux deux chambres du Congrès, qui sera forcée de continuer à collaborer avec un président démocrate, les Américains ont manifesté leur rejet des changements radicaux et leur désir de voir les deux partis travailler ensemble.

Selon les résultats encore incomplets disponibles mercredi matin 6 novembre, la majorité républicaine au Sénat s'enrichit d'au moins un siège (54 pour les républicains, 45 pour les démocrates et un siège non attribué) : il devrait donc y avoir peu de changements à la tête des commissions, le sénateur Jesse Helms, républicain, conservant la présidence de la commission des affaires étrangères et le sénateur Strom Thurmond, également républicain à quatre-vingt-trois ans, gardant celle des forces armées.

LA COHABITATION CONTINUE
A l'issue de deux duels très suivis, dans le Massachusetts et le New Jersey, deux démocrates, John Kerry et Bob Torricelli, l'ont emporté, mais un républicain a été élu dans l'Arkansas natal de Bill Clinton. Quant à la Chambre des représentants, le maintien de la majorité républicaine, bien qu'un peu rétrécie, n'y faisait aucun doute mercredi matin.

L'élection de Bob Dole et d'un Congrès républicain avait provoqué la recombinaison historique du paysage politique dont avaient révé les républicains au lendemain de leur grande victoire aux législatives de 1994. Inversement, l'avènement d'une majorité démocrate pour épauler le président Clinton aurait provoqué un coup de baze à gauche et contraint le chef de l'exécutif à dévier de la ligne centriste qu'il s'est fixée depuis 1994. Les Américains ont voulu poursuivre la cohabitation. C'est à leurs yeux la meilleure méthode de gouvernement pour résoudre les pro-

blèmes qui ont dominé la campagne, des problèmes de vie quotidienne.

En 1996, l'électorat est satisfait de la situation économique générale du pays et ne souhaite surtout pas risquer de mettre en danger ce fragile bien-être par des audaces budgétaires ou fiscales. Pas plus que les candidats à la présidence, les candidats aux législatives n'ont proposé de grands bouleversements de société : après la poussée de fièvre de 1994, la prudence était de rigueur et s'est retrouvée dans les résultats du vote. L'heure n'est plus aux grands changements économiques et sociaux : lorsque le président Clinton a voulu imposer un ambitieux plan de réforme du système de santé, il a été désa-

dollars dans cette campagne. Mais, de l'avis général, ceux qui sont reconduits seront malgré tout contraints de tempérer leurs ardeurs : ayant pour la plupart mené une campagne beaucoup plus modérée qu'en 1994, ils ne sont pas pourvus du même mandat de changement radical. La colère des électeurs a fait place à un optimisme mesuré, et les candidats se sont adaptés.

La grande inconnue reste l'attitude qu'adoptera Newt Gingrich, a priori assuré de conserver son poste de speaker à la tête de la Chambre des représentants : va-t-il se sentir renforcé par la réélection d'une bonne partie de ses fidèles, ou va-t-il choisir de remettre le message de modération envoyé par les

affecte tous les thèmes qui préoccupent l'électorat, de l'éducation à la santé en passant par l'environnement et la criminalité. Et c'est peut-être sur la base de cette question-là que les électeurs ont choisi la formule de la cohabitation : la plupart des sondages montrent que les Américains continuent de penser que l'état a un rôle à jouer dans leur vie, même s'ils souhaitent une administration plus réduite et plus efficace.

A l'ordre du jour de ce nouveau Congrès, qui commencera à siéger en janvier prochain, la réforme du financement des campagnes électorales, à laquelle le président Clinton s'est engagé en fin de campagne puis de nouveau, mardi soir, dans le discours qu'il a prononcé après l'annonce de sa victoire.

Gouverneurs : l'équilibre général n'est pas modifié

Démocrates et républicains ont chacun gagné un siège, mardi 5 novembre, lors des élections pour les postes de gouverneurs. Sur les 11 postes à pourvoir, 7 ont été remportés par des démocrates qui ont arraché celui du New Hampshire, et 4 par les républicains qui ont repris le poste de gouverneur de Virginie occidentale. L'équilibre politique général n'est pas modifié et demeure en faveur des républicains qui contrôlent 32 postes de gouverneurs, les démocrates n'en disposant que de 17. Le 50^e gouverneur est indépendant. Dans l'état de Washington (côte ouest), le démocrate Gary Locke, devient le premier gouverneur d'origine asiatique, en dehors de Hawaii. (AFP)

voqué par la victoire de la droite aux législatives de 1994, et lorsque la droite républicaine au Congrès a voulu mener le pays à marche forcée sur la voie libérale, l'électorat a riposté en réélisant Bill Clinton.

Le sort des 73 nouveaux élus républicains de 1994, ces fils de la « révolution » avortée de Newt Gingrich dont 70 se représenteront cette année, constitueront à cet égard un test intéressant. Si l'on en juge par les résultats disponibles mercredi matin, ils ont essayé quelques pertes mais ne semblent pas avoir subi le désaveu massif attendu ; ils ont même plutôt bien résisté à l'offensive menée contre eux par les troupes de l'AFI-CIO, la grande confédération syndicale, qui a investi pas moins de 35 millions de

lecteurs ? M. Gingrich n'a pas révélé son sentiment profond à ce sujet lorsqu'il a pris la parole tôt mercredi matin dans sa circonscription de Géorgie, où il a été confortablement réélu, mais il a quand même souligné que, « en dépit de tous les efforts déployés, pour la première fois en soixante-huit ans, les Américains avaient reconduits une majorité républicaine à la Chambre des représentants ». Pour Newt Gingrich, ce résultat reflète « le désir (de l'électorat) d'évaluer leur rôle réduit de l'état et une réduction des impôts ».

Escamoté au cours de la campagne, le débat crucial sur le rôle de l'état dans la vie des Américains va en effet se retrouver au centre des travaux du nouveau Congrès. Il

Dépenses sociales

La priorité devrait ensuite être accordée à la recherche d'une solution à la croissance incontrôlée des dépenses sociales pour l'assurance-maladie des personnes âgées et des indigents (Medicare et Medicaid), ainsi que le paiement des retraites au moment où le pays amorçait une course de vieillissement inquiétante ; les Américains tiennent à ces programmes et il faudra trouver un moyen de les financer. La question de la réforme du système de santé et des 43 millions d'Américains sans couverture maladie est également restée en suspens.

Un autre type d'activité devrait largement occuper le prochain Congrès : celle des commissions d'enquête sur les divers scandales auxquels les républicains accèdent le couple Clinton d'être mêlé. Si démocrates et républicains ne sont pas opposés à travailler ensemble, comme le souhaitent leurs électeurs, sur la réforme du financement des campagnes électorales ou sur celle de la sécurité sociale, c'est là un domaine où, en revanche, les républicains ont fait savoir qu'ils ne feraient pas de quartier s'ils conservaient la majorité.

Sylvie Kaufmann

La Californie a voté contre les programmes favorables aux minorités

LOS ANGELES

correspondance
Les Californiens ont approuvé, mardi 5 novembre, avec une confortable majorité de 56 % des suffrages, la plus controversée des « initiatives » référendaires mises aux voix : la proposition 209 ou California Civil Rights Initiative (CCRI), qui inscrit dans la Constitution californienne « la prohibition de la discrimination ou du traitement préférentiel par l'état (californien) et autres services publics ». Les auteurs de ce référendum sont Pete Wilson, gouverneur républicain de l'état de Californie, et deux professeurs de Berkeley.

Les habitants du Golden State entendent donc le démantèlement des programmes de l'affirmative action, qui visaient, depuis trois décennies, à réduire l'inégalité des chances pour les minorités ethniques et raciales, ainsi que pour les femmes. Les programmes fédéraux restent effectifs, mais puisqu'en matière législative la Californie sert souvent d'exemple et de modèle, le passage de la CCRI aura sans conteste un impact national.

COLIN POWELL HOSTILE

Ces programmes encourageaient le secteur public à accorder un pourcentage des marchés ou contrats à des entreprises gérées par des minorités et par des femmes, incitaient les instances gouvernementales à embaucher et promouvoir des membres de groupes de populations sous-représentées, les universités à ouvrir des programmes de bourses et d'assistance en direction des minorités, et à pratiquer une politique d'inscriptions équilibrée.

La proposition 209 veut en finir avec cette « discrimination inversée », perçue comme un favoritisme vis-à-vis des défavorisés. « Ce n'est pas la victoire des hommes blancs, mais celle de tous les Californiens », a déclaré Ward Connelley, un des promoteurs du référendum, et qui est noté, « les objectifs d'une politique so-

ciale ne justifient pas les moyens. Autrement, il fallait que le gouvernement américain intervienne pour protéger nos droits civiques. Mais nous sommes devenus dépendants du gouvernement ».

Bob Dole n'a accordé que tardivement son soutien, et après avoir attaqué l'affirmative action à une seule reprise, lors d'un rallye à San Diego, il n'est pas revenu sur le sujet. Sur la fin de sa campagne, Bill Clinton a déclaré son opposition à l'initiative, mais en des termes réticents, précisant qu'il était contre les quotas mais « pour une forme juste de l'affirmative action ».

Et la campagne autour de la proposition 209 n'a pas polarisé les électeurs comme ce fut le cas en 1994 pour la proposition 187, qui refusait les services sociaux, médicaux et scolaires aux étrangers en situation irrégulière.

Les opposants ont dénoncé jusqu'au bout le langage ambigu de l'initiative, qui en copiant presque mot pour mot la loi pour les droits civiques de 1964, alors que son esprit est radicalement contraire, a pu induire des électeurs en erreur. Les opposants à la 209 craignent que ce vote signifie un retour à la discrimination sexuelle pour les femmes. Dans leurs rangs, on trouvait le républicain Colin Powell, qui a déclaré, en mai dernier : « Des initiatives comme la CCRI, qui se font passer pour une mesure en faveur de l'égalité des chances, mais qui compromettent chaque programme d'aide, sont un retour en arrière pour les femmes et leurs acquis, et un coup de frein pour les perspectives d'avenir de ceux qui sont dans le besoin ».

Comme ce fut le cas pour la proposition 187, dont l'application fut aussitôt bloquée en appel, ce référendum sur les droits civiques va être vivement contesté devant les tribunaux californiens et fédéraux.

Claudine Mulard

Le dollar en nette hausse

Le dollar a vivement progressé à l'annonce des résultats des élections américaines. Sur le marché des changes de Tokyo - la place de New York était alors fermée - le billet vert a bondi de 1,5140 à 1,5270 mark, de 5,12 à 5,15 francs et de 113,75 à 114,40 yens. Si la victoire de Bill Clinton était anticipée par les intervenants, ces derniers ont accueilli très favorablement la reconduction d'un Congrès à majorité républicaine. A leurs yeux, cette cohabitation est l'assurance de la poursuite d'une politique budgétaire rigoureuse aux États-Unis. « C'est le meilleur scénario pour le dollar », estime Makoto Sato, responsable de l'activité sur les devises à la Bank of Tokyo - Mitsubishi. Les opérateurs paient aussi sur le maintien à son poste de Robert Rubin. Le secrétaire d'Etat au Trésor est partisan d'une politique de dollar fort qui, selon lui, « protège les États-Unis de l'inflation et permet de maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau ». (Lire aussi page 20.)

Un second mandat menacé par l'exploitation des « affaires »

WASHINGTON

de notre correspondant
Le fait que les républicains aient conservé la majorité au Congrès n'est pas de bon augure pour Bill Clinton. Cela signifie que le climat de plus en plus lourd des « affaires » qui ont empoisonné son premier mandat présidentiel ne va pas se dissiper. Au contraire, les responsables du Parti républicain n'ont pas caché leur intention de multiplier les commissions d'enquête parlementaires à propos des différents « scandales » auxquels ont été mêlés la Maison Blanche et le couple présidentiel. Lorsqu'il avait été élu en 1992, M. Clinton avait promis que son administration serait la plus « morale » de l'histoire des États-Unis.

Quatre ans plus tard, force est de constater que rarement un président américain et son épouse auront fait l'objet d'une telle succession de mises en cause personnelles visant leur intégrité, voire leur honnêteté. Certes, même si Bill et Hillary Clinton ont été contraints de témoigner au cours d'un procès ou devant un grand jury fédéral, dans le cadre de l'affaire Whitewater, aucune charge n'a pu être retenue contre eux. Mais la menace d'une nouvelle comparution judiciaire du chef de l'exécutif et de son épouse n'est pas écartée.

S'il apparaît purement spéculatif

d'annoncer une « crise constitutionnelle » au cours du second mandat de M. Clinton, comme l'a fait Ross Perot, certains analystes n'en dressent pas moins un parallèle avec l'administration Nixon : le président républicain avait été brillamment réélu cinq mois après le scandale du Watergate, puis forcé d'abandonner ses fonctions à l'été 1974. Il faut donc prendre au sérieux la prévision du chef de la majorité sénatoriale, le républicain Trent Lott, qui annonce « de gros ennuis en perspective pour le président ».

« TRAVELGATE », « ASIANGATE »...

Les républicains vont s'intéresser à plusieurs affaires. La plus connue et la plus ancienne est le scandale Whitewater, du nom de ce projet immobilier situé en Arkansas dans lequel les époux Clinton avaient investi (à perte) à la fin des années 70. Le procureur indépendant Kenneth Starr, qui poursuit avec zèle ses investigations, a déjà obtenu la condamnation de plusieurs personnes proches du couple présidentiel, notamment Jim Tucker, prédécesseur de M. Clinton au poste de gouverneur de l'Arkansas, Jim McDougal, actuellement emprisonné, ainsi que son épouse Susan, laquelle refuse de collaborer avec M. Starr.

L'affaire des « dossiers du FBI » est tout aussi délicate : il s'agit de

l'obtention illicite, par le service de sécurité de la Maison Blanche, de 900 dossiers confidentiels constitués par le FBI, concernant, en particulier, des personnalités membres de précédentes administrations républicaines. M. Clinton a affirmé qu'il s'agissait d'une « bavure bureaucratique », ce qui n'a convaincu ni les républicains ni le procureur Kenneth Starr.

D'autres polémiques plus anciennes restent potentiellement embarrassantes pour M. Clinton. Tel est le cas de l'affaire Paula Jones, du nom de cette jeune femme qui accuse l'ancien gouverneur de l'Arkansas d'avoir sollicité des faveurs sexuelles de sa part, en 1991. La Cour suprême doit se prononcer l'année prochaine sur le point de savoir si un président en exercice peut être poursuivi en justice.

Outre que les circonstances exactes de la mort de Vincent Foster, cet ancien conseiller juridique de la Maison Blanche et ami des époux Clinton (qui s'est suicidé en juillet 1993), n'ont jamais été élucidées, la même incertitude prévaut s'agissant des conditions du licenciement sommaire, en mai 1993, de sept employés du service des voyages de la présidence, au profit de personnes proches du couple présidentiel. Le nom de Hillary Clinton avait souvent été évoqué dans cet épisode connu sous le nom de

« Travelgate ». Reste l'« Asiangate », la polémique la plus récente et peut-être celle qui comporte le plus de risques politiques pour Bill Clinton. Le Parti démocrate a implicitement reconnu l'illégalité de certaines des contributions financières qu'il a reçues pour la campagne électorale de ses candidats, ainsi que pour celle de M. Clinton, en retournant notamment à une société sud-coréenne un don de 250 000 dollars (1,25 million de francs) sollicité par John Huang, le responsable du Parti démocrate chargé de la collecte de fonds auprès de la communauté américano-asiatique.

Les républicains veulent, notamment, savoir si les liens de M. Clinton avec M. Huang, ainsi qu'avec la riche famille Riady (propriétaire du groupe indonésien Lippo), ont pu se traduire par des faveurs politiques, voire par une inflexion positive de la politique étrangère des États-Unis envers le régime de Djakarta.

Rien ne dit, bien sûr, que ces différentes affaires déboucheront sur une mise en accusation directe de Bill Clinton et (ou) de son épouse. Mais une chose est sûre : frustrés de leur défaite, les républicains ne ménageront pas leurs efforts pour aboutir à un tel résultat.

Laurent Zecchini

PRIX MEDICIS
ÉTRANGER EX Aequo

LUDMILA OULITSKAÏA
Sonietchka
roman
traduit du russe par Sophie Benesh

DU MONDE ÉTRANGER
GALLIMARD

Boris Eltsine a repris ses fonctions : il a eu une première séance de travail avec son premier ministre. Mais selon le quotidien « Troud », si le président est en voie de guérison, « il reste à soigner la Russie »

festations d'une ampleur « sans précédent depuis cinq ans » à travers toute la Russie, pour exiger le paiement de leurs arriérés de salaires qui représentent quelque 40 milliards de francs.

semble par contre assurée, car c'est par son intermédiaire que passent les contacts avec l'opposition organisée - communiste, nationaliste ou syndicale. Une opposition dont le rôle a été rappelé, mardi, par une « journée syndicale d'action ». Des millions de personnes ont participé à des manifestations d'une ampleur « sans précédent depuis cinq ans » dans tout le pays, admettait la télévision. Revendication officielle : les quelque 3 milliards de dollars de salaires impayés. Comme le fitait l'ancien quotidien des syndicats *Troud* (déormais contrôlé par le monopole géant Gazprom), « le président est en voie de guérison, il reste à soigner la Russie ».

Jean-Yves Nau

Sophie Skelton

peut pas ne pas avoir d'incidence sur la fonction cardiaque. Une option différente avait été proposée par l'équipe du professeur Alain Carpentier (hôpital Broussais, Paris). Consultée par les médecins du centre Tchazov, l'équipe française avait conseillé la pose d'une prothèse aortique parallèlement au pontage coronarien. Ce choix, qui impose une grande dextérité chirurgicale, n'a pas été retenu.

La gauche de l'ancien

ROME
de notre correspondant

Massimo D'Alema, secrétaire du PDS (Parti démocratique de la gauche), a décidé de venir au secours de l'ancien juge Antonio Di Pietro, aujourd'hui ministre des travaux publics. Dans une lettre rendue publique mardi 5 novembre, le chef de file de la principale formation au pouvoir a tenu à exprimer « sa pleine solidarité » à la suite « des viles attaques... indignes d'un pays civilisé », dont est victime l'ancien magistrat vedette de l'enquête « Mani pulite » (mains propres). Un groupe de

ROME

Lassé des attaques, Antonio Di Pietro est donc sorti de ses gonds le week-end dernier et a dénoncé la « vendetta » menée contre lui ainsi que le complot ourdi contre ses anciens collègues de Milan au moyen d'informations tronquées et malveillantes. Il a exigé que la totalité des écoutes soient publiées et a démenti avoir favorisé Pierfrancesco Pacini Battaglia, comme on le laisse entendre.

La contre-attaque du ministre.

principalement dirigée contre la Guardia di Finanza, organisme important de l'Etat, a provoqué un léger malaise au sein du gouvernement. Le président du conseil, Romano Prodi, ne s'est pas ému publiquement de la volte-face de son ministre, mais il a écouté ses doléances et lui a sans doute demandé plus de discrétion. La lettre de Massimo D'Alema a de ce fait été chaleureusement accueillie. Son auteur a donc été remercié *« du fond du cœur »* pour son soutien. Enfin quelqu'un qui vient à la res-
cousse !

Michel Bôlle-Richard

- Certificat homologué par l'État au niveau II
- Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation
intégrée aux grands
MBA mondiaux

Depuis 1894
DE LA RETOUCHE
AU BEAU VÊTEMENT
LEGRAND

LEGRAND
Tailleur sur mesure
 Hommes et Dames
 Luxueuses draperies
 prix agréables
 27, rue du 4-Septembre, PARIS 2^e
 Tél : 01.47.42.70.61



Groupe IPESUP
38, rue des Blancs-Manteaux
75001 Paris - Tel : 01 42 78 95 15
IPESUP - 10 rue de Valenciennes - 75013 Paris
France - Tél : 01 43 20 10 10

[illegible]

هكڙو مٿي ال اصل

L'impôt de la réunification ébranle la coalition en Allemagne

BONN. Les dirigeants de la coalition de centre-droite à Bonn sont convenus, mardi 5 novembre, de repousser à la mi-décembre une difficile décision budgétaire, afin de tenter d'éviter une crise gouvernementale. Lors d'une réunion à la chancellerie présidée par M. Kohl, les responsables des unions chrétiennes CDU et CSU n'ont pas réussi à aplacer leur différend avec leur partenaire libéral (FDP) sur la date de la baisse de l'impôt destiné à financer la réunification. Les dirigeants des trois partis se sont néanmoins entendus pour que le budget fédéral 1997 soit voté au Bundestag dans les délais prévus (fin novembre). Un des barons du FDP, Juergen Möller, avait récemment menacé de ne pas voter le budget 1997 avec onze autres députés, faute d'un accord sur l'impôt de la réunification. Or la majorité de M. Kohl n'est que de dix députés. Le FDP réclame l'assurance que l'impôt de la réunification, égal à 7,5 % de l'impôt sur le revenu, soit réduit à 5,5 % en 1998. — (AFP)

La Syrie et l'Iran se seraient engagés à empêcher les attaques terroristes contre Israël

JÉRUSALEM. La Syrie et l'Iran ont assuré Israël qu'ils essaieraient d'empêcher des attaques terroristes de la part de militants islamistes, ont rapporté, mardi 5 novembre, des journaux israéliens, selon lesquels des messages en ce sens ont été transmis au premier ministre, Benjamin Netanyahou, par l'Allemagne et par les États-Unis. Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a demandé au premier ministre, Hafez El Assad, d'empêcher le Jihad islamique, un groupe d'opposition palestinien basé à Damas, d'agir, a indiqué le quotidien Haaretz. Le chef de l'Etat syrien a répondu qu'il s'opposait à des attaques terroristes contre Israël, a ajouté le journal. Selon le Yedioth Aharonoth, l'Allemagne a reçu de son côté des assurances que l'Iran et les groupes terroristes qu'il soutient ne mèneront pas des attaques contre l'Etat juif dans un proche avenir. — (AR)

En Egypte, l'état d'urgence sera désormais appliqué à la construction

LE CAIRE. L'immeuble de douze étages qui s'était écroulé, le 27 octobre, dans le quartier d'Héliopolis, au nord-est du Caire, a fait finalement soixante-sept victimes, selon le bilan définitif. Selon des chiffres publiés par la presse officielle, deux mille bâtiments se lèveront ou s'effondreront chaque année dans la capitale égyptienne du fait de la vétusté du parc immobilier et de la construction sauvage qui ne respecte ni règles ni normes de sécurité. Devant l'émotion suscitée par la catastrophe d'Héliopolis, le premier ministre a décidé de faire usage de la loi de l'état d'urgence qui, au départ, ne concerne que les terroristes et les trafiquants de drogue. Dorénavant, la loi sur les constructions sera appliquée sans délai. Les responsables des effondrements risquent dorénavant de sept à dix années de prison. Les mêmes peines sont prévues à l'encontre des fonctionnaires chargés de veiller à l'application des normes de sécurité et de délivrer les permis de construction. — (Corresp.)

AFRIQUE
■ **NIGERIA** : les autorités ont interdit, mardi 5 novembre, toute manifestation dans le pays ougandais, enclavé dans l'Etat de Rivers, à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'écrivain Ken Saro-Wiwa, exécuté avec huit de ses compagnons du Mouvement pour la survie du peuple ougandais (MOSOP), qui demandait une autonomie et une part des richesses pétrolières extraites du sous-sol. — (AFP)
■ Amnesty international a demandé, mardi 5 novembre, la libération des prisonniers politiques et la fin des détentions arbitraires. Dans un document publié à Johannesburg, le secrétaire général de l'organisation de lutte pour les droits de l'homme, Pierre Sané, a également demandé que les procès deviennent équitables et que la peine de mort soit abolie. — (AFP)

AMÉRIQUES
■ **NICARAGUA** : la présidente du Nicaragua, Violeta Chamorro, a vivement critiqué, mardi 5 novembre, l'attitude du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) qui, après avoir contesté les premiers résultats officiels des élections générales du 20 octobre pour irrégularités, a décidé d'organiser une campagne de protestation dans tout le pays. Les sandinistes « doivent accepter leur défaite. Franchement, ils ne donnent pas l'impression d'être patriotes », a-t-elle déclaré. Le FSLN a appelé notamment à une journée de protestation, vendredi, au lendemain de la publication des résultats officiels. Selon un décompte officieux, le candidat de la droite, Arnoldo Aleman, l'emporterait avec 49,34 % des voix face au sandiniste Daniel Ortega (38,09 %). — (AFP)

ASIE
■ **AFGHANISTAN** : deux civils ont été blessés, mercredi 6 novembre, dans le bombardement d'un quartier résidentiel du centre de Kaboul, selon des médecins et des témoins. Des avions, supposés appartenir à la coalition anti-talibans, ont lâché deux bombes sur deux maisons près du palais présidentiel. Les forces anti-talibans ont bombardé Kaboul à sept reprises depuis que la milice religieuse s'est emparée de la ville le 27 septembre. — (AFP)
■ **CORÉE DU SUD** : deux hommes présumés être des agents nord-coréens, infiltrés en Corée du Sud à bord d'un sous-marin qui s'était échoué le 18 septembre, ont été abattus, mardi 5 novembre, par des soldats sud-coréens près de la zone démilitarisée, a annoncé le ministère de la défense à Séoul. Plusieurs militaires sud-coréens ont également été tués lors de l'incident. Le ministère estime que cette infiltration est destinée à préparer une guerre. — (AFP)

EUROPE
■ **ARMÉNIE** : huit membres de l'opposition arménienne ont entamé, mardi 5 novembre à Erevan, une grève de la faim par solidarité avec Vagan Ovanissian, l'un des dirigeants du parti nationaliste Dachnaktsoutoun, emprisonné depuis juillet 1995 pour « trahison ». Le Dachnaktsoutoun a été interdit en Arménie par le chef de l'Etat, Levon Ter Petrossian, réélu le 22 septembre lors d'un scrutin marqué par de nombreuses irrégularités. — (AFP)

PROCHE-ORIENT
■ **ISRAËL** : la « trêve » européenne ne se rendra pas à Jérusalem, faute d'avoir pu s'entendre avec les dirigeants israéliens sur les conditions de cette visite, a-t-on appris, mardi 5 novembre à Dublin, de source diplomatique. Le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahou refuse le droit aux visiteurs étrangers de haut rang de se rendre à la Maison de l'Orient, siège officieux de l'OLP dans la partie orientale de la ville, dont l'Union européenne refuse l'annexion en 1967 par l'Etat juif. — (Reuters)
■ Le maire de Jérusalem, Ehud Olmert, proche du premier ministre, Benjamin Netanyahou, va être prochainement traduit en justice pour une affaire de fausses factures liées au financement du Likoud et qui remonte à 1988. Ancien trésorier du parti, M. Olmert, également accusé de faux témoignage, a assuré mardi 5 novembre qu'il ne démissionnera pas de la mairie. La date du procès n'a pas encore été fixée. — (AFP)

Paris et Madrid veulent faire de l'axe franco-espagnol un des pivots de l'Union européenne

M. Aznar réaffirme la volonté de l'Espagne d'adopter l'euro

La crise du Kivu a dominé un sommet franco-espagnol, réuni à Marseille les 4 et 5 novembre, au cours duquel Jacques Chirac et Jose Maria Az-

nar ont réaffirmé la volonté de leurs deux pays de jouer un rôle moteur pour la construction européenne. Le président français s'est félicité de

l'écho rencontré par l'initiative prise par Paris et Madrid de demander l'envoi d'une force internationale au Kivu.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial
C'est en termes extrêmement chaleureux que le président Jacques Chirac et le chef du gouvernement espagnol, Jose Maria Aznar, ont conclu mardi 5 novembre à Marseille, le sommet franco-espagnol de Marseille. L'année dernière, à Madrid, Jacques Chirac, qui reprenait lui-même le flambeau des mains de François Mitterrand, et l'ancien premier ministre Felipe Gonzalez, avaient affirmé avec force la « solidarité » entre les deux nations. Comme avec l'Allemagne, cette solidarité se veut désormais ancrée dans une perspective historique et européenne qui transcende les changements de majorité.

Dans le prolongement de l'axe franco-allemand, Paris et Madrid ambitionnent de faire de leur relation le point d'ancrage d'une Europe du Sud qui, plus que jamais, à l'heure des élargissements de l'Union européenne vers le nord, entend rappeler sa présence. Aucune de ces relations ne saurait être exclusive des autres. En

COOPÉRATION MILITAIRE

En matière de défense, ces trois pays ont déjà constitué avec le Portugal l'ossature de deux forces communes, l'Eurofor et l'Euro-

internationale de « sécurisation » au Kivu, Jose Maria Aznar confirme que l'on peut compter avec l'Espagne en cas de coup dur. C'est loin d'être le cas de tous les pays européens.

Sur les grands dossiers européens, comme dans le domaine des relations bilatérales, Paris et Madrid sont décidés à faire preuve entre eux de maturité, pour régler les désaccords lorsqu'il y en a. Le chef de l'Etat français a pris l'engagement de faire des propositions aux Espagnols, avant la fin de l'année, pour débloquer le dossier de la ligne à haute tension qui alimentera l'Aragon à travers les Pyrénées, stoppée du côté français pour des raisons d'environnement.

Particulièrement soucieux l'un et l'autre sur les problèmes de sécurité intérieure, Jacques Chirac comme Jose Maria Aznar jugent exemplaire le travail effectué en commun dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité. Dans le cadre de la conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme du fonctionnement de l'Europe, les

Français ont indiqué qu'ils examineraient favorablement l'idée espagnole d'un espace judiciaire européen. Madrid en revanche se laisserait convaincre d'accepter un système de « coopérations renforcées », permettant d'élaborer des politiques communes sans que tous les membres de l'Union y participent.

Madrid - M. Aznar a martelé à Marseille - veut faire partie politiquement des grands de l'Europe. D'où l'importance qu'il attache à réaffirmer sans cesse l'engagement de l'Espagne à faire partie du premier groupe de pays qui adopteront en 1999 la monnaie unique. Les Français en ont pris acte, comme du souhait de l'Italie de faire de même. Dans son élan, Jacques Chirac s'est félicité des négociations ouvertes avec Rome sur le retour de la lire dans le système monétaire européen. Une affirmation que son entourage a immédiatement corrigée en rappelant que l'Italie n'avait pas encore formalisé ses intentions.

Henri de Bresson

**4,9 % DE 12 À 60 MOIS
SUR LES BERLINES BMW 316i, 318i, 318 TDS.**



**4,9 % DE 12 À 60 MOIS
AVEC APPORT LIBRE.**

Exemple de financement pour 10 000 F empruntés sur 60 mois, T.E.G. 4,9 % :
80 mensualités de 188,25 F (hors assurances facultatives) soit un coût total du crédit de 1 255 F.
Prix maximum conseillé des berlines BMW 316, 318i, 318 Tds au 1/10/96 : 139 900 F, 149 900 F, 159 900 F. Extrait des équipements disponibles de

série : ABS, coussin gonflable de sécurité conducteur (Airbag), rétroviseurs extérieurs azimutiques réglables à réglage électrique, appuie-tête amovibles, dossiers de banquettes amovibles rabattibles, protection contre le vol anti-démarrage SRA 7 clés, direction assistée asservie au régime moteur, vitres avant électriques avec fonction pégée et anti-pincement, verrouillage centralisé, sièges avant réglables en hauteur... Ces modèles sont également disponibles en version Worldline avec un équipement de série enrichi.

*Offres de financement valables pour l'achat d'une berline BMW Série 3 quatre cylindres neuve (BMW 316, 318i et 318 Tds) commandée entre le 02/11/96 et le 14/12/96 et immatriculée avant le 31/12/96. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW Finance, S.N.C. du capital de 80 000 000 F.
RCS Paris B 343 605 448.
FINA partenaire de BMW.
3015 BMW (1,29 F/mi).



La crise de confiance au Pakistan risque de faire le jeu des islamistes

Benazir Bhutto est en résidence surveillée

NEW DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Benazir Bhutto virtuellement en résidence surveillée chez elle, à Islamabad, son mari, Asif Zardari, « détenu » dans un bâtiment de l'armée à Lahore : des l'annonce du limogeage de l'ancien premier ministre par le président Farouq Leghari, M^{me} Bhutto et son époux - qui est aussi le ministre de l'Investissement du gouvernement déchu - ont été mis au secret. Officiellement, ils ne sont pas arrêtés et, selon les proches de l'ancien premier ministre, celle-ci conteste son limogeage devant la justice.

Les accusations du président Leghari à l'égard de M^{me} Bhutto peuvent déboucher sur une action en justice. Le chef de l'Etat reproche à celle-ci d'avoir été incapable de tempérer les « pratiques extra-judiciaires » de sa police, responsable d'exécutions sommaires à l'encontre d'opposants à son gouvernement. Il l'accuse aussi d'avoir essayé de l'impliquer indirectement dans la mort de Murtaza Bhutto, frère de l'ancien premier ministre, tué par la police en plein Karachi au mois de septembre. En fait, de nombreux observateurs soupçonnent le mari de Benazir d'avoir trempé dans cette « exécution » afin d'empêcher Murtaza de briguer la direction du Parti du peuple pakistanais (PPP), le parti de M^{me} Bhutto.

L'opinion publique n'a pas réagi négativement au limogeage de l'ancien premier ministre, et les rues de la capitale étaient calmes, mardi. Dans la province du Sind, la région des Bhutto, certains se sont même réjouis du départ de l'héritière de la famille : encore une conséquence de la mort de Murtaza, qui avait de

nombreux supporters dans le fief du clan Bhutto. « Le Pakistan peut pousser un soupir de soulagement », a déclaré Mushahid Hussain, le porte-parole de la Ligue musulmane, dont le chef, Nawaz Sharif, se dit confiant de pouvoir remporter les élections, prévues pour début février 1997.

Dans une allocution radio-télévisée prononcée mardi soir, le président Leghari a promis des « réformes importantes » avant même les élections, visant notamment à réduire les avantages accordés aux hommes politiques. Dans l'esprit de nombreux Pakistanais, le retour aux urnes risque toutefois de consacrer le retour aux affaires d'autres hommes politiques corrompus sans résoudre le malaise dans lequel s'enfoncent le pays. Depuis le rétablissement de la démocratie, en 1988, le Pakistan n'a pas réussi à se doter d'un gouvernement stable, et la classe politique est largement discréditée dans l'opinion.

Une crise de confiance dont profite le grand parti intégriste Jamaat-e-Islami, qui avait organisé des manifestations contre M^{me} Bhutto la semaine dernière. Comme nous le disait récemment l'« émir » de ce parti, Quazi Hussein Ahmed, « je ne donne guère plus de cinq ans à cette classe de féodaux contrôlant le pays pour disparaître. La révolution islamique a commencé. Mais une révolution en douceur, respectant les principes de la démocratie, pas du tout une révolution à l'iranienne... Pour cela, il faut que des politiciens honnêtes reviennent aux affaires, sinon, les Pakistanais basculeront dans l'extrémisme ».

Bruno Philip

A quelques pas du mausolée de Mao, bienvenue pour 20 000 dollars, au China Club de Pékin

C'est le club le plus chic - et le plus cher - de la capitale chinoise

Pour 20 000 dollars de droits d'entrée (plus de 100 000 francs) et 1 500 dollars de cotisation annuelle, les hommes d'affaires chinois peuvent

désormais recevoir leurs amis au China Club Pékin, réalisé par David Tang, un membre riche de la jet-set society de Hongkong. Cer-

tains milliardaires chinois hésitent toutefois à se montrer dans ce lieu, de peur de donner quelques idées aux agents du fisc.

PÉKIN

de notre correspondant

La « longue marche » de retour du capitalisme en Chine a trouvé son plus brillant monument à ce jour. Il se trouve à quelques centaines de mètres du Palais du peuple, au centre de Pékin. L'enseigne : China Club Beijing (China Club Pékin).

Le ticket d'entrée est à la mesure des appétits du maître des lieux : 20 000 dollars par tête (1 dollar vaut environ 5,10 francs), donnant droit à payer une cotisation annuelle de 1 500 dollars pour le plaisir de dîner dans un cadre de grand goût à des prix défiant toute concurrence... par le haut.

David Tang, riche et éminent membre de la jet-set society de Hongkong, s'était déjà rendu célèbre avec son China Club initial, ouvert dans la colonie britannique. Lieu ultra sélect installé aux étages supérieurs de l'ancien siège de la succursale locale de la Banque de Chine, au cœur de la City hongkongaise, l'argent n'y circule sous ses formes vulgaires (billet de banque, chèque ou carte de crédit).

Tout ce qui relève de la caisse se passe en écritures. On y accède par un ascenseur particulier, évidemment.

L'endroit fait revivre deux atmosphères particulières : le Shanghai de légende des années 30 - chic et élégance, meubles et couverts raffinés - et la « révolution culturelle » maoïste - collection d'objets évoquant les cultes de l'époque, de celui du président Mao à celui de l'humble dévot Lei Feng, le soldat mythique tué dans un accident de circulation après avoir consacré toute sa

jeune énergie à « servir le peuple ».

Mais à Hongkong, tous les paradoxes sont permis, surtout s'ils remplissent les coffres-forts. A Pékin, voici encore peu, il les fallait sensiblement plus discrets. Ce n'est plus vraiment le cas si l'on en juge par l'ouverture du China Club de Pékin.

Pour installer ce symbole, David Tang pouvait difficilement choisir mieux que cette résidence organisée en pavillons bordant des cours carrées à la façon ancienne de Pékin, qui fut occupée par Yuan Shikai - premier président de la République, mort en 1916 après avoir tenté de restaurer l'empire abattu en 1911.

DÉFILÉ DE LIMOUSINES

Sous la République populaire, la « maison de Yuan Shikai » avait été transformée en restaurant consacré à la cuisine épicée du Sichuan, province natale de Deng Xiaoping. Celui-ci en avait fait son établissement préféré.

Le 21 septembre, le « grand capital » international en a pris possession pour un bail de vingt ans, sous les traits de quatre cents invités enchantés de jouer ce tour à l'histoire, à quelques minutes de marche du mausolée de Mao. Les passagers de l'autobus sur la ligne numéro 7, bloqué dans la rue, en écarquillaient les yeux à contempler le défilé des limousines venant déposer en ces lieux jadis placides les invités de marque accueillis par d'élégantes soubrettes et les gardes d'une compagnie privée de sécurité.

A l'intérieur de l'enceinte, David Tang jubila : « J'en rêvais depuis vingt ans ! Il a fallu tout le soutien

de la municipalité de Pékin pour convaincre le bureau du tourisme de fonder une société à capitaux mixtes qui exploiterait le Club. » Et d'ajouter à l'intention de ses clients : « Venez souvent, et dépensez ici un maximum d'argent ! » Ce que s'apprête à faire la foule bigarrée de vedettes de la finance ou de la société mondaine internationale qui, dans certains cas, n'avait pas hésité à s'habiller comme M. Tang le fait toujours, et comme certains serveurs de son établissement, en costume chinois - traditionnel ou de bande dessinée.

Le coût du droit d'entrée ne serait-il pas quelque peu excessif ? M. Tang a une réaction typique de milliardaire hongkongais : « Nous ne sommes pas un salon d'aéroport pour VIP en transit. Nous fournissons une atmosphère, une ambiance, une romance... Et puis rendez-vous compte de l'infrastructure où vous vous tenez. Il a fallu entretenir tout un réseau électrique ultra-moderne, construire un réservoir d'eau anti-incendie, et restaurer tous les pavillons... »

Car David Tang, habile commerçant, fait dans la culture - et le fait bien, il faut le reconnaître. L'endroit est d'une élégance qui force à le croire quand il souligne que l'équipe de designers a passé des mois à étudier les anciennes techniques de peinture, de fabrication des tuiles, de confections de poutres sculptées.

Avec la touche personnelle : peu de lumière, des bibliothèques de livres chinois donnant une allure sophistiquée de société de réflexion à ce qui, pourtant, est avant tout une entreprise de restauration-de-grand-luxe dans une

rue plutôt pouilleuse. Il a toutefois fallu « se débarrasser » (sic) de la peinture allégorique dans la salle du bar de lecture qui illustrait la célèbre maxime de Deng Xiaoping : « Peu importe que le chat soit blanc ou noir du moment qu'il attrape les souris. » Pourquoi ? « Parce que, franchement, elle était très laide. »

NOUVEAUX BOURGEOIS

Mais d'où venait donc qu'aucun représentant de la nouvelle classe d'affaires de Chine - ou de sa classe dirigeante officiellement communiste - n'était présent dans cette auguste assemblée ce soir-là ? Pour les politiques, la réponse est claire et plausible : « Ce ne sont pas les gros poissons qui me font gagner de l'argent. »

Pour ce qui concerne les nouveaux bourgeois - qui ont déjà intégré la culture « club pour riches » - elle l'est moins. « Même les enfants de dirigeants pourraient être embarrassés d'être invités en ce moment », reconnaît David Tang, lucide. De fait, plusieurs hommes d'affaires chinois à la fortune établie sont en difficulté avec le fisc ou la police à l'heure actuelle, et on en trouverait fort peu parmi les autres pour souhaiter s'afficher ainsi trop ostensiblement à un moment où des centaines d'usines du secteur public ont cessé de payer leurs ouvriers, faute de fonds. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne viendront pas au China Club Beijing. Simplement, ils attendront que la presse en soit professionnellement exclue, une fois le coup de publicité réalisé. Pour vivre heureux...

Francis Deron



La France s'engage à réussir l'organisation de France 98. La Poste relève le défi.

Nos entraîneurs



Guy Klappowski
Responsable Transport
de JM.BRUNEAU
(VPC d'équipements de bureau)



Jacqueline Lejeune
PDG de la Société Oittec
(conception et fabrication de modems)



Philippe Dubreuil
Viticulteur à Savigny les Beaune

Tous les jours, La Poste engage ses hommes, son savoir-faire et ses compétences pour relever petits et grands défis au service des entreprises françaises. Rien d'étonnant à ce qu'elle s'implique dans le défi que constitue France 98 : le plus grand événement sportif de cette fin de siècle.

LA POSTE



OPÉRATEUR OFFICIEL DU COURRIER

هكذا من الاصل

La communauté internationale prépare une intervention limitée au Zaïre

Une force multinationale de quelques milliers d'hommes protégerait des zones réduites pour permettre l'acheminement des secours aux centaines de milliers de réfugiés toujours livrés à eux-mêmes

L'idée d'envoyer une force multinationale à but humanitaire pour secourir les réfugiés dans l'est du Zaïre, notamment suggérée par la France, semble se préciser. Elle a été adoptée, mardi 5 novembre, par le

sommet africain de Nairobi réunissant huit États africains de la région des Grands Lacs, ainsi qu'une délégation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et plutôt bien accueillie par Washington et par Londres,

qui, à ce sujet, ont exprimé moins de réserves qu'auparavant. Cette force devrait avoir un objectif limité : protéger des zones très réduites où seraient acheminés les secours attendus par près d'un million

de réfugiés et personnes déplacées. Le gouvernement zaïrois n'avait pas encore réagi mercredi. A Kinshasa, 10 000 étudiants ont manifesté pour demander la démission du premier ministre, Raymond

Chrétien, émissaire spécial de l'ONU dans la région des Grands Lacs, est arrivé à Nice pour rencontrer le président du Zaïre Mobutu Sese Seko dans sa résidence de Roquebrune-Cap-Martin.

LE CONSEIL de sécurité de l'ONU a commencé, dans la soirée de mardi 5 novembre, à examiner « de manière urgente » des « mesures appropriées » susceptibles d'assurer « la sécurité » des réfugiés dans l'est du Zaïre. Toutefois, la représentante des États-Unis, Madeleine Albright, a estimé « prématuré » de discuter d'un projet « spécifique » d'intervention à ce stade.

Auparavant, le sommet de Nairobi, réunissant huit États africains de la région de la région des Grands Lacs, ainsi qu'une délégation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), avait appelé à la création d'une « force neutre » sous l'égide de l'ONU et le contrôle de l'OUA. Notre correspondant à Nairobi, Jean Héline, nous indique que, pour rassurer les Occidentaux, réticents à envoyer des troupes en Afrique, les participants au sommet proposent de confier à cette force qui devrait protéger temporairement l'acheminement des secours aux populations déplacées par les récents combats, notamment les réfugiés hutus (rwandais et burundais), privés d'assistance à la suite de l'évacua-

tion de tout le personnel humanitaire. L'éclatement du conflit dans la région du Kivu (frontalière du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda), a vidé camp de réfugiés et villages zaïrois, épouvantant plus d'un million de personnes dans la région. Pour assurer le retour des réfugiés rwandais, précise le texte publié lors de la réunion de Nairobi, il faut, dans les camps, « séparer les intimidateurs des réfugiés de bonne foi ». Par « intimidateurs », on doit entendre les responsables hutus du génocide des Tutsis au Rwanda, en 1994, dont la présence au Zaïre a justifié le soutien du régime de Kigali à la rébellion des Banyamulenge, des Tutsis, contre l'armée zaïroise.

Sur le plan militaire, les participants au sommet demandent un « cessez-le-feu immédiat » entre les rebelles du Kivu et les forces zaïroises qui, en quelques jours, ont perdu les plus grandes villes du secteur : Bukavu, Goma et Uvira, situées sur la frontière. Pour prévenir d'éventuelles revendications sécessionnistes, le sommet de Nairobi prend soin de réaffirmer le respect de l'intégrité territoriale du Zaïre et demande la fin des « incursions

transfrontalières », allusion à l'appui apporté par l'armée rwandaise à la rébellion. Enfin, dans une référence explicite aux Banyamulenge, les Tutsis zaïrois qui ont été privés de leur nationalité par le Parlement de Kinshasa en 1981, le communiqué rappelle le « droit à la citoyenneté » et l'« intégrité des frontières reconnues ». Une « trêve » délimitant des affaires étrangères est chargée de se rendre à Kinshasa pour communiquer les résultats du sommet aux dirigeants zaïrois, qui ont boycotté la réunion parce qu'ils refusent tout pourparler « tant qu'une partie du Zaïre sera sous occupation étrangère ».

« DÉSASTRE » Pour la première fois, l'Afrique du Sud, qui a envoyé un observateur à Nairobi, pourrait participer au règlement d'une crise africaine. Le vice-ministre sud-africain des affaires étrangères, Aziz Pahad, a déclaré que son pays était prêt à envoyer une force de maintien de la paix dans la région des Grands Lacs et le vice-ministre de la défense, Ronnie Kasrils, a précisé que 10 000 soldats soldats sud-africains

s'entraînaient pour une telle mission.

A Bruxelles, lors d'une conférence de presse, le ministre rwandais des affaires étrangères, Anastase Gasana, a fait savoir que son pays n'était pas favorable à une intervention militaire internationale telle qu'elle est actuellement envisagée. Il a déclaré que si « c'est pour venir au secours de l'armée zaïroise ou voler au secours du président zaïrois Mobutu, ce n'est pas la peine », évoquant le « désastre » qu'a représenté selon lui l'opération militaire française « Turquoise » au Rwanda, en 1994. Si une telle force internationale était mise en place, « elle serait combattue par tous les moyens », a déclaré le ministre rwandais, sans autre précision.

« Nous nous méfions des forces d'intervention en Afrique sous la couverture humanitaire », a dit M. Gasana. Nous connaissons le prix que nous a coûté la zone Turquoise qui était une opération soit-disant humanitaire mais qui, en fait, était une opération pour offrir une couverture gracieuse à ceux qui ont commis le génocide. Le ministre a par ailleurs réaffirmé que « il n'y a pas de militaires rwandais au Zaïre ».

Présent à Nairobi, l'envoyé spécial américain pour la région des Grands Lacs, Howard Wolpe, a par donné son aval au projet de « force neutre » en qualifiant la déclaration finale du sommet de « très positive et constructive ». Il a toutefois souligné que « le type de force envisagée mériterait des discussions supplémentaires ».

La Grande-Bretagne, par la voix du secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a jugé mardi « très utile » la proposition de Paris, ajoutant que « la Grande-Bretagne et la France examineront cette proposition lors de leur réunion au sommet », prévue jeudi et vendredi à Bordeaux. Les pays de l'Union européenne tentent d'harmoniser leurs positions sur cette idée. Mardi, les directeurs Afrique des ministères des affaires étrangères de l'UE se sont réunis à Bruxelles pour évoquer différentes possibilités.

Mais l'envoi d'une force à but humanitaire ne pourra pas éviter la recherche d'une solution politique durable. C'est pour cela que la France et l'Espagne ont annoncé, lors du sommet de Marseille, que « la dernière phase (du plan humanitaire) serait la convocation d'une

conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour tenter de s'attaquer aux causes » du conflit dans la région, a indiqué le chef de la diplomatie espagnole. Notre envoyé spécial à Marseille, Henri de Bresson, nous signale que dans les milieux français de la défense, où l'on reste marqué par l'expérience de l'opération « Turquoise », certains responsables ne cachent pas qu'une intervention à titre humanitaire n'aurait de sens que si un règlement politique se profilait derrière.

Pendant ce temps, dans l'est du Zaïre, la situation sur le terrain est en train de se dégrader rapidement. « Plus on attend, moins il y aura de monde à soigner, car ils sont en train de mourir », a déclaré, mardi, un responsable de Médecins sans frontières. Des volontaires zaïrois ont affirmé avoir ramassé en quatre jours près de 300 cadavres dans la ville de Goma. A Bukavu, la situation sanitaire est critique, selon un photographe de l'AFP qui se trouve toujours sur place. Une dizaine de cadavres ont été mis en terre, mardi, et quelque 240 blessés ont été dénombrés dans la ville.

Depuis 1992, les missions extérieures de la France ont coûté près de 24 milliards de francs

EN CINQ ANS, les opérations extérieures (dites Opex) des armées françaises ont coûté davantage que l'équivalent de la commande d'un porte-avions nucléaire. A l'heure où l'on repart d'une action de « sécurisation » dans l'est du Zaïre et où se discute le sort résérvé à l'éventuelle mise en chantier d'un porte-avions, sur le modèle du *Charles-de-Gaulle* qui entrera en service à l'été 1999, les armées recensent les dépenses supplémentaires occasionnées par les Opex, la plupart étant sous mandat international.

Entre 1992 et 1996, selon le rapport de Patrick Balkany, député RPR des Hauts-de-Seine, au nom de la commission des finances de l'Assemblée, les Opex ont coûté à l'Etat français la somme de 23,8 milliards de francs. Sans ses avions et ses hélicoptères à bord, le *Charles-de-Gaulle* est évalué à 18,6 milliards.

A lui seul, le théâtre des opérations en ex-Yugoslavie aura exigé, durant la même période, un investissement de 12,4 milliards de francs, la moitié du total. C'est à quelques nuances près le coût probable d'un second porte-avions : environ 13 milliards de francs, compte tenu du fait que beaucoup des dépenses entraînées par le chantier du *Charles-de-Gaulle* servent au sister-ship. L'engagement de la France en Bosnie s'est fait de plus en plus lourd au fil des ans, avec une dépense de l'ordre de 795 millions de francs en 1992 et jusqu'à 2,6 milliards en 1995. Les accords de paix, conclus à Dayton, ont fixé à 16,5 % la quote part de la France, ce qui représentera un coût annuel de 3,5 milliards de francs en 1996.

Pour la seule année 1996, pas moins de 16 000 soldats français ont été déployés dans de telles missions. Ce sont l'armée de terre et l'armée de l'air qui supportent l'essentiel des dépenses relatives aux Opex.

Ces évaluations financières ne prennent pas en compte la contribution annuelle versée par la France

à l'ONU pour ce type de missions sous mandat de l'organisation internationale. Soit, durant les mêmes cinq années, une somme à peine inférieure à 7 milliards de francs. Les Nations unies, en principe, remboursent les dépenses de fonctionnement, mais pas les dépenses d'équipement. A en croire le ministre de la défense, de tels remboursements par l'ONU sont insuffisants. Voir ailleurs. Ainsi, entre 1992 et 1996, la France a reçu quelque 263,7 millions de dollars (moins de 1,4 milliard de francs) au total, dont 183,3 millions (environ 900 millions de francs) pour sa présence (Forprou et IFOR) en Bosnie.

Dès lors que les remboursements sont aussi fluctuants, les dépenses liées aux Opex sont prises en réalité sur le budget de la défense, c'est-à-dire que des crédits - prévus par le Parlement pour d'autres objectifs - sont annulés en cours d'année, et qu'ils ne sont que très partiellement rétablis par le « collectif » budgétaire de fin d'année.

Hormis ce qui relève de leurs missions traditionnelles, en Afrique, par exemple, où elles maintiennent des garnisons, comme au Tchad et au Centrafrique pour une dépense proche du milliard de francs en 1996, ou comme à Djibouti (1,4 milliard) et au Sénégal (337 millions de francs), les armées françaises se disent financièrement « ébranlées » par le coût des Opex au point d'avoir demandé l'arbitrage du chef de l'Etat. Cet arbitrage devrait permettre au président de la République, qui décide des interventions extérieures, de préciser à chaque fois laquelle - par son ampleur - relève du budget général de l'Etat et quelle autre - de moindre volume - peut être menée à bien avec les seuls crédits de la défense. Ce qui suppose que les armées soient en mesure d'anticiper leurs dépenses de fonctionnement pour des opérations souvent imprévisibles par nature.

Jacques Isnard

Dans les rues de Kinshasa, 10 000 étudiants ont réclamé le départ du premier ministre

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Les étudiants zaïrois sont turbulents. Peut-être plus qu'ailleurs. Le campus de l'Université de Kinshasa est défilé du centre-ville. Les autres institutions sont désertées dans les quartiers. Lorsque le mécontentement gronde, que des manifestations se profilent, mieux vaut ne pas circuler en ville. Les étudiants ont l'habitude d'« emprunter » tout ce qui roule. Dans le meilleur des cas, le chauffeur est poussé sur le côté du passager. Celui-là récupérera son engin. Plus généralement, les conducteurs sont sortis manu militari de leur véhicule. Ils peuvent le retrouver... mais des heures, voire des jours plus tard. Et dans quel état ! Les jeunes s'entassent, s'agrippent aux fenêtres, envahissent les toits. Berlines, camionnettes, 4 x 4, minibus, *Fula-Fula* (taxis collectifs), bus, autocars et camions, tout est bon. En interminable cortège, ils sillonnent alors Kinshasa dans une grande allégresse, dansant, chantant, criant, le front ceint de couronnes tressées en feuilles de palmier, de bananier ou de flamboyant.

Il y avait plusieurs milliers, mardi 5 novembre, à défilier vers la gare, leur point de ralliement, à l'extrémité du boulevard du 30-Juin, l'artère centrale de Kinshasa. La veille, le gouvernement avait interdit toute manifestation et autorisé les patrouilles militaires à ouvrir le feu sur les pillards et les vandales (*Le Monde* du 6 novembre). Les étudiants ont constamment agité des « menaces verbales ». Défilant, Forne gouvernement, ils sont venus. Mais les militaires en faction les ont maintenus en mouvement, signifiant habilement leur convoi d'une centaine de véhicules divers à travers la ville et le guidant insidieusement vers la rue Kasavubu, qui mène vers les banlieues.

« Tshi-Tshi, reviens, Kengo a vendu le pays », criaient les manifestants

La manifestation de mardi a toutefois semblé plus « disciplinée » que celle de vendredi, où des individus surexcités se sont livrés à différentes agressions contre des ressortissants rwandais.

Les étudiants voulaient se rendre au Palais du peuple, où le Parlement devait siéger en séance plénière. Mais le périmètre de cet imposant bâtiment, construit par les coopérants chinois, était sous bonne garde. Le convoi s'est donc

dirigé vers l'aéroport international de Ndjili, où, sous les yeux médusés des passagers en partance pour Johannesburg, Nairobi et Luanda, ils ont dansé et chanté des chansons hostiles au premier ministre Léon Kengo Wa Dondo, blâmé pour le pire échec des troupes zaïroises, incapables de s'opposer à l'invasion du Sud et du Nord-Kivu par les soldats rwandais poussant devant eux quelques centaines de Banyamulenge, ces Tutsis vivant dans les collines autour d'Uvira.

« Tshi-Tshi, reviens, Kengo a vendu le pays », criaient-ils, faisant référence aux ascendants tutsis du premier ministre, qu'ils accusent de trahison, et à leur désir de voir Etienne Tshisekedi, le chef de l'opposition radicale, lui succéder. Ils ont également plébiscité le général Mahlele Likoko Bokungu, « seul capable, d'après la jeunesse kinsoise, de reprendre l'armée en main et de restaurer l'honneur bafoué du Zaïre, un grand pays humilié par un minuscule ». L'ardeur des étudiants n'a pas moli au fil des affrontements avec les forces de l'ordre. Des coups de feu ont été tirés ici et là. Le *Potential*, un quotidien proche de l'opposition radicale, rapporte dans son édition de mercredi que « deux étudiants ont trouvé la mort, l'un fauché par une balle, l'autre par un véhicule du cortège ».

Frédéric Fritscher

5 000 hommes pour « sécuriser » Goma et Bukavu

Les États-majors français étendent un dispositif de quelque 5 000 hommes, qui inclurait des soldats européens (dont un quart à un tiers de français), américains et africains. L'objectif est de « sécuriser » et de tenir les pistes d'aviation à Goma et à Bukavu, au Zaïre, à partir desquelles les organisations humanitaires pourraient reprendre leurs activités dans les camps de réfugiés à la frontière du Rwanda. La mission devra se faire sous mandat international avec, selon les responsables français, la participation obligatoire des États-Unis. Au-delà des deux points d'ancrage du déploiement, la sécurité de zones plus étendues exigerait des moyens sensibles, ment plus lourds et plus coûteux. Mais, surtout, dit-on à l'État-major qui prépare les plans d'une intervention éventuelle, l'aval de tous les États de la région, en particulier celui du maréchal Mobutu, est un préalable.

COMMENTAIRE SINISTRE « PREMIÈRE »

Aucune nouvelle. Depuis maintenant près d'une semaine, plus personne ne peut témoigner de ce que sont devenus les centaines de milliers de réfugiés hutus qui ont fui les combats dans l'est du Zaïre. Si quelques journalistes ont pu revenir à Goma, c'est pour dénombrer les centaines de cadavres qui gisaient dans la ville, mais aussi pour se voir interdire par les milices tutsies d'aller plus loin à la recherche des réfugiés. Pour quelles raisons ? Que risquent-ils de découvrir plus loin ?

Ce silence est une sinistre « première ». Abandonnés à leur sort par la communauté internationale - et par des responsables humanitaires dont personne ne peut mettre en doute le courage, mais dont on peut se demander s'ils étaient préparés à de telles épreuves -, les réfugiés errent sans aucun repère.

Si rien n'est fait, et rapidement, ils n'auront plus qu'à choisir

entre deux destins terrifiants. En quittant les montagnes du Kivu, en s'enfonçant dans l'intérieur du pays, ils ont peu de chances de survie. En rentrant chez eux, ils risquent de subir la violence de leurs compatriotes tutsis, toujours décidés à se venger du génocide dont ils ont été victimes en 1994. Il faudrait être aveugle pour croire que les derniers événements ont poussé à la réconciliation entre les deux ethnies et que les réfugiés hutus pourraient rentrer sans risque dans leur pays. Quelle que soit la solution choisie par la communauté internationale - zone de sécurité au Kivu, nouveaux camps de réfugiés, rapatriement au Rwanda, couloirs humanitaires -, elle ne prendra sens qu'appuyée par une force multinationale efficace. Il faut le savoir au lieu de se retrancher derrière l'hypocrisie d'une voie purement humanitaire. Comme il faut savoir que chaque jour qui passe rend encore plus atroce l'« alternative du diable » offerte à des centaines de milliers d'êtres humains.

José-Alain Fralon

Voici une ligne qui dessert directement votre appartement.

Ligne directe 08 36 35 35 35 renseignements réservations vente et envoi des billets à domicile

7 jours sur 7, de 7h à 22h, en appelant le 08 36 35 35 35, préparez votre voyage depuis chez vous. En plus, grâce à l'un des engagements pris par la SNCF, profitez de l'envoi gratuit de vos billets à domicile, si vous les achetez au moins 4 jours avant votre départ. * 2,23 F/min.

A NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 7 NOVEMBRE 1996

MAJORITÉ Charles Pasqua a profité de la réunion du conseil national du RPR, mardi 5 novembre, pour s'en prendre sèchement, en marge de cette réunion, à la poli-

tique suivie par Alain Juppé et, indirectement, aux choix faits par Jacques Chirac. **LE LIMOGÉAGE** de ses anciens collaborateurs qui continuaient à gérer le dossier corse au-

près de Jean-Louis Debré a été, à ses yeux, le signe qu'il n'était plus écouté à l'Élysée. Il a aussi renouvelé ses critiques du traité de Maastricht, qu'il juge toujours inapplicable.

L'IMMIGRATION lui fournit un autre sujet pour contester le gouvernement. Alors que le conseil des ministres du mercredi 6 novembre devait approuver un projet de loi

adaptant les « lois Pasqua » dans un sens tout à la fois libéral et répressif, l'ancien ministre de l'intérieur assure qu'il suffirait d'appliquer la législation qui porte son nom.

Charles Pasqua attaque violemment la politique du gouvernement

Cofondateur du RPR, l'ancien ministre de l'intérieur critique la gestion du dossier corse, évoque la « déconfiture » du pouvoir, reconnaît à Alain Juppé les qualités d'un « excellent directeur de cabinet de Jacques Chirac » et ne croit pas à la réussite de Maastricht

CHARLES PASQUA est colére. Tout au long du conseil national d'un mouvement, le RPR, dont il se plaît souvent à rappeler qu'il fut, en 1976, avec Jacques Chirac, l'un des fondateurs, l'ancien ministre de l'intérieur n'a cessé, mardi 5 novembre, dans un salon voisin de la salle de réunion, de faire partager sa bouillonnante inquiétude. Face à ce parti qui n'est plus tout à fait le sien, même s'il y compte encore de nombreux partisans, on l'a ainsi entendu railler, sans trop de discrétion, mais avec une ironie mordante, « la fanfare des acclamations » et « le premier régiment des crieurs de pompes ».

On sait M. Pasqua rieur, badin, provocateur, mais toujours un rien prudent, avec la personne qui occupe les fonctions de président de la République. Or le voilà qui proclame soudain : « On est en 1788. La société française est à la veille de la révolution. » Pour qui n'aurait pas compris la destination du message, l'ancien homme fort du mouvement chiraquien assène, au nom de la génération des « compagnons » de la première heure : « Nous n'avons pas fait tout ce que nous avons fait pour assister à cette sorte de déconfiture ».

La colère pasquienne trouve, pour une part, ses origines en Corse : deux de ses anciens collaborateurs, un policier, Daniel



Léandri, et un préfet, Etienne Bisch, viennent d'être limogés du cabinet de son successeur au ministère de l'intérieur, sur décision du premier ministre et avec l'accord de l'Élysée (Le Monde du 31 octobre). Alors qu'il continue d'entretenir ses réseaux, alors que lui-même a encore, tout récemment, loué le rôle de l'émislaire officieux en rencontrant en Suisse, le 31 octobre, le président du Zaïre,

Mobutu Sese Seko, l'ancien ministre de l'intérieur entend bien continuer à mettre son expérience au service de qui voudra bien lui faire confiance. « Je vais parler si l'on me titille, tonne M. Pasqua. Il n'y avait pas d'attentats en Corse quand j'étais là. On savait me respecter. En Corse, on ne peut pas s'en sortir uniquement avec des mesures de rétablissement de l'ordre. »

Dans l'entourage du sénateur

des Hauts-de-Seine, on précise qu'il y a eu « beaucoup de coups de fil "insulaires" », ces derniers temps, en provenance de l'Élysée. On est aussi un peu agacé que le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, ait fait connaître le premier que des experts préparent un programme alternatif pour la majorité.

Après la réunion commune organisée le 15 septembre à Villandry (Indre-et-Loire) par MM. Madelin et Pasqua, il était entendu que ce dernier devait avancer, à la mi-octobre, puis le 5 novembre, lors d'une conférence de presse quelque peu solennelle, une série de propositions socio-économiques originales. Pour ce faire, les groupes de travail de l'association Demain la France, qui regroupent les amis de M. Pasqua, se sont mis au travail. Aujourd'hui, assure-t-on, « le vade-mecum est prêt ». Il vise à démontrer qu'il est possible de « créer de la richesse (en France) plutôt qu'ailleurs », mais, pour des raisons qui demeurent encore un peu mystérieuses, sa publication est renvoyée à « la première quinzaine de janvier ».

Bien que très sévère à l'égard d'Alain Juppé, dont il considère que l'action gouvernementale vise essentiellement à marquer « la rupture avec l'équipe Balladur », M. Pasqua ne veut pas engager de

« combat personnel » avec celui qui demeure, à ses yeux, « un excellent directeur de cabinet de Jacques Chirac ». Il ne méconnaît pas le handicap que constitue son âge (il a soixante-neuf ans), mais l'ancien ministre de l'intérieur est résolu à ne pas être définitivement rangé au magasin des accessoires. Il tient à continuer à « parler du gaullisme, c'est-à-dire remettre l'homme au cœur de l'Histoire ». Face aux défis de la mondialisation, le gaulliste, justement, veut encore croire que « la France peut décider par elle-même et entraîner les autres ». Celui qui fit campagne contre le traité de Maastricht persiste à penser qu'une simple monnaie commune épargnerait à la France, contrairement à l'euro, de se plier à la loi du deutschemark.

BOUTADES CONTRE LES ÉLITES

Blessé au plus profond de lui-même, sans aucun doute, d'avoir fait le mauvais choix lors de la campagne présidentielle, lui, le grand ordonnateur des précédents combats électoraux de M. Chirac, ne peut se résoudre à disparaître de l'avant-scène. A la fin du mois, en Lorraine, il renouera avec les dîners-débats, où l'on se bouscule pour entendre un homme de la majorité qui sait se faire comprendre. Pour janvier, Demain la France annonce « un important

colloque » sur les valeurs de la République. Entre-temps, l'ancien ministre, qui se sait écouté de la France frileuse, parlera haut et fort de l'immigration et de ses fameuses « lois Pasqua », que le gouvernement veut réviser et qu'il suffirait, selon lui, d'appliquer en l'état. « J'en ai fait des régularisations, quand j'étais ministre, pour des cas dramatiques qui m'étaient soumis, mais sans le crier sur les toits », confie-t-il.

Charles Pasqua a été ministre, en effet, et il ne semble pas tout à fait remis de ne plus l'être. Allez donc lui dire, par exemple, qu'il n'est peut-être pas tout à fait crédible pour porter une autre politique économique... « Mais j'ai été chef d'entreprise, moi », s'exclame-t-il. Sous forme de boutade, l'homme ira même jusqu'à interdire l'accès au gouvernement de tous ceux qui ont un diplôme supérieur au baccalauréat... Quant aux économistes, si on l'en croit, « il faudrait les pendre ! ». Évoquant les contraintes imposées par l'intégration européenne, l'un de ses proches décrypte ainsi le message : « On va, à coup sûr, vers un deuxième tour de Maastricht. On va s'apercevoir, dans l'année qui vient, que le pied ne rentre pas dans la chaussure. »

Jean-Louis Saux

Le RPR n'aura pas de candidats de plus de soixante-quinze ans

LE CONSEIL NATIONAL du RPR aurait dû reformer prestement, mardi 5 novembre, la boîte à mirages de la modernisation de la vie politique. Selon l'ordre du jour, les quelque sept cents membres du « parlement » du mouvement devaient même être contraints de procéder à cette formalité en moins de deux heures et à huis clos. Mais le verbe est revenu dans le parti majoritaire, et il a fallu plus de trois heures pour que ses représentants s'accordent, se-

ropéennes, municipales et législatives, et ce à compter de 1998. Selon ce principe, onze députés RPR sortants ne pourront plus être investis par leur mouvement, parmi lesquels Jean-Paul de Rocca Serra (Corse-du-Sud), et cinq anciens ministres, Jacques Baume (Hauts-de-Seine), Jacques Chaban-Delmas (Gironde), Robert Galley (Aube), Olivier Guichard (Loire-Atlantique) et Jean de Lipkowski (Charente-Maritime). La formulation, nouvelle, de « soixante-quinze ans dans l'année » n'est pas anecdotique : aux neuf députés RPR touchés par la limite d'âge au jour de l'élection, elle permet notamment d'ajouter le nom de Raymond Lamontagne, élu dans une circonscription, à Sarcelles (Val-d'Oise), qui pourrait viser son voisin Pierre Lellouche, ancien conseiller diplomatique de Jacques Chirac. Au-delà de 1998, la limite d'âge serait ramenée à soixante-dix ans.

Concernant les femmes, le conseil national s'en est tenu à la proposition qui lui était faite : « Faire figurer au moins un tiers de femmes en position éligible » aux élections à la proportionnelle et « recommander aux candidats investis pour les élections législatives de choisir un suppléant de l'autre sexe ». Les dirigeants du RPR ont en outre décidé « d'intégrer les fonctions gouvernementales dans le calcul du cumul des mandats, de rendre incompatibles les mandats de parlementaire national et de parlementaire européen, de rendre incompatible le cumul de deux présidences d'exécutif local important », de même que « l'exercice d'une fonction gouvernementale et la présidence d'un exécutif local important ».

Toutefois, le RPR a choisi de faire appliquer cet ensemble de mesures par le biais de la discipline interne et non par voie législative. Une seule exception est prévue, pour les élections régionales : le secrétaire général du mouvement a été mandaté pour « engager [des] discussions avec l'UDF » afin d'aboutir à un dispositif garantissant la stabilité des exécutifs régionaux ou de préparer une réforme du mode de scrutin sur le modèle de celui des élections municipales.

J.-L. S.

Le cumul divise l'UDF

L'UDF devait se pencher sur le questionnaire relatif à la modernisation de la vie politique lors de son bureau politique du mercredi 6 novembre. Le Parti républicain l'a fait, pour son compte, mardi. Son bureau politique souhaite limiter à « deux mandats, dont un seul exécutif », le cumul possible par un même élu, en demandant qu'« un poste ministériel soit assimilé à un mandat ». En ce qui concerne les femmes, le PR s'est prononcé pour qu'il n'y ait pas plus de deux tiers de candidats du même sexe sur les listes lors des scrutins à la proportionnelle. Hostile à une réforme du mode de scrutin législatif pour 1998, le PR est prêt à envisager une réforme du scrutin régional. Enfin, sans avoir tranché, le bureau national de Force démocrate a procédé mardi soir à un tour d'horizon dont il ressort que les centristes sont peu favorables à une limite d'âge et hésitants sur l'application de la limitation des cumuls aux ministres.

lon le secrétaire général Jean-François Mancel, sur « des dispositions novatrices, courageuses et sérieuses ».

En dépit des réserves exprimées par les plus anciens, le conseil national s'est montré plus ambivalent que le bureau politique, réuni le 9 octobre. Sur la question la plus épineuse, il est ainsi revenu à la position initiale de la commission de modernisation en fixant à « soixante-quinze ans dans l'année » la limite d'âge pour les candidats aux élections régionales, eu-

Alain Juppé dénonce la « démagogie et l'illusion »

ALORS QU'À L'ÉTAGE AU-DESSUS, Charles Pasqua jugeait sévèrement l'état de la France, Alain Juppé a levé le huis clos du conseil national du RPR, mardi soir, pour prononcer un discours de conclusion sur un registre plutôt modeste. Sans s'attarder sur les mesures de modernisation de la vie politique, qui venaient d'être adoptées après un long débat, le premier ministre et président du parti néogaulliste a convenu que « les vraies préoccupations de nos concitoyens » portent sur la situation économique.

Reconnaissant, à deux reprises, que « le climat politique est difficile », M. Juppé s'est livré à un long plaidoyer en faveur de la monnaie unique européenne. « Le souhait que notre majorité soit celle qui fasse entrer la France dans la monnaie unique », a-t-il affirmé. « Ça peut, ça doit marcher », a-t-il ajouté, tout en concédant que le pouvoir, en matière monétaire, doit appartenir en dernier ressort « aux politiques et pas aux gouvernements [des banques] ».

Se tournant vers les membres du conseil national pour leur demander s'ils étaient « prêts à continuer », M. Juppé a répondu sans attendre :

« Pour ma part, je réponds, sans hésitation, "prêt". Non sans humour, il a constaté que, quoi qu'il fasse, il est victime de « l'esprit de contradiction » des Français. « Le chef du gouvernement peut être critiqué. Il est là pour ça », a ajouté M. Juppé.

UNE SEULE RÉPONSE : « LE GAULLISME »

Sans faire une référence explicite à ceux qui, tel Philippe Séguin, absent de la réunion, ou Charles Pasqua, rêvent d'une « autre politique », le premier ministre a affirmé : « J'ai acquis la conviction que choisir sur le rayon des nouvelles politiques serait néfaste pour la France [...] ». A tous ceux qui cherchent à nous déstabiliser, qui veulent nous faire douter, qui chantent aux Français le chant de la démagogie et de l'illusion, nous avons une réponse : le sang-froid, le calme, l'écoute, l'ouverture d'esprit, le courage, bruf, le gaullisme. »

Cependant, le président du RPR ne méconnaît pas les difficultés du premier ministre. Dans un courrier reçu, ces jours-ci, par des sympathisants du RPR, M. Juppé réclame de l'aide en assurant à ces interlocuteurs qu'il a

« plus que jamais besoin de votre courage, de votre persévérance et de votre enthousiasme. Je vous demande de m'aider afin que la France poursuive son rétablissement pour s'épanouir dans la liberté et la prospérité », ajoute M. Juppé, qui assure connaître et comprendre « les inquiétudes et les impatiences ».

Le questionnaire qui accompagne cette lettre témoigne de la même fébrilité. Il interroge notamment les militants sur le moment qui leur paraît le plus opportun pour engager la campagne qui permettrait de « réussir le rendez-vous électoral de 1998 ». Il leur demande s'il serait préférable que le RPR se présente, aux élections législatives, « sous ses propres couleurs » ou sous une étiquette commune à l'ensemble des formations de la majorité. Par bonheur, l'optimisme volontaire refait surface aux débuts d'une question sur les adjectifs qui qualifient le mieux le RPR : « moderne, dynamique, organisé, populaire, jeune, réformateur, fidèle, démocratique, attentif, enthousiaste, volontaire, courageux, ouvert ou... autre ? »

J.-L. S.

Les lois sur l'immigration subiront une « adaptation technique »

SA GESTATION a été mouvementée, mais le projet de loi « portant diverses dispositions relatives à l'immigration » devait finalement être adopté, mercredi 6 novembre, par le conseil des ministres. Trois ans après son vote, la loi Pasqua de 1993 sur l'immigration devrait donc être modifiée, même si le gouvernement n'entend pas donner à cet événement un retentissement particulier. « Il s'agit d'une adaptation technique destinée à améliorer l'application de la loi de 1993, pas d'une remise en cause ni même d'une réforme Debré », commente-t-on place Beauvau.

L'idée d'une nouvelle grande loi sur ce sujet explosif avait été mise en cause au début de l'été après les remous suscités dans la majorité par le contenu ultra-répressif du premier projet Debré et les conclusions d'une commission d'enquête parlementaire. Avant l'été, Jacques Chirac et Alain Juppé avaient déjà rendu certains arbitrages : les aspects du projet risquant la censure du conseil constitutionnel avaient été abandonnés.

La grève de la faim des Africains sans papiers, l'émotion provoquée par l'évacuation de l'église Saint-Bernard et les pressions des élus de la majorité ont conduit le gouvernement à remettre le sujet sur le tapis. De fait, les principales mesures contenues dans l'actuel pro-

jet visent à répondre aux dysfonctionnements révélés par les événements de l'été : la situation aberrante de familles ni régulières ni expulsables, l'inefficacité de la procédure de reconduite, qui a abouti à l'éloignement de treize sans-papiers sur deux cent vingt.

Le texte comprend donc un volet libéral et un pan répressif. Côté libéral, le projet prévoit de délivrer une carte de séjour d'un an à certains « oubliés » de la loi Pasqua : parents d'enfants français, conjoint d'un ressortissant français marié depuis plus d'un an, jeunes majeurs entrés en France hors regroupement familial avant l'âge de six ans. L'application de ces dispositions devrait permettre plusieurs milliers de régularisations chaque année.

« TROUVER UN ÉQUILIBRE »

Côté répressif, le projet porte de vingt-quatre à quarante-huit heures le délai au cours duquel les préfetures doivent saisir le juge pour obtenir le maintien d'un étranger en rétention. Le texte entend aussi limiter les mises en liberté intempestives en permettant aux parquets d'obtenir que l'appel contre la décision du juge de remettre en liberté un étranger sans papiers soit suspensif. Le texte rend aussi les certificats d'hébergement plus difficiles à obtenir. La

personne hébergeant un étranger sera tenue de déclarer son départ.

Les maires pourront demander aux préfets une enquête de police s'ils soupçonnent un détournement de procédure. Le projet accroit aussi les pouvoirs des policiers en les autorisant à fouiller les véhicules circulant dans une bande de vingt kilomètres en deçà des frontières avec les pays adhérents aux accords de Schengen frontaliers avec la France (Belgique, Luxembourg, Allemagne et Espagne). En outre, les policiers pourront confisquer le passeport des étrangers en situation irrégulière. Sur réquisition d'un procureur, ils pourront pénétrer sur les lieux de travail pour vérifier le respect de la législation, prérogative réservée jusqu'à présent aux inspecteurs du travail.

Cette dernière disposition devait primitivement être rattachée au projet préparé par Jacques Barrot. Ce projet de loi sera-t-il jugé suffisant par les députés les plus « durs » de la majorité ? Sans que l'on connaisse encore avec précision la date d'examen de ce texte à cette année ou au début de 1997, des réunions de travail ont d'ores et déjà eu lieu entre le ministère de l'intérieur et les responsables des groupes RPR et UDF. C'est Pierre Mazeaud (RPR), président de la

Philippe Bernard et Cécile Chambraud

CONNAISSEZ-VOUS LE NAIN DAEWOO?

34^e GROUPE MONDIAL

■ UN GROUPE DIVERSIFIÉ

Notre nom ne vous est sans doute pas inconnu. Mais peut-être souhaitez-vous mieux savoir ce que nous représentons vraiment?

Daewoo est un groupe diversifié, dont les activités recouvrent l'automobile, l'électronique, la construction navale, l'industrie lourde, le bâtiment, la finance et le négoce. Le magazine américain *Fortune*, dans son dernier classement des 500 premières entreprises mondiales, place Daewoo au 34^e rang, avec un chiffre d'affaires de 260 milliards de francs.

■ UNE CROISSANCE SOUTENUE DANS L'ÉLECTRONIQUE

Notre branche électronique, qui devrait tout particulièrement vous intéresser, est en passe de porter son chiffre d'affaires de 34 à 40 milliards de francs sur la période 1995/1996, soit un chiffre comparable à celui de Thomson Multimédia. Dans le même temps, son résultat net augmentera de plus de 30%; de 790 millions à plus d'un milliard de francs.

Cette dynamique incontestable représente, sur le plan des volumes, un poids équivalent à celui de Thomson Multimédia. Daewoo Electronics produira en effet 7 millions de téléviseurs, 4 millions de magnétoscopes et 12 millions de tubes cathodiques en 1996. Notre taux de croissance, supérieur à 25% sur la période 1992/1995, nous place loin devant nos concurrents.

■ UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE ET DES COMPÉTENCES MULTIPLES DANS L'ÉLECTRONIQUE

Daewoo Electronics dispose d'un réseau global dans les domaines du marketing, de la Recherche et Développement et de la production. Nous avons construit un ensemble de 39 unités de production très compétitives dans 14 pays à travers le monde, notamment en France, Grande-Bretagne, Pologne, Mexique, Vietnam et Chine.

Nos technologies de fabrication, de niveau mondial, ont constitué le moteur de notre compétitivité dans les domaines de la qualité et des coûts. Daewoo Electronics a également renforcé ses capacités en termes de Recherche et Développement puisque, avec des dépenses de 1,8 milliard de francs et des équipes de 2800 chercheurs, nos efforts dans ce domaine sont également comparables à ceux de Thomson Multimédia.

La mise au point et le développement de téléviseurs pour Internet et d'un des écrans plats les plus prometteurs démontrent notre savoir-faire dans les technologies de l'affichage et du numérique. Dans le domaine des ventes et du marketing, Daewoo Electronics dispose d'une solide présence dans les marchés en forte croissance tels que l'Asie, l'Amérique Latine, l'Europe de l'Est et la CEI. Il est également présent, bien que dans des proportions moindres, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. En ce qui concerne le Japon, où Daewoo Electronics a concentré ses ventes dans le segment des produits haut de gamme, il détient des parts de marché équivalentes à celles des principaux groupes japonais.

■ DAEWOO CROIT EN LA FRANCE

Pendant des années, la France a été au cœur de notre stratégie de développement. Nous avons établi des liens étroits avec l'industrie française : de l'électronique grand public aux projets TGV. Depuis 1988, nous avons investi en France. Bien avant le projet de privatisation de Thomson, nous avons engagé un plan d'investissement de plusieurs milliards de francs intégrant la création de plusieurs milliers d'emplois, dont 1400 sont d'ores et déjà effectifs dans trois sites en Lorraine. Pour s'en tenir à un seul exemple, la capacité de notre usine à micro-ondes a été triplée depuis son ouverture.

Contrairement à tous ses autres concurrents qui se sont installés ou déplacés vers des pays voisins, Daewoo a donc choisi la France.

Tout simplement parce qu'il y croit.

DAEWOO
ELECTRONICS

FO appelle à des manifestations le samedi 16 novembre

RÉUNIE MARDI 5 NOVEMBRE pour procéder à « une analyse de la situation économique et sociale », la commission exécutive de Force ouvrière a décidé « d'appeler les salariés, chômeurs et retraités à manifester, sur les revendications FO, le samedi 16 novembre », dans les principales villes de tous les départements. Ces manifestations décentralisées seront précédées le 15 novembre, date anniversaire de l'annonce devant l'Assemblée nationale par le premier ministre de la réforme de l'assurance-maladie, de réunions de salariés sur leurs lieux de travail. FO rejoint la CGT qui a lancé « une semaine de mobilisation intense du 12 au 16 novembre », conclue par des manifestations régionales.

Pierre Mazeaud : Pierre Truche « est sorti de son obligation de réserve »

LE PRÉSIDENT (RPR) DE LA COMMISSION DES LOIS de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud, a estimé, mardi 5 novembre, que le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, est « sorti de son obligation de réserve ». Dans une lettre adressée le 30 octobre à Jacques Toubon, M. Truche avait « regretté » les critiques de Jean-Louis Debré, à l'égard de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a sanctionné le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll (Le Monde du 6 novembre). M. Mazeaud souligne qu'« il y a un pouvoir en cassation et que, même s'il n'y avait pas de pouvoir en cassation, la plus haute autorité judiciaire française, comme tout magistrat, n'est détenteur que de l'autorité judiciaire qui n'est pas un pouvoir ». « C'est montre bien, poursuit-il, que l'autorité judiciaire ne saurait en aucun cas critiquer le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif. »

DEPÊCHES

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : Jean-Claude Gaudin a indiqué, mardi 5 novembre, que 70 millions de francs (gelés au printemps dans le cadre de la régulation budgétaire) avaient été débouqués au bénéfice du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT). Si le budget pour 1997 prévoit, par rapport à 1996, une diminution de l'enveloppe de 300 millions, les dotations européennes augmentent de 800 millions. M. Gaudin a demandé à Alain Juppé que les dispositions fiscales et sociales en faveur des entreprises qui s'installent en zones rurales prioritaires bénéficient aussi aux commerçants et aux artisans. Le coût de ces exonérations est évalué en 1997 à 1 milliard de francs.

■ RETRAITES : le président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS), Jean-Luc Cazettes (CGC), s'est déclaré, mardi 5 novembre, opposé à la création de fonds de pension « facultatifs », qui générerait, selon lui, des inégalités entre retraités, alors que la retraite de base baisserait. En revanche, il accepte la mise en place de « systèmes d'épargne » s'il s'agit d'un « troisième pilier obligatoire » (après la retraite de base et la retraite complémentaire).

■ L'AGIRC, le régime de retraites complémentaires des cadres, prévoit un déficit technique (différence entre cotisations et prestations) de 5 à 6 milliards de francs en 1996 ramené à 2,8 milliards de francs grâce aux produits financiers de ses réserves, a-t-on appris lundi 4 novembre.

■ AUTOMOBILE : les vignettes automobiles millésimées 1997 seront en vente du mercredi 13 novembre au mardi 3 décembre inclus chez les débiteurs de tabac, a indiqué, mercredi 6 novembre, le ministère des finances. Au-delà de cette date, le prix de la vignette sera majoré de 5 % et d'un intérêt de 0,75 % par mois de retard. La vignette s'obtient dans le département d'immatriculation du véhicule sur présentation de la carte grise.

■ CORSE : Henri Cuq (RPR, Yvelines) et Xavier de Roux (UDF-rad, Charente-Maritime) ont été élus président et rapporteur de la mission d'information parlementaire sur la Corse, mardi 5 novembre, au cours d'une première réunion des quarante membres de la mission, qui ne compte aucun élu de l'île. La mission devrait apporter ses conclusions en mars.

■ EMPLOI : Le bureau du groupe RPR à l'Assemblée nationale a créé un groupe de travail sur l'emploi des jeunes, a indiqué Michel Périard. Le président du groupe a estimé que « tout ce qui a été fait jusqu'ici n'a pas donné les résultats escomptés ».

Lionel Jospin et Henri Emmanuelli s'opposent sur la question monétaire

Le député des Landes s'est isolé en plaidant pour un décrochage du franc par rapport au mark

Lionel Jospin et Henri Emmanuelli se sont opposés, mardi 5 novembre, sur la question monétaire, lors de la réunion de la commission char-

gée d'élaborer le projet économique du PS. Quatre conditions sont mises en avant sur le passage à la monnaie unique : refus d'un noyau dur

monétaire autour du mark, mise en place d'un gouvernement européen, pacte de solidarité et de croissance, et parité entre le dollar et l'euro.

UN PARFUM d'autre politique a flotté, mardi 5 novembre, au Palais national. Grand ordonnateur de la convention sur le projet économique, Henri Emmanuelli s'est trouvé dans la position inédite d'être en désaccord avec une partie du texte - et non la moindre - qu'il était chargé de présenter à la commission d'élaboration (Le Monde du 6 novembre).

Comme on pouvait s'y attendre, l'euro a joué les trouble-fête (Le Monde daté 13-14 octobre). Tout a commencé lundi soir, quand le député des Landes a présenté à Lionel Jospin le document de travail de vingt pages sur lequel la commission doit « plancher » mardi et mercredi, et sans doute jeudi matin, afin de le présenter au conseil national du 9 novembre.

M. Jospin a alors constaté que M. Emmanuelli avait rajouté au plan initial un petit chapitre sur « le verrou monétaire » qui mettrait en contradiction le PS avec sa démarche en faveur de la monnaie unique. L'ancien premier secrétaire, reprenant un discours teinté de séguisisme, plaide pour un décrochage du franc par rapport au mark, en jugeant nécessaire de créer « un choc » dans l'opinion pour réunir les conditions d'un vrai changement de politique. Tard dans la soirée, M. Jospin rappelait M. Emmanuelli au téléphone pour lui demander de réinsérer dans son texte une nouvelle rédaction de la partie sur l'Europe, rédigée par Pierre Moscovici, secrétaire national chargé des études, édictant les quatre conditions du passage à la monnaie unique telles que le pre-

mier secrétaire les avait énoncées à Figeac le 25 septembre.

Dès l'ouverture de la séance de mardi, qui s'est tenue de 9 h 15 à 20 h 15, M. Jospin a exprimé son désaccord avec M. Emmanuelli sur la forme et sur le fond. Sur la forme, il lui a reproché implicitement de jouer cavalier seul, dès le départ, et de s'être imposé un travail d'équipe. Sur le fond, il a estimé qu'un changement de la parité franc-mark aboutirait soit à une

« dévaluation », soit à une dépréciation. Dans les deux cas, la France s'éloignerait de la monnaie unique qui suppose stabilité des changes et indépendance de la banque centrale. M. Emmanuelli, qui a à la fois présenté le texte rédigé par M. Moscovici et défendu ses propres thèses, s'est ainsi trouvé très isolé. Même son ami Jean Glavany, tout en jugeant qu'il ne fallait pas avoir de position « dogma-

tique » sur la question monétaire, a estimé que l'affichage d'une dévaluation du franc serait « irresponsable ».

DURCISSEMENT

Le débat monétaire a cependant occupé une place centrale mardi. Comme Martine Aubry et Jacques Delors, Laurent Fabius était absent, ce qu'un rocardien analyse comme « le grand silence blanc » du président du groupe socialiste

de la monnaie unique que de conditions.

« On n'a pas cherché à gêner Jospin », explique un rocardien. Et le premier secrétaire, se retrouvant dans une position centrale qu'il affectionne particulièrement, a pu renvoyer dos à dos M. Emmanuelli et les rocardiens, en reprenant ses « conditions » qui se traduisent par un durcissement de fait du discours européen du PS sans que cette ligne soit en contradiction avec celle de la convention de mars sur l'Europe. La Gauche socialiste qui remet en question les critères de convergence et demande un nouveau traité n'a pas suivi M. Emmanuelli, qui la doublait ainsi sur sa gauche. En prime, M. Jospin s'est offert le plaisir d'accepter la proposition de Jean Poperen sur la recherche d'un « contrat social européen ».

La politique budgétaire, la croissance par la relance salariale et celle de l'investissement public ont également été évoquées, comme la poursuite du basculement des cotisations sociales sur la CSG. Ce dernier point a recueilli un large consensus, seuls la Gauche socialiste et le groupe Partages s'y opposant. Mercredi, la commission devra débattre de la réduction de la durée du travail et de l'emploi des jeunes. Les rocardiens, mais aussi M. Glavany, devraient réitérer leur opposition à l'idée d'une « obligation légale » visant à porter en deux ans la proportion de jeunes de moins de vingt-cinq ans à 22,5 % de l'effectif de l'entreprise.

Michel Noblecourt

La CFDT licencie un permanent syndical récalcitrant

POUR UNE première syndicale, c'en est une. Mardi 5 novembre, devant l'immeuble des fédérations de la CFDT, avenue Simon-Bolivar, à Paris, juste à côté des Buttes-Chaumont, entre cent et deux cents adhérents cégétistes du Sycopa - syndicat parisien du commerce - sont venus manifester contre la licenciation de son secrétaire. Ils protestaient contre le licenciement, par cette fédération dont ils dépendent, de Patrick Brody, leur unique permanent. Depuis trois ans, ce dernier bénéficiait d'un « contrat de développement » arrivant à échéance à la fin de l'année. Il ne sera pas renouvelé.

Généralisés à la CFDT depuis 1991, ces contrats sont financés pour moitié par la confédération, le reste étant à la charge de la fédération, de l'union régionale et du syndicat qui emploie la personne mise à sa disposition. Dans le privé, où il n'existe pas de détachement, cette technique souple permet de rémunérer des permanents syndicaux, chargés de développer leur syndicat dans la

branche d'activité où ils se situent. Passée en dix ans de 15 000 à 40 000 adhérents revendiqués, la fédération des services fait figure de « laboratoire social », au sein de la CFDT. Elle est, dans le secteur privé, une des fédérations qui croît le plus en effectifs et qui bénéficie, par conséquent, d'une dizaine de contrats de développement.

« OPPOSITION POLITIQUE »

Pourtant, celui de M. Brody ne sera pas renouvelé. La décision en incombe à la fédération des services. Ancien responsable du Sycopa, avant d'en devenir le permanent, il a fait valoir, sans succès, ses états de services. En cinq ans, il a triplé le nombre d'adhérents de son syndicat, les faisant passer de 480 à 1 550 à la fin 1996. Après les assurances et l'hôtellerie-restauration, le Sycopa est le troisième syndicat de la fédération et la première organisation sur le commerce à Paris.

Mais ce permanent est ce qu'on pourrait appeler un « mouton noir ». A l'instar du Sy-

copa, il n'est dans la ligne ni de sa fédération, ni de son union régionale, ni à fortiori de la confédération. Il s'est prononcé contre les accords du 31 octobre 1995 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail et sur la négociation dans les entreprises. Membre du groupe oppositionnel *Tous ensemble*, il a fait partie des cégétistes qui ont « participé au mouvement social de novembre et décembre 1995 » et il a été l'un des signataires de la pétition intitulée « la CFDT, dans l'unité et dans l'action », parue dans Le Monde du 12 décembre.

Pour Rémi Jouan, secrétaire général de la fédération des services, « l'opposition politique » entre la fédération et le syndicat est « une des raisons » de l'arrêt de l'aide financière au Sycopa mais « pas la raison principale ». Il évoque « le comportement de M. Brody », qui n'assiste pas aux réunions syndicales de la fédération.

Alain Beuve-Méry

M. Pons affirme que la réforme de la SNCF n'est pas « ajournée »

INTERVENANT à l'Assemblée nationale lors de l'examen des crédits de son ministère (hors logement), puis lors de la séance des questions au gouvernement, mardi 5 novembre, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, a confirmé le report de l'examen au Parlement du projet de loi portant création du Réseau ferré national (Le Monde du 6 novembre).

Soulignant que le gouvernement a pris en compte les « sensibilités qui existent dans cette très grande entreprise (la SNCF) » ainsi que les « interrogations » émanant des syndicats et des parlementaires, M. Pons a affirmé qu'il souhaite mettre en œuvre « la concertation

la plus large possible ». « Je persisterai dans la voie de cette réforme. Elle se fera, mais dans la clarté et la plus avancée techniquement ». Le ministre a indiqué qu'un calendrier sera annoncé « avant la fin de l'année » et qu'un avant-projet sera « engagé dès 1997 ».

Quant au canal Rhin-Rhône, il a indiqué qu'il n'avait « pas d'états d'âme ». « Une loi a été votée, exprimant la volonté nationale », a dit M. Pons, elle est donc naturellement mise en œuvre. Alors que plusieurs orateurs, tels M. Chevènement ou Marc-Philippe Daubresse (UDF-FD, Nord), suggéraient que soit réaffecté sur d'autres projets l'investissement financier prévu pour le canal Rhin-Rhône, M. Pons a répondu qu'il n'était « pas per-

suadé que les fonds, dont d'aucuns croient qu'ils pourraient être utilisés à d'autres usages, soient réellement recyclables ».

Alors que le vote doit intervenir vendredi, après l'examen du budget du logement, la majorité a d'ores et déjà annoncé qu'elle approuvera globalement « une loi d'un montant global de 95,6 milliards de francs, en baisse de 0,95 % par rapport à la loi de finances initiale de 1996. Tout en reprenant à leur compte l'objectif de réduction des dépenses publiques, certains orateurs de la majorité ont émis quelques réserves. Revenant sur la hausse des taxes sur les carburants votée dans la première partie du projet de loi de finances, Charles Fèvre (UDF-PR, Haute-Marne), rapporteur pour avis de la commission de la production, a estimé « regrettable » que cette décision ait perturbé les négociations en cours avec les transporteurs routiers. Concernant les transports aériens, Gilbert Gantier (UDF-PR, Paris) et François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), rapporteurs de la commission des finances et de la commission de la production, se sont émus de l'éventuelle mainmise de British Airways sur Orly-Sud, par le biais de TAT et d'Air Li-

berty.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le 12 novembre 1996

L'IPSN

s'installe à Clamart

La direction de l'IPSN. 2 services du département d'évaluation de sûreté ainsi que le Centre de Documentation sur la Sécurité Nucléaire, vous accueilleront au :

77-83, avenue du Général de Gaulle
92140 Clamart

Les numéros de téléphone restent inchangés. Pour tous renseignements complémentaires, contacter le :

01 46 54 76 76



INSTITUT DE PROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Méthodes de management à l'usage des cadres de l'administration

En vente en librairie 145 F. 192 pages

LES ÉDITIONS D'ORGANISATION

1996 : 10e édition, 3 volumes

Le Guide du Pouvoir

Biographies & photos - 990 F -

Éditions Jean-François Doumic
T° 04.70.99.53.33

مكتبة الامم

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 7 NOVEMBRE 1996

EXCLUSION Le ministre délégué au logement, Pierre-André Périssol, les représentants d'EDF-GDF, des distributeurs d'eau et de l'Association des maires de France ont signé, mer-

credi 6 novembre, des chartes qui reconnaissent implicitement un droit minimal à la fourniture d'eau et d'électricité pour les familles les plus démunies. ● AINSI les coupures ne

pourront plus intervenir sans que les services sociaux ne soient préalablement saisis. ● CETTE MESURE était demandée par les associations caritatives qui prennent en charge une

bonne partie des impayés. Dans chacun de ses centres, EDF-GDF installera un correspondant « solidarité-énergie ». ● M. PÉRISSEOL a également présenté, le 6 novembre, le

bilan du plan d'urgence pour le logement des plus démunis. L'objectif de vingt mille logements d'extrême urgence ou d'insertion sera atteint à la fin de l'année.

EDF et les distributeurs d'eau s'engagent en faveur des plus démunis

Plus de coupures sans une intervention préalable des services sociaux... Dans une charte signée le 6 novembre avec l'Etat, ces entreprises reconnaissent pour les familles en grande précarité un droit minimal à l'énergie, reprenant ainsi une demande des associations

« PAS DE COUPURES sans contact. » Deux chartes signées, mercredi 6 novembre, se réunissent à cette idée simple, ramassée dans une formule par l'un de ses promoteurs, EDF-GDF.

A l'initiative du ministre délégué au logement, Pierre-André Périssol, Electricité de France et Gaz de France, et le Syndicat professionnel des entreprises de services d'eau - ainsi que l'Association des maires de France - s'engagent à garantir à leurs clients en situation précaire le maintien d'une alimentation minimum en eau et énergie. Si EDF-GDF généralise par le biais de cette charte divers dispositifs de prévention des impayés testés sur une petite échelle depuis plusieurs années, pour les marchands d'eau, en revanche, il s'agit d'une première.

Les associations caritatives, qui éprouvent une part non négligeable des impayés des familles en difficulté, réclamaient depuis longtemps ce « droit à un minimum d'énergie garanti ». La de-

mande figurait dans toutes leurs listes de propositions en vue de la loi contre l'exclusion.

Certains, ni l'éventuel projet de loi de cohésion sociale ni le programme d'action qui l'accompagne, rendus publics le 30 septembre, ne mentionnent cette notion. Cette lacune est d'ailleurs relevée dans le projet d'avis du Conseil économique et

social (CES), qui devait être adopté par la commission des affaires sociales, mercredi 6 novembre. Le CES y « demande instamment qu'un article supplémentaire du projet garantisse effectivement un accès à une fourniture d'eau et d'énergie ». Dopé par le succès de son plan d'urgence (lire ci-dessous) et mettant habilement à profit la cacophonie gouverne-

mentale sur l'avant-projet de loi, M. Périssol s'est discrètement enfoncé dans la brèche. La charte, signée le 6 novembre pour trois ans, entre l'Etat, le président d'EDF, Edmond Alphandery, et le directeur général délégué de Gaz de France, Jacques Maire, prévoit pour les familles les plus démunies, en cas de non-paiement des factures et de relance infructueuse, le maintien tel quel de l'alimentation en gaz. Pour l'électricité, un service spécial, limité en puissance, sera proposé. Dans l'un et l'autre cas, ces services dureront, précise la charte, « le temps nécessaire à l'intervention des services sociaux ».

Le service « maintien d'énergie » d'EDF, dont ont déjà bénéficié 32 000 familles durant l'hiver 1995-1996, sera ainsi généralisé à toutes les personnes de bonne foi, en situation de précarité et d'impayés. A la demande du client, relayée ou non par les services sociaux, un interrupteur spécial est mis en place, qui limite la puissance disponible à 1 000

watts ou 3 000 watts selon le mode de chauffage du logement. Ce dispositif, souligne EDF, « permet d'éviter la coupure définitive en cas de dépassement de puissance, la remise en service se faisant automatiquement après une interruption partielle au bout d'une quinzaine de secondes ».

Dans chaque centre EDF-GDF, un correspondant « solidarité-énergie » sera à la disposition des clients et des services sociaux. La prise en charge, totale ou partielle, des factures impayées sera décidée dans le cadre des conventions pauvreté-précarité, instaurées en 1985 dans les départements et dans lesquelles sont déjà associés, au côté d'EDF-GDF, les représentants des collectivités.

En 1995, 100 750 dossiers d'impayés ont été traités pour un montant total engagé de 113,9 millions de francs, pris en charge pour un tiers par EDF-GDF, précise l'entreprise publique. La charte ne précise pas toutefois si une augmentation des fonds investis pour le traitement des impayés accompagnera cette nouvelle politique de diminution massive des coupures d'énergie.

Pour la direction d'EDF, l'annonce de la signature de la charte tombe au bon moment pour offrir une image plus « sociale ». En pleine renégociation du contrat de plan avec l'Etat.

Ces derniers mois, la lutte contre l'exclusion était en effet devenue symbolique de l'orientation que prendra ce service public. Les syndicats avaient exprimé la crainte que la direction se contente d'une vision purement commerciale de l'entreprise. Lors de la grève de la fonction publique du 17 octobre, un communiqué intersyndical déclarait qu'« EDF et GDF, en tant qu'entreprises nationalisées ayant mission de service public, se doivent d'apporter leur contribution à la collectivité nationale dans la lutte contre le chômage et l'exclusion ».

Un groupe de treize cadres supérieurs, de toutes tendances politiques et syndicales, avait également lancé un appel à un « projet mobilisateur » pour que les deux entreprises jouent un rôle contre

la précarité économique croissante. « Nous cherchons à engager un débat public », dit l'un d'eux, Bernard Klein, membre de la direction internationale, pour qu'EDF et GDF ne se contentent pas d'actions ponctuelles. La lutte contre l'exclusion doit figurer dans le projet des entreprises de secteur public, qui ont pour finalité la recherche de l'intérêt général. »

Les distributeurs d'eau cherchent eux aussi dans cette opération à améliorer leur image, ternie par de multiples affaires judiciaires

Les distributeurs d'eau cherchent eux aussi dans cette opération à améliorer leur image, ternie par de multiples affaires judiciaires. La charte solidarité-eau prévoit un dispositif similaire à celui de l'électricité : mise en place de correspondants locaux et, dans chaque département, d'une commission associant collectivités et distributeurs pour la prise en charge « totale ou partielle » des impayés.

Après signalement des difficultés du ménage par les services sociaux, dans les trente-deux heures après l'avis de coupure, un échancier sera fixé après instruction du dossier. Les distributeurs apporteront 15 millions de francs à un fonds de 30 millions, également financé par l'Etat et les collectivités, pour le traitement des impayés. Les distributeurs précisent toutefois que, « dans un souci de responsabilisation », les personnes devront, dans tous les cas, acquitter une partie de leur facture.

Christine Garin

400 000 coupures durant l'hiver 1995-1996

400 000 coupures d'électricité ont été effectuées par EDF durant l'hiver 1995-1996. Ce chiffre, qui englobe tous les cas d'impayés, et donc pas seulement ceux dus à l'exclusion, est en baisse sensible par rapport aux 670 000 coupures effectuées l'hiver précédent. Pour les associations caritatives, le soutien aux personnes en situation de précarité économique et menacées de coupures représente des dépenses importantes. Le Secours catholique a ainsi consacré en 1995 14 millions de francs au titre des remboursements de dettes d'électricité et de gaz et 5 millions pour celui des factures de consommation d'eau. Dans l'analyse des 700 000 situations de détresse qu'elle a eu à traiter en 1995, l'association pointait également la montée de l'endettement pour des dépenses liées à la survie. 13 % des familles recues étaient confrontées à ce problème pour l'électricité (dont 30 % dans le Nord-Pas-de-Calais et 22 % en Picardie), 5 % pour l'eau (dont 19 % dans le Nord-Pas-de-Calais).

Les 20 000 logements du plan d'urgence seront prêts fin décembre

ANNONCÉ à plusieurs reprises, le succès du plan d'urgence pour le logement des plus démunis se confirme. Le ministre délégué au logement, Pierre-André Périssol, devait en dresser le bilan lors d'une communication en conseil des ministres, mercredi 6 novembre. Pour souligner, notamment qu'aucun plan d'urgence n'avait été, par le passé, « aussi ambitieux » ni « surtout » jamais véritablement réalisé.

Cette fois, l'objectif sera bel et bien atteint voire dépassé. Il avait été fixé par le premier ministre, Alain Juppé, mais largement inspiré par Jacques Chirac pendant la campagne pour l'élection présidentielle : réaliser, en dix-huit mois, 20 000 logements d'extrême urgence et d'insertion destinés aux plus démunis.

D'ici deux mois, au terme du délai prévu, une offre de 20 400 logements sera disponible, 15 000 à 20 000 logements étant d'ores et déjà occupés. La majorité de ces logements (63 %, soit 12 928 unités) sont des logements d'insertion, c'est-à-dire pouvant accueillir, pour une durée assez longue (de plusieurs mois à deux ou trois ans), des familles en attente d'un relogement. Le reste (7 485 unités) est constitué de logements d'urgence, généralement de plus petite

taille, destinés à des populations davantage marginalisées. Près de 4 000 d'entre eux sont de simples chambres. Les 930 logements réquisitionnés durant l'hiver 1995-1996 ont, en outre, été comptabilisés comme logements d'urgence. Le loyer moyen est de 400 francs par mois, pour partie couvert par les aides personnelles au logement.

Les types de logements produits sont, dans la moitié des cas, des chambres individuelles et des studios, 30 % sont des logements de taille moyenne de deux et trois pièces et 20 % des logements de trois pièces et plus. Enfin, un logement sur quatre est une maison individuelle.

Cette offre semble « coller » à la population accueillie par ces structures, puisque 40 % des occupants sont des personnes seules (dont, en Ile-de-France, 25 % de moins de vingt-cinq ans) et un tiers sont des femmes seules avec un ou plusieurs enfants.

Un premier bilan effectué en mai 1996 montrait en outre que, en Ile-de-France, moins de 10 % des personnes concernées disposaient d'un salaire stable. Un tiers ne vivaient que de revenus de transfert.

Le ministre délégué au logement avait insisté sur trois critères à respecter : priorité à la réhabilitation de logements anciens, modicité des coûts engagés et dispersion des opérations afin d'éviter de reconstruire des ghettos. Là encore, le contrat a, semble-t-il, été respecté. Les opérations regroupent en moyenne moins de quatre logements, et la construction neuve ne représente que 15 % de l'ensemble. Quant aux coûts, ils sont de 80 000 francs, en moyenne, pour une place d'hébergement d'urgence, à 400 000 francs pour un logement d'insertion.

Côté maîtres d'ouvrage, la palme revient aux organismes HLM, qui ont réalisé plus de la moitié des logements (et 30 % des places d'hébergement). Les communes, en revanche, sont la lanterne rouge avec seulement 8 % des logements réalisés (et 14 % des places). La précision est importante puisque, outre les 700 millions de francs investis dans l'opération par les collectivités territoriales et qui s'ajoutent au 1,15 milliard de francs de subvention de l'Etat, les maîtres d'ouvrage ont, dans presque tous les cas, assuré, sur leurs fonds propres, des financements complémentaires.

Ch. G.

Un rapport confidentiel souligne les erreurs de gestion des universités

A QUELQUES JOURS de l'examen du budget de l'éducation nationale à l'Assemblée, l'Union nationale interuniversitaire (UNI), syndicat d'étudiants et d'enseignants du supérieur, proche du RPR, jette un pavé dans la mare en dénonçant la « dramatique gestion des universités » et « des dysfonctionnements graves dans les établissements ».

Pour cela, ses dirigeants s'appuient sur un rapport confidentiel de l'Inspection générale de l'Administration de l'éducation nationale (IGAEN). Rédigé à partir d'enquêtes et de notes d'observations sur une vingtaine d'établissements en 1995 et 1996, ce document d'une trentaine de pages a été transmis le 9 juillet à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.

Implicitement, ce rapport dresse un bilan de l'application de la loi Savary de 1984 et sur le « difficile exercice » de gouvernement des établissements qui résulte plus d'une « juxtaposition de politiques facultaires que d'une politique universitaire [...] ». Les conséquences sont néfastes à plus d'un titre. Revient sur la crise de l'automne, le rapport souligne que « certaines universités auraient pu faire face aux difficultés de la rentrée si elles étaient parvenues à mobiliser au profit des composantes les plus démunies des moyens disponibles ailleurs ». L'inspection générale s'est aussi intéressée aux conditions

d'accueil des étudiants pour noter « des initiatives intéressantes, mais aussi des manquements regrettables », notamment dans l'information. Elle a aussi constaté « le comportement peu scrupuleux de certaines UFR à l'égard de la réglementation nationale ou locale » dans l'organisation des examens comme dans la perception des droits de scolarité. Pour les rapporteurs : « aux niveaux académique et central, la vigilance est nécessaire pour rappeler les universités aux exigences de régularité (...) et à la nécessité de se plier aux règles. »

« SOUS-OCCUPATIONS »

Ce rappel à l'ordre vaut également pour la gestion des établissements. Sans mésestimer l'insuffisance de locaux qui conduit certains établissements à contrevenir au respect des conditions de sécurité, l'inspection s'interroge sur des « sous-occupations » notoirement ou des réservations au profit de formations à faibles effectifs. « Reflets des particularismes et de la prééminence des unités par rapport à la notion centrale d'université », l'affectation des locaux est loin de correspondre à « une utilisation optimale du patrimoine qui permettrait aux universités de résoudre une partie des problèmes posés par la croissance des effectifs ».

Les manquements dans la gestion des heures complémentaires attri-

bues aux enseignants. Les rapporteurs multiplient les exemples d'abus dénoncés par les chambres régionales des comptes et qui, dans le cas de Paris-X Nanterre, ont abouti à une procédure judiciaire. Il en est de même dans la gestion des personnels non enseignants, quand le non-respect des obligations de service horaire oblige les universités à recourir massivement aux emplois précaires, aux contrats emploi solidarité (CES) ou aux objectifs de conscience.

Le dernier volet de ce « réquisitoire » est consacré à « l'usage abusif des associations » créées par les établissements pour gérer des subventions ou des contrats spécifiques. Le rapport note que, sous la « souplesse de gestion » invoquée, « il faut surtout entendre gestion en marge des règles », dans la mesure où ces associations « permettent d'échapper au fonctionnement institutionnel ».

Pour l'inspection générale, il est clair que le renforcement des procédures de contrôle tant des recteurs que de l'administration centrale est devenu une nécessité. Selon elle, l'impératif d'une « gestion rigoureuse » et du « respect scrupuleux des règles » s'impose également aux présidents d'université comme aux responsables d'UER.

Michel Delberghe

Certains week-ends d'automne en Irlande, si le soleil se cache, il peut être opportun de flâner dans un musée, de s'abriter lorsqu'on demande son chemin, ou d'entrer dans un pub pour boire un verre. Mais qui s'en plaindrait ?



Photo: David Fox (Stock Image)

Irlande
Office National du Tourisme Irlandais
Tél. 01 53 43 12 12

Office de Tourisme d'Irlande du Nord
Tél. 01 39 21 93 80

L'Irlande du Nord au Sud.

3615 Irlande (223/1996)

Un nouveau document renforce les soupçons sur l'attribution des marchés publics en Ile-de-France

Trois élus écologistes demandent au parquet d'ouvrir une enquête

Le parquet de Paris n'avait toujours pas répondu, mercredi 6 novembre, à la requête de trois élus écologistes du conseil régional d'Ile-de-

France, qui avaient souhaité, le 9 octobre, l'ouverture d'une enquête sur des délits de « favoritisme » commis lors de l'attribution de marchés

régionaux. Une note interne du conseil régional, qui a été transmise au parquet, renforce les soupçons.

LE PARQUET DE PARIS va-t-il ouvrir une enquête sur l'attribution de certains marchés publics par le conseil régional d'Ile-de-France ? Saisi, le 9 octobre, par trois élus du groupe des Verts, Jean-Jacques Porchez, Alain Rist et Jean-Félix Bernard, qui dénonçaient des délits de « favoritisme » et d'« atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics », le procureur de Paris, Gabriel Bestard, n'avait toujours pas répondu, mercredi matin, laissant planer l'incertitude sur ses intentions.

Ce dossier, fondé pour l'essentiel sur le texte d'une note adressée, le 11 mars, au président (RPR) du conseil régional, Michel Giraud, par la présidente (RPR) de la commission des marchés, Claude-Annick Tissot, aurait été confié, selon *Libération*, à la dixième section du parquet de Paris - chargée des affaires économiques et sociales -, qui aurait d'ores et déjà entrepris « des vérifications et investigations complémentaires ».

Contraire à la démission au mois de mai, au terme d'un véritable bras de fer interne à la majorité, M. Tissot - qui reste vice-présidente du conseil régional - avait souligné, dans sa note du 11 mars, relative aux marchés d'entretien et de rénovation des lycées d'Ile-de-France, l'attribution d'un quasi-monopole au bureau d'études Patrimoine-Ingénierie et les interventions, en faveur de cette même société, de collaborateurs directs de M. Giraud (*Le Monde* du 14 mai). Le document citait les noms de Christine Lor, alors membre du cabinet de M. Giraud, et de Xavier de La Gorce, directeur adjoint de ce même cabinet.

Le rôle de ces deux proches collaborateurs de Michel Giraud, tous deux appelés depuis à d'autres fonctions - l'une auprès du président de la RATP, l'autre à la tête du cabinet du maire de Lyon - est

à nouveau mis en cause par un document transmis lundi 4 novembre au parquet de Paris par l'avocat des trois élus écologistes, M. Arnaud Montebourg. « Si vous aviez le désir de douter plus longtemps de la réunion des éléments matériels des infractions commises à répétition par ceux dont les noms ont été cités par M. Tissot, écrit l'avocat, mes clients m'ont prié de vous transmettre un document qui achèvera - j'en suis sûr - de vous convaincre de mettre en mouvement l'action publique. »

Ce nouvel élément à charge est une note manuscrite adressée, le 10 juillet 1995, par Christine Lor à Xavier de La Gorce, évoquant la candidature d'une entreprise de travaux publics, SICRA-SOGEA, à un marché qui devait être examiné par la commission d'appel d'offres dix jours plus tard. La collaboratrice de M. Giraud écrivait, dans la perspective de la « présélection des 10 METP [marchés d'entreprises de travaux publics] » : « Il faudrait réintroduire la candidature de SICRA avant. » « Je pense qu'il faudrait que tu en parles à AT [Claude-Annick Tissot] et peut-être avant au président pour accord de principe. Il faudrait proposer à AT d'ajouter à l'ordre du jour de la CM [commis-

sion des marchés] du 20 juillet (...) un point examen d'une candidature supplémentaire. Argumentaire : ouverture de la concurrence. »

Les archives de la commission des marchés attestent que le dossier de candidature présenté par SICRA-SOGEA avait été écarté au stade de la présélection des entreprises, c'est-à-dire avant l'examen final des candidatures par la commission présidée par M. Tissot.

DEMARCHE ILLÉGALE

Dans une note datée du 20 juillet 1995, jour de la réunion de la commission, le directeur chargé des affaires financières du conseil régional, Didier Selles, concluait à l'illégalité de la démarche proposée par M. Lor. « Je m'interroge sur la nécessité de rappeler les mesures qui sont prises pour garantir la confidentialité qui doit s'attacher aux travaux de la commission d'appel d'offres », écrivait ce haut fonctionnaire, qui a démissionné peu après le départ de M. Tissot.

Le président du conseil régional, Michel Giraud, a déclaré au *Monde*, mercredi matin, que l'intervention de M. Lor répondait à « un souci parfaitement régulier d'information de sa hiérarchie et de

La démission de Claude-Annick Tissot

Le 11 mai, à l'issue d'une épreuve de force avec le président (RPR) de la région Ile-de-France, Michel Giraud, Claude-Annick Tissot, présidente de la commission d'appel d'offres de la région, avait démissionné. Dans une lettre adressée à M. Giraud, elle rappelait « les conditions difficiles » rencontrées dans sa tentative de « bâtir une analyse critique et constructive du fonctionnement de la commission des marchés » et dénonçait « des pressions inadmissibles ».

« Certains de vos collaborateurs font peu de cas de la souveraineté de la commission d'appel d'offres, de l'indépendance de ses membres élus et du code des marchés publics. » Elle accusait notamment le directeur général adjoint des services, Xavier de La Gorce, d'« une volonté claire de déstabilisation de la commission et de désinformation du président ». Selon *Le Canard enchaîné* du 6 novembre, cette crise aurait été réglée par le président de la République lui-même. « Michel Giraud menaçait de laisser l'incendie se propager jusqu'à la mairie de Paris », précise l'hebdomadaire.

la commission des marchés ». Selon lui, le dossier SICRA-SOGEA ayant été écarté en raison d'une erreur formelle de l'entreprise dans l'établissement de son dossier, « il était normal que [celle-ci] sollicite M. Lor, chargée de ces questions ». « Il aurait été fautive, pour ma collaboratrice, de ne pas rendre compte de cette démarche », a indiqué M. Giraud, estimant que le document visé « faisait l'objet d'une utilisation malveillante ».

Certains membres de la commission des marchés ont confirmé au *Monde* que M. Lor, qui siègeait au sein de cette instance par arrêté de M. Giraud, est intervenue oralement au cours de la séance du 20 juillet pour demander la réintroduction du dossier SICRA-SOGEA parmi les candidatures. Cette intervention avait suscité l'opposition de M. Tissot, qui avait saisi la Commission centrale des marchés. Cet organisme national s'était à son tour prononcé contre la démarche prônée par M. Lor.

Fort de cet avis, M. Tissot avait fait entériner, le 29 août 1995, par la commission des marchés du conseil régional le rejet de la candidature de SICRA-SOGEA. Elle avait en outre imposé que les débats soient enregistrés sur bandes magnétiques.

Au cours de la séance du 17 octobre 1995, aurait ainsi été enregistré un appel téléphonique passé par le président du conseil régional en personne, M. Giraud, à M. Tissot, afin de souhaiter qu'une entreprise de travaux publics nommée citée ne soit pas écartée lors d'un tirage au sort préalable. Cet enregistrement figurait parmi les pièces saisies par le juge Halphen au conseil régional. M. Giraud nous a affirmé qu'un tel enregistrement « ne pouvait pas exister » et qu'il ne se serait « jamais permis une telle intervention ».

Hervé Gattegno et Roland-Pierre Parigaux

Grâce présidentielle pour un élu RPR de l'île de Ré

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE (SM, gauche) de la région de Poitiers a protesté, mardi 5 novembre, contre la grâce accordée par Jacques Chirac à Léon Gendre, maire de La Flotte-en-Ré et conseiller général de Charente-Maritime. Cette décision, qui lui permet de conserver ses mandats, « semble trouver son origine dans son appartenance au RPR et ses liens personnels avec Jacques Toubon, qui dispose d'une résidence dans l'île de Ré », note le SM. M. Gendre avait été condamné le 10 novembre à dix mois d'emprisonnement avec sursis, 20 000 francs d'amende et deux ans d'interdiction des droits civiques pour faux et usage de faux et altération frauduleuse de la vérité. Il avait fait signer à un employé communal, lors de son embauche, une lettre de démission non datée « afin d'être en mesure de mettre fin à tout moment, sans procédure disciplinaire » à ses fonctions. Il avait ensuite mis au point une version mensongère des faits avant que la secrétaire de mairie raconte la vérité aux enquêteurs.

Des employés de France Télécom condamnés pour usage intensif du Minitel

TREIZE EMPLOYÉS DE FRANCE TÉLÉCOM ont été condamnés, mardi 5 novembre, par la 13^e chambre correctionnelle de Paris à 15 000 francs d'amendes chacun pour recel d'escroquerie et « entrave au fonctionnement d'un traitement automatique de données ». Affectés à la maintenance des installations téléphoniques du palais de Justice de Paris, du Sénat et de divers ministères, ils utilisaient les Minitels mis à leur disposition pour se brancher pendant plusieurs dizaines d'heures sur un serveur qui attribuait des cadeaux aux « gagnants » en se fondant sur la longueur de la connexion (*Le Monde* du 3 octobre).

Jean-Marc Royer, gérant du serveur, a été condamné à 400 000 francs d'amende pour escroquerie et entrave au fonctionnement d'un traitement automatique de données. France Télécom, qui a dû rembourser aux administrations les factures de téléphone litigieuses, a obtenu 63 000 francs de dommages-intérêts.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : Jean Mounig, ancien vice-président du conseil général des Hautes-Pyrénées et ex-maire de Vielle-Aure, a été condamné, mardi 5 novembre, à neuf mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende, pour faux et usage de faux. M. Mounig comparait devant le tribunal correctionnel de Tarbes pour avoir maquillé une facture de la Direction départementale de l'équipement afin de priver le propriétaire d'un camping d'une subvention qui lui avait été accordée. Jean Mounig, proche de Radical, avait été condamné, en juin 1995, à cinq ans d'incapacité pour fraude électorale lors des législatives de 1993.

■ **POLICE** : une manifestation de policiers du SNPT-FASP (gauche) qui devait avoir lieu, mercredi 6 novembre, à Perpignan, pour « protester contre la réforme de la police nationale », a été interdite par le préfet des Pyrénées-Orientales. Celui-ci a notamment invoqué la « sauvegarde de l'ordre public ». - (Corresp.)

■ **IMMIGRATION** : vingt-six sans-papiers de Lille ont mis un terme à la grève de la faim qu'ils observaient depuis vingt-six jours, après avoir obtenu, mardi 5 novembre, la régularisation de trente cas. Sur les 238 dossiers examinés, le préfet du Nord a immédiatement régularisé seize parents étrangers d'enfants nés en France. Quatorze autres dossiers sont en voie de règlement.

■ **LOTTO** : un couple originaire de Cognac, près de Toulouse, a gagné 30 106 190 francs au tirage du Loto du samedi 2 novembre. Marie-Claire, cinquante-trois ans, et son mari Antoine, un ancien chauffeur routier âgé de cinquante-huit ans, touchent le RMI.

Mgr Billé élu président de la Conférence des évêques

LOURDES

Mgr Louis-Marie Billé, archevêque d'Aix-en-Provence, cinquante-huit ans, a été élu, mardi 5 novembre à Lourdes, président et Mgr Jacques David, évêque d'Evreux, cinquante-six ans, vice-président de la Conférence des évêques de France. Ils succèdent à Mgr Joseph Duval et Mgr Emile Marcus,

arrivés en fin de mandat. Cent six évêques ont pris part au scrutin, dont le déroulement reste secret.

L'élection du nouveau président s'est jouée au quatrième tour d'un scrutin difficile où la majorité requise est des deux tiers des voix. Annoncé d'entrée, le retrait de la compétition de Mgr Emile Marcus, vice-président sortant et nouvel archevêque de Toulouse, et de

Mgr Jean Balland, archevêque de Lyon depuis moins de dix-huit mois, a simplifié le débat. Les deux hommes ont mis en avant la difficulté de concilier la gestion d'un grand diocèse avec l'exercice d'une présidence épiscopale.

Aussi leurs voix se sont-elles reportées sur Mgr Louis-Marie Billé, archevêque d'Aix-en-Provence, qui partait déjà favori pour le poste de

vice-président. Lors des deux premiers tours, les autres suffrages se sont dispersés sur les noms de Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, Mgr Gérard Defois, archevêque de Reims, et Mgr Georges Gilson, archevêque de Sens-Auxerre. Le premier a obtenu plus de voix que lors des scrutins précédents, tout en plafonnant sous la barre des deux tiers, alors que les électeurs de Mgr Defois et de Mgr Gilson se sont assez vite reportés sur le « candidat » de consensus, Mgr Billé, désigné dès le soir du lundi 4 novembre. Le lendemain, Mgr Jacques David, successeur de Mgr Gallot au siège d'Evreux, était confortablement élu vice-président.

NAUVEAU SÉMINAIRE

La première leçon à tirer de ce double scrutin est le saut de génération franchi par l'épiscopat. Le nouveau président des évêques de France n'a que cinquante-huit ans. Son élection symbolise le rajeunissement de la hiérarchie catholique en cours dans les dernières nominations (*Le Monde* daté 3-4 novembre). Ensuite, la Conférence épiscopale a confirmé qu'elle préférerait les chefs d'orchestre aux solistes talentueux, mais imprévisibles. L'échec de Mgr Lustiger et de Mgr Defois ne s'explique pas autrement que par les modes de fonctionnement d'une assemblée épiscopale qui écarte les personnalités trop fortes.

Enfin, les évêques ont à nouveau préféré la distinction des pouvoirs à la concentration et au renforcement du poids de Paris qu'aurait représenté l'élection du cardinal Lustiger. Il reste à prouver que la nouvelle « dyarchie » président-archevêque de Paris fonctionne mieux que la précédente. Mgr Billé et Mgr David sont des hommes ouverts, considérés comme surs par Rome. Sont-ils pour autant capables de donner les impulsions nécessaires à l'Eglise de l'an 2000 ?

Henri Tincq

Un « ticket » vendéen à la tête de l'Eglise de France

IL EST DIFFICILE de cacher ses origines vendéennes quand on se prénomme Louis-Marie. Si le nouveau président de la Conférence des évêques de France est né, le



Portrait

18 février 1938 dans le Loiret, à Fleury-les-Aubrais, c'est au hasard de la carrière d'un père fonctionnaire qu'il le doit.

Mais c'est à Luçon, en Vendée, que le futur Mgr Billé a été séminariste, puis ordonné prêtre le 25 mars 1962.

C'est au grand séminaire de cette ville qu'il a contracté ce qu'il appelle sa « passion d'enseigner ». C'est là qu'il devora les grands théologiens du concile, Congar et de Lubac, et vécut les promesses de Vatican II, avant les bouleversements de mai 68.

Sa deuxième patrie est la Terre sainte. Mgr Billé est l'un des meilleurs exégètes de l'épiscopat français. Il a fait ses études à l'Institut biblique de Rome et à l'école biblique de Jérusalem ; et c'est tout naturellement l'écriture sainte qu'il a enseignée et qui reste, au même titre que la musique ou la promenade, sa principale respiration.

Professeur d'écriture sainte (entre 1966 et 1972), responsable de la formation permanente (en 1971) et vicaire épiscopal du diocèse de Luçon (entre 1980 et 1984), il a été nommé évêque de Laval (Mayenne) en 1984. C'est en 1990, lors de la préparation du *Catéchisme pour adultes* de l'Eglise de France, que Mgr Billé s'imposa à ses confrères, malgré sa petite taille, par son autorité naturelle, sa clarté d'esprit et sa maîtrise des débats.

Depuis, il est l'homme-clé de l'épiscopat pour tous les dossiers touchant à la transmission de la

foi : la catéchèse dont il est le président de commission, le catéchuménat (préparation au baptême d'adulte), devenu un secteur en expansion. Le nouveau président de la Conférence épiscopale, devenu entre-temps archevêque d'Aix-en-Provence et Arles (le 5 mai 1995), exprimait pour *Le Monde*, dès son élection à Lourdes, son souhait d'« une proposition de foi non agressive, mais claire » à la société moderne.

De même, se disait-il convaincu de la nécessité d'un engagement plus grand de l'Eglise dans une société « inquiète », parce qu'« écartée » entre son désir de dépasser la fracture sociale, de vaincre le chômage, de créer plus d'humanité et sa peur, son incapacité à trouver et prendre les moyens d'y parvenir ».

Le nouveau président de la Conférence des évêques sera assisté par un vice-président vendéen comme lui, Mgr Jacques David, né le 22 décembre 1930 à Saint-Aubin-la-Plaine. Ordonné prêtre le 29 juin 1956 à Luçon, après des études à l'Université grégorienne à Rome, il a été curé d'Olonne-sur-Mer et des Herbiers (Vendée).

L'ascension de Mgr David est liée à son action à la tête du Conseil national de la solidarité, dont il a été le premier président (1989-1995), aidant les organisations caritatives catholiques à travailler ensemble. Son élection est aussi un signe adressé au diocèse d'Evreux, où venant de La Rochelle, Mgr David a été transféré au début de 1996, et qu'après l'affaire Gallot il a pacifié. Enfin, porte-parole de la Conférence des évêques de 1977 à 1981, le nouveau vice-président, par sa connaissance des médias, pourrait devenir l'homme-clé d'une stratégie de communication qui fait encore défaut à l'épiscopat.

H. T.

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS	PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE PREFECTURE DU VAL-DOISE		
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE			
<p>Par arrêté interpréfectoral n° 96/DAE/ZE/025 est prescrite l'enquête publique relative à la demande présentée par Aéroports de Paris (ADP) à l'effet d'être autorisée à réaliser des travaux au titre de la loi sur l'eau sur la plate-forme aéroportuaire de Charles-de-Gaulle.</p> <p>Cette enquête se déroulera du 4 NOVEMBRE 1996 AU 6 DÉCEMBRE 1996 INCLUS en maires de Méré-Mory, Le Mesnil-Amiel, Mauregard, Compans, Gressy, Claye-Souilly, Fresnes-sur-Marne, Annet-sur-Marne, Jablines, Thoiry-sur-Marne, Dampmart, Chailfert, Chessy, Montfermeil, Lagry-sur-Marne, Saint-Thibault-des-Vignes, Pompoigne, Vaires-sur-Marne, Torcy, Noisiel, Chelles et Champs-sur-Marne en Seine-et-Marne, Gournay, Neuilly-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, Tremblay-en-France, Villiers-sur-Marne et Aubry-sur-Bon en Seine-Saint-Denis, Roissy-en-France, Louvres, Chennay-sur-Marne et Epiais-le-Louvet dans le Val-d'Oise, Bry-sur-Marne, Le Perreux, Nogent-sur-Marne, Champs-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés, Joinville-le-Pont et Chennay-sur-Marne dans le Val-de-Marne, ainsi qu'en Préfecture de Seine-et-Marne, du Val-d'Oise, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis où les dossiers et registres d'enquêtes seront déposés afin que le public puisse en prendre connaissance et formuler ses observations éventuelles aux Juges et Juges d'ouverture des Mairies et des Préfectures.</p> <p>M. Daniel ISAMBERT, Géomètre Expert, retraité, domicilié Résidence Pinterville 31 cours Pinterville 77100 Meaux. M. René LINQUETTE, Secrétaire Général Chambre des Métiers, retraité, domicilié 3 avenue de la Coqueuvre 95300 Pantin. M. Emile BRULFERT, Chef de Section des TPE à la DDE, retraité, domicilié 3 rue des Peupliers 77140 Saint-Pierre-lès-Nemours. M. Jean FLEURY, Géomètre, retraité, domicilié 61 rue Kléber 78190 Trappes et M. Thierry FLIPO, Ingénieur ESTP Urbanisme SPN, domicilié Ferme du Mouquet 78230 Dammarie-sur-Loire sont nommés membres de la commission d'enquête.</p> <p>M. Daniel ISAMBERT en assurera la présidence.</p> <p>Le siège de la commission d'enquête est fixé en Préfecture de Seine-et-Marne.</p> <p>La commission d'enquête désignera un membre qui siègera et recevra le public ainsi que ses observations éventuelles qui seront consignées sur les registres d'enquête.</p> <p>À la Mairie de Claye-Souilly (Seine-et-Marne), à la Mairie de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), à la Mairie de Roissy-en-France (Val-d'Oise), à la Mairie de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) et en Préfecture de Seine-et-Marne.</p> <p>— samedi 4 novembre 1996 de 14h30 à 17h30 — samedi 16 novembre 1996 de 9h à 12h — vendredi 22 novembre 1996 de 14h30 à 17h30 — samedi 27 novembre 1996 de 14h30 à 17h30 — vendredi 6 décembre 1996 de 14h30 à 17h30</p> <p>Copie des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans les mairies précitées, ainsi qu'en Préfecture de Seine-et-Marne, du Val-d'Oise, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis. Il en sera donné connaissance à toute personne concernée qui devra en faire la demande aux préfets aux adresses ci-dessus indiquées.</p> <p style="text-align: right;">Meaux, le 3 Octobre 1996.</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p>LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE Signé : Didier CULIAUX</p> <p>POUR LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE le Secrétaire Général Signé : Jean-Pierre HUGUES</p> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p>POUR LE PRÉFET DU VAL-D'OISE le Secrétaire Général Signé : Bertrand MARÉCHAU</p> <p>POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS le Sous-Préfet chargé de mission et de l'arrondissement de Bobigny Signé : Ziad EL KHOURY</p> </td> </tr> </table>		<p>LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE Signé : Didier CULIAUX</p> <p>POUR LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE le Secrétaire Général Signé : Jean-Pierre HUGUES</p>	<p>POUR LE PRÉFET DU VAL-D'OISE le Secrétaire Général Signé : Bertrand MARÉCHAU</p> <p>POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS le Sous-Préfet chargé de mission et de l'arrondissement de Bobigny Signé : Ziad EL KHOURY</p>
<p>LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE Signé : Didier CULIAUX</p> <p>POUR LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE le Secrétaire Général Signé : Jean-Pierre HUGUES</p>	<p>POUR LE PRÉFET DU VAL-D'OISE le Secrétaire Général Signé : Bertrand MARÉCHAU</p> <p>POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS le Sous-Préfet chargé de mission et de l'arrondissement de Bobigny Signé : Ziad EL KHOURY</p>		

هكذا من الأصل

(Publicité)

ECONOMIE

Bourse de Paris : 961 une nouvelle étape de croissance

L'activité du marché parisien a progressé de 30% sur les six premiers mois de l'année. A l'approche de la concurrence européenne, cette vigueur est la preuve de la compétitivité de Paris.

A l'attention de tous ceux pour qui les chiffres ne signifient plus grand chose dès lors qu'il s'agit de milliards, ne retenez qu'une information : au cours du premier semestre de l'année 1996, les volumes échangés en actions à la Bourse de Paris représentent plus du total de l'année 1992. Voici même plusieurs années que ces échanges correspondent à un montant total annuel supérieur à 1000 milliards de francs. Et alors ? Alors, c'est un seuil symbolique. Qu'il soit régulièrement franchi signifie, pour le monde de la finance, que Paris est, définitivement, une place

boursière de premier plan, que les actions, dont la rentabilité se mesure sur le long terme, marquent une avancée constante, et que la confiance des investisseurs dans la Bourse de Paris est pérenne.

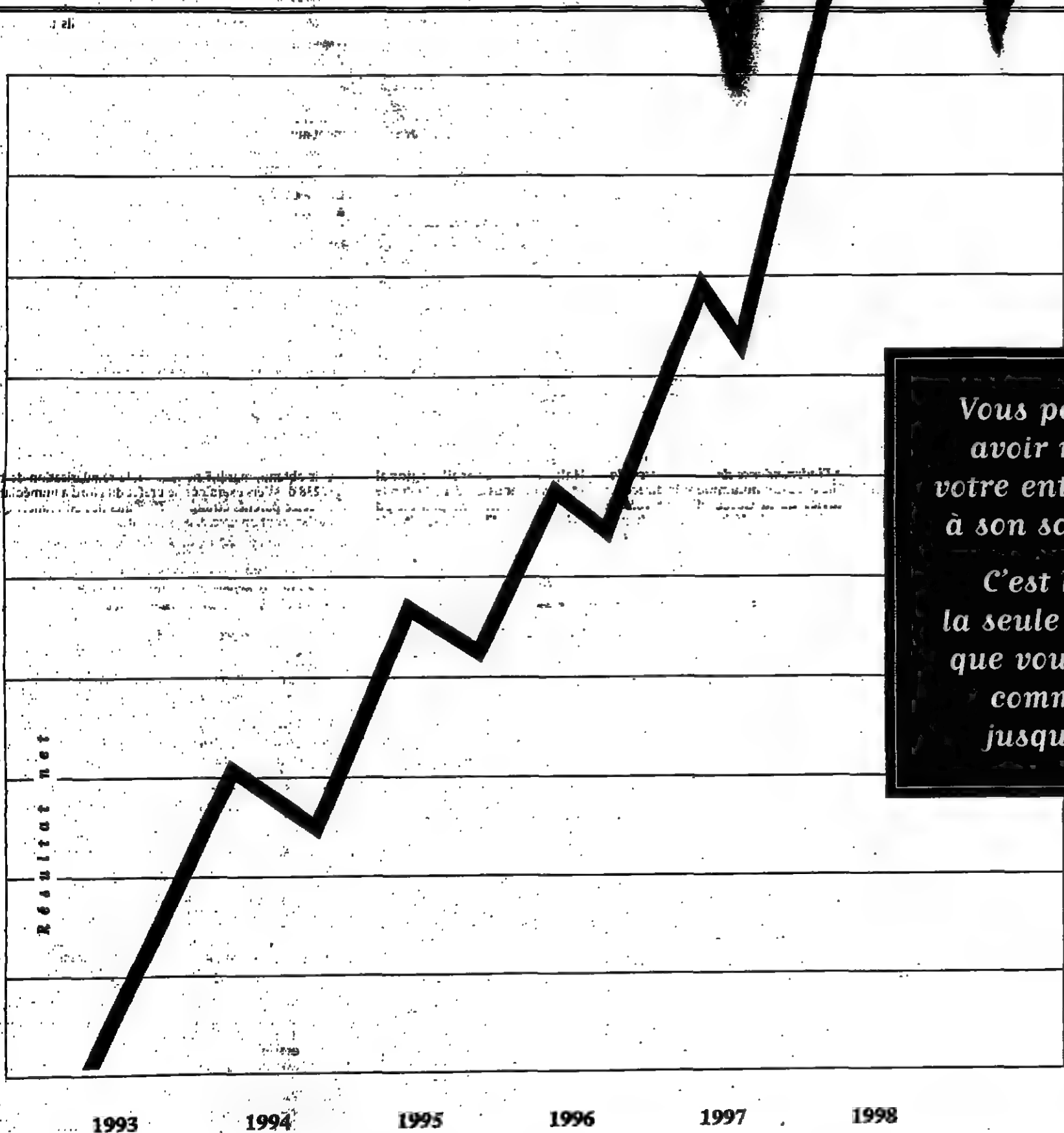
Indicateurs de confiance

L'indicateur le plus significatif de cette confiance, c'est sans aucun doute le nombre d'entreprises nouvellement cotées : 38 sociétés ont choisi de financer leur développement sur les marchés financiers entre le 1er janvier et le 30 août, dont 17 sur le seul Second

Marché. Cela représente autant d'introductions en Bourse que sur toute l'année dernière. Deuxième signe de confiance : le montant des appels au marché. Dans une conjoncture économique où les entreprises cherchent à financer leurs projets sans accroître leur endettement, elles se tournent de plus en plus vers la Bourse de Paris pour y trouver les fonds propres indispensables à leur croissance. Les investisseurs qui ont cru au potentiel de développement de ces entreprises ont également vu leur confiance récompensée. Ceux d'entre eux qui ont

depuis trois années de croissance de leur portefeuille d'investissement ont vu la valeur de leur portefeuille augmenter de plus de 50%. Cette performance est le résultat de la confiance des investisseurs dans la Bourse de Paris et de la confiance des investisseurs dans les entreprises qui y sont cotées.

la SBF-Bourse de Paris fait preuve de dynamisme et de vitalité. L'adoption d'un nouvel indice pour le Second Marché, la mise en place de nouveaux types d'ordres de bourse, le déploiement d'écrans d'accès direct dans tous les pays de l'Union européenne sont autant de nouveaux services qui viendront renforcer la compétitivité de Paris et lui permettre de figurer en toute première place sur l'échiquier des grandes Bourses. En attendant l'Euro, qui lui permettra de faire de l'ensemble de l'Union Européenne son espace domestique, son territoire.



***Vous pensiez
avoir mené
votre entreprise
à son sommet.
C'est bien
la seule erreur
que vous ayez
commise
jusqu'ici.***

La Bourse permet aux entreprises de se donner les moyens d'un nouvel essor. Le Groupe SBF gère une gamme de marchés qui offre aux entreprises de toute taille et de tout secteur d'activités la possibilité de diversifier leurs sources de financement, de dynamiser leur développement, de renforcer leur notoriété et de mieux mobiliser leurs forces à l'intérieur. La Bourse de Paris leur apporte ainsi de nouvelles énergies au service d'une croissance plus sûre et plus rapide. Pour en savoir plus écrivez à la SBF-Bourse de Paris - Direction des Emetteurs et de la Cote - 39, rue Cambon, 75001 Paris - Internet : <http://www.bourse-de-paris.fr>

BOURSE DE PARIS
Groupe SBF

De nouvelles énergies pour l'économie

DISPARITIONS

Paul Catrain

L'homme déraciné par la guerre

PAUL CATRAIN est décédé à l'âge de soixante-dix-sept ans, à Strikhovse (Ukraine), le 27 octobre dernier. Il partit à la guerre en 1939, âgé de vingt ans, et à l'exception d'une permission obtenue en février 1940, ne retrouva la France qu'en février 1993, pour une dizaine de jours. Ce retour, après plus de cinquante ans d'absence, se fit à la faveur d'un reportage de la chaîne câblée Planète. La vie de cet homme simple, ancien ouvrier agricole, né à Bois-les-Pargues (Aisne) le 25 juin 1919, symbolisait bien les soubresauts de la Seconde Guerre mondiale. Fait prisonnier par les Allemands en Alsace, il se fit voler ses papiers d'identité, et séjourna de camp en camp pendant cinq ans, avant de se retrouver à Königsberg, en Prusse orientale.

Libéré par les Russes, il fut placé dans un wagon à bestiaux et conduit dans un camp de prisonniers en Ukraine en 1945. Il y demeura deux mois et refusa la proposition de militaires américains de travailler aux États-Unis comme ouvrier. Paul Catrain rencontra alors Maria, une Ukrainienne qui vendait des graines de tournesol, et l'épousa à l'âge de vingt-six ans. Employé dans un kolchoze, sans enfant, il s'établit à Strikhovse et prit sa retraite en

1979. Ne parlant plus français depuis le début des années 80, Paul Catrain n'oublia jamais son pays natal qui le considérait comme décédé. Son nom fut inscrit en 1953 sur le monument aux morts de Bois-les-Pargues.

Ses multiples tentatives pour revenir en France furent contrariées par les autorités soviétiques. Un de ses courriers parvint finalement, en 1980, à l'ambassade de France à Moscou et fut transmis au maire de Bois-les-Pargues, Jean Delourme, qui put en

mesurer l'authenticité. Vivant chichement, dans une maison construite de ses mains en Ukraine, Paul Catrain séjourna en France durant l'été 1996, malgré l'avis de son médecin. Il voulait voir une dernière fois les membres de sa famille française et les lieux de son enfance dans l'Aisne.

Après une existence des plus tumultueuses, il s'est éteint paisiblement dans son sommeil.

Thierry de Lestang-Parade

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 7 novembre sont publiés :

● Corée : une loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Corée.

● Magistrats : un décret du 31 octobre portant nominations de magistrats à la Cour de cassation et dans les cours d'appel de Paris, Versailles, Aix-en-Provence, Amiens, Bastia, Besançon, Bordeaux, Caen, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Nancy, Orléans, Pau,

Reims, Rennes, Riom, Rouen, Basse-Terre, Fort-de-France, Saint-Denis de la Réunion, Peapete.

Au Journal officiel daté samedi 2 dimanche 3 novembre est publié :

● Navire : un arrêté du 4 octobre modifiant celui du 23 novembre 1987 et relatif à la sécurité des navires.

Au Journal officiel daté lundi 4 mardi 5 novembre est publié :

● Sécurité sociale : un décret qui, en application de l'ordonnance réformant le fonctionne-

ment de la Sécurité sociale, organise le fonctionnement des conseils de surveillance institués auprès des organismes nationaux du régime général de sécurité sociale (caisses nationales d'assurance-maladie, d'assurance-vieillesse, d'allocations familiales, agence centrale des organismes de Sécurité sociale). Composés de vingt-sept à trente-quatre membres, dont un maire, un président de conseil général, des représentants du mouvement associatif, des professions concernées, des personnels, ils seront présidés par un des six parlementaires qui y siègent.

conseiller technique à l'Opéra Studio à Paris. Admiree pour sa science de la technique vocale, Ré Kostar a compté parmi ses élèves Graziela Sciutti, Ann Reynolds, Udo Reineman, Isabel Garcisanz, Jane Rhodes, Pierrette Delange, Jean-Philippe Lafont.

■ WILLIAM CLARKE, harmoniste américain de blues, est mort à Los Angeles, samedi 2 novembre, à la suite d'une opération. Agé de quarante-cinq ans, William Clarke avait mené sa carrière de musicien depuis le début des années 70 tout en conservant son emploi d'ouvrier d'usine. C'est en 1987 qu'il avait opté définitivement pour la musique. Ses albums, d'abord autoproduits, ont souvent été remarqués par la critique. William Clarke était depuis quelques années l'un des artistes importants de la maison de disques Alligator Records. Son style puisait autant dans les meilleures heures de la soul music que dans le blues électrique.

■ ELEANOR DULLES, diplomate et économiste américaine, est morte, mercredi 30 octobre, à Washington, à l'âge de cent et un ans. Sœur de John Foster Dulles, qui deviendra secrétaire d'Etat du président Eisenhower, et d'Allen Dulles, qui dirigera la CIA, elle prend en charge en 1952 le dossier de la reconstruction économique et de la renaissance culturelle de Berlin. Elle mettra dans cette entreprise un enthousiasme et une énergie tels qu'on l'appela la Mère de Berlin.

NOMINATIONS

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Alain Besançon a été élu, lundi 4 novembre, à l'Académie des sciences morales et politiques au fauteuil laissé vacant par le décès du grand rabbin Jacob Kaplan.

[Né à Paris le 25 avril 1932, Alain Besançon a été membre du Parti communiste français à l'âge de dix-neuf ans. La révélation du rapport Khrouchtchev et la répression de l'insurrection de Budapest l'amènent à rompre avec le PCF en 1957. Agrégé d'histoire, il devient spécialiste de l'histoire de la Russie et, après un passage par le CNRS, enseignant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de 1965 à 1992. Un temps éditeur à L'Espresso (1963-1968), Alain Besançon est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels : Les Origines intellectuelles du stalinisme (réédité récemment dans la collection « Tel », Gallimard), La Falsification du bien : Soloviev et Orval (Julliard), L'Image interdite : une histoire intellectuelle de l'icône (Fayard), et de Trois Tentations dans l'Eglise (Calmann-Lévy).]

DIPLOMATIE

Pierre Le Gars a été nommé ambassadeur en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en remplacement de Louis Ghustetti, admis à faire valoir ses droits à la retraite, par décret paru au Journal officiel du 31 octobre.

[Né le 13 mai 1934, Pierre Le Gars est titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et ancien élève de l'Ecole navale. Officier de marine de 1953 à 1985 et mis à la disposition du Quai d'Orsay en 1983, il a été notamment en poste à Stockholm à la Conférence de désarmement en Europe (1984-1985), à Port-au-Prince (1985-1989), à Ankara (1989-1992). Depuis juillet 1992, Pierre Le Gars était conseiller à Rome.]

AU CARNET DU MONDE

Décès

— Laurent Laffargue, le docteur Louis Samuel Baroek, M^{me} Jacqueline Baroek-Ressat, Anne et Pierre Baroek, ont la grande douleur de faire part du décès de

Pascal BAROUEK, survenu à Bordeaux, le 4 novembre 1996.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 novembre, à 16 h 30, en l'église Saint-Siroux de Bordeaux, suivies de l'inhumation au cimetière de la Chartruse, 14 bis, rue Jullien, 75020 Paris.

Chemins de la Roche, 33370 Yvrac.

7, cours du Chapreau-Rouge, 33000 Bordeaux.

— M. et M^{me} Parice de Bignieres, ses parents, M^{me} Monique Moser, sa fiancée, M. et M^{me} Antoine de Bignieres, ses frères, belle-sœur, neveux, Toute sa famille, font part du rappel à Dieu de

M. Pascal de BLIGNIERES, survenu le 3 novembre 1996, à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 novembre, à 11 h 15, en l'église Saint-Germain du Grand-Chesny, rue Jean-Louis-Fornay, au Chesnay (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes. Des messes et des prières.

10, rue de l'Ermitage, 78000 Versailles. 282, rue Saint-Jacques, 75015 Paris.

— Antony, Nioe, La famille, Les amis de

M. Marc DELATTRE, font part de son décès, le samedi 3 novembre 1996.

La cérémonie religieuse et l'incinération auront lieu le jeudi 7 novembre, dans la plus stricte intimité.

— Le président, Le secrétaire perpétuel, Et les membres de l'Académie nationale de médecine, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère,

le professeur André DJOURNO, chevalier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie nationale de médecine,

survenu le 3 novembre 1996, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

— Le secrétaire perpétuel, Le bureau et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont le très grand regret de faire part du décès, survenu à Paris, le samedi 2 novembre 1996, de

M. Pierre GRIMAL, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, commandeur des Arts et Lettres, commandeur de l'Ordre national du Sénat, membre de l'Académie de Belgique, de Suède, de l'Académie nationale des Lincei, culture de Rome, professeur émérite de l'université Paris-Sorbonne. (Le Monde du 6 novembre.)

— Nadette Mériaux, Murielle et Marie-Anne Parais, Pierre Mériaux et Claudine Parais, Elvire Mériaux et Florence Margery, Olivier et Anne Mériaux, Claire Parais et Karim Hourar, Murielle Parais et André d'Arripe, Irène, François, Cécile, Louise, Diana, Rose, Nadine, Zola, Louis, Elsa, Vincent, ses petits-enfants, Ses frères, Ses beaux-frères, Ses belles-sœurs, Et leurs enfants, Toute sa parenté et tous ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Bernard MÉRIAUX, survenu le mardi 5 novembre 1996, à Paris, dans sa soixante-dixième année.

Un rassemblement accompagné d'une célébration eucharistique aura lieu à Paris-13^e, le vendredi 8 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy ; à Grenoble, le samedi 9 novembre, à 11 heures, au Centre œcuménique Saint-Marc, 6, avenue Matherbe.

64, rue Thiers, 38000 Grenoble. Tél.-fax : 04-76-46-65-29.

Pas de fleurs, mais dons éventuels au profit du Comité de soutien aux réfugiés algériens, CCP 2 538 89 Y GRE.

— Le bureau et le personnel de l'Institut de recherches économiques et sociales ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard MÉRIAUX, chercheur à l'IRSES.

Un rassemblement accompagné d'une célébration eucharistique aura lieu à Paris-13^e, le vendredi 8 novembre 1996, à 10 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy ; à Grenoble, le samedi 9 novembre, à 11 heures, au Centre œcuménique Saint-Marc, 6, avenue Matherbe.

Pas de fleurs, mais dons éventuels au profit du Comité de soutien aux réfugiés algériens, CCP 2 538 89 Y GRE.

— La direction générale, Et l'ensemble des collaborateurs de l'Agence nationale pour l'emploi, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard MÉRIAUX, ancien adjoint au directeur général, inspecteur général,

survenu le 5 novembre 1996, à l'âge de cinquante-neuf ans,

et s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches.

— La famille Nana a le regret d'annoncer le décès de son cher

Sidney NATA, le samedi 2 novembre 1996.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Téléphone : 01-42-17-29-94

ou 38-42

— Le Centre français d'études yéménites à Sanaa (Yémen) a l'immeuble tristesse de faire part de la disparition brutale de

Eric MERCIER, allocataire de recherches,

survenu en Éthiopie le 16 octobre 1996.

Les obsèques ont eu lieu le 2 novembre, au Mémorial-Bernard (Seine-Maritime), dans l'intimité familiale.

CEFE, ambassade de France, Sanaa.

16, rue Jules-Perry, 76240 Roussours.

— L'unité mixte de recherches Urbaines (CNRS, université de Tours), Et la formation doctorale Espaces, sociétés et villes dans le monde arabe, l'associent à la douleur de la famille de

Eric MERCIER, chercheur-doctorant,

brutalement disparu en Éthiopie, à l'âge de trente-trois ans, au cours d'une mission de recherches.

— Le groupe des étudiants doctorants d'Urbanisme (université de Tours) fait part de la disparition brutale de

Eric MERCIER, survenu en Éthiopie le 16 octobre 1996.

Ceux qui avaient avec lui initié ce groupe doctoral s'associeront jamais le dynamisme, le dévouement et l'enthousiasme d'Eric.

— Le président de l'université Paris-X-Nanterre,

Les personnels enseignants, chercheurs et administratifs, ont le regret de faire part du décès, le 2 novembre 1996, de

Jean PIWNIEK, maître de conférence de géographie, ancien directeur de la Fondation franco-brésilienne à la Cité universitaire internationale.

A sa famille et à ses proches, ils expriment leur profonde sympathie.

— L'unité de formation et de recherche sciences sociales et administration, Le département de géographie de l'université Paris-X-Nanterre,

Les enseignants, Le personnel, Et les étudiants, partagent la douleur de ceux qui aimaient

Jean PIWNIEK.

— Il a plu à Dieu de rappeler sa servante,

M^{me} Odile TIMBAL, née MERTU, professeur d'anglais,

le 1^{er} novembre 1996, à Reims, dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le 8 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-Vincent de Mâcon (Saône-et-Loire), suivies de l'inhumation dans le caveau familial.

Jacques, Olivier, Arnette et Patrick, 20, rue Brémont, 02140 Vervins.

Anniversaires de décès

— Il y a cinq ans, le 7 novembre 1991, disparaissait

Gaston MONNERVILLE, ancien président du Sénat.

M^{me} Gaston Monnerville, Sa famille,

Et la Société des amis du président Gaston Monnerville,

rappellent le souvenir du grand républicain et du vibrant défenseur des droits de l'homme.

Communications diverses

— Le 22 octobre 1996, le Conseil des prud'hommes de Paris a ordonné la réintégration du docteur Ellen Imbernon dans ses fonctions de médecin du travail chargée de missions en épidémiologie au service général de la médecine du travail à EDF-GDF.

Tous ceux qui ont rejoint le Comité de soutien (et ils sont plus de 1 300), tous les syndicats et associations ne s'étaient pas trompés : EDF-GDF était dans leur tort, en bafouant la loi et en portant atteinte aux règles les plus élémentaires de l'éthique, de la déontologie médicale, du droit des personnes et du code du travail.

Mais Ellen Imbernon pourra-t-elle reprendre ses travaux sur l'évaluation des expositions professionnelles aux produits cancérogènes, sur les causes de décès en fonction du passé professionnel et sur les troubles musculo-squelettiques en rapport avec le travail, travaux stoppés depuis son licenciement ? Ne sera-t-elle pas placée dans un « placard » ?

Pour fixer le premier succès et pour aborder la suite, les membres du Comité de soutien sont invités à se retrouver au cours d'un apéritif-débat, mardi 12 novembre, 18 heures, 49, rue Mirabeau, Paris-16^e.

JOURNÉES INTERDIOCESAINES D'ENTRAIDE ET D'AUTUITÉ

de Paris, Créteil, Nanterre, Saint-Denis, à la Maison diocésaine, 8, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris.

Les compoix sont ouverts les vendredis 15 et samedi 16 novembre 1996, de 10 h 30, le dimanche 17 novembre, de 13 h 30 à 18 heures. Vous y trouverez de nombreuses idées pour vos cadeaux de Noël.

Déjeuner samedi 16 et dimanche 17 (100 francs).

Tournoi de bridge dimanche 17 à 15 h 15 (100 francs).

Renseignements, inscriptions aux déjeuners et au bridge : tél. : 01-45-34-25-63.

Thèses

— M^{me} Mériem Istaitene-Kernabl soutiendra sa thèse de doctorat le samedi 9 novembre 1996, à 10 heures, à la Sorbonne, salle des thèses, galerie Claude-Bernard.

« Les champignons dans le sport algérien. »

Jury composé de Pierre Parlebas, directeur de thèse, Michèle Miloudi, André Akoun, Bertrand Durrig, Borhane Ibrahi.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

SUR MINITEL

La documentation du journal Le Monde

Vous recherchez un article publié depuis janvier 1990 ? Minitel met à votre disposition deux services avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 INFO 857 1 min

recherche de références par thèmes, catégories, pays, auteurs, etc.

36 29 04 50 9,211 min

recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possibles par courrier ou fax, paiement par carte bancaire

Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (sur son Minitel) un abonnement au service

Un justificatif accompagne tout envoi d'articles

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LE GRAND CHANTIER DE LA RÉFORME FISCALE

A l'occasion du projet de loi de finances pour 1997, et de la réforme de l'impôt sur le revenu, ce numéro fait le point sur ce débat qui n'en finit pas de faire des vagues.

LES NOUVELLES MIGRATIONS

Les bouleversements politiques ont lancé sur les routes des millions de réfugiés. A ces migrations liées aux guerres s'ajoutent celles liées à la misère économique, alors même que l'Union européenne limite le droit d'asile.

NOVEMBRE 1996

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LE GRAND CHANTIER DE LA RÉFORME FISCALE

A l'occasion du projet de loi de finances pour 1997, et de la réforme de l'impôt sur le revenu, ce numéro fait le point sur ce débat qui n'en finit pas de faire des vagues.

LES NOUVELLES MIGRATIONS

Les bouleversements politiques ont lancé sur les routes des millions de réfugiés. A ces migrations liées aux guerres s'ajoutent celles liées à la misère économique, alors même que l'Union européenne limite le droit d'asile.

NOVEMBRE 1996

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

HORIZONS

PORTRAIT

Son manque d'expérience dans les affaires du monde, sa méconnaissance de l'Histoire, n'avaient pas préparé l'ancien gouverneur de l'Arkansas à la Maison Blanche. Portrait acide, par un journaliste américain de sa génération, de celui qui aspire à devenir un « grand président » à l'occasion de son second mandat



Bill Clinton, le « président ado »

BILL CLINTON entame un deuxième mandat. Inchange, avec les mêmes ingrédients qui ont fait toute sa carrière politique : cette façon de mordre sa lèvre inférieure pour manifester un élan de sincérité étonnée ; un paquet de nouvelles promesses gouvernementales pour aider à construire « un pont pour le XXI^e siècle » ; et, bien sûr, un dernier lot de scandales assurant déjà que la Maison Blanche va de nouveau vivre au rythme des « affaires ».

C'est bien un mélange à la Clinton. Et c'est cette combinaison d'éléments contradictoires qui rend si difficile de saisir l'homme, même après ces quatre premières années à la Maison Blanche. Il a tout du type bien, de celui qui cherche toujours à faire de son mieux, et très souvent, il a été un bon président. Mais il lui manque une boussole morale. Il s'est montré prêt à tout pour gagner.

L'expression qui me vient toujours à l'esprit à son propos est en deux mots : « Boy President », le « président ado ». Cela a plus à voir avec sa vision des choses, sa personnalité, son expérience, qu'avec son âge. Bill Clinton serait « le président ado », même s'il n'était pas le premier baby-boomer (un homme de la génération née après la deuxième guerre mondiale) à occuper la Maison Blanche, même s'il était plus âgé que le septuagénaire Bob Dole. L'expression renvoie à sa manière de grand gosse, cette volonté de plaire à tout prix, cette façon de vivre comme s'il était personnellement déconnecté des grands événements de ce monde.

Bill Clinton est un gamin d'une petite bourgade de l'Arkansas. Un gamin qui, par le seul mérite de ses talents, habite l'adresse la plus chic du monde. Mais il est resté un gosse, un « groupie » d'Hollywood, éternellement, ébloui. Clinton veut tout, et si, pour l'obtenir, il faut franchir quelques portes, il y est

disposé. Il est un flamboyant chef de l'exécutif en paliettes, formidablement intelligent et encore plus formidablement ambitieux. Et il est le premier président des États-Unis à avoir mon âge, le premier de notre génération d'Américains à s'être hissé à la plus haute des fonctions de pouvoir.

C'est justement dans l'appartenance à cette classe d'âge que je trouve une des clés pour comprendre l'homme. Non pas son slogan « d'ériger un pont pour le XXI^e siècle », mais cette capacité qu'il a d'aller et venir sans cesse entre deux vieux pontons de la vie publique : la bonne vieille politique affairiste et une certaine hauteur de vues.

A l'évidence, il n'était pas préparé pour la Maison Blanche. La poste le plus important qu'il ait jamais occupé avant d'y entrer en 1992 était celui de gouverneur d'un petit État où la majorité des Américains ne sont jamais allés.

Son manque d'expérience dans les affaires du monde, sa méconnaissance de l'Histoire étaient stupéfiants. Premier président né après 1945, ayant échappé à la conscription au moment de la guerre du Vietnam, il a été et va continuer à être le premier président à diriger le pays à l'heure de l'après-guerre froide.

Or il est arrivé à la Maison Blanche avec cette suffisance des hommes de notre génération qui, parce qu'ils ont étudié l'histoire dans les livres, parce qu'ils l'ont conceptualisée plus qu'ils n'ont été façonnés par elle, croient qu'ils peuvent la maîtriser mieux que tous leurs prédécesseurs. Cela n'est pas vrai de la génération de Bob Dole.

UNE histoire racontée lors de la campagne présidentielle de 1991 dit assez bien en quoi Bill Clinton incarne sa génération. Elle remonte à ses années d'étudiant, quand il était boursier à Oxford, en Grande-Bretagne, en 1969. Il partageait sa chambre avec un autre étudiant américain, Frank Allen.

Le sentiment général à Oxford était que ces deux-là allaient faire de grandes carrières. L'am-

biteux Bill passait, déjà, pour un futur président des États-Unis — après tout, les jeunes Américains titulaires de cette fameuse bourse à Oxford étaient encouragés à voir grand —, et Frank, plus littéraire si ce n'est moins ambitieux, serait, lui, un journaliste de grande classe.

Et puis Frank a été appelé pour servir au Vietnam. Il aurait pu faire jouer certains pistons ou quelque artifice juridique pour éviter l'armée. Il ne l'a pas fait. Il a simplement fait savoir à son bureau de recrutement qu'il refusait d'aller au Vietnam. Il est devenu un déserteur. Deux ans plus tard, il s'est donné la mort.

Le jeune Bill, lui aussi, était opposé à la guerre du Vietnam. Mais il a magouillé et a réussi à éviter à la fois la conscription et les ennemis avec l'armée. La plupart d'entre nous ont fait la même chose ou à peu près. Rares ont été ceux de la génération Clinton à s'être clairement

Il n'était pas prêt à saborder ses grandes ambitions sur l'autel des convictions anti-guerre des privilégiés de son âge, qu'il partageait plus ou moins

refusé à tout compromis, comme l'a fait Frank.

Clinton est rentré à la maison après Oxford. Il est allé faire son droit à Yale. Il a épousé Hillary, et il est retourné dans l'Arkansas, où il est rapidement devenu le plus jeune gouverneur de l'État.

Le reste de l'histoire est connu : c'est la réalisation d'une ambition sans bornes. Et puis une fois installé à la Maison Blanche, il passe pour n'avoir fait aucun geste, pris aucune initiative qui n'ait eu sa réélection pour objet. Il aura été en campagne durant quatre ans. Je ne dis pas que Clinton aurait dû devenir un objet de conscience, déserteur, et, ainsi, mettre en péril la carrière politique qu'il envisageait déjà. J'observe que cette question — échapper à la conscription par principe ou trouver quelque

« manip » pour ne pas avoir à se poser le problème de la guerre — a représenté un des choix les plus graves auxquels ont été confrontés les Américains de notre génération.

Nous l'avons presque tous résolu, y compris Clinton, en nous réfugiant dans une sorte d'opportunisme moral. Clinton partageait plus ou moins les mêmes convictions anti-guerre que la plupart des jeunes gens privilégiés de sa classe d'âge. Mais il avait aussi de grandes ambitions et il n'était pas prêt à les saborder sur l'autel de ses convictions.

Nous autres, baby-boomers, considérons que la vie doit être parfaite. Rien n'est supposé venir se mettre en travers de notre épanouissement personnel. Il y a une des composantes clés de notre génération, cette manière d'afficher des prétentions moralisatrices, doublée d'une incapacité à payer de notre personne.

Nous sommes la première génération qui s'est arrogé le droit de décider s'il fallait ou non obéir à l'appel du service national et, ce faisant, estimons avoir eu un comportement moralement supérieur à celui des générations précédentes.

Le contraste avec Bob Dole ne peut être plus saisissant. Voilà une génération, celle de nos parents, qui, comme le disait Peggy Noonan, une des collaboratrices de Ronald Reagan, « a tenu bon durant la grande dépression et s'est vaillamment battue pour un pays dont elle n'a jamais douté une seconde qu'il le méritait ».

On nous a souvent rappelés durant cette dernière campagne électorale que Bob Dole a été si gravement blessé à la guerre qu'il lui a fallu un an pour s'en remettre. Mais il n'est pas indifférent que Bill Clinton soit allé se promener à Moscou au mo-

ment même où son pays menait la seule guerre qu'il ait été en âge de faire — la guerre du Vietnam —, à l'heure où l'URSS était l'alliée de Hanoi. C'est bien là le genre de geste gratuit, léger, typique de notre génération, très symbolique de notre absence de profondeur, de cette conviction de savoir mieux que les autres quand, bien souvent, nous ne savons pas.

Dans les plus grandes universités du pays, vers la fin des années 60, il y avait une affiche anti-guerre, montrant quatre jolies étudiantes sous la légende suivante : « Les filles qui disent oui aux garçons qui disent non » (à la guerre du Vietnam). Quand Bill Clinton était à Yale, il fallait plus de courage pour défendre le gouvernement que pour s'y opposer. Il fallait plus de courage pour aller à Danang qu'à Moscou. C'était moins chic. Aller à Moscou était plus sexy.

Est-il tout à fait honnête d'expliquer Bill Clinton principalement par son appartenance à la génération des baby-boomers ? A l'évidence, cela ne dit pas tout. Clinton est, profondément, sincèrement, un chic type. Il ne volerait pas la petite amie du voisin. Il n'oublierait pas de vous envoyer une carte d'anniversaire.

Il n'est pas, comme Richard Nixon, du genre à dresser des listes de ses adversaires ou à utiliser les services du fisc pour faire pression sur les journalistes qui le critiquent. C'est un ami dévoué et loyal. Nos libertés ne sont pas menacées par quatre années supplémentaires de Clinton à la Maison Blanche.

Pas moyen de ne pas mentionner non plus la juvénile vitalité avec laquelle il exerce la fonction présidentielle. Pas moyen d'oublier, enfin, que ça va plutôt bien en ce moment en Amérique — ce qui explique qu'il a gagné.

Et pourtant, Clinton a déjà été touché par plus de scandales de moyenne importance qu'aucun autre occupant de la Maison Blanche depuis Warren Harding. Il y a eu Paula Jones (qui accuse Bill Clinton de harcèlement sexuel), au début du mandat, et, à la fin, l'affaire des fiches du FBI (sur un certain nombre de

personnalités républicaines). Entre-temps, il y a eu White Water, qui a conduit à l'inculpation de plusieurs amis de Bill, et les incroyables bénéfices réalisés par Hillary à la Bourse du détail, révélés au moment précis où la première dame du pays nous expliquait que nous devions renoncer au matérialisme pour mettre un peu plus de spiritualité dans nos vies...

Il y eut le licenciement minable des personnels du bureau des voyages de la Maison Blanche pour que ce service puisse être confié à des copains d'affaires des Clinton. Ce scandale, le *Travelgate*, a été un abus de pouvoir ouvert, caractérisé. Il y eut la manière suspecte avec laquelle ont été déplacés certains documents du bureau de l'un des conseillers juridiques de la présidence Clinton, Vince Foster, quelques heures après son suicide. Il y eut cette affaire tragique de dossiers prétendument perdus puis retrouvés à la Maison Blanche prouvant qu'Hillary Clinton n'avait pas dit toute la vérité sur ses activités d'avocate dans l'Arkansas.

Le dernier des scandales, celui qui vient d'émerger en fin de campagne, porte sur des contributions financières frauduleuses d'origine étrangère, venant principalement d'un milliardaire indonésien, Mochtar Riady. Elles ont conduit un des collaborateurs américains de ce dernier, un certain John Huang, à occuper un poste au ministère du commerce, puis à la direction du Parti démocrate. Bill Clinton a reçu ce qui ressemble fort à des pots-de-vin de la part d'un milliardaire proche de la dictature de Suharto et, en contrepartie, a mis en sourdine une politique qui visait à n'accorder des avantages commerciaux à l'Indonésie qu'en échange d'une amélioration de la situation des droits de l'homme dans ce pays. On attend mieux d'un représentant de la génération moralisatrice.

Se mettant lui-même en scène de façon quantifiable, il lui arrive bien d'évoquer quelques grands thèmes comme le destin, l'espoir et l'histoire (son médiocre livre publié à l'occasion de la campagne s'intitule *Entre l'espoir et l'histoire*).

Mais la législation dont il se dit le plus fier est le congé parental, la flexibilité pour un père ou une mère de rester à la maison pour s'occuper d'un enfant malade. Le grand méchant de son temps, Lyndon Johnson, avait fait passer au Congrès la loi sur les droits civiques de 1964 : pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique, la discrimination raciale devenait un crime. Bill Clinton, lui, a échoué à faire voter son grand plan de réforme du système de santé, et en est réduit à vanter ses initiatives sur la flexibilité du temps de travail.

Il y a quelque chose d'enfantin dans ce programme, une manière d'avoir recours à un discours à la Churchill pour décrire ce qui n'est qu'un modeste ajustement du système. Pendant ce temps-là, les ghettos des centres-villes empirent, le crime fait rage, le système d'éducation publique s'effondre, et 40 millions d'Américains n'ont toujours pas d'assurance médicale.

Les commentateurs disent : avec son second mandat, Clinton vaudra entrer dans l'histoire. Il a sûrement mérité le premier. Pour réaliser ses ambitions et les attentes que le pays a placées en lui, il lui faut encore mériter, passer de talentueux « président ado » à talentueux « grand président ». J'ai voté pour lui, dans l'espoir qu'il y arrivera.

Richard Bernstein
(Traduction : Service International)
Dessin : Georgine Deen

• Richard Bernstein est critique littéraire au *New York Times* dont il a été le correspondant à Paris de 1984 à 1987. Il est l'auteur de plusieurs livres : *Fragilité de la France* (traduction chez François Bourin, 1991), *From the center of the earth: the search for the truth about China* (Little Brown, 1982) et *Dictatorship of virtue: multiculturalism and the battle for America's future* (Knopf, 1994).

مكتبة الامن

Leçons d'outre-Atlantique

LES Américains ont voté pour le statu quo. Ils ont renvoyé, mardi 5 novembre, la même équipe au pouvoir : le démocrate Bill Clinton à la Maison Blanche et une majorité républicaine au Congrès. En cette période de faible ancrage idéologique de l'électorat et de relatif bien-être économique, les Américains ne veulent pas confier tous les rênes à un seul parti. A M. Clinton, premier président démocrate depuis Franklin Roosevelt à remporter un deuxième mandat, revient le soin de maintenir un minimum d'Etat-providence en ces temps de grands chambardements économiques. Aux républicains, qui, pour la première fois depuis 1930, conservent une majorité au Capitole, est confiée la tâche de garder la pression sur un Etat fédéral dont on se méfie et dont l'efficacité est de plus en plus mise en doute.

Sagesse d'un électeur qui, revenant du lyrisme idéologique des années passées, veut être gouverné au centre ? Maturité d'une vieille démocratie obsédée par l'équilibre des pouvoirs ? Les pessimistes, ou les cyniques, traduiront, plus prosaïquement : les Américains ont voté en faveur d'un président auquel ils font confiance pour gérer l'économie sans commettre trop de bêtises.

mais dont le premier mandat a été tellement entaché « d'affaires » qu'il est prudent de le surveiller. Bill Clinton est préféré à Bob Dole pour des raisons évidentes. Sans être un parangon de vertu, le premier, qui veut connecter toutes les écoles à Internet et débordant d'un énergique optimisme, incarne assez bien une Amérique qui paraît aborder le XXI^e siècle avec confiance. Le second, digne ancien combattant, homme de la guerre froide, n'a fait que rattrapper sa nostalgie d'une mythique Amérique des années 50.

Or la nostalgie n'est, définitivement, plus ce qu'elle était. Une des leçons importantes de ce scrutin tient dans le discours tenu par M. Clinton. Au-delà de ses incessants va-et-

vient, de la gauche à la droite du spectre politique, le président sortant a au moins une conviction et n'a cessé de la dire : les Occidentaux ne vivent pas une « crise », qui aurait un début et une fin ; ils vivent une formidable ère de transformation économique. La mondialisation des échanges est là pour durer ; elle est plus créatrice que destructrice d'emplois, selon M. Clinton. Le véritable acte de courage politique de ce démocrate a été d'imposer son credo libéral à un parti qui n'y était nullement acquis.

Contrairement à M. Dole, et à la plupart des responsables politiques européens, M. Clinton ne cède pas à la médiocre image du « tunnel », dont on verrait bientôt la sortie, pour expliquer les difficultés de l'heure. M. Dole promet un retour à la sécurité économique de l'après-guerre : les électeurs ne l'ont pas cru - et ils ont eu raison. M. Clinton avertit, au contraire, que la normalité des temps nouveaux est dans le mélange actuel d'insécurité et de créativité économiques. S'il est illusoire de chercher à la contester, cette réalité unique, ajoute-t-il, impose à l'Etat d'adoucir la transition. N'est-ce pas le même défi qui est lancé aux Européens ?

DANS LA PRESSE

THE GUARDIAN

Philip Gould

■ Quelles sont les leçons de la victoire de Clinton pour les travaillistes britanniques ? Tout d'abord, elle nous rappelle que c'est bien la droite qui représente le passé, la gauche le futur. Mais elle nous indique aussi que si la droite peut être battue, ce n'est que par des partis de gauche qui auront su se moderniser. Ce sont les nouveaux démocrates qui ont gagné en 1992 et à nouveau en 1996. C'est, chez nous, le nouveau parti travailliste qui gagnera en 1997. Troisième leçon, nous devons continuer à tirer les leçons de l'expérience du candidat Clinton, celui de 1992, alors qu'il venait de l'opposition, plus que de celui de 1996. Nous avons déjà retenu quelques-unes. Le Labour a un programme de gouvernement, soutenu par l'ensemble du parti. Mais nous ne devons jamais oublier une chose, essentielle : nous ne devons pas faire des promesses que nous ne pourrions pas tenir. Nous devons constamment nous préoccuper de ce qui concerne la vie quotidienne des gens, sans négliger pour autant un grand dessein à long terme.

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Plusieurs des recettes employées par Bill Clinton feront rêver ou réfléchir les dirigeants français. Bien sûr, la reconquête victorieuse de l'opinion américaine par le président réélu n'aurait pas été possible sans la baisse du chômage, la persistance de la croissance, la confiance que les citoyens des Etats-Unis accordent à leur économie. De ce point de vue, il est difficile de comparer la situation américaine à la situation française. (...) En revanche, d'autres recettes employées par le président américain évoquent la situation française. Bill Clinton a su jouer à merveille de la cohabitation qui lui était imposée. Face à la vague ultralibérale incarnée par Newt Gingrich, il s'est métamorphosé en protecteur des Américains. Il en a tiré le plus grand bénéfice. Cela souligne le privilège de la durée. Un président dont le mandat est nettement plus long que celui du Parlement a toujours une chance de se rétablir s'il sait adapter son comportement aux circonstances.

La guerre d'usure de Jacques Chirac

Suite de la première page

Il y a un an que la messe est dite et qu'une nouvelle France - titre de l'ouvrage avec lequel M. Chirac avait lancé son offensive à l'été 1994 - a rejoint le magasin des accessoires de campagne.

De ce point de vue, le seul constat qui s'impose est celui de l'impulsion de MM. Chirac et Juppé à obtenir l'adhésion des Français au réalisme qu'ils ont décidé de faire prévaloir. Le moment est venu, cependant, où l'invocation de leur propre « héritage » de campagne - ou, ce qui revient au même, de celui du gouvernement d'Edouard Balladur, si désastreux qu'il les aurait contraints à changer de cap par rapport aux promesses - ne s'est plus le chiraquisme électoral qui est en cause, à présent, mais bien le chiraquisme présidentiel, à travers la traduction qu'en donne le premier ministre et dont rien n'indique qu'elle soit suspecte d'infidélité. L'opinion l'entend bien ainsi, puis qu'elle associe dans une réprobation parallèlement croissante le chef de l'Etat et celui du gouvernement.

C'est bien la raison pour laquelle certains conseillers du président le pressent de nouveau de mettre fin à cette association funeste et de marquer sa différence vis-à-vis de M. Juppé en changeant de premier ministre. Jacques Pihan, qui met au service de M. Chirac son expérience de fabricant d'image présidentielle acquise auprès de François Mitterrand, est allé jusqu'à présenter lui-même à M. Juppé l'argumentation au terme de laquelle, selon lui, il est urgent pour l'actuel occupant de Matignon de vider les lieux et de consacrer son temps à préparer le RPR aux élections législatives ainsi qu'à gérer sa ville de Bordeaux. A cette thèse s'oppose, parmi les collaborateurs de M. Chirac, celle que défend notamment le secrétaire général de la présidence, Dominique de Villepin, ancien directeur du cabinet de M. Juppé au ministère des affaires étrangères, pour lequel aucune opération de « communication » ne peut résoudre le problème posé aujourd'hui au pouvoir.

SAGE LENTEUR

Tout au contraire, le départ - c'est-à-dire le renvoi - de M. Juppé ne pourrait être compris que comme un aveu d'échec, voire une marque de faiblesse, qui priverait M. Chirac, auprès des Français, de la seule arme dont il dispose : la ténacité. Le premier ministre incarne en effet une politique que celui-ci a mise à l'ordre du jour, le 26 octobre 1995, la lutte contre les déficits et la préparation de la France à la monnaie unique européenne. Evincer M. Juppé serait prendre le risque de paraître revenir sur ce choix et de provoquer une réaction négative chez les partenaires européens - l'Allemagne au premier chef - et chez les acteurs financiers, sans bénéfice garanti auprès des électeurs. A l'usure du chef du gouvernement dans l'opinion, le pouvoir est résolu, pour le moment, à répondre par une guerre d'usure, dont le sort sera décidé par les indices économiques de la fin de l'année 1996 et du début de l'année suivante.

Aussi bien voit-on les ministres RPR former le carré autour de MM. Chirac et Juppé en venant l'un après l'autre - Jacques Toubon, Eric Raoult, Jacques Godfrain

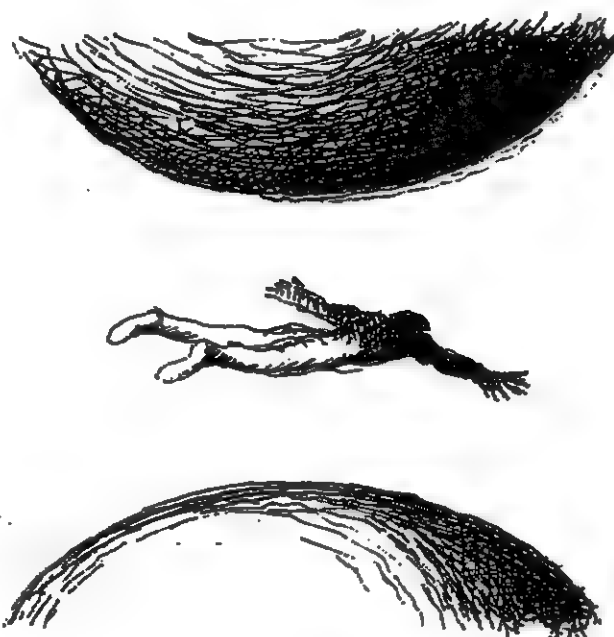
- expliquer dans les médias que l'action menée est difficile et courageuse, qu'elle ne peut être populaire, que le gouvernement doit aux Français de mener à bien les réformes entreprises, qu'il serait inconcevable de s'arrêter au milieu du gué. Et, donc, d'y changer de monture. Ce discours n'interdit pas la prudence, qui, à l'approche de l'anniversaire de l'annonce de la réforme de la Sécurité sociale, le 15 novembre, incite à désamorcer tout ce qui pourrait constituer le détonateur de nouveaux conflits sociaux. Ainsi le projet de loi sur la restructuration des chemins de fer a-t-il été reporté au premier trimestre de l'année 1997. Ainsi une sage lenteur est-elle observée dans la mise en œuvre des mesures de restructuration des arsenaux.

Faut-il y voir une compensation pour M. Juppé, dont l'intérêt personnel pourrait être, au contraire, de se « recapitaliser » en réserve de la République en faisant fructifier l'image de celui qui n'a pas craint de braver l'impopularité ? Toujours est-il qu'après l'arbitrage en faveur du groupe Matra pour la privatisation de Thomson, recommandé par le premier ministre, d'autres décisions présidentielles témoignent du souci de conforter le chef du gouvernement. Alors que certains députés menacés par l'institution d'une limite d'âge avaient recouru en appel à M. Chirac, M. Juppé a pu faire adopter par le conseil national du RPR le principe d'une mise à la retraite d'office passé soixante-cinq ans. Et la colère de M. Pasqua n'est évidemment pas sans rapport avec l'éviction du dossier corse, à la demande de Matignon, de deux collaborateurs de l'ancien ministre de l'Intérieur, « légues » après de son successeur, Jean-Louis Debré.

La « communication » se réduit donc, jusqu'à nouvel ordre, à une intervention télévisée du président de la République, soit avant son départ pour le Japon, le 13 novembre, soit après son retour, le 21. Le message est connu d'avance : « tenir ».

Patrick Jarreau

Lieux et milieux. - 3 par Jean Gourmelin



ENTRE DEUX MONDES, LEQUEL CHOISIR ? OÙ NAÎTRE ? OÙ VIVRE ? C'EST UN CHOIX DIFFICILE ET QUI SERAIT MALADROIT DE LAISSER AU HASARD OU À QUELQUE IMPULSION AFFECTIVE, VOIR À L'INFLUENCE DE SIMPLES RACONTS : L'IMPORTANT N'EST PAS DE CROIRE MAIS DE SAVOIR.

La Chine prisonnière de son passé

les nuages de la revendication chinoise en mer de Chine méridionale face aux nations d'Asie du Sud-Est.

Dans d'autres zones frontalières, l'histoire a provisoirement glissé sous le tapis rouge des relations entre Etats des contentieux qui peuvent à l'occasion ressurgir. La Birmanie a cédé à la Chine, par traité en 1960, trois zones frontalières totalisant 560 km², mais les revendications de Pékin portaient initialement sur de bien plus vastes territoires. Aujourd'hui, la Birmanie, cliente de Pékin, n'aurait guère les moyens de résister à une demande de renégociation de ce traité.

Il en va de même pour la région frontalière coréenne, aux rives du Yalu et de la Tumen. Le grand royaume coréen de Silla a régné jusqu'au X^e siècle sur une grande partie des territoires qui ont formé par la suite la Mandchourie, et qui font aujourd'hui partie intégrante de la Chine. La région a été, certes, massivement peuplée de Chinois, mais certains des deux millions de Coréens de souche qui y vivent se souviennent avec nostalgie de cette époque. Le problème a été gelé par l'alliance entre Kim Il-Sung et Mao Zedong pendant la guerre de Corée mais rien n'interdit d'envisager qu'il soit ressuscité si le besoin s'en fait sentir.

En Extrême-Orient septentrional se trouve une faible densité de populations venues d'Europe russe. Elles redoutent que le rabotage amorcé entre la Chine et la défunte

Union soviétique, puis consolidé entre Pékin et Moscou ces derniers temps, ne cède sous la pression démographique considérable venant de Chine du Nord-Est.

Il n'existe aucune frontière terrestre de la Chine, aucune région maritime l'entourant, où elle n'entretienne quelque contentieux avec ses voisins

L'histoire - ne serait-ce que celle des cinq dernières décennies - montre à quel point la Chine est passée maître dans ce que le professeur François Joyaux dénomme « l'usage du contentieux frontalier comme moyen diplomatique ». Un tel outil peut être mis en sommeil ou ravivé à volonté en fonction des besoins du moment. Les textes signés, même soumis à garanties externes, n'ont de valeur que s'ils ne contraignent pas la logique impériale. Celle-ci est d'une nature autre que le droit international, aux principes pourtant malléables. Hongkong, à huit mois de la rétrocession, offre une illustration de cette dichotomie et des contraintes

qu'elle impose. Londres hésite à dire ouvertement que Pékin se rend coupable d'une violation de la déclaration bilatérale de 1984 en proclamant son intention de dissoudre le mini-parlement élu sous les Britanniques. En effet, une telle proclamation obligerait la Grande-Bretagne à saisir la Cour internationale de La Haye. Tout l'édifice diplomatique bâti en vue de la rétrocession en serait dès lors menacé.

L'idée motrice qui anime la Chine demeure celle sur laquelle ce pays s'est bâti en 2000 ans : un perpétuel mouvement annexionniste soutenu par une historiographie qui, sous le contrôle de son ethnie dominante, les Hans, confère à l'Etat une signification spirituelle, voire religieuse. Cette historiographie - reprise par le Parti communiste - récupère au profit des Hans les nombreuses conquêtes étrangères dont le pays a été victime. Les peuples conquérants y deviennent des Chinois du creuset. Genghis Khan, par exemple, est officiellement crédité d'avoir « combattu pendant soixante ans pour réunifier la Chine ». Ce qui, en bon Mongol qu'il fut, n'était évidemment pas sa préoccupation. Dans le langage officiel, c'est pourtant ce que Pékin entend par sa définition du pays comme « nation multi-culturelle ».

Une des menaces principales sur la sécurité en Asie provient de la difficulté de la Chine à composer avec son propre passé. Celui-ci est exigeant pour toute nation ; en

Chine, il prend des proportions tyranniques en raison de sa durée, du poids de la culture et de l'ampleur du pays. Les hauts cris que pousse la direction de Pékin quand il est fait mention d'une « menace chinoise » sont compréhensibles dans la mesure où le régime a abandonné l'idéologie messianique de la révolution qu'il propagait autrefois. Pourtant, ils ne tiennent pas compte de l'effet d'entraînement d'une logique impériale qui est le résultat d'une histoire glorieuse, intellectualisée dans un édifice particulièrement cohérent.

Face à ce défi, il n'existe que deux stratégies possibles. La première est la confrontation directe, ou tout au moins l'idée qu'il faut « contenir » la Chine. Cette stratégie sous-estime à la fois le poids des échanges économiques dans les relations entre la Chine et le monde, et la durée dans laquelle l'action de ses gouvernants s'inscrit. Une autre stratégie, plus subtile, consisterait à allier une réelle capacité de contrecarrer d'éventuelles dérives annexionnistes à une action d'éducation sur son personnel dirigeant. Ce qui suppose de signifier clairement les limites de la tolérance internationale - y compris dans les cas de Hongkong et de Taïwan, désormais cruciaux pour l'économie mondiale - tout en évitant de diaboliser le pays et son peuple, comme l'a fait le Congrès américain.

Francis Deroen

Disquophobia

42 Robert Treyster - 1911

... améliorer
de vos

Avec toutes les nouvelles
les possibilités de
de quelques clics entre
les options et des tarifs
une facture détaillée.

LA MES
... composer d'un réseau
... diffuser des messages

L'APP
... par les nouvelles
... contrôlé par le g

... à la messagerie
... connecté au

... les livres et
... à son téléphone

... renseignements
... <http://www.leslibraires.com>



Faites prendre l'air
à vos collaborateurs
et...

itineris

On va beaucoup plus loin avec Itineris

**Claire Fontanieu,
Vanves (Hauts-de-Seine)**

Risquophobie française

par Robert Teyssier-Villion

S'il est un témoignage factuel par lequel une collectivité marque son attachement à l'avenir, c'est bien l'investissement. Or, de 1993 à 1996, la formation brute de capital fixe des entreprises aura progressé d'environ 1 % dans notre pays, contre 31 % aux États-Unis et plus de 6 % en Grande-Bretagne. Côté ménages, l'investissement logement stagne : + 0,3 %. Enfin, dans le même temps, les dépenses civiles en capital résultant des exercices budgétaires régressent en valeur de 15,2 % (la loi de finances pour 1997 envisage même une chute de 15,6 % de ces dernières).

On connaît les calamités impitoyables par la réalité du sous-investissement : sous-productivité des facteurs de production, sous-compétitivité des rendements et, finalement, chômage dit structurel. Cependant, nos choix collectifs continuent de préférer le présent au futur, avec un penchant vertigineux pour l'inconséquence. Ainsi, l'économie française exploiterait dorénavant toutes ses potentialités en ne sachant créer 1 franc de richesse nouvelle depuis quatre ans sans accroître l'endettement public de 4 francs au moins ! Voire.

A l'épreuve des faits, le risque de chômage exacerbe la préférence pour la précaution des consommateurs et stimule un taux d'épargne (souvent improdutive) déjà parmi les plus élevés des grands pays industrialisés. Le risque d'insuffisance et de non-permanence des carnets de commandes paralyse l'investissement des entreprises (environ + 2 % pour l'investissement industriel du secteur concurrentiel en 1996, après une prévision sur enquête Insee de l'ordre de + 10 % en début d'année) et se traduit par des taux d'autofinancement (supérieurs à 100 % à l'échelle macroéconomique) que ne renieraient pas nos rentiers les moins téméraires.

Enfin, le risque de placement, encouragé il est vrai par la fiscalité de l'épargne, accuse la préférence des épargnants pour l'épargne monétaire (dont l'épargne contractuelle) et les provisions techniques d'assurances (lesquelles financent massivement les emprunts de l'État, d'où peut-être le maintien des privilèges de l'assurance-vie dénoncés par le rapport La Martinière), au détriment de la détention des actions en direct (laquelle régresse en ce moment pour la quatrième année consécutive).

L'imbrication de tous ces risques perçus aboutit à une situation chronique de croissance pousive, sous perfusion budgétaire, où la capacité de financement des ménages – mais aussi celle des entre-

prises depuis 1993 – se mobilise au profit du financement des administrations publiques et, dans une moindre mesure, en faveur du financement des économies étrangères, au détriment de l'investissement productif au sein de l'Hexagone.

Une tentative de rationalisation des choix budgétaires (RCB) dans notre pays devrait viser à minimiser le processus d'éviction de l'investissement privé par l'ampleur dirimante des dépenses publiques de fonctionnement et d'intervention. Cette rationalisation gagnerait probablement beaucoup en crédibilité politique, sur les marchés financiers, si des effets d'annonces non symboliques parvenaient à faire un peu oublier que les budgets Balladur de 1994-1995 et Juppé de 1996-1997 aggravent au total la dette publique de près de 1 200 milliards de francs, soit près de 50 % d'augmentation par rapport à son niveau de 1993.

Autre priorité susceptible de réduire la dimension contre-productive de la risquophobie ambiante : réhabiliter sans états d'âme le prix du risque. On se trompe sans doute beaucoup en imaginant que les fonds de pension à la française s'investissent surtout en actions durant leurs premières années d'existence, compte tenu de leur manque de « matelas » initial, de

l'importance du « risque-actions » comparé au « risque-obligations », et de leur unique objectif : servir des revenus différés réguliers.

Mais c'est surtout sur le marché du travail que se pose de la manière la plus crue la question de la réhabilitation du prix du risque. S'il est un marché où prospèrent des primes de risque outrancièrement négatives (risque de chômage s'entend), autrement dit des mines d'inefficience et d'inéquité, c'est bien le marché français du travail, où se négocient les salaires du secteur privé. Là encore, une orientation rationnelle des choix budgétaires, favorable à une fluidité tonique du marché du travail, ne peut plus faire abstraction de ce point : en face d'une même valeur ajoutée, le salaire risqué doit incorporer une prime de risque résolvant positivement par rapport au salaire non risqué.

A défaut d'une telle orientation, l'économie française continuera de réagir aux performances de l'environnement international selon deux principaux processus d'ajustement : la progression du taux de chômage et la détérioration de la capacité de remboursement des administrations publiques.

Robert Teyssier-Villion est économiste de banque.

Amère Tunisie

par Kamel Jendoubi

Le 7 novembre 1987, Zine El Abidine Ben Ali annonça en prenant le pouvoir une « ère nouvelle » pour la Tunisie. Il déclara alors vouloir mettre fin au pouvoir personnel de Habib Bourguiba, affirmant, lors de son premier discours, que « le peuple tunisien a atteint un degré de maturité politique lui permettant de participer à la gestion des affaires du pays et de bénéficier d'une vie démocratique ».

Ses premiers gestes seront éloquent : instauration du multipartisme politique avec légalisation de sept partis d'opposition, suppression de la tristement célèbre Cour de sûreté de l'État, libération de centaines de prisonniers politiques, ratification de la plupart des chartes et traités internationaux concernant les droits de l'homme.

Après tant d'années de pouvoir autoritaire, les Tunisiens commencèrent à espérer. Dans le même temps, de nombreuses structures, institutions, commissions de défense des droits de l'homme furent mises en place par le pouvoir.

En 1990, la répression frappe à nouveau. Elle atteint d'abord les partisans et les sympathisants du mouvement islamiste Ennahda (Renaissance), avant de frapper des militants des partis de gauche, ceux des droits de l'homme, les parents et les amis des prisonniers. D'aucuns parlent volontiers d'un double jeu. D'autres décrivent un envers du décor que les autorités s'efforcent de cacher.

Les nombreux conseillers des droits de l'homme, nommés par les autorités, consacrent leur temps, comme le dit alors Amnesty International, à défendre à l'étranger les réalisations du régime dans ce domaine.

Les faits démontrent d'une manière irréfutable combien la situation des libertés et des droits de l'homme s'est dégradée en Tunisie (nous invitons les lecteurs à lire les rapports des organisations non gouvernementales). La « Tunisie amie », image de marque du régime, passe pour être un pays stable où il fait bon vivre, où l'intégrisme n'est qu'un mauvais souvenir, pur contraste avec une Algérie voisine qui s'embrase et s'enfonce dans une guerre civile larvée et par différence avec un Maroc dont l'image reste contrastée et une Libye reléguée au ban des nations pour « agissements terroristes ». De fait, la Tunisie connaît une certaine stabilité sociale et son économie se porte relativement bien.

Certains milieux, en Tunisie et à l'étranger, qui ont soutenu la lutte sans merci contre l'intégrisme, laissent croire aujourd'hui, par calcul ou par résignation, que le combat contre l'intégrisme se paie, en quelque sorte, par un défilé de citoyenneté. Comme si les Tunisiens devaient s'estimer heureux d'avoir échappé, grâce à M. Ben Ali, au « syndrome algérien ». La démocratie « en plus » serait un caprice hors de portée.

En réalité, jamais la Tunisie n'a connu un pouvoir aussi personnalisé que celui de M. Ben Ali. L'essentiel des décisions, même quand il s'agit de gestion quotidienne (la sécurité sociale, l'ouverture d'une route...), sont prises au niveau du chef de l'État. Le climat politique qui accompagne cette dérive présidentielle autoritaire évacue la politique de la vie quotidienne, de la vie publique, des médias. Tout se passe comme si la politique devait être du seul ressort du président.

Les autres institutions : gouvernement, partis au pouvoir, ONG – on est tenté de dire OPG : organisations progouvernementales –, n'ont qu'un rôle : soutenir et gérer les décisions prises par le président. Il n'y a donc plus place pour le débat et la réflexion politiques. Les partis d'opposition, d'ailleurs, ne font qu'aller dans ce sens. Ils déclarent tous soutenir la politique présidentielle et les grandes options de M. Ben Ali au nom d'un consensus qui n'en est pas un puisqu'il ne laisse aucune place ni à la différence ni au débat.

M. Moada, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), d'opposition légale, l'un des défenseurs acharnés de la po-

litique du chef de l'État, l'apprendra à ses dépens. La lettre ouverte qu'il adresse au président à la fin de 1995 lui coûte onze ans de prison ferme pour des faits déclarés relever de « l'intelligence avec un État étranger [la Libye] » et de la « trahison nationale ». En Tunisie, tout le monde est au service du président, de ses choix, de sa politique. Ses discours sont les seuls événements politiques dans le pays. Personne d'autre que lui n'a le droit de faire l'événement.

Le pluralisme politique voulu par M. Ben Ali s'est traduit par l'arrivée de 19 députés de l'opposition (aujourd'hui seulement 18, M. Chamari ayant été condamné à 5 ans de prison pour délit d'opposition) à la suite des élections de mars 1994.

Jamais le pays n'a connu un pouvoir aussi personnalisé que celui de M. Ben Ali. L'essentiel des décisions, même quand il s'agit de gestion quotidienne, sont prises à son niveau.

Le président Ben Ali, candidat unique, a été élu le 20 mars 1994 pour un second mandat de cinq ans avec 99,8 % des suffrages tandis que les candidats du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), enlevaient la presque totalité des sièges avec plus de 96 % des voix. Avec 19 sièges obtenus grâce aux « largesses » du pouvoir et seulement 3 % des voix, l'opposition s'est considérablement marginalisée. Les résultats des élections municipales du 21 mai 1995 ont confirmé la domination écrasante du RCD, qui n'a laissé que 6 sièges à l'opposition sur les 4 000 à pourvoir.

Le 9 avril 1994, M. Ben Ali affirma dans un discours devant le Parlement que « le peuple s'est prononcé et a choisi ses représentants et qu'ainsi est apparu au grand jour le poids de chacun des partenaires sur la scène politique. Il n'y a plus lieu, hors de ces institutions et de ces organisations, de parler au nom du peuple que pour ceux qui ont qualité pour le représenter ou représenter certaines de ses franges ». Ce fut l'annonce de la fin d'une période où avait prévalu un minimum de liberté de la presse. Depuis, la censure est devenue quasiment systématique. La vie politique est gelée, l'activité des partis politiques réduite à des satisfécites. Les violations des droits de l'homme et des libertés publiques ainsi que la pratique de la torture sont devenues courantes. L'impunité est la règle.

L'arsenal juridique a été renforcé de manière à permettre aux tribunaux tunisiens de poursuivre et de juger tout Tunisien qui commet en dehors de la Tunisie des actes considérés par la loi tunisienne comme des délits, même si ces actes ne sont pas condamnables aux yeux des lois du pays dans lequel ils ont eu lieu. Le champ d'application de l'article 52 du code pénal tunisien a été étendu à tout Tunisien soupçonné par les autorités, qui formulent à leur guise les accusations. Certains Tunisiens vivant à l'étranger ont eu maille à partir avec la police et la justice dès leur retour en Tunisie pour des faits mineurs : soutien financier à la famille d'un parent en prison ou relations jugées dangereuses avec une personne jugée elle-même dangereuse, ou prise de position jugée attentatoire à l'État, à sa sécurité et à son image.

Kamel Jendoubi est porte-parole du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie.

... améliorez le rendement de votre entreprise.

Avec votre itinérisme, vos collaborateurs gagnent en mobilité, les gestionnaires en facilité et votre entreprise en rendement. Et puisque chaque entreprise est différente, Itinérisme Entreprise propose des options et des tarifs à moduler suivant vos besoins. Parce qu'avec une facture maîtrisée, on respire déjà mieux...

LA MESSAGERIE VOCALE ENTREPRISE :

pour disposer d'un répondeur de grande capacité (jusqu'à 40 messages de 5 mn) et pouvoir diffuser des messages à des groupes d'utilisateurs pré-définis.

L'OPTION SÉLECTION ENTREPRISE :

pour une parfaite maîtrise des coûts, elle permet la limitation d'appels à une liste de numéros contrôlée par le gestionnaire.

ITINERIS GESTION :

pour organiser la flotte de téléphones mobiles, télécharger les répertoires personnels et les listes Sélection Entreprise, diffuser des Mini-Messages depuis un PC... tout pour façonner un système sur mesure.

L'OPTION BUREAU MOBILE :

accédez à la messagerie, au serveur de l'entreprise, ou à Internet, avec un simple ordinateur connecté au téléphone mobile.

L'OPTION PUISSANCE :

deux cartes Itinérisme et un seul numéro d'appel afin de passer de son téléphone portable à son téléphone de voiture sans contrainte.

Pour tout renseignement, appelez le **N° Vert 0 800 636 800** / ou connectez-vous sur Internet : <http://www.itineris.tm.fr>.

France Telecom
Mobiles

FINANCE La Bourse de Paris, rassurée par la réussite de l'opération de Boris Eltsine et par la quasi-certitude de la réélection aux Etats-Unis de Bill Clinton, a terminé la journée

du mardi 5 novembre en forte hausse. ● L'INDICE CAC 40 a atteint mardi 2 187,32 points, son plus haut niveau de l'année, après une progression de 2,11 %. Depuis la fin du

mois d'août, les actions françaises ont gagné plus de 11 %. ● ELLES BÉNÉFICIENT, notamment, de l'annonce et des espoirs de restructurations industrielles et financières.

Mardi, des rumeurs récurrentes faisaient état d'une possible reprise par le britannique Kingfisher de la société Castorama et d'un éventuel rapprochement entre AXA et l'UAP.

● LE MARCHÉ OBLIGATAIRE n'était pas en reste. Le contrat notional échéance décembre a terminé en compensation à 126,96, en hausse de 62 centimes.

La Bourse de Paris atteint son plus haut niveau de l'année

Les opérateurs se réjouissent de la réélection de Bill Clinton et de la réussite de l'opération de Boris Eltsine. Ils croient aussi à une poursuite de la baisse des taux en Europe et à de nouvelles concentrations industrielles en France

DIVINE SURPRISE, mardi 5 novembre, la Bourse de Paris s'est littéralement envolée pour gagner 2,11 %. L'indice CAC 40 a atteint 2 187,32 points et se retrouve à son plus haut niveau de l'année, tout comme le marché obligataire français. Il progressait encore de 0,60 %, mercredi 6 novembre dans la matinée. La forte hausse de mardi a d'autant plus étonné les observateurs que Paris s'est distinguée des autres places. Le même jour, Francfort n'a progressé que de 0,73 %, tandis que Londres perdait 0,18 %. En fait, le retour à l'optimisme sur le marché français est perceptible depuis environ deux mois. Depuis la fin août, l'indice CAC 40 a gagné plus de 11 %. La rentrée sociale moins agitée que prévu, la poursuite de la baisse des taux en France et la perspective d'une petite reprise de la croissance en Europe, l'an prochain, justifient ce rebond. Depuis le début de l'année, le CAC 40 s'est apprécié au total de près de 17 %.

Dans un contexte jugé plus favorable, la Bourse de Paris a également bénéficié mardi d'un ensemble d'informations politiques et financières rassurantes. A commencer par la réussite de l'intervention chirurgicale subie par Boris Eltsine et la quasi-certitude de la réélection de Bill Clinton, auxquelles il faut ajouter les espoirs nouveaux de poursuite de la baisse des taux en Europe, ainsi que les annonces, ou les espoirs, d'opérations financières importantes concernant des entreprises

françaises : Sidel (machines d'emballage) a repris sa concurrente Cermex. La CGIP a racheté à Cerus plus de 20 % du capital de l'équipementier automobile Valeo. Enfin, des rumeurs ont à nouveau continué à circuler sur une éventuelle reprise, par le britannique Kingfisher, de la société Castorama et sur un possible rapprochement entre AXA et l'UAP.

Le développement en France des

des entreprises en Europe. Dans une étude parue le 24 octobre, la banque estime que quatre facteurs rendent inévitables les concentrations : « Le ralentissement de la croissance, l'accélération de la dérégulation, la concentration dans certains secteurs et la pression croissante des marchés pour que les entreprises affichent des stratégies claires ».

Le marché obligataire français

A Wall Street, l'indice SP 500 bat son record

Bill Clinton n'avait pas encore officiellement gagné l'élection présidentielle américaine quand Wall Street a fermé ses portes, mardi 5 novembre. Mais, pour la grande Bourse américaine, il n'y a jamais eu le moindre doute. Elle a ainsi salué avant l'heure la victoire du président sortant et en a profité pour battre un nouveau record. Ce n'est pas l'indice Dow Jones des trente valeurs mais le Standard & Poor's - le SP 500, à base plus large, qui, comme son nom l'indique, regroupe cinq cents titres - qui a touché un sommet historique. Le SP 500 a gagné 7,41 points (1,05 %) pour atteindre 714,14 points. Il s'agit de son 29^e record depuis le début de l'année, le précédent remontant au 18 octobre, à 710,82 points. Le Dow Jones n'a pas été trop en reste et à tout de même gagné, mardi, 39,50 points (+ 0,65 %) à 6 081,18 points.

OPA et, sur un plan plus général, des fusions et acquisitions d'entreprises est jugé inéluctable par la plupart des grands investisseurs étrangers. Il explique leur intérêt croissant pour certaines sociétés françaises. « Le visage du capitalisme français change », affirme la banque américaine Merrill Lynch dans une analyse. Un autre établissement américain, JP Morgan, parle aussi sur les restructurations

était également en pleine forme mardi. Le Matif a terminé à son plus haut de l'année. Le rendement de l'OTAT à dix ans s'est détendu à 5,88 %, soit son plus bas niveau depuis février 1994. Les obligations françaises ont profité de la bonne tenue du marché des taux américains et de la publication de mauvais indicateurs économiques en Allemagne, qui ont relancé les espoirs de baisse supplémentaire des

taux directeurs de la Bundesbank. Les commandes à l'industrie allemande ont reculé de 3,6 % au mois de septembre. De son côté, la production industrielle s'est repliée de 1,8 % au cours du même mois.

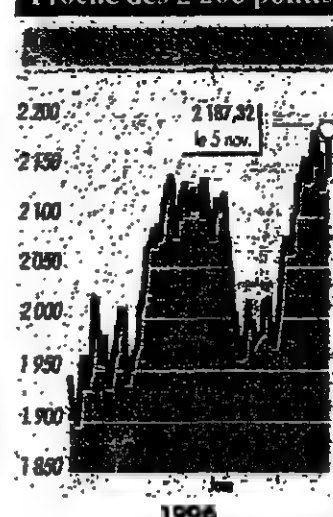
Dans leur enquête d'automne, publiée mardi 5 novembre à Bonn, les chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT) anticipent une croissance du produit intérieur brut limitée à 1 % en 1996 et comprise entre 1,5 % et 2 % l'année prochaine. Ces prévisions s'inscrivent nettement en deçà de celles publiées, il y a quelques jours, par les six principaux instituts de conjoncture allemands, qui avaient misé sur une progression de 1,5 % du PIB cette année et de 2,5 % en 1997.

ZONE D'INCERTITUDE

Les investisseurs espèrent que la Bundesbank prendra en compte ces signes de ralentissement et choisira d'assouplir de nouveau sa politique monétaire au cours des prochains mois. C'est le pronostic des économistes du Crédit lyonnais. « Début 1997, expliquent-ils, plusieurs facteurs pourraient justifier une baisse du taux des prises en pension : une reprise difficile, un recul de l'inflation et une croissance de l'agrégat de monnaie M3 proche des 7 %, voire au-dessous si la privatisation de Deutsche Telekom est un succès auprès des épargnants allemands ».

D'autres analystes se montrent moins optimistes. Ils estiment peu probable un nouveau geste de la

Proche des 2 200 points



La Bourse de Paris a bénéficié de la réussite de l'opération de Boris Eltsine et des anticipations de victoire de Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine.

Bundesbank. Ils en veulent pour preuve les propos récemment tenus par le chef-économiste de la banque centrale allemande qui avait expliqué que « les taux directeurs sont à des niveaux historiquement faibles en Allemagne, et, dans ce domaine, il ne faut rien attendre de mieux ».

Une autre zone d'incertitude, pour les investisseurs, réside dans la construction monétaire euro-

péenne. L'Allemagne - et surtout la Bundesbank - ont durci leurs positions à propos du pacte de stabilité, au point de rendre peu probable un accord sur ce dossier avant la fin de l'année. La polémique concernant le versement de la somme de 37,5 milliards de francs de France Télécom à l'Etat français est autre signe de l'intransigeance allemande. Lundi - au siège même de la Bundesbank - un comité d'experts s'est réuni, à l'initiative du président autrichien de la commission des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements, pour étudier la légitimité de cette pratique budgétaire.

En France, les risques d'instabilité politique constituent une ultime menace pour les marchés. Les investisseurs américains et britanniques se sont intéressés de près aux consultations lancées par le président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin auprès d'experts qui lui conseillent de faire sauter les verrous monétaires en laissant filer le franc (Le Monde du 5 novembre). La progression inexorable du chômage (12,6 % en septembre) et la chute du moral des Français (à son plus bas niveau en octobre, depuis la création de l'indice en mars 1983 par l'institut BVA) ont fragilisé davantage la position du premier ministre, dont la cote de popularité continue à baisser dans les sondages d'opinion.

Pierre-Antoine Delhommais et Boris Leser

Crédit foncier : menace du Crédit immobilier

LE PLAN ARTHUIS destiné à résoudre le déficit du Crédit foncier de France (CFF) bat de l'aile. Le Crédit immobilier de France (CIF), qui devait intervenir dans le schéma de restructuration de l'institution en reprenant une partie de ses activités et de son personnel, menace de sortir du jeu.

Réuni le 4 novembre, le conseil syndical du CIF estime que « les conditions de confidentialité et de diligence nécessaires au bon aboutissement de ce projet ne sont plus aujourd'hui réunies ». Il a décidé de renoncer à donner suite à son engagement le 15 décembre prochain, sauf intervention avant cette date de décisions confirmant le soutien de la puissance publique et propres à confirmer durablement sa position favorable (du Crédit Foncier) sur les marchés financiers et notamment sa notation internationale ».

Ce mini-coup de théâtre vient brouiller un peu plus l'issue du plan de sauvetage annoncé le 30 juillet par le ministre des finances, car le calendrier est constamment bousculé par divers obstacles juridiques.

La clôture de l'OPA lancée par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat sur les titres du CFF (Le Monde du 27 juillet) a dû être repoussée au 22 novembre. Si le CIF jette l'éponge, la Caisse des dépôts pourrait se trouver plus longtemps détentrice des titres du CFF.

Le Crédit foncier a enregistré plus de 10 milliards de pertes en 1995 et se retrouve avec des fonds propres négatifs. Il a affiché un léger bénéfice au premier semestre 1996. L'institution espère confirmer ces bons chiffres pour l'ensemble de l'année et parvenir à se restructurer seule avant de trouver un repreneur. Officiellement pour l'instant, la procédure suit son cours. Mardi 5 novembre au soir, Bercy a réaffirmé son attachement au schéma prévu.

Babette Stern

Le TGV coréen, nouvelle source de discorde entre Paris et Séoul

SÉOUL

« Je clarifierai les relations entre la France et la Corée », dit-il la vérité. Yves Galland s'est employé à rassurer, mardi 5 novembre, le parlement d'hommes d'affaires français et sud-coréens réunis à l'occasion de la visite à Séoul du ministre français du commerce extérieur. Un voyage prévu de longue date qui, compte tenu des circonstances, a pris des allures de mission diplomatique d'urgence.

Depuis qu'a éclaté l'affaire Daewoo-Thomson Multimédia, une centaine d'entreprises françaises installées en Corée du Sud ont ressenti un net raidissement à leur égard. Après une entrevue avec son homologue coréen, Yves Galland devait rencontrer, le 6 novembre en fin de journée, le PDG de Daewoo Electronics, Bae Soon Hoon. Cet homme très francophile a été, dit-on, profondément affecté par les commentaires sur sa supposée « brutalité » de patron coréen.

CLIMAT DÉSTABILISÉ Le ministre affirme n'être porteur d'aucun message particulier du gouvernement français, mais annonce une mise au point vigoureuse, jeudi 7 novembre, devant la presse coréenne. Car l'affaire Thomson fait couler beaucoup d'encre ici. Elle crée un climat détestable alors qu'un autre dossier franco-coréen, celui du TGV, est sous le feu des critiques.

Le Parlement de Séoul vient d'examiner, comme il le fait chaque année pour tous les programmes d'investissements publics, le dossier de construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse qui doit relier Séoul à la métropole du Sud,

Pusan. Les députés ont constaté que ce chantier avait pris entre deux et quatre ans de retard par rapport à une mise en service prévue en 2002, et que son coût global, évalué à 8 milliards de dollars (40 milliards de francs) lors de la signature du contrat en 1994, pourrait dépasser les 18 milliards (93 milliards) en fin de parcours.

Or, en Corée, le Parlement doit approuver tout dépassement de coût dans un projet à financement public. Avant l'ouverture du débat budgétaire, les députés poursuivent leurs auditions des principaux responsables du programme TGV. Fait exceptionnel : le 9 octobre, Francis Berton, président français du consortium Eukorail, qui fournira le matériel roulant et la signalisation, a été interrogé par la Chambre des députés. « Une procédure tout à fait extraordinaire », affirme-t-il, et qui confirme l'énorme besoin de transparence de ce pays. « C'est aussi le signe de l'ampleur politique et médiatique que prend le dossier. Très attaqué par l'opposition, il pourrait devenir un enjeu de pouvoir alors que 1997 sera une année d'élections présidentielles en Corée ».

Sous-évalué dès le départ, le coût de la construction de la ligne s'est alourdi en raison de modifications de tracé, à l'instar de ce qui s'est produit en France pour le TGV Méditerranée. Plus de la moitié du parcours des 432 kilomètres est constituée de ponts et de tunnels. La traversée de deux grandes villes par des voies enterrées, notamment, entraînera dans chaque ville le creusement d'une quinzaine de kilomètres de tunnels et de gares souterraines. La KHRC, la société d'Etat créée pour être maître d'œuvre de cette ligne nouvelle, est

sur la sellette. En raison de ses « oublis », certains travaux déjà engagés vont devoir être refaits ou modifiés, faute de quoi la sécurité de la future ligne ne serait pas garantie. De récentes catastrophes, comme l'effondrement d'un pont ou celui d'un immeuble, ont fait plusieurs centaines de morts à Séoul. Les parlementaires français souhaitent pouvoir être associés plus étroitement au suivi des travaux.

Côté matériel roulant, c'est-à-dire dans la partie réalisée sous la houlette des Français, « nous

sommes parfaitement dans les délais et les budgets », affirme Francis Berton. Les transferts de technologie, qui portent sur 80 % du coût des rames et de la signalisation (2 milliards de dollars), se font au rythme prévu. La mise sur bogie de la première rame destinée à la Corée a d'ailleurs eu lieu, comme prévu, à l'usine GEC-Alsthom de Belfort le 23 octobre.

Soucieux de ne pas froisser leurs partenaires coréens, les industriels français attendent que leur soit officiellement notifiée par l'Etat la reconnaissance de la responsabilité

de la KHRC dans le retard du programme, ce qui permettrait à Eukorail d'ouvrir des négociations pour obtenir le paiement d'indemnités de retard.

Yves Galland a tenu en vain de rencontrer, au cours de sa visite, le président de la KHRC. Et il a eu le plus grand mal à arracher une demi-heure d'entretien, le 6 novembre, au ministre coréen de la construction et des transports. Officiellement, pour raison d'emploi du temps.

Pascal Galinier

Edouard Balladur critique le mode de privatisation de Thomson

Le groupe pourrait être recapitalisé avant la fin de l'année

SI LA DÉCISION de la commission de privatisation sur Thomson devait être repoussée, l'Etat pourrait, malgré tout, décider de recapitaliser rapidement le groupe d'électronique. Une partie des 11 milliards de francs que l'Etat a accepté de verser à Thomson avant sa cession au groupe Lagardère serait alors versée avant la fin de 1996.

Le 6 décembre, l'assemblée des actionnaires de Thomson SA sera saisie d'un certain nombre de résolutions adoptées par le conseil d'administration le 30 octobre. L'une d'entre elles stipule que Thomson SA bénéficiera d'une augmentation de capital de 11 milliards d'ici à fin 1996. Ce texte ne fait pas mention d'une clause suspensive liée à la privatisation. Au ministère de l'économie et des finances, on souligne que trois cas de figure sont théoriquement possibles. Première possibilité : l'ensemble du dossier de privatisation est bouclé avant le 6 décembre. Les 11 milliards de recapitalisation seront alors votés. Deuxième possibilité : le gouvernement renonce à la privatisation d'ici au 6 décembre. L'Etat refusera, dans ce cas, la résolution qui concerne la recapitalisation.

Dernière possibilité : un renvoi au-delà du 6 décembre. Avant sa décision, le gouvernement doit avoir reçu l'avis de la Commission européenne, puis celui de la commission de privatisation et, en-

fin, il faut que le débat parlementaire promis par Alain Juppé ait eu lieu. La commission des finances de l'Assemblée nationale doit, entre-temps, se prononcer sur l'éventuelle constitution d'une commission d'enquête. Le groupe communiste a demandé que le débat soit télévisé « afin de faire toute la lu-

mière sur les opérations projetées » tandis que l'ancien premier ministre Edouard Balladur reprochait au gouvernement, dans VSD, de ne pas avoir saisi « la commission de privatisation avant de faire connaître sa préférence et son estimation pour le prix ». De son côté, la Commission européenne a indiqué, mardi 5 no-

vembre, qu'elle demandait des détails complémentaires avant de procéder à un premier examen du dossier d'ici au 4 décembre.

L'échéancier du gouvernement français pourrait donc être difficile à tenir. On le reconnaît à demi-mots au ministère de l'économie : le 6 décembre, « il pourra être décidé soit

devant la commission de la défense à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Lagardère a expliqué, mardi 5 novembre, que « le groupe Thomson-Matra sera une véritable entreprise, avec un esprit d'entreprise, une culture d'entreprise, une volonté de gagner et une stratégie de développement, et non pas une juxtaposition d'entités hétérogènes ».

« Une fusion, c'est la croissance et non pas des licenciements », a ajouté M. Lagardère avant d'indiquer qu'il garantirait les promesses de Daewoo pour la reprise de Thomson Multimédia.

Concernant les accords entre Matra et British Aerospace, M. Lagardère a déclaré : « Il faut absolument ancrer les Britanniques à l'Europe, pour leur éviter d'être tentés par le grand large, sans pour autant fragiliser les relations franco-allemandes. » Matra a des accords de coopération avec les groupes allemands Diehl et DASA, ce dernier étant toujours en discussion avec Aerospaciale pour un rapprochement dans le domaine des satellites et des missiles tactiques.

Philippe Le Corre

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés

La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)

Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

2,23 l/min

هكذا مني الاصل

Français et Allemands parviennent à un accord sur la libéralisation du courrier

Paris obtient le maintien du monopole de La Poste au moins jusqu'en 2003

Les ministres français et allemand en charge de la poste sont parvenus à un accord sur l'avenir du courrier. Cet accord pourrait permettre, le

27 novembre, l'adoption d'un projet de directive européenne sur la libéralisation du courrier. L'accord donne en grande partie satisfac-

tion à la France. Le publipostage (mailing) et le courrier transfrontalier pourront demeurer sous monopole.

FRANÇOIS FILLON, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace et son homologue allemand, Wolfgang Boetsch, sont parvenus, mardi 5 novembre, à un accord sur le projet de directive postale européenne réglementant la libéralisation du courrier.

Cet accord constitue un véritable coup de théâtre. Jusqu'à présent, c'est justement l'opposition entre Français et Allemands qui empêchait l'adoption d'une directive (Le Monde du 27 juin). Les Allemands qui sont en train de privatiser le secteur postal souhaitaient une libéralisation rapide du publipostage (mailing) alors que les Français souhaitaient son maintien sous monopole. L'enjeu est essentiel : alors que le courrier traditionnel est plutôt en perte de vitesse, le publipostage est en pleine expansion. Selon le communiqué publié par

le cabinet de François Fillon, « l'accord conclu avec l'Allemagne s'appuie sur la position française ». Le projet de texte prévoit que le publipostage et le courrier international « pourront demeurer sous monopole ». Par ailleurs, « toute décision sur une éventuelle ouverture à la concurrence de ces secteurs est renvoyée à une future révision de la directive, prévue dans cinq ans, qui nécessitera une nouvelle décision de la part du Conseil et du Parlement européen. Le projet prévoit, en outre, qu'en tout état de cause, une telle ouverture ne pourrait intervenir avant le 1^{er} juillet 2003 ». Par rapport au texte présenté jusqu'ici qui prévoyait une libéralisation en 2001 après une révision de la directive par la seule commission, cet accord donne donc doublement satisfaction à la France : Paris gagne deux ans et la révision de la directive

donnera lieu à un nouveau débat politique. Cet accord franco-allemand a été communiqué à la présidence irlandaise et au commissaire Martin Bangemann en charge de la concurrence. Il doit maintenant être accepté par les autres pays. Un conseil des ministres européens en débatera le 27 novembre.

CAROL BELLI

Dans l'entourage de M. Fillon, on explique cet accord par la persévérance française. Après avoir rencontré chacun de ses homologues européens, le ministre français avait expliqué fin septembre (Le Monde du 27 septembre) que l'adoption de la directive contre la volonté de la France pourrait déboucher sur « un vrai conflit politique ». Le 2 octobre, Jacques Chirac lui-même était intervenu pour dénoncer le projet de direc-

tive. En revanche, le gouvernement allemand n'entendait pas faire de cette question un casus belli avec la France. Il restera maintenant à l'Allemagne de convaincre les pays libéraux - en particulier les Pays-Bas - du bien-fondé du texte franco-allemand.

Paris fait remarquer que les pays qui souhaitent libéraliser le courrier pourront le faire, mais que ceux qui entendent conserver le monopole le pourront également. En France, l'adoption de cette directive pourrait également faciliter la négociation du prochain contrat de plan entre l'Etat et La Poste qui couvrira les années 1998-2000. A ce sujet, l'entourage de François Fillon dément le départ rapide d'André Darignand, président de La Poste comme une rumeur persistante le laissait dernièrement entendre.

Frédéric Lemaître

L'allemand Bayer négocie des acquisitions dans la chimie

LE GROUPE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE ALLEMAND a révélé, mardi 5 novembre, qu'il souhaitait réaliser d'importantes acquisitions dans la chimie. Bayer a entamé des discussions préliminaires avec le groupe suisse Ciba et avec l'américain Monsanto, qui tous deux ont annoncé leur intention de scinder leurs activités chimie.

Manfred Schneider, président de Bayer, a nié, en revanche, tout projet de rapprochement avec son rival BASF. D'après le directeur financier de Bayer, le groupe, qui affiche un endettement net de 1,1 milliard de deutschemarks (3,7 milliards de francs), peut s'endetter jusqu'à 20 milliards de marks. Par ailleurs, le groupe a annoncé qu'il ne pourrait pas « tenir sa prévision de croissance de 10 % du bénéfice avant impôts cette année ».

Le PDG de GEC-Alsthom défend la fusion avec Framatome

ALCATEL-ALSTHOM POURRAIT DÉTENER ENTRE 40 % ET 48 % du capital de la nouvelle entité GEC-Alsthom-Framatome, en cas de fusion, ont indiqué, le 5 novembre, les syndicats de Framatome au lendemain d'une réunion avec Philippe Rouvillois, président de CEA Industrie. Le britannique GEC aurait entre 30 % et 40 %, le pôle public (EDF-CEA Industrie) entre 10 % et 15 % et le personnel de Framatome 1 %. Un pacte d'actionnaire garantirait le contrôle français sur le nouveau groupe. Par la suite, 20 % à 30 % du capital pourrait être mis en Bourse.

De son côté, Pierre Bilger, PDG de GEC-Alsthom, défend la fusion dans un entretien à *La Tribune* du 6 novembre : « Ce qui est en jeu, c'est la création d'un grand groupe électrotechnique européen à dominante française qui sera le vrai challenger de General Electric ».

DÉPÊCHES

■ **HENKEL** : le groupe chimique allemand a annoncé, mercredi 6 novembre, une OPA sur l'américain Loctite Corp., de 1,2 milliard de dollars (6,1 milliards de francs). Ce groupe est spécialisé dans les adhésifs. Henkel en possédait déjà 35 %. - (Bloomberg)

■ **KLM** : la compagnie aérienne néerlandaise a présenté le 5 novembre un plan de restructuration sur trois ans, afin d'améliorer ses coûts. Cette décision intervient alors que KLM a vu son résultat opérationnel tomber de 46 % à 262 millions de florins (785 millions de francs) au premier semestre. - (corresp.)

■ **ACCOR** : le groupe hôtelier français a décidé de regrouper ses enseignes économiques (Formule 1, Etap hôtel et Ibis) au sein d'une nouvelle société appelée Sphere International. Cette nouvelle structure vise à soutenir l'expansion à l'étranger, selon les coprésidents Didier Gros et Jean-Claude Luttmann.

■ **PECHINEY** : le plan de restructuration du groupe d'aluminium, selon les conclusions du rapport d'expertise comptable Seca-Alpha demandé par les syndicats, remis mardi 5 novembre au comité de groupe, permettrait d'économiser 3,5 à 6,5 milliards et non 4,1 milliards de francs, comme l'avait indiqué la direction. Selon le cabinet comptable, il existe des marges de manœuvre, notamment dans le plan social. La direction avait annoncé, en septembre, la suppression de 4 000 à 5 000 emplois dans le monde.

British Airways annonce de nouveaux vols pour Air Liberté

LA COMPAGNIE aérienne britannique British Airways, en association avec le groupe français Rivaud, a été autorisée, mardi 5 novembre, par le tribunal de commerce de Créteil à continuer l'activité de la compagnie privée française Air Liberté, qui avait déposé son bilan le 26 septembre. Le tribunal décide, sur demande d'une période d'observation légale de 40 jours, qui permet à l'ensemble des créanciers de se manifester, s'il confirme son choix.

Après avoir apporté 150 millions

de francs d'argent frais aux administrateurs pour assurer les fins de mois d'Air Liberté jusqu'au 15 décembre, British Airways et le groupe Rivaud ont les plus grandes chances de recevoir l'aval définitif du tribunal. La compagnie britannique a donc décidé de mettre en œuvre immédiatement son projet (Le Monde du 25 octobre). Marc Rochet, président de la compagnie aérienne TAT (filiale française de British Airways à 100 %), et futur président d'Air Liberté, a annoncé un nouveau pro-

gramme de vols pour les deux compagnies qui totalisent 20 % des créneaux de décollage et d'atterrissage à Orly (contre 40 % pour Air Inter). Dès lundi 18 novembre le groupe renforcera ses liaisons sur Nice et Toulouse (18 vols quotidiens), réplique directe à la « navette » mise en place lundi 29 octobre par Air Inter Europe.

British Airways prévoit un retour à l'équilibre dans trois ans pour Air Liberté, qui a accumulé un passif de 1,5 milliard de francs et devrait enregistrer cette année près d'un milliard de francs de déficit. Le groupe Rivaud et le groupe anglais, qui a annoncé mardi 5 novembre le meilleur résultat financier de son histoire (470 millions de francs, soit 4 milliards de francs), vont investir 630 millions de francs dans cette compagnie. Le groupe Rivaud, ancien actionnaire de référence d'Air Liberté conservera 30 % du capital, moyennant un apport de 200 millions de francs, qui s'ajoutent aux 600 millions de francs d'investissement déjà consentis par le groupe.

Ce plan britannique, soutenu implicitement par les salariés de la compagnie française à l'exception

du syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) qui a décidé du principe d'une grève en novembre. Marc Rochet a confirmé le maintien de 1 250 emplois, sur les 1 917 personnes qui travaillaient pour le groupe au moment du dépôt de bilan. Il a notamment annoncé le non-renouvellement des 600 contrats à durée déterminée, le licenciement de 80 employés au sol (escalier, administratif...) et de 60 pilotes et mécaniciens (sur les 197 pilotes et mécaniciens navigants de la compagnie).

Christophe Jakubyszyn

AOM en crise

Alexandre Couvreur, président de la compagnie aérienne AOM, a annoncé, mardi 5 novembre, que les administrateurs représentant le Consortium de réalisation (CIR), ses actionnaires, avaient démissionné. Conformément à la loi, l'actuel président d'AOM a convoqué une assemblée générale des actionnaires pour le 23 novembre. « Je propose à l'assemblée générale des administrateurs qui seront dans la ligne que j'ai décidé », a-t-il déclaré.

M. Couvreur devait être mis en difficulté puisque l'assemblée générale est aux mains du CDR. M. Couvreur avait pour objectif de créer, sous l'égide des pouvoirs publics, un grand pôle aérien « qui passait par un rapprochement entre AOM et Air Liberté » pour la sauvegarde d'un pavillon français privé. Le président d'Air France, Christian Blanc, et celui du voyageur Nouvelles Frontières, Jacques Maillot, ont révélé qu'ils étaient candidats au rachat d'AOM que cherche à vendre le CDR.

Elf, Gulf et Murco créent une nouvelle compagnie pétrolière en Grande-Bretagne

LE PREMIER groupe industriel français, Elf Aquitaine (208 milliards de francs de chiffre d'affaires), va s'associer aux sociétés américaines Gulf Oil (groupe Chevron) et Murco (Murphy Oil) sur le marché britannique du raffinage et de la distribution. Selon le protocole d'accord rendu public le mercredi 6 novembre, les trois partenaires prévoient de créer une nouvelle compagnie détenue à 41,25 % par la firme française, à 41,25 % par Gulf, et à 17,5 % par Murco. Elle aura pour président David Setchell, de Gulf, et pour directeur général le responsable d'Elf Aquitaine Christian Cléret. Ensemble, les trois alliés deviendront le quatrième pétrolier britannique derrière Esso, Shell et BP avec 8 % de part de marché, contre 4 % précédemment pour le seul français, et avec un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs (29 milliards de francs).

Au-delà de cet effet de taille, il s'agit surtout, pour Elf Aquitaine et ses associés, de réaliser des économies, comme cherchant à le faire en France Mobil Oil et British

Petroleum, qui y ont récemment fait alliance. Il y a en effet surproduction dans le raffinage européen, et le secteur souffre de la guerre des prix menée dans le domaine de la distribution par les grandes surfaces. Ces dernières, qui ne représentent qu'une infime partie des ventes il y a trois ans, ont conquis 22 % du marché britannique. En réaction, Esso a entrepris de mener la guerre des prix. Résultat : des marges négatives pour tous, y compris pour la branche raffinage-distribution d'Elf, qui tente depuis quelques mois d'améliorer ses marges en transformant ses stations-service en mini-supermarchés.

Par leur regroupement, les fondateurs de la nouvelle compagnie britannique espèrent réaliser 425 millions de francs d'économies par an. Ils ne conserveront qu'une seule raffinerie, celle d'Elf Aquitaine, située à Milford Haven, dans le pays de Galles, tandis que Gulf Oil fermait la sienne.

Agnès-Marie Rocco

Les patrons routiers manifestent à Paris

LES DEUX PRINCIPALES organisations patronales de transporteurs routiers, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) et l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (Unotra), qui représentent 16 500 des 35 000 entreprises du secteur, organisent jeudi 7 novembre, à Paris, une journée d'action pour manifester leur inquiétude. Plus de six cents semi-remorques sont attendus sur le cours de Vincennes, à partir de 5 heures du matin.

Le transport routier subit l'at-

teinte de la baisse des prix du pétrole, qui fait subir à cette profession un choc comparable à celui de la guerre du Golfe. Ensuite, parce que, pour améliorer les conditions de sécurité routière, les professionnels mettent en place depuis 1993 leur « contrat de progrès », qui implique une réduction du temps de travail des chauffeurs et des embauches supplémentaires.

Les routiers demandent que les hausses futures des taxes sur le ga-

soil puissent être financées déductibles. Ils demandent aussi une aide exceptionnelle de l'Etat. « Nous demandons à l'Etat de nous verser le surplus de TVA qu'il a collecté grâce à la hausse de 70 centimes du gasoil », explique M. Deneuville. La profession demande le respect de la loi sur les prix abusivement bas. « Le transport routier ne peut être fiable, les règles sociales et de sécurité respectées, que si les entreprises sont en bonne santé », juge M. Deneuville. Enfin, les transporteurs demandent une harmonisation des réglementations des pays européens avant la libéralisation totale du secteur, prévue le 1^{er} janvier 1998.

Ar. L.

EMPLOI AGENDA			
OFFRES	DEMANDES	COURS	LOISIRS
<p>Les journaux recrutent</p> <p>PIGISTES</p> <p>Sur le 3615 PIGEPUS (1,29 F/mn)</p> <p>Société anglaise de Lorient, poids lourds, recherche pour un filiale française, UN TECHNIQUE-CHAL CONFIRMÉ</p> <p>anglais parlé et écrit, pour visiter clientèle dans toute la France. Bonne connaissance souhaitée du marché. Véhicules industriels.</p> <p>Five + commission + prime. Véhicule service + frais. Env. CV, prêt et photo pour réf. à BLEU 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cédex</p> <p>ASSISTANTE DE DIRECTION</p> <p>Le (a) candidat(e) doit avoir un diplôme universitaire, connaître l'anglais et être prêt(e) à s'établir en Californie.</p> <p>Envoyer CV et photo à : AB INC., 3857 Birch Street, suite 454, Newport Beach, CA 92660-2990 USA</p> <p>Perfectionnez votre allemand. Famille suisse ch. file au pair, 3 enfants, lieu intr. et cult. T. Paula, Lohndoltsstr., 21, CH-8807 Wettswil</p> <p>PROFESSEUR RECRUTE</p> <p>ANALYSTE FINANCIER</p> <p>COMPTABLE</p> <p>BAC + 4</p> <p>Exp. en économie sociale. Env. C.V. à C.V.C., B.P. 28, 95121 Esmont Cedex</p> <p>SERVICE MEDICAL</p> <p>DU BTP</p> <p>recherche</p> <p>MEDECIN DU TRAVAIL</p>	<p>J. H., 34 ans, 5 a. exp. compt. paye-buig, tech. pl. et compt. Tél. : 01-47-80-88-88 (n.p.)</p> <p>JURISTE AMERICAIN</p> <p>Harvard, Yale à univ. allemande. Grande exp. à haut niveau : cabinet d'avocats, banque, arbitrage, presse, gvt. US. Rech. poste haute resp. Paris. Tél. : 01-48-83-00-00.</p> <p>CHAUFFEUR DE DIRECTION</p> <p>H. 45 ANS haut niveau Ch. post. - Tél. : 01-47-05-72-82</p> <p>JURISTE SPECIALISE DROIT PUBLIC</p> <p>27 ans, maîtrise + D.E.A. droit, 2 ans exp. prof. adm. centrale, ch. emploi. Tél. : 01-43-80-25-31</p> <p>DESSINATEUR PROJETS</p> <p>Resp. projets, autonomes, M.G. 10 ans, bon contact commercial, dynamique, adaptation rapide</p> <p>Certificat professionnel diversité Tél. : 01-40-79-02-19</p> <p>Paris, exp. exp. et organisé, recherche emploi de RESP. COMM. EXPORT ou RESP. COMPTAB. clients, recouvrement Trilingue allemand, anglais. PARIS ou SUD-OUEST Tél. : 01-40-50-32-46 (n.p.)</p> <p>J. H., 32 ans, diplômé ISIT, quadrilingue ang./alle/esp., exp. cult. gén., 5 ans exp., dir. communication</p> <p>groupe Indust.</p> <p>+ organisme à vocation éco. et financière pour perso. morale unique, très htes réf., ch. sur ParoFP poste stable, en tactiq., doc., communication Internat. relations press. Tél. : 01-48-05-84-46</p>	<p>ELÈVE E.N.S. donne cours philosophie, français, math., suivi scolaire, tous niveaux. 01-43-73-10-64</p> <p>EDITION</p> <p>ÉCRIVAINS : nous éditons et diffusons vos manuscrits (romans, poèmes, souvenirs). Éditions Berthelot, 25, rue Hoche, 92240 Malmaison. 01-47-85-02-60.</p> <p>PHILOSOPHIE</p> <p>PENSER ET RÉDIGER LA PHILOSOPHIE</p> <p>pour candidats BAC</p> <p>Ann. « La culture au pluriel » 65, rue de Lagry, 75008 Paris 01-40-08-25-89</p> <p>Paris, exp. exp. et organisé, recherche emploi de RESP. COMM. EXPORT ou RESP. COMPTAB. clients, recouvrement Trilingue allemand, anglais. PARIS ou SUD-OUEST Tél. : 01-40-50-32-46 (n.p.)</p>	<p>BODY LINE</p> <p>Pour votre forme votre ligne votre beauté</p> <p>venez profiter des cours step, aerobic, stretching, abdos-lessons, culture physique... musculation cardio-training boxe française aïkido - karaté U.V.</p> <p>ouvert tous les jours</p> <p>25-27, rue de La Croix-Blanche 94170 LE PERREUX Tél. : 01-48-72-10-40</p> <p>ASSOCIATIONS</p> <p>COURS</p> <p>COURS D'ARABE</p> <p>Ts niv. Jour, soir, samedi. Étudiants : mercredi et samedi. Insc. AFAC Tél. : 01-42-72-20-88.</p> <p>كورد كورد</p> <p>Cours de YIDDISH Items. AEDCY - 01-42-71-30-07</p> <p>APPEL</p> <p>L'Association KAREN OR FRANCE organise le dimanche 17 novembre 1996 un voyage de souvenir à Auschwitz-Birkenau avec la présence d'anciens Déportés.</p> <p>La participation aux frais est de 1650 F par personne comprenant le transport aérien aller-retour dans la journée sur vol spécial au départ de Paris, les visites des camps d'Auschwitz et de Birkenau, la visite des synagogues et du cimetière juif de Cracovie, le déjeuner froid et les repas à bord de l'avion (cachets).</p> <p>Pour plus d'informations, contactez au plus vite. Jo Wejblatt au 01 40 26 5521 Dominique FRIEDMAN au 01 43 12 81 04</p> <p>Association rech. bénévoles p. alpha. imm. un soir/semaine. Réunion d'info. le jeudi 14-11 à 19 h 30, ALPHA 4 Eglise SAINT-HIPPOLYTE 27, av. de Choisy 75019 PARIS Fond de cour - 3^e étage.</p> <p>Comment accorder des legs ou des donations dispensées de tout impôt sur la succession et développer des projets culturels juifs ? Nous vous l'expliquons : 01-48-35-18-22 - Déborah</p>

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé, mercredi 6 novembre, en hausse. L'indice Nikkei a gagné 1,94 %, pour s'inscrire en clôture à 20 991,52 points.

■ LE DOLLAR s'inscrivait en nette hausse, mercredi matin, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,5250 mark, 5,1522 francs et 114,55 yens.

■ LA BANQUE centrale d'Australie a annoncé, mercredi matin, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené de 7 % à 6,5 %, grâce au recul de l'inflation.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 378,70-379,00 dollars, contre 379,15-379,45 dollars la veille à la clôture.

■ LES COURS du pétrole ont reculé, mardi 5 novembre, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut a perdu 15 centimes à 22,64 dollars.

LES PLACES BOURSILIÈRES

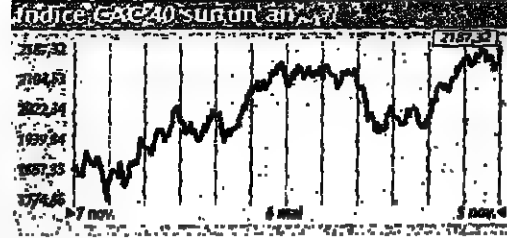


Nouveau sommet à Paris

SUR SA LANCÉE d'une forte hausse de 2,11 % et du plus haut niveau de l'année atteinte mardi par l'indice CAC 40, la Bourse de Paris progressait encore sensiblement mercredi 6 novembre. Elle profitait de la bonne orientation des marchés de taux, du dollar et du franc après le résultat des élections américaines.

Le CAC 40, qui avait ouvert en hausse de 0,58 %, affichait en milieu de journée un gain de 0,98 % à 2 086,73 points, nouveau plus haut de l'année. L'indice franchissait ainsi pour la première fois depuis le 1^{er} janvier le seuil des 2 000 points.

Le volume sur le contrat à terme sur l'indice CAC 40, qui se traite à 2 209, est cependant extrêmement limité, signe de la relative prudence des intervenants. En tout cas, les espoirs de poursuite de la baisse des taux en Allemagne après la publication de chiffres reflétant une baisse de la production industrielle ont permis au marché obligataire français d'atteindre de



nouveaux sommets. Le taux des obligations françaises d'Etat à dix ans est descendu à 5,88 %. Enfin, selon les prévisions de la Commission européenne publiées mercre-

UAP, valeur du jour

LA COMPAGNIE d'assurances continue de profiter des rumeurs persistantes d'un rapprochement avec Axa. Mardi 6 novembre, le titre a enregistré une nouvelle hausse de 3,61 % à 111,9 francs après un gain de 2,9 % la veille. Officiellement, les patrons des deux entreprises, Jacques Friedmann et Claude Bébear, continuent de démentir une telle perspective. Sous-valorisée en Bourse, l'UAP est cependant actuellement une bonne affaire. De plus, un rachat par une

compagnie française ou étrangère, sous forme d'OPE, pourrait permettre à la BNR qui détient 15 % du capital de l'UAP, de « sortir ».



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 06/11	Var. %	05/11
Enel	277,90	+0,35	13,15
Mediaset	105	+0,30	56,71
Zodiac	193	+0,42	100,91
Colas	636	+0,41	21,48
SLA	1130	+0,34	21,54
Clarins	790	+0,34	25,21
Michelin	360,10	+0,34	33,17
Castorama (L)	924	+0,31	15,21
LMVH Moët Vuitton	1248	+0,29	22,35
Gascogne (B)	431	+0,28	4,60

BAISSES, 12h30	Cours au 06/11	Var. %	05/11
Leontine	201,10	-0,31	26,14
Pro-Lab	874	-0,26	38,80
DNC (Dollus M)	132,70	-0,24	33,61
Genes Europ. Reun	124,10	-0,24	108,12
Gr. Zanier (L)	110,30	-0,18	47,28
COGEM (CMC) Ly	44	-0,18	2,51
Norden (W)	398	-0,17	4,01
S&P	336,80	-0,16	11,29
DOULUN-FCM (L)	40,15	-0,15	28,55
BIS	538	-0,14	45,45

VALEURS LES PLUS ACTIVES

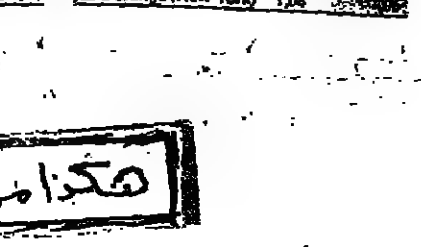
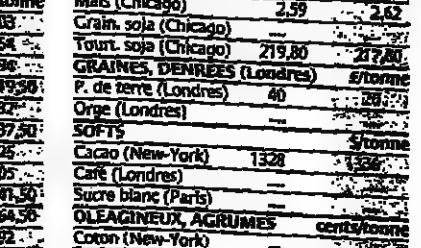
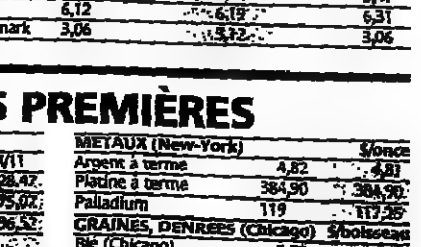
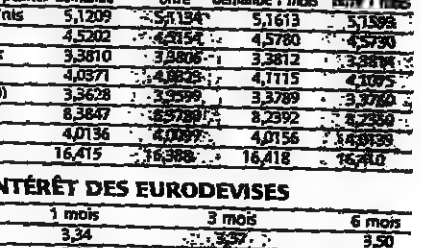
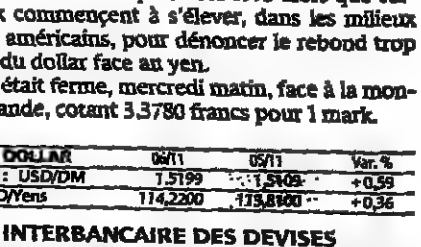
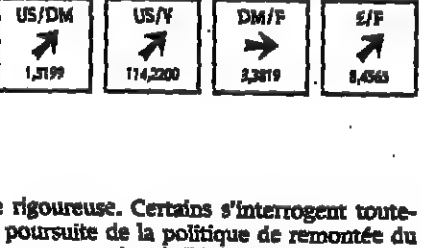
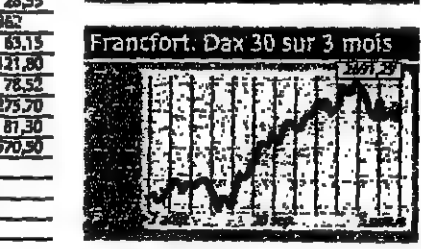
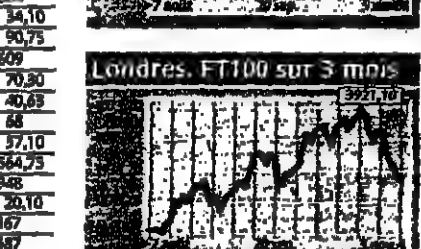
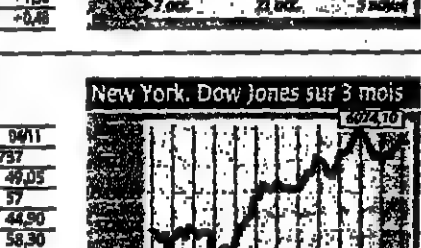
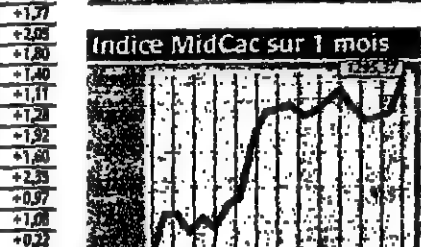
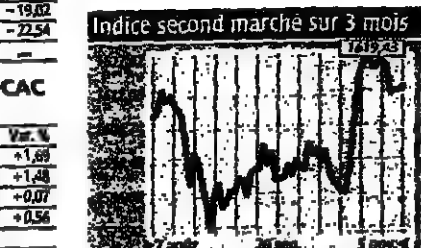
SEANCE, 12h30	Cours au 06/11	Var. %	05/11
Enel	277,90	+0,35	13,15
Mediaset	105	+0,30	56,71
Zodiac	193	+0,42	100,91
Colas	636	+0,41	21,48
SLA	1130	+0,34	21,54
Clarins	790	+0,34	25,21
Michelin	360,10	+0,34	33,17
Castorama (L)	924	+0,31	15,21
LMVH Moët Vuitton	1248	+0,29	22,35
Gascogne (B)	431	+0,28	4,60

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 06/11	Var. %	05/11
Enel	277,90	+0,35	13,15
Mediaset	105	+0,30	56,71
Zodiac	193	+0,42	100,91
Colas	636	+0,41	21,48
SLA	1130	+0,34	21,54
Clarins	790	+0,34	25,21
Michelin	360,10	+0,34	33,17
Castorama (L)	924	+0,31	15,21
LMVH Moët Vuitton	1248	+0,29	22,35
Gascogne (B)	431	+0,28	4,60

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250	Cours au 06/11	Var. %	05/11
Ind. gén. SBF 120	1530,97	+0,55	1,69
Ind. gén. SBF 250	1472,30	+0,50	1,48
Ind. Second Marché	1619,43	+0,50	1,48
Ind. MidCac	1293,57	+0,52	1,58



Hausse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 6 novembre en vive hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a gagné 1,94 %, pour s'inscrire en clôture à 20 991,52 points. Les actions nipponnes ont bénéficié du rebond du dollar face au yen observé après l'annonce des résultats des élections américaines.

La veille, Wall Street s'était approchée de son record, soutenue par une nette détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire.

L'indice Dow Jones avait gagné 39,50 points (+0,65 %) à 6 081,18 points. Le rendement des emprunts à 30 ans s'était replié à 6,59 %, contre 6,65 % la veille au soir.

Sur les places européennes, les marchés boursiers avaient fortement progressé après l'annonce du succès de l'opération du pré-

sident russe Boris Eltsine. La Bourse de Milan s'était distinguée en gagnant 3,12 %, tandis que Madrid progressait de 1,33 %, Zurich de 0,95 % et Francfort de 0,73 %. Seule Londres avait cédé un peu de terrain (-0,18 %), toujours sous le coup de la hausse du taux de base de la Banque d'Angleterre décidée la semaine dernière.

INDICES MONDIAUX

Cours au 06/11	Cours au 05/11	Var. %
Paris CAC 40	2187,33	+2,07
New-York DJ Ind.	6074,10	+0,65
Tokyo Nikkei	20991,52	+1,94
Londres FT100	3921,10	-0,18
Francfort Dax 30	2691,29	+0,73
Madrid Ibex 35	636,23	+1,33
Zurich SMI	2160,13	+0,95
Bruxelles C20	1810,36	+0,45
Milano MIB 30	939,30	+0,45
Amsterdam AEX	397,30	+0,45
Stockholm OMX	378,43	+0,36
Oslo OBX	1675,25	+0,35
Londres FT30	2865,50	-0,05
Hong Kong Hang S.	12503,70	+0,41
Singapour Straits	3070,25	+0,27

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

06/11	05/11	Var. %
Alcoa	59,87	+0,39
American Express	48,37	+0,39
Allied Signal	68,62	+0,39
AT & T	92,25	+0,39
Bethlehem	8,62	+0,39
Boeing Co.	92,82	+0,39
Caterpillar Inc.	71,82	+0,39
Chevron Corp.	64,87	+0,39
Coca-Cola Co.	31,50	+0,39
Disney Corp.	67,82	+0,39
Du Pont Nemours Co.	92,25	+0,39
Eastman Kodak Co.	79,87	+0,39
Eaton Corp.	88,30	+0,39
Gen. Motors Corp.	55,87	+0,39
Gen. Electric Co.	98,74	+0,39
Goodyear T. & Rubbe	48,75	+0,39
IBM Corp.	130,23	+0,39
Imperial Chemical	72,25	+0,39
Int'l Paper	66,87	+0,39
J.P. Morgan Co.	53,25	+0,39
Mc Don Douglas	77	+0,39
Merck & Co. Inc.	75,75	+0,39
Minnesota Mining & Mfg	77	+0,39
Philip Morris	93,30	+0,39
Procter & Gamble Co.	100,50	+0,39
Sealed Air Corp.	47,37	+0,39
Tesco	94,63	+0,39
Union Carb.	43,38	+0,39
Unit Technol.	130,25	+0,39
Westinghouse Electric	18,12	+0,39
Woolworth	20,87	+0,39

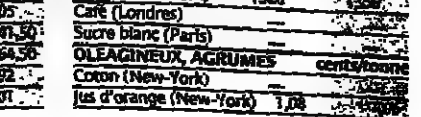
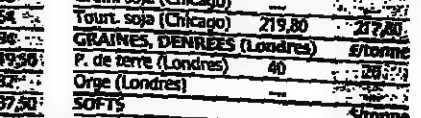
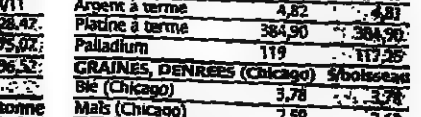
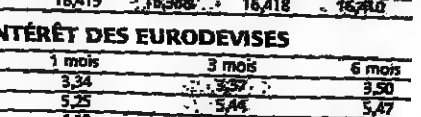
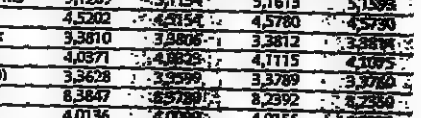
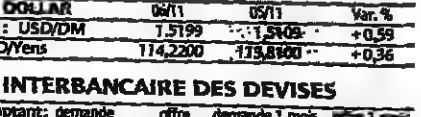
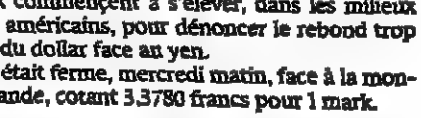
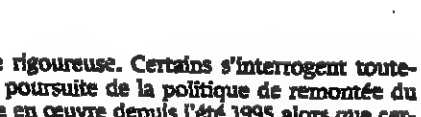
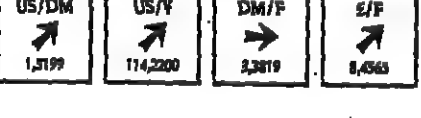
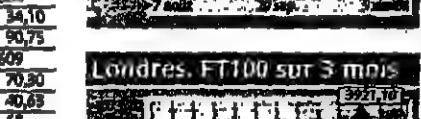
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

06/11	05/11	Var. %
Allied Lyons	4,81	+0,39
Barclays Bank	9,58	+0,39
B.A.T. Industries	4,17	+0,39
British Aerospace	11,14	+0,39
British Airways	5,58	+0,39
British Gas	1,91	+0,39
British Petroleum	6,40	+0,39
British Telecom	3,70	+0,39
B.T. R.	2,55	+0,39
Cadbury Schweppes	3,06	+0,39
Carson	0,88	+0,39
Glaxo	7,21	+0,39
Grand Metropolitan	4,57	+0,39
Guinness	4,40	+0,39
Hanson Plc	0,77	+0,39
Greit	5,95	+0,39
H.B.S.	12,33	+0,39
Imperial Chemical	7,21	+0,39
Legal	8,29	+0,39
Marks & Spencer	4,83	+0,39
National Westminster	6,91	+0,39
Peninsular Oriental	5,91	+0,39
Reuters	7,35	+0,39
Sainsbury's	0,98	+0,39
Shell Transport	7,21	+0,39
Tate and Lyle	4,75	+0,39
Unilever Ltd	12,24	+0,39
Zeneca	16,27	+0,39

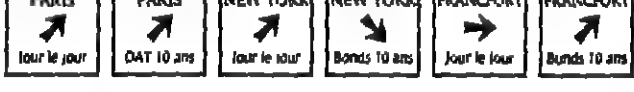
FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

06/11	05/11	Var. %
Allianz Holding AG	276,4	+0,39
Basf AG	49,34	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39
Bayer AG	37,58	+0,39

New York, Dow Jones sur 3 mois



LES TAUX



Envolée du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en forte progression, mercredi 6 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait 46 centimes à 127,42 points.

Les marchés obligataires européens étaient soutenus par le succès de l'intervention chirurgicale du président russe Boris Eltsine et par les résultats des élections américaines.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,86 %, soit 0,04 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance en hausse, le rendement de l'emprunt à trente ans se déplaçant à 6,55 %.

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

taux	06/11	05/11	04/11	03/11
pour le jour	3,3125	3,3125	3,3125	3,3125
1 mois	3,30	3,30	3,30	3,30
3 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
6 mois	3,45	3,45	3,45	3,45
1 an	3,50	3,50	3,50	3,50
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	3,3180	3,3180	3,3180	3,3180
Pibor France 3 mois	3,4609	3,4609	3,4609	3,4609
Pibor France 6 mois	3,5625	3,5625	3,5625	3,5625
Pibor France 9 mois	3,6250	3,6250	3,6250	3,6250
Pibor France 12 mois	3,6875	3,6875	3,6875	3,6875
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,2083	4,2083	4,2083	4,2083
Pibor Ecu 6 mois	4,2448	4,2448	4,2448	4,2448
Pibor Ecu 12 mois	4,3125	4,3125	4,3125	4,3125

MATIF

échéance 05/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
05/11	164356	126,40	127,04	126,36	126,96
juin 97	651	126,36	126,96	126,36	126,96
sept. 97	39	126,36	126,96	126,36	126,96

PIBOR 3 MOIS

taux	06/11	05/11	04/11	03/11
06/11	1230	9,44	9,47	9,42
05/11	1691	9,35	9,40	9,39
04/11	651	9,23	9,35	9,37
03/11	3874	9,18	9,27	9,16

ECU LONG TERME

taux	06/11	05/11	04/11	03/11
06/11	1565	9,40	9,40	9,45
05/11	—	—	—	9,52

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéance 05/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
05/11	17971	2121	2146	2117	2193
06/11	292	2150,2			

هناك من الاصل

FINANCES ET MARCHÉS

• LE MONDE / JEUDI 7 NOVEMBRE 1996 / 23

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 6 NOVEMBRE
Liquidation : 22 novembre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12h30



+1,16%
CAC 40 : 2212,77

VALEURS FRANÇAISES

Cours	Précéd.	Derniers	%
BNP (P)	915	915	+0,01
Crédit Lyonnais (P)	790	790	+0,06
Crédit National (P)	1835	1835	+0,22
Crédit Agricole (P)	1195	1195	+0,08
Thomson SA (P)	1015	1015	+0,01
Accor (P)	641	641	+0,31
AGF-As. Gen. France	156	156	+0,44
Air Liquide	797	797	+0,29
Alcatel Alsthom	331,20	331,20	+0,74
Alpe	440	440	+0,13
Ball Inco	756	756	+0,23
Banque Paribas (P)	318	318	+0,42
Banque Paribas (P)	468	468	+0,84
Banque Paribas (P)	176,50	176,50	+1,09
BOC	769	769	+1,30
B.P.	335	335	+0,40
B.N.P.	197,50	197,50	+0,22
Bouygues	2074	2074	+1,15
Bouygues	500	500	+1,40
Cap Gemini	3275	3275	+0,70
Cap Gemini	345	345	+1,09
Carrefour	762	762	+0,91
Carrefour	2951	2951	+1,59
Cash	251	251	+2,42
Cash	166,10	166,10	+0,54
Cash	258,50	258,50	+1,28
Cash	44,80	44,80	+1,78
Cash	394	394	+0,79
Cash	127,10	127,10	+2,36
Cash	1095	1095	+2,19
Cash	1190	1190	+1,26
Cash	215,50	215,50	+1,51
Cash	692	692	+1,58
Cash	171	171	+1,57
Cash	695	695	+0,51
Cash	705	705	+1,34
Cash	317	317	+2,06
Cash	214	214	+4,41
Cash	611	611	+1,58
Cash	2570	2570	+1,28
Cash	495	495	+1,28

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1,44
Anglo American	67,80	67,80	-4,49
Anglo American	479,50	479,50	+1,14
Anglo American	467,50	467,50	+0,41
Anglo American	162,60	162,60	-0,12
Anglo American	46,10	46,10	-2,38
Anglo American	17,30	17,30	+1,14
Anglo American	305	305	+0,99
Anglo American	388	388	+0,55
Anglo American	378,50	378,50	+0,39
Anglo American	38,50	38,50	-0,77
Anglo American	37,85	37,85	-2,77
Anglo American	6,70	6,70	-0,10
Anglo American	41,10	41,10	-0,24

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours	Précéd.	Derniers	%
ABN-Amro	294,30	294,30	-0,23
Adco	443,50	443,50	-0,07
American Express	246	246	+1,17
Anglo American	309,50	309,50	-1,25
Anglo American	446,30	446,30	-0,25
Anglo American	13,90	13,90	+1,07
Anglo American	175	175	+1,71
Anglo American	262,80	262,80	+2,66
Anglo American	133,80	133,80	-0,09
Anglo American	170,60	170,60	+0,02
Anglo American	196,70	196,70	+0,66
Anglo American	61	61	-0,36
Anglo American	8,25	8,25	-0,25
Anglo American	243	243	+0,41
Anglo American	233,30	233,30	-1,37
Anglo American	318	318	+0,64
Anglo American	154,80	154,80	-2,32
Anglo American	138	138	+1

Le Monde

NEUF ET RÉSIDENTIEL



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS

VOTRE ACQUISITION DANS LE NEUF : PROFITEZ DE DEUX MESURES ENCORE EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1996

SI, AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1996 :

- vous vendez des parts de SICV de capitalisation pour acheter ou faire construire votre résidence principale ou secondaire, vos plus-values seront exonérées, quel que soit le montant des parts de SICV, à condition qu'elles soient totalement réinvesties dans l'immobilier avant le 28 février 1997 ;
- vous effectuez une demande de prêt au titre du PEL (Plan d'Épargne Logement) vous pouvez bénéficier d'une majoration de 20 % des droits à prêt qui peut s'appliquer soit sur le montant du droit à prêt, plafonné à 600.000 francs, soit sur l'allongement de la durée de remboursement.

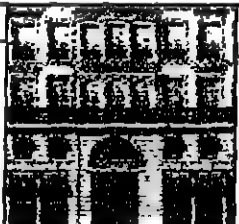
ET N'OUBLIEZ PAS LA NOUVELLE MESURE D'AMORTISSEMENT FISCAL D'UN BIEN IMMOBILIER LOCATIF NEUF AUJOURD'HUI EN VIGUEUR.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRENT À LA FNPC, FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS.

PARIS RIVE DROITE

6, rue de la Paix

GEORGE V Promotion
8, rue du Général Foy
75008 Paris
Fax : 01 44 70 27 44
(depuis l'étranger :
33 1 44 70 27 44)



Des appartements à votre mesure, du studio au 5 pièces, à partir de 1 290 000 F.
• A 60 mètres de la place Vendôme, un immeuble prestigieux aux façades de 1823.
• Le charme d'un jardin intérieur privé.
• Ce programme peut vous permettre de bénéficier de différents avantages fiscaux.
N° vert : 08 00 606 002.
Internet : <http://www.immobilier.com/georgevpromotion>
*Dans la limite des stocks disponibles.



Résidence Saint-Martin
61, rue Bichat
Nouveau programme.

Réalisation :
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél : 01 46 03 32 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

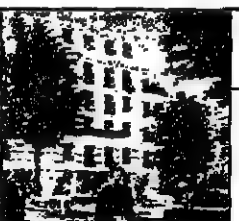


Téléphone sur le site au 01 46 03 32 00 pour être tenu au courant des privilèges : Profitez des nouvelles mesures fiscales ! 18.900 F le m² moyen, hors parking.
Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Hôtel de Nervi. Une architecture raffinée pour une belle façade au cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses orientés plein sud. Prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Confiance Plus.
Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.



Résidence Voltaire
Rue des Nanettes / rue Cordillier

Réalisation et
Commercialisation :
STIM BATIR
De-France Résidentiel
Bourgeois Immobilier
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :
01 47 12 54 44.



Idéal investisseurs/Rentabilité élevée garantie : du studio au 5 pièces.
Studio à partir de 370.000 F et 2 pièces à partir de 690.000 F.
Au cœur de l'arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée.
Concile sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".
Tél : 01 47 12 54 44.



62, rue Saint-Didier

Réalisation :
SEFIMA
40, avenue Raymond-
Poincaré - 75116 Paris
N° Vert : 0800 33 59 00.



33 appartements. Du studio au 5 pièces. 29.590 F le m² moyen. Ex : 5 pièces 138.80 m², 2^e étage 3 900.000 F hors parking.
Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du Parc Jasson-de-Sully, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 0800 33 59 00.



46, rue de Longchamp

Réalisation :
COREVA
4, avenue Victor-Hugo
75116 Paris
Tél : 01 44 17 39 20.



22 logements du studio au 6 pièces.
A partir de 27.500 F le m². Livraison 1^{er} semestre 1998.
Au cœur du prestigieux quartier Trocadéro-Léna, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilèges seulement. Plans personnalisés et prestations à la demande. Renseignements et vente : COREVA, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél : 01 44 17 39 20.



Villa Bologne

Réalisation :
SIMVEST
18, rue Chartran
92200 Neuilly
Tél : 01 47 47 45 55.



8 appartements du studio au 5/6 pièces, duplex, caves, parking. 29 000 F le m² moyen.
Une petite résidence dans une rue typique et calme du Village d'Auteuil, bordée d'immeubles résidentiels et de villas. A 200 m de l'Avenue de Versailles, son marché et ses commerces de proximité. Proche des écoles, lycées et sorties de Paris. Balcons, terrasses ou jardins. Prestations luxueuses (pierre de taille, parquet, volets roulants électriques, portes blindées, videophone).
SIMVEST - Tél : 01 47 47 45 55 du lundi au vendredi.

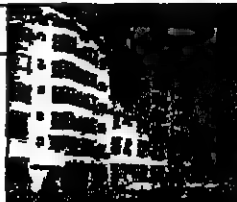


PARIS RIVE DROITE (suite)

Villa Menars

Rue Fauriel

Réalisation et
Commercialisation :
STIM BATIR
De-France Résidentiel
Bourgeois Immobilier
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :
01 47 12 53 53.



22 logements du studio au 5 pièces.

Métro Boulogne. A deux pas du Parc des Buttes-Charmont, 2 petits immeubles de standing.
Concile sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".
Tél : 01 47 12 53 53.



PARIS RIVE GAUCHE

Proche Alsia

Avenue du

Général Leclerc

Réalisation :
FONCÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél : 01 45 49 52 52.



De 2 pièces au 4 pièces duplex.

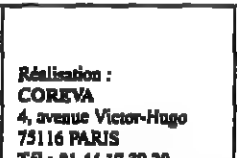
21.000 F le m² moyen.

Dans le quartier animé et agréable d'Alsia, 4 appartements neufs en étages élevés bénéficiant d'une vue dégagée.
Livraison : automne 1996.
Renseignements et vente : tél. 01 45 49 52 52.



14, rue Beatrix Dussane

Réalisation :
COREVA
4, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS
Tél : 01 44 17 39 20.



11 logements du 2 pièces au 4/5 pièces.

Prix de lancement à partir de 19.000 F le m².

Dans une rue calme à 100 m du métro Duplex, quelques appartements spacieux et lumineux, avec de très belles terrasses plantées orientées sud-ouest.
Livraison immédiate.
Bureau de vente sur place les mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h.
Tél : 01 44 17 39 20.



Villa Marmonat

107/109, rue de l'Abbé Grault

Un programme superbe à découvrir absolument.

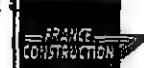
Réalisation :
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél : 01 46 03 32 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Projet des nouvelles mesures gouvernementales.

Prix à partir de 23.500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

Choisissez le meilleur des 19^e arrondissements ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parkings en sous-sol et 5 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien.
Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.



14, rue de l'Abbé Grault

Réalisation et
Commercialisation :
STIM BATIR
De-France Résidentiel
Bourgeois Immobilier
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :
01 47 12 54 44.



17 logements du studio au 5 pièces.

An cœur du 19^e arrondissement, dans une rue calme et toute proche de la Place du Commerce, une résidence de standing conjuguant confort, confort et sécurité.
Concile sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".
Tél : 01 47 12 54 44.



RÉGION PARISIENNE

Lafitte

Les Villas Longueil

Avenue de Longueil

Réalisation :
FONCÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél : 01 45 49 52 52.



Du studio au 5 pièces.

17.500 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux cotées bordées d'arbres ou sur jardin.
Une des plus belles adresses de Malmaison-Lafitte à 150 m du Parc de la Reine, à quelques pas de la forêt de Saint-Germain.
Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 75000 Malmaison-Lafitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.
Tél : 01 45 49 52 52.



Privilege

Angle rue des Vigierons et

rue du Lt Heitz, Vincennes

Réalisation :
SEFIMA
40, avenue Raymond-
Poincaré - 75116 Paris
N° Vert : 0800 33 59 00.

Studio au 3 pièces avec balcon, jardin ou terrasse. Prix à partir de 19.900 F le m². Livraison : octobre-novembre 1996. Profitez des avantages fiscaux de cette année.

A quelques pas du bois, dans le meilleur de Vincennes, à 100 m du métro Besset, un petit immeuble de standing de 4 étages en pierre avec de belles prestations : hall d'entrée en marbre, videophone, volets électriques.
Bureau de vente et sur place : 8/10, rue des Vigierons. Ouvert lundi de 14 h à 19 h et du jeudi au dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél : 01 41 74 65 81.



Le Saint-Louis

Rue de Montreuil

Réalisation et
Commercialisation :
STIM BATIR
De-France Résidentiel
Bourgeois Immobilier
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :
01 47 12 54 44.



Idéal investisseurs - Déficitation 1996.

Trois studios livrables immédiatement.

A proximité du RER et du métro, cet immeuble de standing offre la garantie d'un placement de qualité.
Concile sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Périsol".
Tél : 01 47 12 54 44.



VOS ANNONCES

3177.40

مكتبة الامم المتحدة

M M O B

VENTES

APPARTEMENTS

1^{er} arrondissement
MARCHÉ SAINT-HONORÉ
5 pos., 105 m² + service
2 300 000 F
I.P. 01-48-85-13-33
Près de
la POSTE DU LOUVRE
ET DU MARCHÉ
MONTORGUEL
4/5 P. 120 m²
carrière, poutres, parquet
bon plan, vue.
A.I.M. 01-53-01-99-01

2^e arrondissement
ETIENNE-MARCEL
2 pos., 42 m², s.d.b.,
imm. ravale,
2^e ét. s/cour.
P: 510 000 F. Tél.: 01-40-25-20-30

3^e arrondissement
MARAI HOTEL XVII^e
128 m² liv. 3 chbres, charme,
prestations de gde qualité,
parquet, cheminée est/ouest.
3 425 000 F. Tél.:
01-47-00-77-27

4^e arrondissement
ARSENAL 2/3 P.
Parquet, cheminée,
1 040 000 F
A.I.M. 01-53-01-99-01

5^e P. VUE PORT
ARSENAL plein de l. asc.
JOLIE VUE 12 850 000 F
A.I.M. 01-53-01-99-01

6^e arrondissement
VAVIN, Imm. anc.,
asc., ét. él.
calme, soleil,
stud. tt. off.
à rair. px int.
01-43-35-18-36
Luxembourg,
récent, stand.
beau 2 p.
s/verdures
990 000 F
MEL 6-
01-42-84-28-28
St-Germain/Mabillon gd 2 p.
stand. asc. sud 1 750 000 F
MEL 01-43-25-32-58

**THÉÂTRE
DE L'ODÉON**
Imm. caractère, 3 p.,
113 m²,
charme, calme, clair, 3^e ét.,
bel emplacement, parfait
état. 01-47-42-40-01

7^e arrondissement
RUE CLER. 4/5 p.
Ht de gamme, agencement
contemporain, sél., 3 ch.,
2 baign., 2 wc, balcon,
2 250 000 F. 01-43-54-48-27

8^e arrondissement
FRANKLIN-ROOSEVELT
A SAISIR 3 P 60 M²
5^e ét. asc. beau p. de l.
1 250 000 F
01-42-68-95-53

11^e arrondissement
CHARONNE. Imm. récent
4 p., 98 m² + balc. + pkg.
5^e ét. 1 500 000 F
Tél.: 01-43-79-50-50

ST-ANTOINE 150 M²
Superbe loft liv. 3 chbres a/
cour, verdure + atelier 40 m²
3 500 000 F
01-47-00-77-27

STUDIO 298 000 F
Séjour, 3 fenêtres, jolie vue
A.I.M. 01-53-01-99-01

2 P RECENT 48 M²
5^e ét., asc. Parking,
785 000 F
A.I.M. 01-53-01-99-01

12^e arrondissement
10^e et dernier étg. très beau,
2 p., confort, terr. arborée
20 m², sans vis-à-vis.
Prix intéressant.
Tél.: 01-44-75-37-28

VUE SUR SEINE 4^e asc.
Beau 3 p. tt. ch 1 150 000 F
LACUEE 01-43-07-57-15

13^e arrondissement
BUTTE-AUX-CAILLES
PTE MAISON + JARDIN
1 850 000 F. 01-45-48-28-25

14^e arrondissement
ALEZIA. Pdt 2/3 p., 53 m²,
à rair., bon plan calme,
tablettes ch. 01-43-35-18-36
Pour Montsouris, stég. FNR,
4/5 p., 110 m², ss vis-à-vis,
pl. soleil. 01-43-35-18-36

16^e arrondissement
G. MANDEL 3/4 P.
Luxe, angle, soleil,
cave, pkg. à saisir.
Part. 01-45-03-10-03

19^e arrondissement
BUTTE-CHAUMONT Beau
2 p. 50 m² 5^e asc. Superbe
p. de l., vue, soleil, verdure.
750 000 F 01-42-68-95-53

YVELINES
VERSAILLES. Face théâtre,
appt 105 m², s.-o. sur jard.
2 chb., 1 salon s. à m., cuis.
aménagée, s. d. b., douche, pt
bureau, cave + dépendance.
Prix sérieux s'abstient.
2,5 MF - 01-42-53-08-73
ap. 20 h 30 01-42-53-82-54

HAUTS-DE-SEINE
NEUILLY-VICTOR-HUGO
jardin, 48 m² - Parking
1 150 000 F - 01-44-07-34-07

**M. Sceaux-Robinson (RER
B). Part. vd 2 p.
44 m². Trib.él. 5^e ét. clair
Bon stand. 480 000 F
- T. 01-89-48-02-43 (ap. 19 h)**

CLICHY-CENTRE
Loft original 110 m² en 2 P. +
terrasses
1 850 000 F 01-48-35-13-33.

92 - M. Rhin-et-Darube
Belle maison 6 p., 150 m²,
jardin 478 m², garage,
exceptionnel, 3 600 000 F
Imm. Mercadet
01-42-61-61-51

BOIS-COLOMBES
Vends 2 appts 3 pièces,
50 m² (2^e et 5^e ét.) à
rénover.
2 min gare, tous
commerces.
Le 2^e 370 000 F,
le 5^e 410 000 F.
Tél.: 01-47-81-59-38

SEINE-SAINT-DENIS
(93) VILLEPINTE
10 mn. de ROISSY. P2, 51 m²
au 4^e étg ds pie résid. calme
de 5 étg. Expo sud-ouest,
sél., 26 m², cuis. neuve
donnant sur loggia 8 m²,
cave, asc., interphone,
park. privé souterrain.
Prix: 440 000 F.
Tél.: 01-43-53-71-25

93 PAVILLON-SOUS-BOIS
Maison d'archt. 250 m² hab.
+ jardin 2 500 000 F
IP - 01-48-85-13-33

VAL D'OISE
Villiers-le-Bel. F3, sél., 2 chbres,
sdb, gds rangis, cuis. équip.
avec séchoir, cave, park.
Prix: 370 000 F.
Tél.: 01-39-58-55-15

PROVINCE
(56) 100 m plage, Guidel,
(7 km Lorient)
Pl studio meublé
dans une rés. de caractère
200 000 F à débattre.
03-44-24-02-64 (dom.)

PROPRIÉTÉS
Vente: berge à rénover
180 m² hab., 2 ha terrain
800 m all., vallée d'Ossau
sur chemin rural, 30 km Pau
Tél.: 01-46-34-01-44

A SAISIR
Très rare, vds cause
succession, 80 mn PARIS
SUD, anc. clos glénelle
aménagé, habitable de
suite, gd séjour rustique,
cheminées, four à pain,
+ 5 p., baign. wc, chf.
cent., en retour belle
dépend. 200 m², terrain
arboré 6 000 m², 748 000 F,
crédit total 5 900 F mois
constant, 02-38-55-22-82
24 h/24 h.

MAISON
A vendre à GAILLON près
Vernon (Eure), maison à rénov.
Px 300 000 F à débattre.
Mélire Bellef, 27600 Gaillon.
Tél.: 02-32-53-05-01

80 km Paris,
10 km nord-est Chartres,
agréable ensemble immob.,
maison ppele 120 m² hab.,
dont séjour avec cheminée,
3 ch. dont une grande sous
comble aménagée avec paillet,
s.-d.-bns, dépendances avec
2 garages, sur 5 100 m²
vue très dégagée.
Prix à débattre.
Etude Ducasse, 02-37-21-82-80

VIAGER
Libre St-Mandé près Métro
imm. gd standing 5 p.
5^e ét. soleil, Hime 68 ans
1 350 000 + 7 000 F/mois
F. Cruz 01-42-66-19-00

ACHATS
Rech. URGENT 100 à 120 m²
PARIS, paiement comptant
chez notaire. 01-48-73-48-07

INTER PROJETS rech.
sur Paris et Est parisien
VOLUMES ATYPQUES
A LOUER OU A VENDRE
01-42-83-46-46

**Immobilier
d'entreprise**
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services
01-43-55-17-50
MAIRIE 18^e

Bout. 225 m² avec réserve
Direct pptaie 42-71-23-30

20^e M. TÉLÉGRAPHE
1 000 m² divisibles de 100 à
250 m². Park. possib.
Direct pptaie 42-71-23-30.

18^e CHAMPIONNET
local 77 m² jardin
Imm. neuf. - 42-71-23-30

LOCATIONS

OFFRES

PARIS

7^e SOLFERINO
Superbe 5 P, 130 m², p.-de-l.,
stand. 14 000 F h. ch.
01-42-66-36-53

20^e PRES MAIRIE 3 P.
57 m² récent 1^{er} étg. Paris.
4 305 F + ch. 01-43-61-68-36

11^e LOFT ATELIER 140 M²
3 chbres, verrières, usage
mixte possib. 14 000 F
IP - 01-48-85-13-33

7^e RUE MALAR PETIT 4 P
80 m² 2 baign., 10 300 F
IP - 01-48-85-13-33
MÉTRO SÉCUR
Chambre ensolée,
équipée et meublée
7^e étage, ascenseur,
Kitchenette, douche, w.c.
Branchement tél., câble.
2 800 FF cc. Part a part.
01-45-67-82-61

MÉTRO SÉCUR
Chambre ensolée,
équipée et meublée
7^e étage, ascenseur,
Kitchenette, douche, w.c.
Branchement tél., câble.
2 800 FF cc. Part a part.
01-45-67-82-61

MÉTRO GAITÉ 14^e
studio 25 m², 4^e ét. cave,
park. 3 084 F ch. comp.
com.: 1 952 F.
- 2 P 49 m², 3^e ét. cave,
park. 5 822 F ch. comp.
com.: 3 688 F.

19^e PROCHE MONTMARTRE
100 m², au dernier et dernier
étage, 2 grands balc., grande
luminosité, pas de vis-à-vis,
un dble living, deux chbres,
au calme sur jardin privatif,
une s.-d.-bains, une salle d'eau,
tél. séparées, robe placard,
une cave, un box fermé,
11 000 F charges comprises.
01-45-66-56-65. Part à part.

19^e Henri-Martin, 222 m²
Imm. Pdt, tt. état,
loyer: 20 450 F cc.,
hon. 55 loyer an.
CSI: 01-45-44-12-80

17^e PORTE-MAILLLOT
IMM. MODERNE. Gd studio,
cuis., bns, cave, pkg.
4 600 F cc. PAP
01-48-25-48-46

17^e IENA, 200 m²
Imm. pdt, bon état,
loyer: 25 000 F cc.,
hon. 5 % loyer an.
CSI: 01-45-44-12-80

Particulier loue charmant 2 p.
meublé, décoré, kitch. compl.
Pet. s.d.b., w.c. Très calme, clair,
asc., tél., interph., cave, toute
vuisselle et accessoires. 4 000 F cc.
Tél. soir 01-42-80-04-77 pour visite

Métro Ségur
Chambre ensolée,
équipée et meublée
7^e étage, ascenseur,
Kitchenette, douche, w.c.
Branchement tél., câble.
2 800 FF cc. Part a part.
01-45-67-82-61

Chaque semaine retrouvez
notre rubrique

IMMOBILIER

PROFESSIONNELS :
130 F HT la ligne

PARTICULIERS :
LOCATION
603 F TTC 5 lignes

2 parutions

VENTE

904 F TTC 5 lignes
3 parutions

Pour vos annonces
contactez le :

01 44 43 77 40

Paiement possible
par carte bleue

Dernier délai : mardi, 12 heures

POISSY
AV. DES URSLINES
Résidence 1982 en plein
centre entre maine et le
marché avec balcon, cave,
chauf. et eau chaude
collectifs
- 3 P de 68 m² et 72 m²
4 400 à 4 835 F, ch.
comprises.
- 4 P de 81 m² de 5 050 à
5 071 F, ch. comprises.
AGIFRANCE 01-30-74-32-14.

95 SAINNOIS. Studio
25 m², 50 m du RER,
4^e étg., entièrement neuf,
proximité commerces.
2 700 F cc. 01-39-61-20-66

ROCCOUCOURT
Beau studio 45 m² t.-d.-c.
3 690 F ch. comp. com.
2 207 F

**2 P 66 m² t.-de-c., cave et
park. 5 555 F ch. comp.
com.: 3 331 F.**
CACHAN. Mairie
Dens hôtel part., appt 126 m²,
sél., 60 m² avec veranda,
2 ch., s.-d'eau, sdb, cuis.
aménag. Loyer 10 000 F
C.S.M. 01-43-86-04-10

SAINT-MAUR 5^e RER
Studio 20 m², coin cuis. équip.,
s. de baign. wc, parking.
Loyer 2 400 F C.S.M. 01-43-86-04-10

MEUDON Bas, route GARDES.
Duplex 130 m², dem. étg, vue
imprenable, calme, soleil,
séjour 45 m², dble expo, 2 sdb,
12 000 F cc. 01-89-07-79-46

**2 P 85 m² r.-de-c. Cave et
park. 5 474 F ch. comp.
com.: 3 224 F.**

AGIFRANCE 01-39-55-67-21.
Chambre ensolée,
équipée et meublée

**7^e étg, asc., kitchenette,
dche, wc, branchement tél.,
cable. 2 800 F TTC. Part. à part.
01-45-67-82-61**

DEMANDES

EMBASSY SERVICE
43, avenue Marceau, 75116
Rech. pour CLIENTS
ETRANGERS APPTS HAUT
DE GAMME HOTEL
PARTICULIER
et VILLAS OUEST PARIS
VIDES et MEUBLES
GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-05

MASTER GROUP
47, rue Vanneau, 75007 Paris,
rech. appts vides ou
meublés,
tous surfaces pour
CADRES BANQUES ET
GRANDES SOCIÉTÉS
Tél. 01-42-22-98-70

ENTREZ DANS LE MONDE DE SIRIUS VIVEZ DANS UN ESPACE DE LUMIÈRE



UN IMMEUBLE ENTièrement RÉNOVÉ
DE 6 900 M²

COMMERCIALISATION

Bourdais
CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Tél.: 01-40-76-31-76 Fax: 01-49-59-98-10

**Jones Lang
Wootton**

Tél.: 01-43-43-60-61 Fax: 01-43-45-21-55

LA ROCHELLE

Profitez des
mesures de
défiscalisation

PLEIN SUD FACE À LA MER
PORTE OCEANE

Du studio au 5 pièces
visite des appartements
tous les jours

17087 La Rochelle - cedex 02

Je désire recevoir une documentation :

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____

05 46 45 01 01
BP 1004

AUJOURD'HUI

SCIENCES

VOLCANOLOGIE L'inondation prédite par des experts après l'éruption du volcan islandais Grimsvötn a débuté mardi 5 novembre, plus tardive, mais aussi plus forte

que prévu. ● LE LAC sous-glaciaire de plusieurs milliards de mètres cubes d'eau a fini par déborder avec violence, la chaleur résiduelle de l'éruption continuant à faire fondre

la glace du glacier Vatnajökull. ● PLUSIEURS PONTS ont été coupés, ainsi que la route qui fait le tour de l'île, forçant une partie de la population à un détour de 1 000 kilomètres

pour rejoindre la capitale, Reykjavik. ● PERSONNE n'est menacé, dans cette région déserte, par les torrents boueux, charriant des icebergs grisâtres, qui déferlent vers la mer. Les

pêcheurs ont été priés de s'éloigner de la zone où les eaux se déversent dans la mer. ● LES EXPERTS sont partagés sur l'éventualité d'une nouvelle éruption après la débâcle.

La débâcle du « glacier de feu » islandais Vatnajökull a commencé

L'inondation, prédite par de nombreux experts après l'éruption du volcan Grimsvötn, début octobre, survient plus tardivement que prévu. Mais elle s'est produite avec une violence inattendue, jusqu'à atteindre un débit de 40 000 mètres cubes par seconde

REYKJAVIK

de notre correspondant
La débâcle du glacier Vatnajökull a enfin débuté, mardi 5 novembre, mettant fin à une énigme et à une longue attente. L'éruption d'un volcan, début octobre, sous ce glacier de 8 000 kilomètres carrés, grand comme la Corse, avait provoqué une bulle d'eau de plusieurs milliards de mètres cubes. Cette eau s'écoulait sous la glace vers un ancien cratère devenu lac, le lac Grimsvötn, invisible à l'œil nu et recouvert lui-même par une couche de glace épaisse de 450 mètres (Le Monde du 23 octobre). Le volcan avait cessé son activité, mais la chaleur qu'il continuait de dégager faisait toujours fondre la glace. La débâcle prévue dans les trois jours s'est fait attendre un mois de plus.

La faille en éruption avait d'abord percé des cheminées dans la glace. Un affaissement suivit et, après fonte totale de la glace au-dessus de l'éruption, une rivière à ciel ouvert, perpendiculaire aux crevasses du glacier, descendait jusqu'au lac Grimsvötn. Le cratère a donné naissance à une nouvelle montagne de cendres qui n'a toujours pas reçu de nom.

Malgré la pression de plusieurs milliards de mètres cubes d'eau supplémentaires, l'eau du lac n'est pas parvenue pendant un mois à se frayer un chemin entre moraines et calottes glaciaires. La cote 1 500 mètres fut atteinte, jugée maximale; puis la cote 1 509, trois jours avant la crue. Une vague dé-

ferlante de quatre mètres de hauteur a surpris, mardi, sur la route nationale qui traverse les sables noirs de la côte sud du pays, un unique véhicule dont le conducteur a pu sortir sain et sauf. L'eau s'écoule dans quatre lits improvisés sur les sables volcaniques qui se divisent et se rejoignent en tassant mille affluents jusqu'à la mer. Boueuse et épaisse, elle charrie avec elle des icebergs qui, loin d'avoir la blancheur des crevasses du glacier, sont comme des grumeaux noirs sur le brouet de la débâcle.

Le débit a été « multiplié par cent » durant les deux premières heures de la crue et pourrait atteindre 40 à 50 000 mètres cubes par seconde dans les prochains jours, provoquant de désastreuses inondations et menaçant la route côtière, des ponts et des lignes

électriques, indiquait l'hydrologue Ami Snorrason, à la radio islandaise mardi 5 novembre.

Tgudunnur Sigvaldason, directeur de l'institut géothermique d'Islande, était cependant moins alarmiste. Selon lui, tout dépendra de l'évolution de la crue. « Si la montée des eaux se fait à un rythme régulier, le pire pourra être évité », a-t-il affirmé. L'eau du lac devrait, selon le scénario des crues précédentes, élargir progressivement le couloir qu'elle s'est frayé sous la glace. Le débit de la débâcle devrait, selon les spécialistes, augmenter progressivement pour atteindre son maximum vendredi.

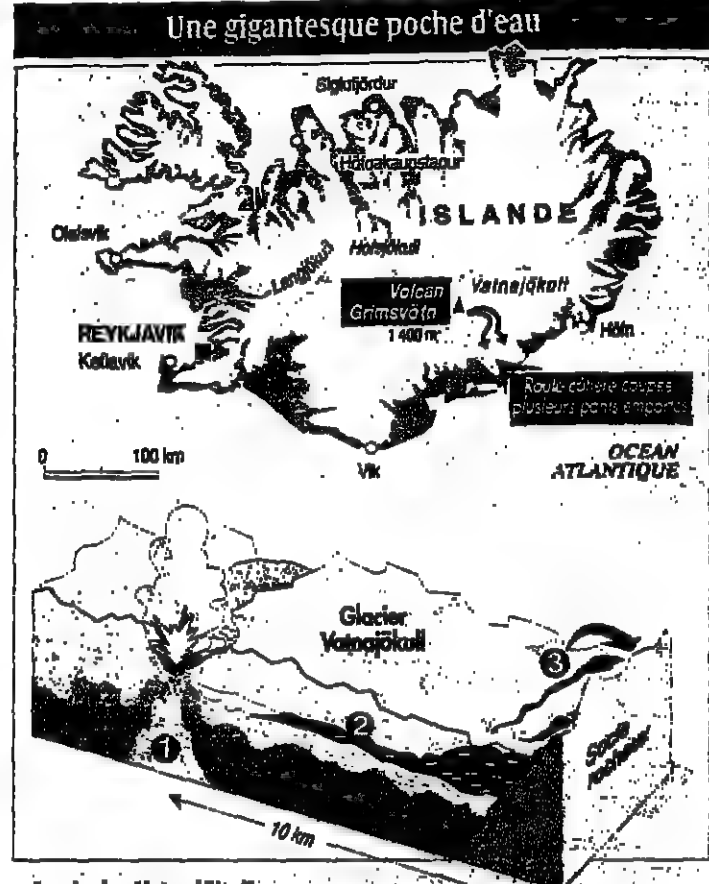
NOUVELLE ÉRUPTION ?

Mardi, les ponts, rapidement submergés par un débit estimé à 30 000 mètres cubes par seconde, résistaient encore sur leurs piles,

mais avaient déjà rendu leur tablier, judicieusement construits en bois dans l'attente d'un sort funeste. De la route qui les reliait, il ne reste que des tronçons d'asphalte. L'Islande n'a plus de route circulaire, revanche des forces telluriques dans une île dont on ne peut faire le tour que depuis l'inauguration de quatre ponts sur la route longeant la côte sud, en 1974. Aujourd'hui, la population résidant à l'est de la crue est contrainte de faire un détour de 1 000 kilomètres par la côte nord pour rejoindre Reykjavik, car aucune route ne traverse le pays par le centre. Les pêcheurs ont été priés de s'éloigner de la zone où les eaux se déversent. Chargées de boue, les eaux de la débâcle tombent au fond de la mer et créent des courants inhabituels qui pourraient être fatals aux chalutiers.

Les Islandais, atterrés par l'importance des dégâts (plusieurs centaines de millions de francs) se sentaient pourtant presque soulagés mardi. La crue, plus forte que prévu, devrait également être de plus courte durée. Mais les dimensions de la poche d'eau du lac Grimsvötn demeurent inconnues. Une nouvelle éruption se produira-t-elle au terme de la débâcle ? C'était la théorie du géologue Sigurdur Thorsinn qui liait les éruptions sous-glaciaires du Vatnajökull aux vidanges du lac Grimsvötn. Mais les hydrologues ne partagent pas cette opinion.

Gérard Lemaquis

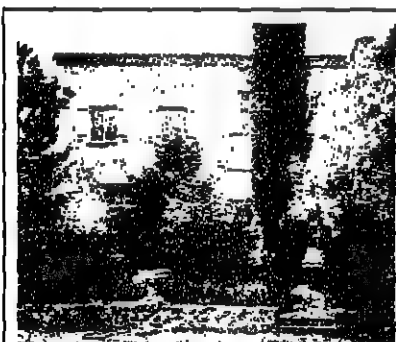


Le glacier Vatnajökull recouvre au moins trois centres volcaniques reliés par des fissures. ① L'éruption s'est produite sur l'une d'elles. ② Au contact de la lave chaude, la glace fond, formant un lac sous-glaciaire. ③ Les eaux débordent aujourd'hui et se précipitent dans la mer à raison de plusieurs milliers de m³ par seconde.

Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

PRESTIGE ET CARACTÈRE



PROCHE VILAIN-LA-ROMAINE "EXCLUSIVITÉ"

Maison de Village en pierres rest., SH 140 m², dép. 300 m², salon route 40 m², cuisine, séjour 35 m², cuis., 2 chbr., lingerie, sds, sds, remise, garage, pommier 140 m², jardin clos et arboré 500 m², terrasse.

Belle affaire.

Ref. 723 - Prix : 890 000 francs.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER

12, cours Taillagan - 84110 Vaison-la-Romaine

Tél. 04.90.28.82.83 - Fax 04.90.26.23.62



LE VÉSINET situation exceptionnelle très résidentielle

Belle demeure classique. Comprendant une réception de 47 m², 6 chambres, 2 bains, cuisine, office, garage. Elevée sur un beau jardin clos de 1,000 m².

Ref. D 2329.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

AGENCE DE LA TERRASSE

45, boulevard Carnot - 78110 Le Vésinet

Tél. 01.30.15.67.00 - 01.34.80.19.59



UNE ABBAYE EN SUISSE NORMANDE

Une histoire qui commence vers 1130. Une en œuvre à poursuivre. ISMH 2° prix chef d'œuvre en 1970. Porterie, tour, salle capitulaire XIII-XIV s. Jardin médiéval fortifié classé MH. Labyrinthe 750 m² : buis et ifs, pépinière de buis, muscadier, d'angis, terre : 20 à 70 ha. 400 m² habitables.

Lumière Architecte.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

ABBAYE DE PLESSIS-GRIMOUULT

14770 Saint-Jean-le-Blanc

Tél. 02.31.35.20.70



PROVENCE SITE CLASSÉ - 5 km de GORDES

35 km d'Arles (gare TGV), magnifique région Luberon, proximité nombreux sites naturels et historiques renommés, point culminant d'un authentique village provençal : maison 18° siècle, entièrement restaurée, prestations luxueuses, 240 m², vaste salon-salle à manger avec cheminée, belle pièce 30 m² (cheminée), 3 chambres et salles de bains. Loggia et terrasse avec vue panoramique. Calme, détente, loisirs culturels et sportifs variés. 1.520.000 FF.

Propriétaire

01.44.11.32.29 et 01.47.05.42.62 (répondeur), fax : 01.44.11.32.35



SITUÉE AU VÉSINET

Cette propriété, d'une architecture récente, reste malgré tout classique. Par son environnement particulièrement calme, elle est une résidence idéale. A quelques minutes du centre de Paris. D'une surface habitable de 300 m² plus salle de jeux, garage, etc. elle est construite sur un beau jardin de 1.500 m².

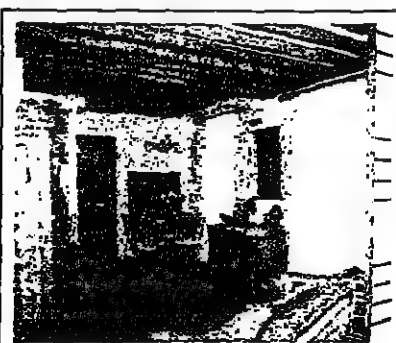
Réf. D 1774.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

AGENCE DE LA TERRASSE

45, boulevard Carnot - 78110 Le Vésinet

Tél. 01.30.15.67.00 - 01.34.80.19.59



AVENDRE PARIS 4°

Rue Casier, près de la Bastille entre la rue Saint-Antoine et le pont Henri IV. Un pied-à-terre de caractère. Appartements 2 pièces principales, cuisine, cuisine équipée, bords, WC, placards, cheminée, poutres et pierres apparentes. Sur cour calme.

Prix : 340 000 francs.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

A.J.M. Immobilier

23, bd Henri IV - 75004 Paris

Tél. 01.53.01.95.01

Fax 01.53.01.99.00



DRÔME PROVENÇALE

Très belle propriété de caractère en pierres. SH 400 m², dépendances, cuisine équipée, séjour, salon-chimney, bureau 3 chambres, 3 sds, 2 sds, cave garage, parc 7 000 m², piscine, pool house. Vue.

Très belle affaire.

Réf. 966 - Prix : 4 000 000 francs.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER

12, cours Taillagan - 84110 Vaison-la-Romaine

Tél. 04.90.28.82.83 - Fax 04.90.26.23.62



6° ODÉON

Appartement de réception. Grand standing 250 m² 2 ou 3 chambres avec sds. 4,30 m de hauteur sous plafond. 2 entrées Refait neuf Epoque Louis XIV. Cuisine Poggenpohl (nouveau) Parking compris.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

AGENCE SAINT-LOUIS EN L'ÎLE

10, rue Boutarel - 75004 Paris

Tél. 01.43.29.30.00 - Fax 01.43.29.62.37



EN PROVENCE

Très belle propriété, comprenant Mas restauré 240 m² + Maison d'ami 160 m², 7 chambres, mezzanines, 5 sds, 2 sds, sur 2,5 ha de beau terrain arboré, piscine 15 x 6, terrasse, serre, puits, source, VUE PANORAMIQUE.

Très bel environnement. Nombreuses possibilités.

Réf. 960 - Prix : Nous consulter.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER

12, cours Taillagan - 84110 Vaison-la-Romaine

Tél. 04.90.28.82.83 - Fax 04.90.26.23.62



BORDS DE SEINE - RARE ÎLE SAINT-GERMAIN

230 m² sur 630 m² de terrain. Grands volumes. Travaux. Jardin arboré.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

FONTGALLAND ET ANDRÉ TRANSACTIONS

97, rue Pierre-Poll - Ile Saint-Germain

92130 Issy-les-Moulineaux

Tél. 01.46.45.81.11

Fax 01.46.45.81.07

مكتبة الامم المتحدة

Trois sondes spatiales partent explorer la planète Mars

Quelques semaines après l'ouverture d'un débat sur l'existence d'une forme de vie passée sur la « planète rouge », les Etats-Unis et la Russie entament en association avec une vingtaine de pays de puissantes campagnes d'exploration

Jamais, ces dernières années, l'exploration planétaire n'avait connu pareille activité. En moins d'un mois, trois missions vont s'envoler vers Mars. Deux sont américaines : Mars Global Surveyor, chargée de cartographie

la « planète rouge », et Mars Pathfinder, conçue pour se poser en douceur dans une vallée martienne. Un robot automatique à six roues, Sojourner, précurseur des futurs grands robots martiens, devrait être déposé

sur Mars à cette occasion. Une troisième sonde, Mars 96, conçue par les Russes, les Français et les Allemands, et à laquelle participent une vingtaine de pays, devrait donner lieu à la mise en orbite d'une sonde et

au largage de deux stations et de deux pénétrateurs sur le sol martien. Ce feu d'artifice ne devrait pas s'arrêter là : d'ici à 2005, Mars pourrait accueillir cinq ou six sondes nouvelles, pour la plupart américaines.

N'EN DÉPLAISE aux astronomes, novembre et décembre seront indiscutablement sous le signe de Mars. En moins d'un mois, les Américains et les Russes, en coopération avec une vingtaine d'autres pays dont la France, vont lancer trois engins spatiaux à la conquête de la « planète rouge ». Et ce n'est pas tout : les projets martiens se multiplient pour la prochaine décennie. Les Japonais devraient lancer le leur l'an prochain, et la NASA, qui a reçu des assurances budgétaires sur cette longue période, devrait multiplier les vols, seule ou en association avec les Russes et les autres Européens.

Le coup d'envoi de cette formidable campagne d'exploration planétaire a débuté le 6 novembre par l'envoi, de Cap Canaveral (Floride), de la sonde américaine Mars Global Surveyor. Un engin d'un peu plus d'une tonne dont la NASA attend beaucoup dans la mesure où il doit répéter la mission de cartographie de haute précision que Mars Observer aurait dû accomplir en août 1993. Malheureusement, deux jours seulement avant sa mise en orbite autour de la « planète rouge », cet engin de près de 6 milliards de francs (980 millions de dollars) avait, pour des raisons inconnues, rompu tout contact avec la Terre.

Mars Global Surveyor a pour mission d'effacer ce camouflet, essayé par les Américains après une trop longue série d'échecs ou de déceptions. Le 10 septembre 1997,

la sonde américaine devrait, au terme d'un voyage interplanétaire de dix mois et d'une série de manœuvres acrobatiques, se mettre en orbite polaire autour de Mars à une altitude de 378 kilomètres. Puis, au début de 1998, elle commencera une cartographie précise à quelques dizaines de mètres de la surface de la planète. Cette opération est censée durer 687 jours, soit l'équivalent d'une année martienne. Et ce, pour le prix modeste de 154 millions de dollars (770 millions de francs), dont 54 millions de dollars pour la sonde elle-même, construite par Lockheed Martin.

COUPES BUDGÉTAIRES

Volcans, canyons, vallées puissamment sculptées, anciens lits de rivières, fonds de lacs et d'océans seront donc minutieusement observés, deux ans durant, pour mieux comprendre le surprenant contraste entre un hémisphère Nord plutôt jeune et un hémisphère Sud de quelques centaines de millions d'années son aîné. Quelle est l'épaisseur de la croûte du sol martien ? Quelle est la structure du manteau ? Le noyau de la planète est-il liquide ou solide ? Or, est passée l'ère qui a modelé les reliefs qui nous ont été révélés par plus de trente ans d'explorations – et de nombreux échecs – menés par les Russes et les Américains ? Mars est-elle protégée, comme la Terre, par un champ magnétique ? Mais la grande question qui passionne tout le monde et permet à la NASA de faire mousser ses programmes auprès de politiciens moins enthousiastes que n'importe quel scientifique, c'est celle de l'existence ou non d'une forme de vie passée sur ce monde désert à l'atmo-

sphère ténu. En 1976, les sondes américaines Viking, envoyées à grand renfort de dollars, n'ont pu répondre. Et la découverte, contestée, de traces de vie sur une météorite d'origine martienne (ALH 84001) annoncée récemment n'a guère fait qu'ajouter à la confusion.

Mars Global Surveyor éclairera-t-elle le sujet d'un jour nouveau ? Certainement pas. Mais elle devrait, par sa mission, préciser les connaissances et préparer le terrain, d'abord pour les deux missions franco-russes et américaine qui vont la suivre dans les prochaines semaines, puis pour celle qui pourrait conduire, en 2005, les Russes, les autres Européens et les Américains à ramener sur Terre, deux ans plus tard, des échantillons de sol martien (Le Monde du 15 août).

La première de ces deux missions, Mars 96, devrait s'envoler le 16 novembre de la base de Baïkonour (Kazakhstan). Le départ de cette sonde franco-russe de

6,5 tonnes est presque un miracle. Lancé à la fin des années 80, ce programme d'exploration de la « planète rouge » a vu, avec l'explosion du bloc soviétique, son calendrier glisser dangereusement et son contenu perdre de ses ambitions. Des deux sondes prévues à l'origine, il n'en reste qu'une aujourd'hui. Les ballons qui devaient être largués dans l'atmosphère martienne et la petite jeep automatique Marsokhod que Français et Russes préparaient ensemble ont été aussi abandonnés, faute de moyens.

Malgré cela, Mars 96 n'est nullement une mission au rabais. La participation d'une vingtaine de pays aux expériences en témoigne, notamment celles de l'Allemagne et de la France, gros contributeurs de ce programme d'environ 57 millions de dollars. Le Centre national d'études spatiales (CNES) a d'ailleurs consacré quelque 230 millions de francs, aux onze expériences réalisées par les laboratoires scientifiques français.

Chroniques anciennes

Depuis octobre 1960, date de la première tentative du survol de Mars, une trentaine de sondes automatiques ont tenté de lever le voile sur les nombreux mystères de la planète rouge. Dix-sept – russes pour la plupart – ont échoué. Certaines ont connu des succès. D'autres, comme les missions américaines Viking en 1976, ont été des réussites totales sans que soient pour autant apportées les preuves de l'existence d'une vie sur Mars. D'autres enfin, comme les Mars-2 et Mars-3 russes, auraient été des premières si le robot d'exploration qu'elles portaient avait pu accomplir sa mission, vingt-cinq ans avant le Sojourner américain que la sonde Pathfinder devait déposer sur le sol martien le 4 juillet prochain.

D'autres missions vont suivre, japonaise et américaine, en coopération avec les Russes et les Européens. La NASA pourrait d'ailleurs lancer une mission vers Mars tous les vingt-cinq mois. Mais à la condition expresse que ces programmes répondent aux critères incontournables du « smaller, faster, cheaper » (« plus petit, plus rapide, plus économique ») apprécié des politiques américains.

Sont bien sûr au menu de cette campagne d'un an – voire deux – l'étude de l'atmosphère et celle de son interaction avec la surface et le milieu planétaire, la cartographie géologique et minéralogique de la planète ainsi que la description de son champ magnétique.

ROBOT EXPLORATEUR

Pour mener à bien ces observations, la sonde se placera le 12 septembre 1997 sur une orbite elliptique (300 km x 52 000 km) autour de Mars. Mais, quatre jours auparavant, elle aura largué deux petites stations de 87 kilos chacune, dérivées des fameux Luna mis en œuvre dans les années 60 par les Russes lors de la conquête lunaire. Ces « roses » à quatre pétales se poseront en douceur, probablement dans les régions d'Amazonis Planitia et d'Olympus Mons, l'un des formidables volcans de Mars. En outre, deux pénétrateurs de 126 kilos chacun seront largués par la sonde en orbite, pour s'enfoncer de plusieurs mètres dans le sol martien.

Mais ce n'est pas tout. Le 2 décembre, les Américains lanceront une seconde sonde vers Mars. Baptisée Mars Pathfinder, cet engin de 880 kilos, dont la mission a coûté quelque 195 millions de dollars, devrait conduire à l'atterrissage, le 4 juillet 1997, d'un « lander » d'environ 260 kilos dans la région d'Areæ Vallis, à 850 kilomètres au sud-est de la zone où la première des deux sondes Viking s'était posée voilà vingt ans. Avec, pour clôturer le spectacle, la dépose sur le sol d'un petit robot à six roues et de 16 kilos, Sojourner, qui, une semaine durant, jouera les explorateurs.

Jean-François Augereau

Des archéologues amateurs

« redécouvrent »

l'Alexandrie de Cléopâtre

LE CAIRE

de notre correspondant

Trouvez un mécène généreux, choisissez un site archéologique connu mais d'accès difficile, dressez-en une carte précise, rédigez un communiqué de presse ambigu, faites venir les journalistes en charter, et vous avez fait une spectaculaire « redécouverte ». C'est pratiquement ce qui vient de se passer en début de semaine à Alexandrie, quand Franck Goddio, qui se présente comme « un passionné d'archéologie sous-marine », a distribué un communiqué de presse ayant pour titre : « Deux mille ans après, on a redécouvert, à Alexandrie, la cité royale des Ptolémées ».

L'emplacement de cette cité, contrairement à la légendaire Atlantide, était connu, à des détails près, par les archéologues, grâce aux descriptions des historiens de l'Antiquité. Même les baigneurs pouvaient, avant que la pollution n'ait réduit la transparence de l'eau dans le port est, apercevoir des bouts de colonnes gisant sous la mer. Toutefois, surtout faute de moyens financiers et technologiques, nul n'avait dressé de carte de cette partie de la ville qui avait été engloutie par la mer à la suite d'un raz-de-marée au IV^e siècle. A ce moment, les bâtiments du quartier royal n'avaient sans doute qu'assez peu à voir avec l'Alexandrie de Cléopâtre, morte quatre siècles plus tôt.

EFFET D'ANNONCE

Franck Goddio, qui avait déjà à son crédit l'invention du galleon espagnol *San Diego*, retrouvé au large des Philippines, a réalisé ce qui manquait aux archéologues : une carte précise de la partie engloutie d'Alexandrie. Cette mission, qui a nécessité la présence durant quatre mois d'une équipe de seize plongeurs (1 000 plongées) équipés de GPS (positionneur par satellite) et d'un matériel coûteux, a été financée par une fondation dépendant d'un groupe industriel du Liechtenstein. Ces travaux ont aussi permis de découvrir colonnes, statues, chapiteaux, blocs monumentaux, amphores, sphinx, restes de pavage et de digues. Toutefois, l'équipe de plongeurs de Franck Goddio ne comprenait pas d'archéologues de renom ou expérimentés.

« Parmi les nombreux vestiges découverts doivent, selon les textes, se trouver entre autres l'île d'Antirrhodos, avec le palais de Cléopâtre, le Timonium, palais-sanctuaire de Marc Antoine, le port royal des galères et le temple de Poséidon », affirme le communiqué de presse. L'ambiguïté de cette phrase – il y a loin entre « doivent, selon les textes, se trouver » et « se trouve » – a poussé des médias avides de scoop à franchir le pas et à parler de « la découverte du palais de Cléopâtre ».

Or, aucune preuve matérielle, que ce soit une inscription ou une statue de la reine, n'a été fournie pour confirmer une éventuelle découverte. Cela n'a pas empêché un journal anglais d'aller encore plus loin en annonçant la découverte par l'Institut européen d'archéologie sous-marine, fondé par Goddio, de « ce qui pourrait être le tombeau de Cléopâtre ou d'Alexandre le Grand ». Une hypothèse qui rappelle fâcheusement la prétendue « découverte du tombeau d'Alexandre » dans l'oasis de Siwa (Le Monde du 7 février 1995) par une archéologue amateur grecque.

Si les responsables du service égyptien des antiquités d'Alexandrie sont satisfaits de l'effet d'annonce, qui, espèrent-ils, fera oublier le fait que certains d'entre eux ont été accusés de vouloir construire des résidences secondaires sur un terrain classé, les archéologues indépendants refusent de commenter les déclarations de Goddio. Ils estiment ne pas disposer des éléments nécessaires pour porter un jugement.

Alexandre Bucchiati

Les missions

● **Mars Global Surveyor** : cette sonde d'environ 1 tonne décollera le 6 novembre de Cap Canaveral (Floride). Elle se mettra en orbite autour de Mars pour la cartographie le 10 septembre 1997. Coût du programme : 154 millions de dollars.

● **Mars 96** : vingt pays, dont la France et l'Allemagne, ont participé à l'élaboration des expériences de cette sonde russe de 6,5 tonnes qui décollera le 16 novembre. Elle se mettra en orbite martienne le 16 septembre 1997 et larguera sur Mars deux petites stations et deux pénétrateurs. Coût du projet : 57 millions de dollars.

● **Mars Pathfinder** : cette sonde américaine partira la dernière, le 4 juillet 1997, elle devrait se poser en douceur sur le sol martien et déposer un petit robot à six roues, Sojourner. Coût de la mission : 195 millions de dollars.

Les indices douteux d'une vie insaisissable

LES CHERCHEURS de la Nasa ont-ils, oui ou non, aperçu des fossiles d'organismes martiens sous leur microscope ? Annoncée en plein mois d'août, la nouvelle avait fait sensation. « Quelque chose ressemblant à certaines formes de bactéries filamenteuses fossiles » avait été détecté sur une météorite d'origine martienne. L'analyse physico-chimique d'une fine tranche de ce caillou – baptisé ALH84001 – offrait un « faisceau d'indices » qui, soulignait en particulier Daniel Goldin, le patron de la Nasa, « tendrait à indiquer qu'une forme de vie microscopique peut avoir existé sur Mars il y a plus de trois milliards d'années » (Le Monde du 8 août).

Hélas ! Une fois publiée, l'étude suscita la déception – voire la désapprobation – de nombreux d'exobiologistes (spécialistes de la re-

cherche de vie extraterrestre) qui, depuis vingt ans, cherchent à prouver que des micro-organismes ont peuplé jadis la « planète rouge ». Ces « indices », s'ils pouvaient, certes, témoigner éventuellement d'une activité biologique passée, pouvaient aussi avoir une explication purement chimique ou minérale.

« ALORS DE CHOIX »

Bref, le doute subsiste. Les « fossiles » que les chercheurs américains croyaient avoir vu ressembler vaguement à des cyanobactéries filamenteuses sont tout d'abord les fameuses « algues bleues » microscopiques, organismes fossiles les plus anciens jamais trouvés sur Terre. Or la vie est probablement apparue, il y a trois ou quatre milliards d'années, en même temps sur la Terre et sur Mars.

L'assèchement de cette dernière aurait entraîné la mort rapide des premiers organismes, et Mars pourrait donc constituer « un arrêt sur image » de la Terre biologique primitive. Les trois engins lancés ces prochaines semaines permettront-ils enfin de vérifier ce scénario séduisant ? Sans doute pas. La plupart des spécialistes estiment aujourd'hui que les fossiles de bactéries, s'ils existent, sont enfouis à une dizaine de mètres sous le sol martien. Hors de portée, donc des « pénétrateurs » de Mars 96. « L'exobiologie m'intéresse pas vraiment les ingénieurs, déplore un spécialiste français de cette spécialité. Mais elle a toujours constitué un alibi de choix pour le financement des missions martiennes ».

J.-P. D.

L'Agence française de l'espace redéfinit sa stratégie

Le CNES veut résoudre la crise existentielle qu'il traverse depuis l'échec d'Ariane-5 en juin dernier

TROUVER SES « MARQUES » dans un domaine en pleine évolution, au moment précis où quelques erreurs et un échec retentissant ont sérieusement détérioré son image auprès du gouvernement, du public et de partenaires industriels : telle est la tâche que le Centre national d'études spatiales (CNES) espère mener à bien avec le « plan stratégique » rendu public mercredi 6 novembre, à Paris.

L'explosion, le 4 juin, du premier exemplaire d'Ariane-5 quarante secondes après son décollage a servi de révélateur à un malaise qui couvait depuis longtemps. L'échec – les experts l'ont su très vite – est le résultat d'une négligence dans l'adaptation du logiciel de vol d'Ariane-4 au nouveau lanceur européen.

Pour l'Agence française de l'espace, cet échec ne pouvait tomber plus mal. L'abandon du projet de navette spatiale Hémière, il y a quelques années, avait déjà ébranlé le moral d'une partie de ses équipes. Les affrontements lors de la dernière conférence spatiale européenne, tenue à Toulouse en octobre 1995, n'ont guère amélioré les choses. La France, longtemps locomotive de la politique spatiale européenne, a dû se plier au jeu des concessions pour éviter la rupture.

De tout cela ressort une évidence : les grands programmes sont désormais gérés au niveau européen. Pour le reste, c'est l'aspect commercial qui prime. L'ère des télécommunications-reines et du multimédia a fait entrer définitivement l'espace dans notre vie quotidienne. Avec pour corollaire une montée en puissance des financements privés et donc de l'appétit des industriels.

Redresser la barre, traiter d'urgence cette crise existentielle : telle est la première mission à laquelle le nouveau président du CNES, Alain Bensoussan, s'est attaché. Le plan stratégique, qu'il a lancé dès sa nomination, en février, à deux objectifs.

« Il fallait, d'une part, expliquer un collaborateur de François Fillon, ministre chargé de l'espace, assurer la réconciliation interne autour des grands axes de la politique gouvernementale ; mieux intégrer le CNES dans un cadre européen face à l'europlanisation progressive des programmes. Il fallait aussi préciser les méthodes de travail, notamment vis-à-vis des industriels et trouver avec ces derniers un nouveau système de relations fondé sur la notion de partenariat ».

Cette tâche délicate fut menée en

étroite concertation avec le personnel et les partenaires, soulignant au CNES. Un questionnaire fut envoyé aux 2 500 salariés (800 y ont répondu). Quarante « interviews » ont été menées auprès des partenaires (industriels et grandes agences) pour recueillir leurs critiques.

Cette restructuration contribuera à éclaircir les relations parfois orageuses entre le Centre et les industriels

Parallèlement, 120 experts ont travaillé au sein de sept « ateliers » sur les grands thèmes repérés dans le plan : lanceurs, programmes scientifiques, missions humaines, coûts, etc.

Le document rendu public mercredi (il avait été communiqué auparavant au personnel et aux partenaires) commence par dresser le tableau d'un « contexte en évolu-

tion » et par réaffirmer les « valeurs à partager ». L'« identité » du CNES doit s'affirmer autour de trois axes : la mise en œuvre de la politique spatiale française, un rôle d'animation et de catalyse des initiatives et « une action dans la recherche, la technologie et le développement des activités spatiales ». Les grands domaines d'action seront maintenus : lanceurs, bien sûr, science spatiale, observation de la Terre, télécommunications, mais aussi missions habitées, pour lesquelles est mis en exergue « un impératif de maîtrise des coûts ».

Ces préalables posés, le nœud du problème peut enfin être abordé : les « nouvelles relations » avec les partenaires. Avec l'Agence spatiale européenne (ESA), « cadre naturel » pour des projets « à vocation mondiale », le CNES doit « mettre en place un véritable partenariat équilibré ». Mais il n'en développera pas moins des relations bilatérales avec les Etats-Unis, la Russie et le Japon. Au plan national, le CNES devra « resserrer ses liens » avec la défense pour la mise en œuvre du programme spatial militaire. « Les compétences du CNES sont là, il ne serait pas opportun d'en développer ailleurs », souligne Jean-Yves Le Gall, directeur chargé de

l'élaboration du plan stratégique au CNES.

Sur les rapports avec l'industrie, rebaptisés « partenariat », le ministère comme la direction du CNES ont tenu à rassurer les industriels, inquiets de l'hégémonie dont pourrait faire preuve un CNES revivifié.

« Notre rôle est de les aider à développer le mieux possible de nouveaux produits, de leur servir d'appui technique ; pas de leur disputer les marchés », souligne Jean-Yves Le Gall. Il ne faut pas oublier que 90 % de notre budget leur sont redistribués sous forme de contrats.

Au-delà de cette position de principe, la restructuration du CNES, qui devrait être annoncée dans les prochaines semaines, contribuera aussi à éclaircir les relations parfois orageuses entre le centre et les industriels. Ces derniers pourront désormais s'adresser à des interlocuteurs bien définis dans chaque domaine-clé grâce à un redécoupage de la direction des programmes. Par ailleurs, expliquet-on au gouvernement, Aérospatiale verra son autorité d'architecte industriel du programme Ariane renforcée, retrouvant ainsi « un vrai rôle d'interlocuteur face au CNES ».

Jean-Paul Dufour

L'incertain destin de Trieste

Face à Venise, la cité située sur les bords de l'Adriatique pourrait devenir une capitale régionale : elle a des racines multiculturelles, une identité italienne et un avenir européen

TRIESTE
de notre envoyée spéciale
Méduse, et fière de l'être. Italo-autrichienne avec blondeurs slaves, teint clair, yeux bleus d'Europe centrale et le plus bel accent italien. Car sa situation géographique – sur les contreforts des Alpes, au bord de l'Adriatique, au long d'un golfe à rendre jaloux Naples – en a attiré plus d'un. Les doges ont oublié ici quelques arcs vénitiens, les Byzantins des bouts de basiliques. Vienne, classique et bavarde, lui a donné son architecture et ses cafés. L'Italie, l'indépendance.

Richesse de ces apports, elle reste déchirée et un peu nostalgique, à l'instar des villes chamarières qui ne savent plus où elles en sont à force de claquer à tous les vents de l'Histoire. Pourtant, elle ne manque pas d'atouts : une posi-

tion au carrefour de trois cultures – vénitienne sur la côte, slave sur le plateau karstique, autrichienne dans la ville même – une identité forte, comme toutes les zones frontalières à l'écart des routes. Et, confrontée à ce qui pourrait s'apparenter à un déclin, un avenir européen. Elle compte beaucoup sur l'autoroute Trieste-Ljubljana, qui devrait ouvrir prochainement, pour lui rendre sa place de porte entre l'Orient et l'Occident. Une façon de revenir vers cette Mitteleuropa qui la nourrit pendant plus de cinq siècles.

PERSPECTIVES

L'impératrice Marie-Thérèse fut son architecte. Dans cette ville où l'on tend des cordages en hiver pour que les gens s'y agrippent quand souffle la bora, un vent

violent venu de l'est, il faut, comme dans les métropoles d'Europe centrale, lever les yeux vers les statues scandant les toits, les dômes verts et les hauts lampadaires de la piazza Unità d'Italia.

C'est la plus grande de ce pays, ouverte sur la mer, ce qui élargit les perspectives. Tout ce qui compte comme palais y est rassemblée, dont l'élegant Hôtel Duca d'Aosta et le palais du Lloyd Triestino du balcon duquel fut proclamée l'union de Trieste à l'Italie. En remontant le long du port, voici l'unique canal de la ville. La municipalité veut le combler pour en faire un parking. Un référendum trancha : canal, si ; garage, no.

De Venise, l'arrivée sur Trieste, par une route ombragée de grands arbres, parfois taillée dans le karst blanc, est spectaculaire. La voie maritime ne doit pas l'être moins. Trieste devint port franc en 1719, par décret de Charles VI, le père de Marie-Thérèse. Décision très pragmatique car c'était l'unique débouché sur la mer du domaine autrichien. Par cette porte ouverte s'engouffraient des hommes entrepreneurs et hauts en couleur. Les églises des diverses confessions témoignent de leur passage.

MONUMENTS ÉMBLEMATIQUES

Le Lungomare les vit débarquer. Comme partout en Italie, les maisons ont leurs volets articulés à demi soulevés pour laisser filtrer la brise marine. De lourds paquebots sont à quai. Le Venizelos, des Anek Lines, embarque les passagers pour Le Pirée. Un spectacle en soi : les entrailles du monstre engloutissent des camions longs comme des locomotives. Au large, des paquebots blancs présentent leur profil. Dans le ciel, de petits

nuages blancs qu'eût aimé Tiepolo. Trieste a deux monuments emblématiques. San Giusto est la cathédrale composite qu'il lui fallait. Le château de Miramar porte bien son nom : il regarde la mer. On y va pour évoquer le destin tragique d'un couple à qui son ambition fut fatale. Maximilien, le jeune frère de l'empereur François-Joseph, le fit construire à grands frais, y vécut brièvement et fut, plus brièvement encore, empereur du Mexique où il fut fusillé. Charlotte, son épouse, sombra dans la folie devant tant d'adversité.

ENDROIT STRATÉGIQUE

On découvre Trieste au café. Le San Marco, ouvert en 1914, proscrit par la police autrichienne, détruit et rouvert en 1918, est bruyant, décontracté et studieux : on étudie, seul ou à deux, on déballe un dessin et l'on discute de ses mérites, on regarde un match à la télévision.

Ouvert en 1839, le Café des Miramirs, sur la place Unità d'Italia, est plus chic et moins convivial. Sans doute l'influence de la Bourse et des palais. Quant au Tommaseo, qui porte le nom d'un écrivain de l'époque, il date de 1830 et regarde le port. Restauré, trop bien léché, il laisse de marbre en dépit des figures littéraires qui l'ont hanté – Umberto Saba, Italo Svevo ou James Joyce.

La province de Frioul-Vénétie Julienne est à l'image de Trieste. Diverse. Udine demeure, dans son essence, vénitienne – Tiepolo y laissa de très belles fresques. Ici



régnent la plus pure italianité. Choisir un endroit stratégique, la terrasse du café Contarena, et contempler l'une des plus charmantes piazzas d'Italie. On pourrait ne voir qu'elle et repartir satisfait.

Civildale del Frioul est l'ombrage de son temple orné de fresques, stucs et sculptures du VIII^e siècle. On peut voir ces mêmes stucs représentant des grappes de raisin au monastère Saint-Siméon, en Syrie, ce qui donne à penser que les artistes chassés par les iconoclastes vinrent s'employer ici. Aquileia reste romaine et byzantine. Grado, au bord de l'Adriatique, est avant tout balnéaire, par la volonté de François-Joseph, qui en fit

une station de cure des Habsbourg. Une famille symbolise à elle seule les méandres de l'histoire frioulaise. Chassée du Val Sassina par les Visconti à la fin du XIII^e siècle, elle se réfugia ici, un de ses membres ayant été nommé patriarche d'Aquileia. Ce sont les Torré et Tasso, qui devinrent, en Autriche, les Thurn und Taxis. Ils se taillèrent une immense fortune dans la poste, dont l'empire leur concéda le monopole. Une descendante de cette branche accueille Rikie à Duino, à quelques kilomètres de Miramar, où il commença à composer ses *Élégies*. Un genre poétique que l'on cultive ici.

Danielle Tramard

Carnet de route

● **Accès.** Vols Corsair (tél. : 08-03-33-33-33) Paris-Venise les jeudi et dimanche à partir de 1 020 F A/R. Puis deux heures de route pour Trieste. Consulter Nouvelles Frontières (même téléphone) pour louer une voiture et réserver les meilleurs hôtels. Également Cite-Evasion, Donatello, Italotours.

● **Hôtels.** A Trieste, le très élégant Duca d'Aosta, recommandé par le Guide de charme des hôtels et auberges en Italie, de Simonetta Greggio (Rivages), et le confortable Iolty. A Udine, charme et gastronomie à l'Astoria Italia. ● **Expositions.** Comme Venise, Udine fête le trois centième anniversaire de la naissance de Giambattista Tiepolo par une double exposition, l'une consacrée à ses œuvres les plus

significatives, l'autre à des dessins de Giandomenico, son fils.

Jusqu'au 31 décembre. Voir aussi les édifices décorés de fresques de Tiepolo (Duomo, palais du Patriarche, église de la Pureté). A la villa Manin (tél. : 00-04-32-906-657), à Codroipo, à 25 km d'Udine, exposition « Splendeur d'une dynastie, le mécénat des Manin et des Dolfin ». Jusqu'à fin janvier 1997.

● **Livres.** Trieste, de Franck Venaille (Champ Vallon). Deux albums : Trieste porta d'Orient, belles photographies de Gabriele Crozzoli (Mariano Libri) ; Tiepolo et l'intelligence picturale, de Svetlana Alpers et Michael Baxandall (Gallimard).

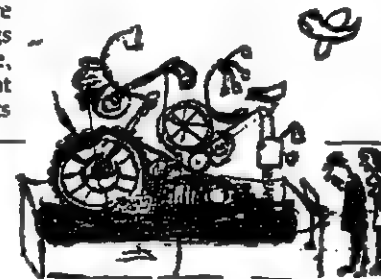
● **Renseignements.** Office italien de tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 01-42-66-66-68.

Week-ends d'art en Europe

L'automne est la saison bête pour visiter un musée à Londres, Berlin, Madrid ou Amsterdam, pour débattre dans les vieilles cités d'Europe. Après la Toussaint, les prix des hôtels sont à la baisse comme ceux du transport aérien, à condition de voyager le week-end. Billets d'avion ou de train et voiture se réservent ensemble. Pensons de famille ou palaces, les prix restent sages. ● **Reste à connaître le programme des festivités pour sélectionner les forfaits.** Timgely à Bâle ? Le musée est ouvert depuis un mois, et le syndicat d'initiative (tél. : 00-61-261-50-50) affiche un « Bâle forfait », des week-ends, de 350 F à 600 F (2 nuits, par personne en

chambre double, 2 à 4 étoiles), avec des réductions dans les musées et la gratuité des transports publics. D'autres formules s'appliquent à Lugano (3615 SUISSE), où les cent quarante tableaux d'Odilon Redon sur le thème de « La Nature de l'invisible » sont exposés (Musée Cantonale del Arte) jusqu'au 17 novembre. Au Musée d'art moderne est présenté l'ensemble de l'œuvre gravé de Goya, dont *Les Désastres de la guerre* et *Tauromachie*. ● **Découvrir, à Berlin, le Hamburger Bahnhof ?** Le nouveau musée d'art contemporain vient d'être inauguré dans la plus ancienne gare de la ville. De même que la collection Berggruen qui rassemble, depuis peu, au Stülerbau, cent œuvres d'artistes du début du XX^e siècle (dont Picasso, Cézanne, Van Gogh, Braque, Klee et

Miro). Les forfaits, pour deux nuits avec le transport aérien, sont à 1 550 F chez Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33) et de 1 800 F chez Der Voyages (tél. : 01-47-42-07-09), Europaul ou République Tours (agences de voyages). Visit Europe propose, pour le même prix, de réserver avion et voiture, avec la possibilité d'un retour par Hambourg, où sont exposés, au Deichtorhallen, jusqu'au 5 janvier 1997, des dessins et sculptures de Joan Miro. ● **L'exposition Jan Steen à Amsterdam** est accrochée, pour deux mois encore, aux chaises du Rijksmuseum. Comme chaque année, de novembre à mars, avec les week-ends baptisés « L'hiver à



la lumière d'Amsterdam... la star hollandaise fait les yeux doux aux voyageurs. Vingt-six hôtels affichent des tarifs attractifs (de 360 F à 1 000 F pour 2 nuits, tél. : 00-31-70-32-02-600 et 3615 Hollande). Un « Passeport Amsterdam » ouvre les portes d'une quarantaine de musées, entrées gratuites ou tarifs réduits.

● **Glacouetti à Londres.** L'une des plus importantes manifestations consacrées à l'artiste (200 sculptures et peintures) a lieu à la Royal Academy of Arts jusqu'au 1^{er} janvier. On peut réserver, par téléphone, chez Box Office, à Paris (60 F, paiement par carte bancaire, tél. : 01-49-95-08-06), un billet « coupe-fil » pour une entrée prioritaire. Le forfait

signé Framtour (agences de voyages), avec aller-retour en Eurostar, deux nuits à London Metropole (4 étoiles) et l'entrée à l'exposition, coûte 1 610 F. D'autres formules chez Kuoni, FRAM, Planète, Episodes.

● **Les offices du tourisme des pays concernés** donnent la liste des spécialistes. Ceux-ci sont souvent bien placés, pour afficher les meilleures offres. Ainsi, Aer Lingus, compagnie irlandaise, et sa filiale Avianline annoncent un tarif à 995 F, l'aller-retour sur Dublin ou Cork, à condition de voyager à deux et de rester au moins deux jours. Avec 300 F, environ, de plus (tél. : 01-47-42-10-64), on dispose d'une voiture ou de chambres d'hôtes réservées chez l'habitant.

Florence Evry

Directours
DES PROMOTIONS DE QUALITÉ

● **ILE MAURICE :**
c'est la bonne saison! Prix incluant le vol régulier non stop et 5 nuits sur place.

● **APARTEMENTS GRAND BAIE :** 5 560 F
nuit sup. : 215 F/studio pour 2

● **HÔTEL MARITIM 5* :**
7 890 F 1/2 pension
et tous sports nautiques inclus
jour sup. en 1/2 pension : 560 F
et 355 F après le 7^e jour.

● **HÔTEL BELLE MARE 4* :** 8 185 F
1/2 pension, tous sports nautiques et golf inclus, jour supplémentaire
green fees inclus : 280 F

Autres promotions sur le
3615 Directours (1,29 F/mn)

DÉGRIFTOUR
MONTREAL
3 Nuits - Hôtel 3***
Vols réguliers A/R
Départ Paris : 2 150 F 3 860 F

CURE-SANTÉ A DAX
8 Nuits - Hôtel 2** pension complète
2 370 F 3 480 F

PARIS - LOS-ANGELES
Vols rég. A/R : 2 240 F 3 260 F
3615 DT (de 191 à 223 F/mn)
3615 DT (de 191 à 223 F/mn)

HOTEL HOTEL
Profitez des maintenant de
50% de réduction sur des
HOTELS INTERNATIONAUX
Quatre et Cinq Etoiles
en plein cœur de
LONDRES & PARIS
à partir de
FF450
N° Vert 0800 906 979
Email: hotel.hotel@dn1.pipex.com

NOUVELLES VAGUES
groupement hôtelier
réservation de dernière minute

PARIS
centre ville
hôtel de qualité

TROIS ÉTOILES à partir de 450 F
DEUX ÉTOILES à partir de 300 F
prix par chambre

01.47.07.26.26
réponse directe à l'hôtel

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques, Paris 5^e
Chambre avec bain - WC
T.V. couleur - Tél. direct.
De 300 à 395 F
Tél. : 01.43.54.92.55 - Fax : 01.46.34.24.30

ANY WAY
Voyages
PROMOS SEJOURS

GUADELOUPE : 9 jours
Vol + hôtel 2** : 3 690 F*

CUBA : 15 jours
Vol + hôtel 2** : 4 990 F*

KENYA : 9 jours
Vol + hôtel 3** : 4 190 F*

BALI : 9 jours
Vol + hôtel 3** : 6 990 F*

* A partir de...
Réso : 01.48.28.00.74 - 3615 ANY WAY
46 rue des Lombards - 75001 PARIS

SPECIAL NOUVEL AN

● **NAPLES** du 29/12/96 au 01/01/97 3 450 F* (4 jours/3 nuits)
Prix par personne comprenant : le transport en avion spécial au départ de Paris + les transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel Holiday Inn + demi-pension et le réveillon du 31/12 + une journée d'excursion, déjeuner inclus.

● **VENISE** du 29/12/96 au 02/01/97 3 160 F* (5 jours/4 nuits)
Prix à partir de/pour personne comprenant : le transport en avion spécial de Paris + les transferts A/R aéroport/Place St Marc + le logement en chambre double hôtel pour déjeuner.

* Taxes aéroport et TVA.

Tél : 01.44.51.39.27
MINITEL 3615 (1,29 F/mn)
Cit Evasion

DEMARG VOYAGES

Catalogue DEMARG

● **MALTE** 9/7n Vol A/R + Hôtel 3* + Petite déjeuner 2850 F 1590 F

● **CROISIÈRE EGYPT** 9/7n Vol A/R + Bateau 5* + Petit. Compl. 4250 F 3290 F

● **MARRAKECH** 9/7n Vol A/R + Hôtel 4* + Demi-pension 2960 F 1990 F

08.3668.1668 3617 DEMARG 08.3668.1668

DE NOËL À PAQUES
SKI ET SOLÉIL EN SUISSE
Loisirs de la cabane des villages
Tél. 00.41.27.783.11.22
Fax 00.41.27.783.10.89

HÔTEL-CLUB** pour familles avec enfants et ados Couples, Célébrités
Ambiance saine et sportive Repas
Gardiennage gratuit Raquettes
SKI alpin et fond très variés
de 2150 FF à 2970 FF

Hôtel-Club et Club Glandines
HÔTEL-CLUB SUNWAYS (80 places)
1536 CHAMPEX Valais Suisse

DÉCOUVREZ LES ANTILLES
cet hiver (9 jours / 7 nuits)
Hôtel Playa Real*** Juan Dolin
en République Dominicaine
Vols + pension complète + boissons + bar gratuit
7eme nuit offerte (1^{er} séjour inclus)

5 960 F* (personne à partir de)

● **CYPRÈ** Renseignements et inscriptions aux agences
Départ : Voyages de :
Lyon : 04.78.62.67.58
Paris : 01.47.88.55.44
Nantes : 02.40.20.20.44

PROFESSIONNELS DU TOURISME,
invitez nos
lecteurs aux voyages :
RUBRIQUE "EVASION"

01.44.43.77.36
(Fax : 01.44.43.77.30)

Royal Tours
MAROC - TUNISIE - EGYPT
MARRAKECH
2 680 F
Hôtel Sheraton 5*
7 jours, départ Paris/Lyon
3 excursions gratuites

Téléphonez à votre agence de voyages
Demandez les produits Royal Tours
L1-080-99-0024

3615 VOYAG AIR

150 000 tarifs discount sur vols réguliers
la garantie d'un meilleur rendement

Catégorie MANCHESTER 700

Aériennes MADRID 1.200F

Br. Méditerranée PRAGUE 1.600F

American NEW YORK 1.800F

American BOSTON 2.000F

Prix de chambre double + petit déjeuner + taxes d'aéroport + taxes de port + taxes de transit + taxes de sécurité + taxes de carburant + taxes de navigation + taxes de passager + taxes de bagage + taxes de fret + taxes de stockage + taxes de manutention + taxes de transport + taxes de distribution + taxes de promotion + taxes de publicité + taxes de communication + taxes de presse + taxes de radio + taxes de télévision + taxes de cinéma + taxes de théâtre + taxes de spectacle + taxes de concert + taxes de festival + taxes de compétition + taxes de manifestation + taxes de congrès + taxes de séminaire + taxes de conférence + taxes de colloque + taxes de symposium + taxes de colloquium + taxes de séminaire + taxes de conférence + taxes de colloque + taxes de symposium + taxes de colloquium

هكذا من الاصل

Le mauvais temps gagne le Sud

LES HAUTES PRESSIONS persistent des Açores à l'Espagne. Une dépression très creuse circule du nord de l'Écosse à la Scandinavie. La perturbation associée s'enfonce lentement des côtes de la Manche vers le sud du pays. Le vent de secteur sud-ouest soufflera fort sur les côtes de la Manche.

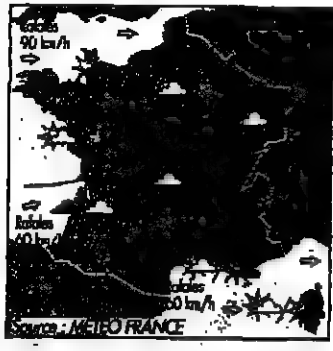
Jeudi matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur le Poitou-Charentes, le Centre, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-

Comté, le Limousin, l'Auvergne, la région Rhône-Alpes, l'Aquitaine et le nord de Midi-Pyrénées. Le vent de sud-ouest sera modéré avec parfois des rafales jusqu'à 80 km/h sur le Nord-Est. Sur les régions méditerranéennes, il y aura de plus en plus de passages nuageux. Les éclaircies seront encore assez belles près de la Méditerranée. A l'arrière de la perturbation, nuages et éclaircies alternent, de la Bretagne et des pays de Loire au Nord-Picardie et à la Champagne. Les nuages seront plus nombreux près des côtes de la Manche avec des averses et des vents de secteur ouest à 80 km/h.

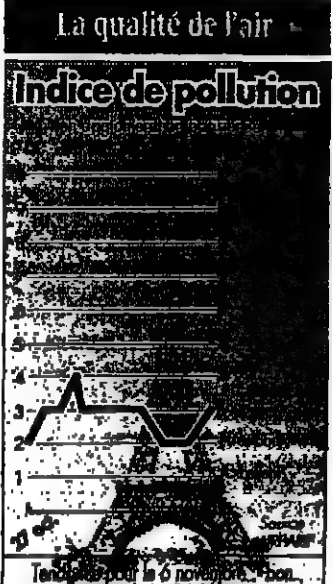
Jeudi après-midi, la perturbation s'enfonce lentement vers le sud. Pluies en fin de journée sur le sud de l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le sud du Massif Central et la région Rhône-Alpes. Quelques gouttes tomberont sur le Languedoc-Roussillon. Sur la Provence et la Côte d'Azur, le ciel se couvrira progressivement. Le ciel de la région de la Corse sera avec quelques averses au nord de la Corse, plus nombreuses près des côtes de la Corse et sur le Nord-Picardie.

Les températures maximales seront de l'ordre de 7 à 12 degrés mais localement de 11 à 14 degrés sous la perturbation. L'après-midi, le thermomètre indiquera 12 à 15 degrés sur la moitié nord et 13 à 18 degrés sur la moitié sud.

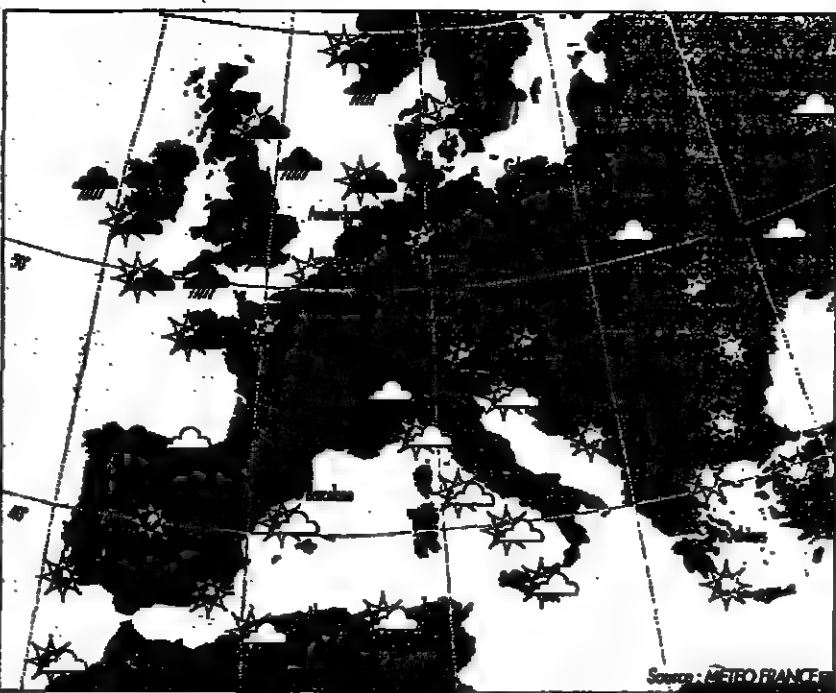
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 7 novembre vers 12h00



Tendances pour le 6 novembre, à 0h



Prévisions pour le 7 novembre vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRANDS	TOURS	196	CHICAGO	195	LESBONNE	1910	PRETORIA	3178
du 5 novembre	LILLE	127	127	COPENHAGUE	126	LONDRES	139	RIO DE JAN.	2214
max/min	LYON	142	142	DARAR	3024	LOS ANGELES	1712	ROME	2622
	MARSEILLE	127	127	DUBAI	3175	LUXEMBOURG	162	SAN FRANC.	1989
	NANCY	125	125	FRANCOFORT	118	MADRID	173	SANTIAGO	2612
	NANTES	148	148	GENEVE	120	MARRAKECH	2312	SEVILLE	2411
	PARIS	147	147	HANOI	2323	MEXICO	2311	ST-PETERS	309
	NICE	1710	1710	BEIRUT	287	MONTREAL	114	STOCKHOLM	117
	STRASBOURG	147	147	BRUXELLES	147	MOSCOW	105	SYDNEY	1612
	TOULOUSE	127	127	STANBUL	179	MUNICH	132	TENERIFE	2328
				BOMBAY	3323	NARORI	2614	TOKYO	1814
				BRASLIA	2618	NEW DELHI	3106	TUNIS	2412
				BUENOS AIRES	2315	NEW YORK	148	VALSOYE	148
				BUCAREST	220	PALMA DE M.	205	VENISE	1410
				KINSHASA	2415	PEKIN	180	VIENNE	1419
				LE CAIRE	2415	PRAGUE	134		
				LIMA	2315				



Situation le 6 novembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 8 novembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Le couvre-feu des étoiles

NE TROUVEZ-VOUS pas qu'on fait trop de bruit autour des moindres faits et gestes des vedettes de cinéma? Cette mode nous est venue d'Amérique et, comme toujours, nous imitons mal. Aux Etats-Unis, les journaux sérieux - il y en a - consacrent peu de place à ce genre d'informations personnelles. Tout au moins ne prennent-ils pas le ton noble et patriotique pour annoncer des nouvelles qui n'ont d'intérêt que sur le plan professionnel. Ils ne confondent pas les valeurs.

En débarquant à New York, en 1929, j'ai vu de nombreux reporters assaillir l'un de nos artistes les plus populaires et les plus soucieux importants entourait M^{me} Curie, qui était du même voyage. C'est à quoi je pensais en lisant récemment, sous le titre énorme « Michèle Morgan nous quitte! », un article qui avait un ton de deuil national.

J'aime beaucoup cette artiste, mais du fait qu'elle prend l'avion je ne considère pas la France comme perdue. Elle reviendra, car c'est encore chez nous qu'on est reconnaissant envers ceux et celles qui nous ont amusés ou amusés.

Et c'est là que le cinéma montre que sa gloire est éphémère. On n'oubliera jamais un Greta Garbo, une Sarah Bernhardt, un Lucien Croty, une Réjane. Parce que leur présence réelle a ému deux générations dans le monde entier... Théâtre... Tandis que l'écran ne sait donner à ses célébrités que de la réclame tapageuse et de l'argent. Qui parle aujourd'hui de ceux que les films avaient fait adorer? Un seul nom résiste à l'ouragan d'oubli, Chaplin, parce que, seul entre tous, il a survolé le cinéma et dominé sa gloire.

Paul Achard
(7 novembre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 6847

3015 LE MONDE, tapez 505 (2,23 F/min)

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Peuvent se faire interpellés quand ils sont sur le banc. - II. La liste de ceux à qui on doit un service. - III. Traîne beaucoup la patte. Un enlèvement condamnable. - IV. Est parfois dans les prés. - V. Bonne, au théâtre. - VI.

Une plante au poil. Créateur pour les gnostiques. - VII. Tournés au septentrion. - VIII. Restent la bouche ouverte. Intéressa beaucoup de chercheurs. - IX. Pas aimable. Port de Tanzanie. - X. S'exprimerait d'une façon très chouchoute. - XI. Soumis à un traitement chimique. En Espagne.

VERTICALEMENT

1. Sèche en hiver. Au cinéma, il doit trouver preneur. - 2. Dans un nom arabe. Est comme la gesse. - 3. Fit l'innocent. On y signa des traités. - 4. N'est qu'un règne fugace. Vieille ville. - 5. Qui est bien rentré. Qui a besoin de repos. - 6. Plus couante. Les grandes ont beaucoup de cachet. - 7. Pas sombre. Mot d'enfant. - 8. Etude particulière. - 9. Echange de coups. Pronom. Dansent quand ils sont petits.

SOLUTION DU N° 6846

HORIZONTALEMENT

1. Pédagogie. - II. Opération. - III. Urgentes. - IV. Rde. Ton. - V. Bulle. Son. - VI. Ovées. Ut. - VII. Léna. Epar. - VIII. Touriste. - IX. Et. Rde. - X. Siflet. - XI. Café. Tue.

VERTICALEMENT

1. Pourboires. - 2. Epreuve. Tic. - 3. Dégèlent. Fa. - 4. Are. Léau. If. - 5. Carnés. Lé. - 6. Otto. Eire. - 7. Gings. Pait. - 8. Ios. Ouate. - 9. En. Entracte.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Luchaire - 69646 Chassilly Cedex - Tél.: 01-42-17-32-90.

Le monde	France	Autres pays
1 an	1 890 F	2 066 F
6 mois	1 038 F	1 123 F
3 mois	536 F	572 F

LE MONDE (ISSN: 0000-0000) is published daily for 5 francs per year + 13 francs for postage and 13 francs for the subscription office.

POSTMASTER: Send address changes in 10 days of the 1st of the month to: LE MONDE, 24, avenue du G^e Luchaire, 69646 Chassilly Cedex.

For the subscription office: LE MONDE, 24, avenue du G^e Luchaire, 69646 Chassilly Cedex.

Reproduction of any article is prohibited without the express permission of the publisher.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57457.

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 94857 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Directeur général: Dominique Alduy.

Directeur général: Gérard Morin.

133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08.

Tél.: 01-44-43-76-00; Fax: 01-44-43-77-30.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde: 01-42-17-20-00

3615 code LE MONDE

Compuserve: GO LEMONDE

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation: 3617 LMDOC

sur minitel ou 08-95-28-04-56

LE MONDE sur CD-ROM: 01-44-08-78-30

Index et microfiches: 01-42-17-29-33

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

est édité par le SA Le Monde, géré par le directeur et contrôlé par le conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57457.

ISSN: 0955-2057

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 94857 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Directeur général: Dominique Alduy.

Directeur général: Gérard Morin.

133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08.

Tél.: 01-44-43-76-00; Fax: 01-44-43-77-30.

LE CARNET DU VOYAGEUR

CORÉE DU NORD

Fyongyang a annoncé l'ouverture de son espace aérien aux survols internationaux à partir du mois de décembre pour la première fois depuis la fin de la guerre de Corée il y a quarante-cinq ans. Ainsi, le gain de temps sur les vols entre l'Europe et la Corée du Sud sera de plus de deux heures, ce qui se traduira par des économies estimées à 625 millions de francs par an pour l'ensemble des compagnies aériennes concernées. (AFP)

FRANCE. Air France a décidé une « augmentation modérée » de ses tarifs à compter du 5 novembre, en raison de la hausse du prix du kérosène depuis juin. L'augmentation est de 1 % sur les destinations européennes et d'Afrique du Nord, de 2,5 % vers l'Asie, de 2 % à 5 % vers les Amériques (selon la destination et la classe réservée), de 4 % à 5 % vers l'Afrique et de 3 % en moyenne sur les vols à destination du Moyen-Orient. (AFP, Reuters)

GRANDE-BRETAGNE. La compagnie Air UK a transporté plus d'un million de passagers en juillet, soit et septembre, soit 13 % de plus qu'un cours du troisième trimestre de l'année dernière. (Bloomberg)

TRANSMANCHE. La compagnie de ferries P & O a enregistré une baisse de son trafic entre Douvres et Calais au troisième trimestre. Le nombre de passagers est tombé de 2,86 millions au troisième trimestre de 1995 à 2,67 millions et celui des voitures de 499 944 à 452 183. (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 8 novembre

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Faidherbe-Chaligny, côté rue Faidherbe (Paris passé, présent).

PASSAGES COUVERTS DU SENTIER: 2^e parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris antérieur).

LE SAINT-LOUIS (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): la sculpture des pays du Nord, 11 h 30; Le Repas de paysans, des Le Nain, 12 h 30; exposition Barye, 14 heures; Rubens et Rembrandt, 14 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE D'ORSAY: Edouard Manet (50 F + prix d'entrée), 13 heures, devant l'accueil des groupes (Institut culturel de Paris).

L'ÉGLISE SAINT-CRISTOPHE et son quartier (60 F), 14 h 30, devant le guichet du métro Javel (Vincent de Langlade).

L'ÉGLISE SAINT-CLAUDE (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant l'entrée de l'église côté square Samuel-Rousseau (Monuments historiques).

L'HÔTEL DE SOUBISE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois, au fond de la cour (Institut culturel de Paris).

LA MAISON DE LA RADIO et son musée (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 116, avenue du Président-Kennedy (Le Passé simple).

LE QUARTIER DE LA HUTTE et ses deux églises

(50 F), 14 h 30, place Saint-Michel, devant la fontaine (La Parisienne).

LE QUARTIER MONTMARTRE (50 F), 14 h 30, sortie du RER Cité-Universitaire (Paris pittoresque et insolite).

MUSÉE PICASSO (45 F + prix d'entrée), 14 h 45, 5, rue de Thorigny (Monuments historiques).

L'ABBAYE DU VAL-DE-GRACE (carte d'identité, 50 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, place Alphonse-Laveran (M^{me} Cazes).

MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

LE PALAIS DE JUSTICE: exposition « Du Palais-Royal au Palais de justice » (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, quai de l'Horloge, dans la cour (Monuments historiques).

LE JARDIN DU PALAIS-ROYAL et les salons du Grand Vefour (50 F), 15 h 30, angle de la rue de Valois et de la rue Saint-Honoré (Didier Bouchard).

Jeux de mots

3615 LEMONDE

CLIQUEZ... POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

L'Histoire au jour le jour 1939-1995

Un CD-ROM produit par Le Monde et IDM

128 cartes détaillées, 254 photos d'époque, 1 049 articles, 231 « une » du Monde, 57 enregistrements sonores historiques, 19 429 dates historiques.

En vente au Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

Sur Minitel 3615 LEMONDE - Canales surfines - Compatible Mac/PC 400 F TTC

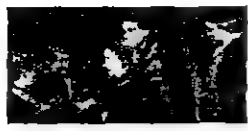
Apprenez le CHINOIS

Dans une grande université de Chine Débutants acceptés.

Une année: 38 000 F. Un semestre: 23 500 F.

Cours, logt, avion A/R inclus CEPES - 42, avenue Bosquet 75007 PARIS - (1) 45-50-28-28

CINÉMA Il semble qu'on assiste à une renaissance du cinéma allemand, au moins du point de vue économique, qui modifierait en profondeur la carte de la production et



les équilibres à l'échelle européenne. **DU THÉÂTRE** au grand écran, l'adaptation par Jean Douchet de *La Servante aimante*, de Goldoni, propose un parcours

exemplaire. **A LOS ANGELES**, Costa-Gavras tourne *Mad City*, critique des dérives médiatiques avec en vedette Dustin Hoffman et John Travolta.

Quand les Allemands retrouvent le chemin des salles obscures

Le septième art renaît financièrement et institutionnellement dans le pays de Lang et de Fassbinder, en attendant un authentique renouveau artistique. La France, qui défend, souvent de manière isolée, l'exception culturelle face aux États-Unis, pourrait trouver un allié

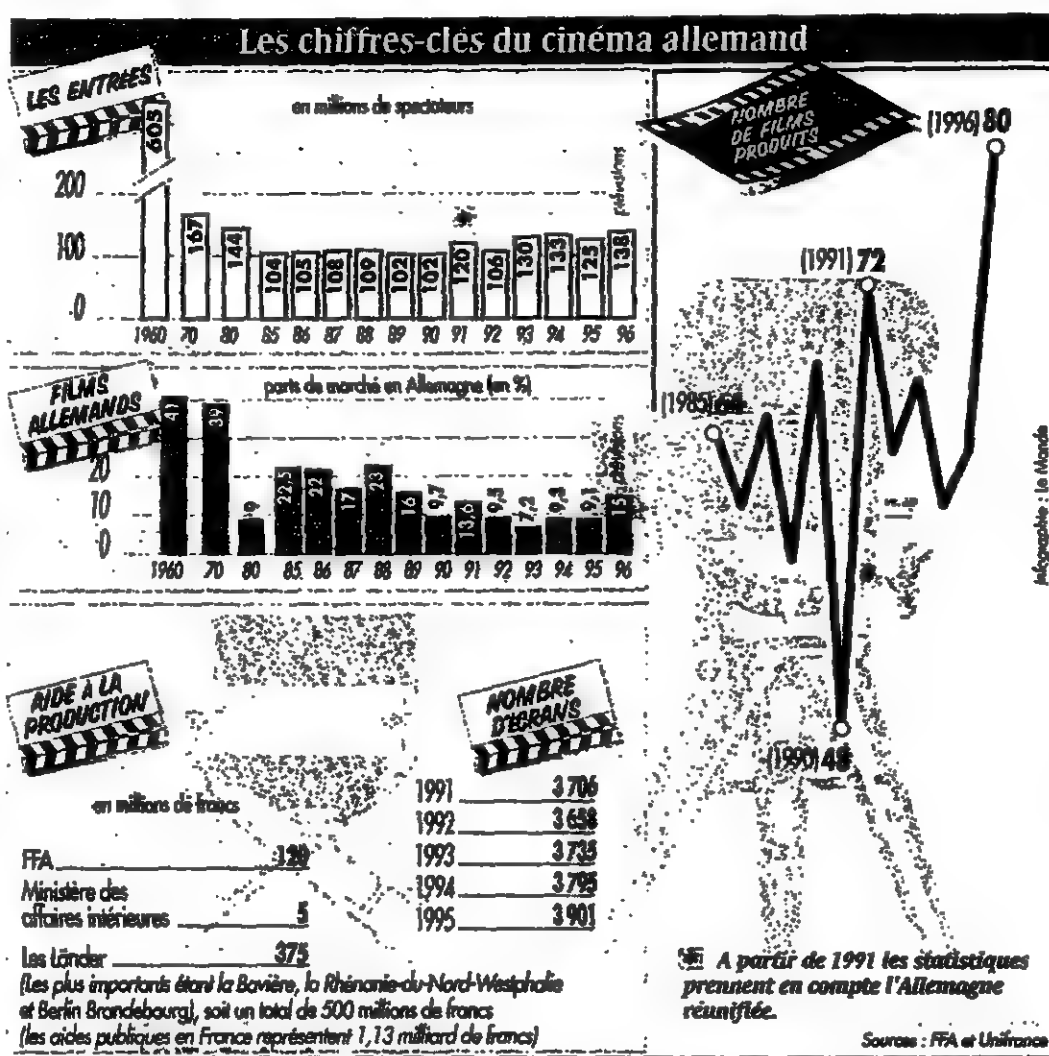
MUNICH

de notre envoyé spécial

Du 13 au 17 novembre, au cinéma L'Arlequin à Paris, Export-Union, l'organisme allemand chargé de la promotion de la cinématographie hors des frontières germaniques, organise une rétrospective baptisée « Les derniers succès du cinéma allemand ». L'information est moins banale qu'il n'y paraît. Elle suppose qu'il existe un cinéma allemand contemporain, que celui-ci a du succès, et même qu'il dispose d'une institution vouée à sa diffusion à l'étranger. Autant de faits dont ne risqua pas de se douter au vu des programmes de sortie en salles, ces dernières années, ni même par la fréquentation des grands festivals. Le cinéma allemand est en effet devenu un étrange fantôme, aux yeux des Français tout au moins.

Etrange fantôme : durant la première moitié du siècle, l'Allemagne a été l'une des grandes puissances mondiales du cinéma, économiquement et artistiquement. S'il est compréhensible qu'à l'issue de la deuxième guerre mondiale, le pays ait connu une certaine léthargie en ce domaine, il fut durant les années 60 et 70 le siège d'un des mouvements les plus féconds de la renaissance moderne de cette époque, avec des auteurs tels que Fassbinder, Wenders, Schlöndorff, Herzog, Schroeter, Reltz, Kluge, Fielischmann, Thome... Un mouvement qui s'est étioilé à l'aube des années 80 aussi vite qu'il était apparu. Depuis ? Pas grand-chose, sinon des œuvres ponctuelles, des signatures dispersées, de jeunes cinéastes disparus à peine repérés, engloutis par Hollywood, la télévision ou simplement l'oubli.

Trois faits expliquent dans une large mesure ce phénomène. D'abord, le divorce entre la pulsance publique allemande, qui ne



se désintéresse pas de la question mais l'a confiée, comme toutes les interventions culturelles, aux Länder, c'est-à-dire aux régions. Celles-ci mènent une politique de subventions liées aux retombées directes qu'elles peuvent en escompter, en imposant les tournages sur leur territoire, sans grand souci ni de la qualité artis-

tique ni du potentiel commercial. Ensuite, la confusion s'est installée dans les esprits, sinon dans les textes, entre production cinéma et télévision, le film cessant de représenter un enjeu spécifique. Les considérables empires financiers qui se sont bâtis dans le domaine de l'image, Bertelsmann et le groupe Kirch, obéissent à des lo-

giques entièrement commandées par le petit écran. Enfin, sous la pression d'un système de distribution inféodé aux « majors » américaines qui ont fait du plus grand marché européen une cible privilégiée, le public allemand a massivement plébiscité les productions hollywoodiennes. Et voilà pourquoi le cinéma est muet, ou quasi-

ment. Plus exactement, était devenu muet. Au vu des chiffres, et d'une certaine mobilisation institutionnelle, il semble en train de retrouver la parole - même si ce qu'il dit n'est pour l'instant guère passionnant, à en juger par les films que présente à Paris Export-Union. A nouveau, plusieurs facteurs se sont liés pour permettre cette renaissance, dans le droit-fil de ceux qui avaient entraîné sa chute. De la confusion entre télévision et cinéma est né un déplacement en sens inverse, qui a vu des vedettes du petit écran aller cueillir des lauriers supplémentaires sur le grand. De même, des réalisateurs formés pour et par la télévision se sont essayés au cinéma. Le résultat, s'il témoigne d'une certaine indigence dans la mise en scène, a provoqué un regain d'intérêt du public et des professionnels allemands pour les films nationaux. Avec également, côté cinéma d'auteur, l'implication depuis 1995 de la partie germanique d'Arte dans la coproduction cinéma, alors que jusqu'en 1995 seule la filiale française de la chaîne s'en souciait.

OUVERTURE DE MULTIPLEXES Simultanément, la sollicitude hollywoodienne pour ce pays est en train d'en faire l'un des plus méthodiquement convertis de multiplexes (une douzaine de nouveaux complexes auront ouvert leurs portes en 1996). Ceux-ci, et notamment les implantations en ex-RDA, ont entraîné une remontée globale de la fréquentation qui, même si elle a pris d'abord aux films américains, a remis les spectateurs sur le chemin des salles. Enfin, grâce à la réunification, le cinéma allemand a retrouvé son plus gros outillage de production, les studios de Babelsberg, près de Potsdam, modifiant un équilibre jusqu-là bâti autour de la prééminence de Munich au sein

d'une constellation de zones locales jalouses de leurs prérogatives. Sur ce dernier aspect, l'essentiel est sans doute encore à venir. C'est du moins ce que promet le président du FFA (Filmförderungsinstitut, l'équivalent du Centre national du cinéma), Rolf Bähr. Alors que toute remise en cause directe des prérogatives régionales se heurte à un blocage immédiat, il a entrepris de contourner l'obstacle en tissant des liens entre ces organismes plutôt que de chercher à les remplacer par une puissance centralisée. Un accord qui doit encore être contresigné par toutes les parties concernées, et devant permettre la mise en réseau des aides des Länder. Avec un objectif clairement affiché : « Notre travail, c'est de reprendre des parts de marché aux Américains », dit M. Bähr. On mesure mal, en France, où cet objectif est affiché chaque jour que l'exception culturelle fait, la nouveauté et la radicalité d'un tel propos de la part d'un officiel allemand de la culture.

Ce regain de dynamisme suscite d'ailleurs un effet paradoxal, qui provoque à présent la principale inquiétude des responsables du cinéma allemand : le retour d'une distinction forte entre cinéma et télévision. Les chaînes privées remettent en cause la confusion dans l'utilisation de leurs subventions entre les deux médias, réclamant que leur apport soit consacré spécifiquement à des téléfilms (il existe dès à présent un fonds spécifique destiné au petit écran dans le Land le plus riche en matière d'audiovisuel, la Bavière). Et d'ores et déjà, elles ont décidé de verser en 1996 leur quote-part aux fonds régionaux plutôt qu'à la cassette commune du FFA. Une telle évolution risque de provoquer une baisse sensible des moyens de financement des films destinés au grand écran.

Un renouveau du cinéma allemand, s'il se confirme sur le terrain économique et commence de porter ses fruits artistiques, représente un enjeu stratégique de première grandeur. D'abord, comme hypothèse de renaissance d'une cinématographie majeure. Ensuite, comme partenaire potentiel de la France dans les débats internationaux, notamment européens, où jusqu'à présent l'Allemagne s'en tenait à une position très en retrait par rapport aux combats pour la défense du cinéma dont les Français sont les ardents mais souvent solitaires défenseurs. Et on sait le poids de l'axe Paris-Berlin lorsque celui-ci pèse dans le même sens.

Jacques Mandelbaum

Jean-Michel Proton

Neuf films à succès sont présentés à Paris

Les derniers succès du cinéma allemand. Du 13 au 17 novembre, au cinéma L'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6^e.

Neuf longs métrages illustrent la toute récente production du cinéma allemand. Huit fictions et un documentaire réalisés par des cinéastes nés pour la plupart autour des années 60. Cette manifestation fait suite à celle de 1995, qui avait notamment permis de découvrir le grand succès de 1994 en Allemagne : *Les Nouveaux Mecs*, de Sönke Wortmann. Cette *Pédale douce* à la ma-

nrière d'outre-Rhin reste la référence principale de la malotruerie des films présentés cette année.

Une tendance lourde se dégage en effet de cette sélection : la comédie de mœurs indigeste. A commencer par *Des mecs comme ça*, de Rolf Silber, plagiat du précédent film de Wortmann, tandis que ce dernier, avec *Supernano*, s'attaque cette fois-ci de façon tout aussi convenue au machisme d'un réalisateur de télévision et à l'émancipation de sa femme. Frustrations sexuelles et autres déboires libidinaux constituent aussi le sujet de *Mannerpension* (de Detlev Buck), appliqué au

milieu carcéral ; de *Dans la forêt vierge après 5 heures* (de Hans Christian Schmid) autour d'un classique conflit de générations ; ou de *Tu me fais d'abord* (de Rainer Matsuan), qui organise, sur le mode d'une parodie fantastique, la rédemption d'un don Juan, ex-directeur de l'agence matrimoniale Amor.

Quid de la société allemande, et des effets de la réunification, dont Volker Schlöndorff prédisait en 1991 qu'elle « allait nécessairement lui rendre une vie qui va se retrouver dans le cinéma » ? Les quelques figures récurrentes de cette production informent à leur manière sur le

sujet. C'est le passage obligé par la boîte de nuit techno, l'incarnation marquée pour la nudité du corps masculin, la condescendance du regard sur les années 70, et la contamination visuelle par l'imagerie du clip publicitaire. A croire que le débat identitaire qui traverse la société allemande depuis les années 80 trouve dans le thème de l'incertitude affective et sexuelle son expression cinématographique. Ainsi peut-on entendre le dialogue conclutif et désorienté de deux inspecteurs de police dans *Des mecs comme ça*, s'agissant de la bisexualité supposée d'un collègue : « Le monde est devenu très compliqué ces derniers temps ! - Oui, on a du mal à suivre. »

aussi rendre compte. Mais il réussit tout au plus à prouver que l'humour grinçant de Tabou et la distanciation brechtienne qui fonctionnent dans son théâtre ne passent pas du tout à l'écran. On lui préfèrera de loin le documentaire de Peter Schanoni consacré à l'artiste Niki de Saint Phalle, dont la facture classique n'empêche pas son réalisateur de poser une question beaucoup plus pertinente sur le sujet, à travers le prisme de l'art moderne : *Qui est le monstre, toi ou moi ?* est le sous-titre du film.

La difficile traversée du Rhin

LA PART de marché du cinéma allemand en France plafonne à 1 %, malgré la sortie de la comédie *Les Nouveaux Mecs*, qui attirera en Allemagne plus de 6 millions de spectateurs, mais qui s'est soldée ici par un échec (50 000 entrées). Les films qui trouvent un public sont ceux qui montrent le moins leur origine : *La Maison aux esprits*, production germanique tournée en anglais par Bille August, ou *Astérix chez les Indiens*, financé par Jugendfilm. La situation n'est pas meilleure à la télévision : Arte mis à part, les films allemands représentent 3 % de la programmation cinématographique des chaînes françaises.

En revanche, l'Allemagne représente, pour la cinquième année consécutive, le premier marché mondial pour les films français, grâce surtout à la télévision. La chaîne privée Vox ou la chaîne publique ZDF leur consacrent plus de 15 % de leur programmation de films, même si elles piochent largement dans les catalogues de films anciens. Mais en salle le ciné-

ma français n'a plus sa part de marché. Entre 1985 et 1995, le marché est passé de 4,2 % à 1,2 %. Le temps est loin, où *Le Grand Bleu* et *Cyrano de Bergerac* dépassaient le million de spectateurs. Les grands succès récents (*Farinelli*, *Trois couleurs*, *La Reine Margot*) plafonnent à 400 000 entrées.

Le nombre de coproductions franco-allemandes reste stable depuis dix ans (huit en moyenne) mais s'agit d'un rapprochement plus économique que créatif, dont témoignent ainsi les investissements dans les deux sens : la Générale des caux, à l'achat des studios de Babelsberg, a été Cinéma possède une part significative d'un des principaux distributeurs indépendants, Tobis, et Canal Plus détient encore 25 % de la seule chaîne de cinéma cryptée, Première. De son côté, en rachetant les activités audiovisuelles de la CLT, Bertelsmann est devenu actionnaire de M6.

Laurent Vautier

N'attendez plus !

carte Sésame : carte coupe-file

des expos contre toute attente

Galeries nationales du Grand Palais

Picasso, Nara, Angkor, Paris-Bruxelles...

01 44 13 17 47

مكتبة الامم المتحدة

سیدان الیاس

Les bonheurs du théâtre multipliés par la caméra

La Servante aimante. Jean Douchet invente le juste regard sur le texte de Goldoni

Film français de Jean Douchet, d'après « La Serva amorosa » de Carlo Goldoni mis en scène par Jacques Lassalle. Avec Catherine Hiegel, Claire Vernet, Anne Kessler, Jacques Sereys, Nicolas Silberg, Jean-Yves Dubois, Jean-Philippe Puymartin, Philippe Torretton, Alain Pralon (2 h 46).

Voilà le genre de film qui, a priori, pose problème à la critique : comment faire le tri entre le texte de Carlo Goldoni, sa mise en scène par Jacques Lassalle et la réalisation qu'en a faite Jean Douchet, à l'occasion d'une commande de la télévision (il a été diffusé sur Arte le 21 novembre 1995) ? Tant d'intermédiaires risquent de fausser le jugement. En l'occurrence, le problème est vite réglé : tout est bel et bon, sur toute la ligne.

On ne reviendra pas ici sur la splendeur de la pièce et la qualité du travail de Lassalle à la Comédie-Française, soulignées par Michel Cournot (*Le Monde* du 23 décembre 1992). Quant à la diffusion sur le petit écran, il n'y a qu'à s'en féliciter, celle-ci ayant suscité un accueil qui permet aujourd'hui la sortie d'une réalisation portée par un indéniable esprit cinématographique. Choisisant la mise en film d'une pièce jouée sur scène, genre qui par nature confine le cinéaste à une place modeste, Jean Douchet parvient à servir l'œuvre tout en mettant en évidence les plus hautes exigences de l'art du grand écran. Cette *Servante aimante* n'a rien de ce que la télévision appelle une « captation », mise en boîte d'un spectacle vivant qui nie de son mieux la présence d'un réalisateur, c'est-à-dire d'un regard. Celui

que Douchet pose sur le texte de Goldoni et le travail de Lassalle, volontairement discret, est non seulement présent, mais en mouvement. Le film commence « du côté du théâtre », par un plan-séquence qui respecte la durée de l'échange, joué très « appuyé » par Jacques Sereys et Nicolas Silberg, entre le barbon bafoué et son ami qui cherche à le dessiller. La caméra intervient pourtant, elle passe de l'un à l'autre, les accepte ensemble, évolue dans l'espace, invente son point de vue dans le matériau scénique : tout en montrant comme tel. Comme se montrant d'abord les changements de décor tels qu'un spectateur dans la salle les verrait. Peu à peu, le montage se substitue au temps de la pièce, de légères ellipses instaurent une autre durée et un autre espace sans parasiter la mise en scène de Lassalle.

FUSILLADE EXPRESSIVE

Un cinéaste plus présent se fraye ainsi un chemin à l'intérieur du travail du théâtre. Il le doit pour une part à l'interprétation magnifique de Catherine Hiegel dans le rôle-titre, mais aussi à la façon dont la caméra, franchissant la rampe avec la légèreté qu'autorise le fait d'en avoir marqué la place, vient cueillir sur son visage l'émotion, la souffrance, le bonheur, l'effort, la volonté, en un réseau de contradictions dynamiques qui sont la véritable fidélité à Goldoni. Dans cette pièce où chacun dissimule quelque chose, où chacun intrigue, où les quiproquos naissent et s'enchevêtrent de ce qui est dit et montré plutôt que de ce qui est caché (thème éminemment moderne), la puissance expressive naît



de la complexité, et c'est rare, la réalisation sans cesse agit en ce sens, et c'est splendide.

Il y a douze ans, une autre mise en scène de Lassalle, *Tartuffe*, avait été portée au grand écran par Gérard Depardieu. Celui-ci avait choisi de souligner la froideur géométrique du travail de l'homme de théâtre, excessivement parfois. Douchet, face à une stylisation plus enrobée, plus chaleureuse, en augmente encore l'épaisseur humaine, faisant place au burlesque comme au sentiment affiché. Il trouve ainsi un point de rencontre idéal entre théâtre et cinéma, point qui semble désigner la direction unique des regards des acteurs, pointés sur un an-déjà.

Ce travail tout en finesse permet le splendide du finale, qui ressemble à une grande scène chorégraphiée de comédie musicale,

quand le stratagème révèle les malignités de la mauvaise belle-mère au détriment du vieillard, consacre le triomphe de la servante éprise de son jeune maître qu'elle sauve en perdant volontairement l'amour qu'il lui avait offert. L'alliance des genres, la profondeur des émotions, l'entrecroisement du comique et de la cruauté composent une danse grandiose de l'intelligence, du pouvoir et de la compassion. Qui elle-même donne place au coup de force ultime de Carlo Goldoni, la fière déclaration de la femme qui a pris les choses en main, et dont la violence dynamique le happy end consensuel. Goldoni-Lassalle-Douchet, cela fait un chef-d'œuvre puissance trois. Et beaucoup de plaisir.

J.-M. R.

Psychologie de comptoir

Un air de famille. Cédric Klapisch a adapté la pièce d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri

Film français de Cédric Klapisch. Avec Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, Catherine Frot, Agnès Jaoui, Claire Maurier, Wladimir Yordanoff. (1 h 50).

Dans le dossier de presse, Cédric Klapisch affirme qu'en adaptant la pièce d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri, il s'est efforcé de ne pas « rester coincé avec le concept poussièreux du problème du théâtre filmé ». Outre qu'on se demande ce que peut bien être le « concept d'un problème », cette intention novatrice semblerait plus légitime si elle apportait un regard neuf sur le théâtre et sur le cinéma. C'est loin d'être le cas.

Toute la mise en scène de Klapisch vise à s'éloigner le plus possible du théâtre : travellings, cadrages élaborés, visages d'acteurs vus à travers une flûte de champagne. Ces efforts sans finesse cherchent à montrer que ce que nous regardons ne peut être perçu qu'au cinéma. Il y aurait ainsi une vérité des personnages que la caméra seule permettrait de pénétrer. Une vérité qui s'exprime dans le flash-back récurrent du film : un père et une mère sont dans leur lit avec leurs trois enfants, après une belle étreinte, ces derniers se ramassent une série de gifles filmées au ralenti.

En fuyant le théâtre, Klapisch s'éloigne paradoxalement encore plus du cinéma, pour atteindre, au mieux, une esthétique publicitaire. À la recherche du cinéma, il ne trouve que des images. Ces images ne sont pas valables pour autant, elles imposent une façon d'être, de percevoir et de juger. L'histoire d'*Un air de famille* pourrait être la nôtre. Tel est du moins le souhait de Klapisch, à en juger par le miroir figurant sur l'arête de son film et qu'il tend

au spectateur comme un gage de proximité et de connivence. Dans une banlieue, au bord d'une voie de chemin de fer, la famille Ménard : les trois enfants Henri, Betty, Philippe, Yolande, la femme de ce dernier, et leur mère, ont pris l'habitude de se réunir au bar d'Henri. L'une de ces soirées dégenère peu à peu, révélant des conflits plus profonds que la famille entretient depuis l'enfance. Les personnages se répartissent en deux camps : ceux dont la générosité se laisse deviner sous une apparence rugueuse, et les salopards, dont les gestes mesurés masquent la venérite. Soit un jeu sans risques pour le spectateur, à qui il ne reste qu'à compter les gags et à rire devant Henri, le bistrotier à la calvitie déjà affirmée, la mère manifestement indignée, dont l'amour pour son chien révèle son mépris pour le genre humain, et Philippe, symbole de l'égoïsme, dont le costume et la cravate serrée, marques de sa réussite sociale, soulignent aussi l'étrénesse d'esprit.

Comme dans le mauvais théâtre de boulevard, le dialogue l'emporte sur le récit, et la distribution sur la mise en scène. Bacri, Jaoui, Jean-Pierre Darroussin, Claire Maurier sont très bien, mais sont-ils filmés comme des individus ou comme des caricatures ? A ces personnages, ordonnés dans un jeu de massacre dont les clés sont livrées au public, on peut préférer une autre conception du cinéma, défendue par André Bazin, fondée sur l'attente du spectateur, une attente que seule pouvait construire la mise en scène. Derrière cette idée, Bazin parlait sur l'intelligence du spectateur, une qualité qui n'est ici guère sollicitée par le réalisateur.

Samuel Blumenfeld

Jean Douchet, critique, écrivain et cinéaste

« Il ne faut pas tricher avec les conventions »

CRITIQUE, écrivain et enseignant, Jean Douchet est moins connu comme cinéaste. S'il fut en 1964 coauteur du film-manifeste *Paris vu par...* avec Rohmer, Godard, Chabrol, Rouch et Pollet, il n'avait à ce jour signé que des courts-métrages et de nombreuses réalisations pour la télévision.



Le *Servant aimante*, son premier long-métrage projeté en salle, est à maints égards le fruit de ce parcours atypique.

« Pourquoi avoir choisi cette pièce ? » En la voyant à la Comédie-Française, j'ai senti d'emblée les possibilités d'un film parce que Lassalle avait mis en scène dans le

sens du cinéma. Le rapport aux décors, aux espaces, le jeu sur la disposition des corps et sur les regards instauraient une intimité plus proche du cinéma que de ce qu'on voit d'ordinaire au théâtre.

« Comment avez-vous abordé la réalisation ? »

« Comme un film de cinéma, même s'il devait d'abord passer sur Arte. J'ai tourné en 35 mm avec comme premier principe le refus de la « captation ». La captation, c'est la honte. De la mise en boîte à moindre coût qui trahit forcément le théâtre : on ne peut pas transposer mécaniquement les distances et les rythmes sont forcément faux. Mais les grandes chaînes publiques ne veulent diffuser que des captations. Mon but était de montrer qu'on peut filmer le théâtre, qu'il n'y a pas d'opposition. L'intérêt était d'être totalement fidèle à la pièce et à la mise en scène, et à partir de là de découvrir comment on pouvait donner à l'ensemble un caractère cinématographique. Il s'agissait d'inventer une mise en scène qui regarde une autre mise en scène, ce qui excluait aussi la transposition soi-disant réaliste, en décors naturels. Le théâtre repose sur une convention avec laquelle il ne faut pas tricher, sinon on se retrouve muet par.

« Comment avez-vous tourné ? »

« On ne pouvait pas tourner à la Comédie-Française, où l'alternance des spectacles interdit de s'installer durablement. J'avais besoin d'un espace de liberté pour travailler, donc on a reconstruit le plateau à l'identique en studio. Les lumières sont celles de la pièce, à peine retravaillées. J'ai fait un gros effort sur le son : une pièce de théâtre, c'est d'abord un texte. Nous avons conçu le son comme s'il y avait un comédien sur la scène, et rien d'extérieur ne peut venir. C'est un huis clos sonore.

« A défaut d'avoir besoin d'un scénario, puisque vous utilisez celui de Goldoni, avez-vous conçu un découpage ? »

« Mon principe était : chaque scène a une mise en scène différente, pour donner l'impression d'un perpétuel changement, qui correspond à la construction même de la pièce, très classique en l'occurrence : une scène à un problème, résolu à la fin de la scène. Cette idée

que jusqu'au dernier moment le dénouement reste incertain réclamait de trouver une continuité et d'instaurer une inquiétude.

« N'avez-vous pas été obligé de demander aux acteurs de modifier leur manière de jouer ? »

« Lorsque les acteurs du Français, qui sont parmi les meilleurs, rencontrent un metteur en scène de la valeur de Lassalle, on part de très haut. Je leur ai simplement demandé de gonfler les aspects les plus extravertis, les plus « théâtraux », de leur jeu, rendus superflus par la caméra. Sauf à Philippe Torretton, l'interprète d'Arlequin, qui représente un paroxysme de la convention théâtrale.

« Arlequin est le seul qui transgresse le point de vue frontal, celui d'un spectateur assis au théâtre.

« Ma caméra est à la place du spectateur, elle ne balaye qu'un champ de 180 degrés, ce qui permet de montrer sur la scène, d'être à l'intérieur du jeu tout en conservant une ligne imaginaire, la rampe. Seul le personnage d'Arlequin, que Lassalle faisait surgir de la fosse d'orchestre, la transgresse. Dans le film, il semble carrément sortir de la caméra : il est l'élément de perturbation, il appartient à une tradition plus archaïque du théâtre, qui justifiait ce traitement.

« Les comédiens regardent souvent de face, mais jamais dans la caméra.

« C'est la réponse que j'ai trouvée au problème le plus important, celui du public, qui est dans une situation différente au théâtre et au cinéma. Au théâtre, il devient un corps collectif. Au cinéma, le public est constitué d'individus isolés. J'ai essayé de suggérer au spectateur de cinéma la présence d'un public de théâtre, l'existence de l'« espace public » du théâtre en contrechamp de la scène.

« Vous appartenez à la génération de la nouvelle vague, dont on n'attend pas a priori qu'elle porte à l'écran une pièce du théâtre classique.

« Je ne crois pas à des sujets spécifiquement modernes. C'est la pensée, donc la forme, qui est moderne. J'ai tenté de ne pas imposer un point de vue, une démonstration.

« Les films contemporains les plus intéressants sont ceux où la mise en scène met en évidence les artifices par lesquels elle retrouve la réalité. »

J.-M. R.

COMMENTAIRE

ADAPTATION ET RESTAURATION

Le même jour sortent deux films adaptés d'une pièce de théâtre. Que *La Servante aimante* soit inspirée d'un chef-d'œuvre classique et *Un air de famille* d'un texte contemporain de moindre stature importe moins que les démarches antagonistes adoptées par les réalisateurs : Jean Douchet rend justice au théâtre parce qu'il croit au cinéma ; Cédric Klapisch trahit l'un et l'autre art.

Pourtant, la mise en film du texte de Goldoni, qui respecte scrupuleusement le travail de Jacques Lassalle, semble plus éloignée de la démarche cinématographique que la transposition de la pièce d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri, qui recourt aux effets de caméra, à tout ce qui ressortit à la « grammaire cinématographique ». Voilà maintenant que

rante-cinq ans qu'est paru un texte où tout déjà était dit de ces deux manières de passer de la scène à l'écran. Dans « Théâtre et cinéma » (réédité dans *Qu'est-ce que le cinéma ?*, Le Carré), André Bazin mettait en évidence « l'hésitation majeure du théâtre filmé : le souci de faire cinéma ». Il s'en prenait à une longue tradition d'adaptateurs académiques, pour leur opposer, citant Lawrence Olivier, Orson Welles et Jean Cocteau, ceux qui, par « le respect du texte et des structures théâtrales », manifestant également leur conscience de la véritable nature du cinéma, et de son éthique.

À la lumière de ce texte qui n'a rien de « poussièreux » et face au film de Douchet, *Esprit de famille* apparaît comme un témoignage, presque un manifeste, d'une restauration des vieilles académiques par des réalisateurs qui ne sont jeunes qu'au regard de l'état civil.

J.-M. R.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

ASPHALT TANGO

Film roumain de Nae Caranfil avec Charlotte Rampling, Mirela Dăncuș, Florin Călinescu, Constantin Călinaru. (1 h 40.)

Menés par une femme d'affaire énergique, mi-maquillée mi-impressionnée, onze jeunes Roumains avec un contrat de travail (d'entraîneuses ?) en poche s'embarquent pour Paris depuis Bucarest, dans un autocar. Le mari de l'une d'elles pourrît le véhicule pour récupérer sa femme en rupture de domicile conjugal. Sur cette trame qui permet un enchaînement de catastrophes inégalement drôles, *Asphalt Tango* retrouve des accents proches de la comédie italienne d'antan, même si le réalisateur semble n'avoir guère d'ambitions formelles. La charge sociale, parfois efficace, s'acharne sur les rapports d'exploitation entre l'Ouest et les anciens pays de l'Est, et sur le désordre qui y a succédé à la chute des dictatures. Le film constitue, de surcroît, une fable morale insolente sur les rapports entre les hommes et les femmes, le désir et le mariage. La fin du récit, où la conjugalité est définitivement malmenée, est plutôt surprenante. Ce qui est trop rare au cinéma pour ne pas être signalé.

Jean-François Ranger

BOUND

Film américain de Larry et Andy Wachowski avec Jennifer Tilly, Gina Gershon, Joe Pantoliano. (1 h 48.)

Ce premier film ambitieux d'apporter une vision actuelle et originale à un genre fondé sur le complot. Maitresse de Caesar, un truand spécialisé dans le blanchiment de l'argent de la Mafia, Violet rencontre Corky, une voleuse qui vient d'être emmenagée dans l'appartement mitoyen du sien, après avoir passé cinq années en prison. Violet tombe amoureuse de Corky, qui va l'utiliser pour dérober les 2 millions de dollars cachés dans son appartement. L'originalité de *Bound* réside dans la liaison entre les deux comploteuses-amantes, et dans ses effets stylistiques, souvent inutiles. Reprenant des archétypes du roman noir en essayant de leur donner une tonalité plus moderne, ce scénario n'offre guère de surprises. Seule une interprétation de très bonne qualité sauve en partie cette variation du genre.

S. BL

STUDIO THEATRE

THEATRE
à partir du 7 novembre
à 18 h 30

La Demoiselle de la poste
d'Ewa Pokas
Mise en scène
de Catherine Hiegel
Prix des places : 80 F

01 44 58 98 58

THEATRE DE LA VILLE

12, 13, 15, 16, 17 NOV. 20H30

JAN FABRE
Universal Copyrights
1 and 9
musique The Beatles
TEXTE EN FRANÇAIS

2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77

mk2 14 juillet

entrez dans
le club des abonnés

14 salles à Paris

Prochaine avant-première réservée
aux abonnés des cinémas 14 juillet

Tesis
Régulation indispensable
14 00 50 20 10
dans la limite des places disponibles

Un cinéaste anthropologue habité par les passions

La première intégrale de Shohei Imamura sera l'un des points forts du Festival d'Amiens, du 8 au 17 novembre

TOKYO

Shohei Imamura, soixante-dix ans, vient de terminer son premier film depuis *Pluie noire* en 1989. L'Anguille raconte l'histoire d'un homme exilé à la campagne après des années de prison pour le meurtre de sa femme, qui tombe amoureux d'une femme lui rappelant son épouse assassinée.

Situé à l'époque actuelle, « essentiellement pour des questions de budget », précise le réalisateur japonais, ce film en forme de renaissance — après une absence qu'on a pu craindre définitive — a été financé par la malin Shochiku. Il pourrait être présenté au prochain Festival de Cannes, quatorze ans après qu'Imamura eut remporté la Palme d'or avec *La Ballade de Narayama*, en 1983.

L'APRÈS-GUERRE

Longtemps tenu éloigné des plateaux à la suite de l'échec commercial de sa précédente réalisation et du désintérêt des puissances d'argent nipponnes pour leur cinéma national, Imamura espère désormais pouvoir tourner un projet antérieur, *Docteur Akagi*, situé à la fin de la guerre, pour le-

quel il n'avait pu trouver de producteur.

« La période de l'après-guerre est centrale dans la plupart de ses films », souligne Iino Hisa, responsable de Imamura Production, la société fondée par le cinéaste en 1965. Au sortir de la guerre, Imamura fréquentait les bas-fonds de Tokyo et les *yamichi*, les lieux de marché noir décrits par la patronne de l'Onbora dans *Histoire*

du Japon racontée par une hôtesse de bar (1970) : il y revend le saké qu'on lui offre dans une famille aisée où il fait office de tuteur.

Fils d'un médecin sans fortune, Imamura entre à l'université de Waseda, où il est très impliqué dans le théâtre étudiant. Impressionné par *L'Ange ivre* de Kurosawa (1948), il s'intéresse au cinéma et est reçu premier en 1951 au concours de la Shochiku, où il est

un temps l'assistant d'Ozu. Il tourne son premier film en 1958, après avoir rejoint la Nikkatsu.

Dès 1961, avec *Cochons et cuirasses*, Imamura revendique une approche anthropologique (*Le Pornographe*, 1963, a pour titre en japonais *Introduction à l'anthropologie*), et peu de cinéastes auront su si bien montrer l'homme dans son milieu : milieu naturel (les insectes, les animaux et les éléments jouent un rôle crucial de contrepoint), milieu social, milieu psychique des passions et des croyances.

PLONGÉES ET CONTRE-PLONGÉES

La Femme-Insecte (en japonais *Introduction à l'entomologie*) en 1963, *Désir meurtrier* (1964) et *Histoire du Japon* montrent trois destins inattendus de femmes qui, prises au plus bas de la société, parviennent à une sorte de libération. Les personnages des films d'Imamura sont arc-boutés entre les déterminismes sociaux (société, famille ou village) et leurs désirs trop humains, désirs de chair, de sacré ou de sacrilège.

Imamura a longtemps usé d'un style baroque, fait de plongées, contre-plongées et arrêts sur

image rythmant des films grouil- lant de vie. Avec *Evaporation de l'homme* (1968), auquel *La Ven- geance est à moi* fera écho dix ans plus tard, il développe une ap- proche plus proche du cinéma-vé- rité, qui culmine avec *Histoire du Japon*,... réponse documentaire à *Cochons et cuirasses*. *Karyoku san* (1975), documentaire sur les pros- tituées japonaises envoyées en Asie du Sud-Est, inspirera une fic- tion, *Zegen, ou le seigneur des bor- dels* (1987).

Cinéaste capable des plus grandes variations stylistiques, il aura donné la force truculente et brutale *Eijanaika* (1981), consacrée aux réjouissances populaires tradi- tionnelles, comme le sobre et déli- cat *Pluie noire*, sur les consé- quences du bombardement atomique.

En 1975, Imamura a fondé une école de cinéma, la Nihon Eiga Gakko (école du cinéma japonais), aujourd'hui reconnue par l'Etat. A ce jour, les deux tiers de la profes- sion sont passées par cette institu- tion, où il a englouti tout l'argent rapporté par *La Ballade de Na- rayama*.

Brice Podroletti

A la découverte de Bezzerides

Le Festival d'Amiens propose une rétrospective consacrée au scénariste et écrivain Al Bezzerides à l'occasion de la sortie du *Marché aux voleurs* (Gallimard, La Noire), le premier de ses trois romans à être traduits en français. *La Maison dans l'ombre*, de Nicholas Ray, *Track of the Cat*, de William Wellman, et *En quatrième vitesse*, de Robert Aldrich, réalisés d'après des scénarios d'Al Bezzerides, seront projetés, ainsi qu'*Une Femme dangereuse*, de Raoul Walsh d'après *The Long Haul*, son premier roman, et *Les Bas-Fonds de Frisco*, de Jules Dassin d'après *Le Marché aux voleurs*.

Né en 1908 en Turquie, de père grec et de mère arménienne, Al Bezzerides est arrivé en Californie avec sa famille en 1909. Il a été scénariste sous contrat avec la Warner pendant la guerre. Il est sur- tout connu pour deux adaptations : *La Maison dans l'ombre* et *En quatrième vitesse*, d'après le roman de Mickey Spillane. Bezzerides avait su apporter au roman de Spillane, qui tournait autour d'un tra- fic de drogue, un arrière-plan apocalyptique et obsessionnel qui al- lait faire du film réalisé par Aldrich un des films les plus marquants de l'époque de la guerre froide.

Jean-Pierre Melville ou la règle du genre

Sous l'intitulé « Trois samouraïs à Paris », le Festival d'automne présente, du 13 au 26 novembre, à l'UGC-Ciné Cité Les Halles les films de deux réalisateurs de Hongkong, John Woo et Kirk Wong, et d'un japonais, Takeshi Kitano. Cette programmation, conçue par Thierry Lousse, des *Cahiers du cinéma*, possède par elle-même sa légitimité : l'œuvre de ces réalisateurs représente trois réflexions contemporaines, et venues de la même région du monde, autour d'un grand genre, le film noir. Et ce sont des films de grande qualité. Mais ce choix obéit aussi à une autre logique, moins apparente : elle part d'une réflexion sur l'héritage moderne de Jean-Pierre Melville, dont l'intégrale est présentée pas la Cinémathèque française du 6 au 24 novembre à la salle République (également en collaboration avec les *Cahiers*, qui publient un ensemble de textes consacrés à ce cinéaste dans leur numéro de novembre).

Pour d'obscures raisons, l'intégrale Melville ne relève pas du Festival d'automne. L'auteur du *Samourai* reste pourtant le principe actif de la programmation aux Halles, conçue autour de la question : Dans quelle mesure Melville est-il devenu une référence stylistique pour des réalisateurs du monde entier, y compris d'Extrême-Orient ? Cette question concerne essentiellement les films noirs de la dernière période. *Le Doulos* (1963), *L'Ainé des Ferchaux* (1963), *Le Deuxième Souffle* (1966), *Le Samourai* (1967), *Le Cercle rouge* (1970), et *Un flic* (1972). Ce qui revient à mettre de côté la continuité de l'œuvre, et ce qu'elle a de plus personnel dans la cohérence plus secrète qui relie *Le Silence de la mer* (1949) à *Léon Morin prêtre* (1961), *Deux hommes dans Manhattan* (1959) à *L'Armée des ombres* (1969), à la fois par les thèmes obsessionnels du cinéaste, par la position d'auteur qu'il revendique, par son regard sur l'Histoire et par son autonomie

matérielle. C'est essentiellement la série des polars des années 60 et 70 qui a permis de cataloguer Melville comme héritier critique du grand cinéma noir américain. Cette dé- finition restrictive, mais loin d'être inexacte, repose sur deux caractéristiques communes à ces films.

D'abord la stylisation de plus en plus poussée de la mise en scène de situations convenues. *Le Samourai* en fournit l'exemple le plus célèbre, même si le sous-estimé *Un flic*, chef-d'œuvre funéraire qui de- vait être son dernier film, est plus signifi- catif. Ensuite la manière dont ces films, tout en semblant respecter les règles du genre, en annoncent le crépuscule, sous le signe de la perte de l'innocence : celle des person- nages à l'égard des codes qui régissent leurs relations, celle du cinéaste et du public en- vers une convention narrative.

La démarche de Melville reste d'une irré- ductible singularité par la façon dont son

œuvre s'inscrit aussi dans l'histoire du ciné- ma français : soit la tentative désespérée d'inventer une continuité entre son époque classique — l'« âge d'or » des années 30 et 40 — et son époque moderne — celle de la nou- velle vague. De même que ceux qu'on dé- signe comme ses héritiers possèdent une originalité suffisante pour qu'aucun ne puisse apparaître comme un simple dis- ciple.

Les caractéristiques de la « série noire » de Melville préfigurent pourtant bien l'ave- nir des histoires de voleurs et de gen- darmes, telles que les filmeront Takeshi Ki- tano, John Woo ou Kirk Wong.

J.-M. F.

★ Dans leur nouvelle collection de poche, les éditions Cahiers du cinéma viennent de rééditer *Le Cinéma selon Jean-Pierre Melville*, de Rui Nogueira (223 pages, 69 F).

Costa-Gavras dirige Dustin Hoffman en journaliste et John Travolta en chômeur

LOS ANGELES

de notre envoyé spécial
Choc des cultures sur Wash- ington Boulevard, à Culver City, une bourgade des environs de Los An- geles. D'un côté, les bâtiments ul- tramodernes et les parcs « manu- curés » du complexe Sony/Columbia-Tristar ; de l'autre, les bungalows de style colo- nial des vieux Culver Studios. C'est dans ce mélange de hangars et de station de vacances qu'ont été tournés, entre autres chefs- d'œuvre, *Cliffen Kane* et *Autant en emporte le vent*. C'est ici que Costa-Gavras tourne *Mad City*, avec John Travolta et Dustin Hoffman.

Le décor — la rotonde centrale d'un musée d'histoire naturelle — est en place depuis plusieurs jours. Au centre, deux gigan- tesques dinosaures. Là, des allo- saures (carnivores, fin du juras- sique, 10 mètres de long). Plus

loin, un village indien et la statue du chef Mitwok.

Dustin Hoffman fait son entrée sur le plateau. Pantalon sombre, chemise blanche, il fonce sur Cos- ta-Gavras. Il dit avoir « un pro- blème avec cette phrase ». Costa- Gavras a le sourire philosophe. « Les lundis sont toujours difficiles. Avant au tout le week-end pour ré- fléchir, les acteurs arrivent avec trois cent cinquante idées d'inter- prétation et cent trente-deux de mise en scène. Il faut faire le tri, calmer le jeu. » Travolta, lui, s'est assis. Mai rasé, pas coiffé, les fa- voris descendant jusqu'à mi-joue. On répète. Hoffman prend la voix d'Humphrey Bogart dans *Plus dur sera la chute*, dégage vers la droite. Hors champ. Il trouve le ton juste, le rythme juste. Costa- Gavras est content.

Mad City raconte l'histoire de Sam (Travolta), employé munici-

pal qui, ayant perdu son emploi au musée local, prend en otage le conservateur et tous les élèves d'une classe primaire avec leur institutrice. Journaliste relégué pour persiflage dans une station régionale, Max Brackett (Dustin Hoffman) voit là l'occasion de re- dorer son blason. Très vite, cette prise d'otages devient un événe- ment, ramenant aussi bien la presse télévisée à scandale que les grands témoins, de Dan Rather (CBS) à Larry King (CNN).

L'intrigue rappelle *Le Grand Carnaval*, de Billy Wilder. Journal- iste ambicieux, Kirk Douglas se servait cyniquement d'un ouvrier coincé au fond d'une mine. « Je suis fiévreux de la comparaison », dit Costa-Gavras, qui reconnaît y avoir pensé à la lecture du pre- mier scénario. Comme « un tel manichéisme ne passerait plus au- jourd'hui », l'essentiel du travail

de réécriture a consisté à renfor- cer l'ambiguïté des personnages, à mettre en avant la rupture so- ciale que présentait pour Sam la perte de son emploi. D'infâme carriériste, le personnage du jour- naliste s'est aussi étoffé. « Une ré- plique m'a sauté au visage, pour- suit le cinéaste. Interpellé par la conservatrice qui l'accuse de mani- pulation d'histoire, Max lui répond : « Oui, je le fais pour ma carrière, mais en même temps je rends ser- vice à cet homme : sans moi, il prendrait dix ans de taule. C'est aussi excellent pour votre musée, désormais connu de la terre en- tière, et c'est bon pour les sondages. Vous voyez, tout le monde y trouve son compte. » C'est cette idée-là qui m'a guidé. »

UNE QUESTION D'ÂGE

Tout s'achète, tout se vend, les victimes et leurs familles ne sont pas les dernières à mettre leur malheur aux enchères. Costa-Gavras se souvient d'un discours que lui tint jadis un ancien journaliste devenu ambassadeur. « Vous ne comprenez donc pas, Costa, que les nouvelles, c'est une marchandise ? Faut la faire, faut la vendre, faut savoir l'envelopper. » Dilemme permanent du reporter spécialisé dans les sujets « humains ». « On ne peut réduire le problème aux seuls hommes, commente le réali- sateur. Il y a derrière eux une énorme machine, une sorte de monstre qu'il faut nourrir en per- manence. »

Pour Costa-Gavras, le tandem Travolta-Hoffman constituait une des configurations idéales. Hoff- man était intéressé. Travolta ? Pas libre, il tournait à Paris un film de Roman Polanski. Mais le film a été interrompu, et Travolta a fait sa- voir que le « Costa » l'intéressait. Restait à distribuer les person- nages. Au départ, Hoffman devait jouer l'employé municipal et Tra- volta le journaliste. Rôles inter- changeables, « ou presque », cor- rige Costa-Gavras : « Si John pouvait parfaitement jouer Max, l'âge de Dustin aurait quelque peu réduit le personnage de Sam. Perdre son emploi quand on a dé-

passé la cinquantaine, ou même la quarantaine, est abominable. Mais le perdre à trente-cinq ans, sans éducation, sans diplôme, sans le moindre espoir de sauver sa famille de la misère, me paraît d'autant plus désespérant. C'est précisément dans cette génération que recrutent les milices extrémistes qui se déve- loppent dans les campagnes améri- caines. Réduits au chômage, ces gens-là vivent forcément à l'ex- trême droite, comme dans les an- nées 30, en utilisant les mêmes ar- guments, les mêmes « solutions » imbéciles. Conflit le rôle de Sam à Travolta permettait de prolonger cette réflexion. Si Dustin s'interroge sur le profil éthique, politique et so- cial de son personnage, de tous les personnages, John a une approche plus instinctive. Mais ils sont tous deux de formidables instruments. »

Henri Béhar

LES ENTRÉES À PARIS

■ Très bonne semaine, qui profite à des films de toutes catégories, et dont la réussite ne s'explique pas par les seules vacances scolaires puisqu'elle enregistre une hausse de 20 % par rapport à celle de 1995, elle aussi fériée.

■ Cinq nouveautés tirent leur épingle d'un jeu pourtant serré. En valeur absolue, *Sleepers* domine à 139 000 entrées dans 41 salles. Mais les 64 000 entrées de *Cœur de dragon* dans 26 salles et les 30 000 de *Carla's Song* sur 16 écrans sont aussi des succès. *Passage à l'acte* s'en tire honorablement à 59 000 dans 34 salles. Et les 1 800 entrées de *Du côté d'Orouër* dans sa salle unique font un joli résultat.

■ « Mission : Impossible » reste intouchable avec 248 000 amateurs dans 55 salles (666 000 en quinze jours). Il marche ainsi sur les traces d'*Independence Day*, qui franchit la barre du million d'entrées dans la capitale grâce à ses 73 000 nou- veaux spectateurs en cinquième semaine. *Pinochio*, à 90 000 en deuxième semaine (total : 157 000) fait le plein des scolaires, mais *Le jaguar* à 62 000 (365 000 en quatre semaines) et *L'Incorruptible* Voyage 2 à 37 000 (80 000 en deux semaines) bénéficient eux aussi de la conjoncture.

■ Quatre autres titres obtiennent aussi des résultats significatifs : *Se- crets et mensonges* atteint 376 000 en sept semaines et *Breaking the Waves* en est à 144 000 en quatre semaines. *Capitaine Conan* passe le cap des 100 000 en troisième se- maine, un niveau atteint par *En- core*, mais en six semaines.

J.-M. F.

Chiffres : Le Film français.

Florence célèbre Julien Duvivier

JUSQU'AU 7 novembre se dé- roule le 11^e Festival de Florence, manifestation créée par le critique Aldo Tassone pour repérer de ravi- ver la présence du cinéma français en Italie. Une obstination qui pour- rait commencer à porter ses fruits, grâce au sursaut annoncé du grand écran transalpin avec l'arrivée au gouvernement de Walter Veltroni et le pacte scellé au dernier Festival de Venise avec le ministre et les professionnels français. En marge du Festival de Florence s'est d'ail- leurs tenue, le 3 novembre, une réunion de travail bilatérale desti- née à soutenir les coproductions, pour lesquelles le ministre italien a annoncé la création de « bureaux de collaboration » permanents.

Présentant comme chaque année une sélection de films français inédits en Italie, la manifestation flo- rentine a aussi été la première (avant la Cinémathèque française à la fin novembre) à rendre hom- mage à Julien Duvivier, dont c'est le centenaire de la naissance. A cette occasion, le Festival a commandé la rédaction d'un livre consacré à l'auteur de *David Gol- der*, *La Belle Équipe*, *Pépé le Moko*, *La Fête à Henriette* et *Voilà le temps des assassins*, cinéaste majeur jus- qu'à présent oublié par les éditions de cinéma.

FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

LA MAISON DES ARTS DE CRÉTIL ET LE FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS PRÉSENTENT DU 9 AU 17 NOV

ROBERT LEPAGE

LES 7 BRANCHES DE LA RIVIÈRE OTA 1996

DEPUIS 1994, ROBERT LEPAGE A COMMENCÉ UN VOYAGE. UN SPECTACLE À 7 BRANCHES... LES 7 BRANCHES DE LA RIVIÈRE OTA EST L'HISTOIRE D'OCCIDENTAUX QUI VIENNENT À HIROSHIMA ET SE TROUVENT FACE À EUX-MÊMES, DANS LA DÉVASTATION COMME DANS L'ILLUMINATION. CAR, SI HIROSHIMA EST UN SYMBOLE DE MORT ET DE DESTRUCTION, C'EST AUSSI UN LIEU DE RENAISSANCE ET DE SURVIE.

9, 10, 16, 17 NOV, VERSION INTÉGRALE À 14h30
12 ET 14 NOV, 1ÈRE PARTIE À 20h, 13 ET 15 NOV, 2ÈME PARTIE À 20h
Location 01 42 96 96 94

Inrockuptibles

Festival Fnac/Inrockuptibles

Paris — Divan du Monde vendredi 8 novembre 20h
Diabologum, Joseph Arthur, special guest star
Paris — La Cigale samedi 9 novembre 17h 30
Fun Lovin' Criminals, Morcheeba, Fiona Apple
Paris — La Cigale dimanche 10 novembre 17h 30
Eels, Placebo, The Trash Can Sinatras, Jack
Paris — Divan du Monde dimanche 10 novembre 22h 30
Bim Sherman, Usa Germano, Gorky's Zygoti Mynx
Paris — L'Olympia lundi 11 novembre 18h 30
Neneh Cherry, Tricky, Mazzy Star, Sparkhorse, Garageland
Lille — L'Aéroparc vendredi 8 novembre 20h 30
Fun Lovin' Criminals, Morcheeba, Fiona Apple
Lille — L'Aéroparc samedi 9 novembre 20h 30
Tricky, Eels, Placebo, Jack

Nantes — L'Olympic dimanche 10 novembre 20h
Fun Lovin' Criminals, Morcheeba, Fiona Apple
Nantes — L'Olympic lundi 11 novembre 20h
Bim Sherman, Usa Germano, Diabologum, The Trash Can Sinatras
Nantes — L'Olympic mardi 12 novembre 30h
Tricky, Eels, Placebo, Jack

Toulouse — Le Bimbo lundi 11 novembre 21h 30
Fun Lovin' Criminals, Morcheeba, Fiona Apple
Toulouse — Le Bimbo mercredi 13 novembre 21h 30
Tricky, Eels, Placebo, Jack

Location Fnac & 3515 M6

ATLAS 6 France Inter SUPERVISION Le Monde mac

هكذا من الأصل

LA SÉLECTION DU « MONDE »

AFRIQUES : COMMENT CA VA AVEC LA DOULEUR ? (français, 2 h 45), de Raymond Depardon. **AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES** (finlandais, 1 h 36), d'Aki Kaurismäki. **BREAKING THE WAVES (*)** (danois, 2 h 38), de Lars von Trier. **CAPTAIN CONAN** (français, 2 h 10), de Bertrand Tavernier. **CHRONIQUE COLONIALE** (néerlandais, 1 h 30), documentaire de Vincent Monnikendam. **ENCORE** (français, 1 h 36), de Pascal Bonitzer. **FARGO** (américain, 1 h 37) de Joel Coen. **FEW OF US** (lituanien, 1 h 45), de Sharunas Bartas.

FOURMI (suisse, 1 h 54), d'Alain Tanner. **LE JARDIN** (franco-slovaque, 1 h 40), de Martin Sulk. **MIKHAIL KOBALKIDZE** (cinq courts-métrages inédits) (géorgien, noir et blanc, 1 h 13), de Mikhaïl Kobalkidze. **MISSION : IMPOSSIBLE** (américain, 1 h 50), de Brian De Palma. **PONETTE** (français, 1 h 37), de Jacques Doillon. **LA PROMESSE** (belge, 1 h 33), de Jean-Pierre et Luc Dardenne. **LA RENCONTRE** (français, 1 h 15), d'Alain Cavalier. **RONDE DE FLICS À PÉKIN** (chinois, 1 h 42), de Ning Ying.

FESTIVALS

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'AMIENS
Cette seizième édition présentera, en compétition, vingt-cinq films inédits de long et court-métrage. Deux hommages seront rendus : l'un au réalisateur japonais Shohei Imamura, l'autre au scénariste et romancier américain d'origine arménienne Albert Isaac Bezzardes (lire page 32). Un panorama d'images de films rendra compte des cinémas d'Afrique australe (Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie). Enfin, un travail d'analyse sur le thème de la banlieue dans les cinémas européens des années 90 est également prévu.
Du 8 au 17 novembre. Festival international du film d'Amiens, 36, rue de Noyon, 80 Amiens. Tél. : 03-22-91-01-44.

JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES D'ORLÉANS
Sur le thème « Cinéma du réel, réel du cinéma », ces journées proposent plusieurs hommages. Le premier d'entre eux est consacré au réalisateur français d'origine polonaise Jean Epstein (1897-1953) (*La Crête de la maison Usher*, *Finis Terrae*), le deuxième au cinéaste, poète, essayiste québécois Pierre Perrault, avec une sélection de sept de ses films, un troisième au documentaire américain Fred Wiseman (*Thérèse*), un quatrième à l'acteur franco-anglais Michael Cresswell, et un cinquième au réalisateur Bertrand Tavernier. Un panorama intitulé « Le siècle du cinéma » proposera une reprise de quelques émissions de la série internationale sur le centenaire du cinéma avec des œuvres de Martin Scorsese, Nagisa Oshima, Jean-Luc Godard, Stephen Frears et Sergueï Selazkov. Dans le cadre de « Cinéma d'aujourd'hui, monde d'aujourd'hui », est proposé un ensemble de films de télévision choisis dans la production internationale récente, et enfin, l'Agence du court-métrage propose « Du court au long » avec, entre autres, *Le Jour du bac* et *La Cri de Tarzan*, de Thomas Bardinet.
Du 6 au 11 novembre. Tél. : 02-38-24-01-67.

FESTIVAL DU FILM DE SARLAT
Depuis cinq ans, ce festival accueille chaque année plus de quatre cents lycéens pour les initier au cinéma et à l'audiovisuel par les plus grands professionnels du métier. Pendant cinq jours, seront présentés au cinéma Le Rex des films français et étrangers inédits, des films de répertoire et des courts-métrages de toutes nationalités. Un hommage à Jacques Demy, avec la présence d'Agnes Varda et de Michel Legrand, et plusieurs colloques, dont un sur la

musique de films et le son, sont également prévus.
Du 6 au 10 novembre. Tél. : 05-53-29-15-13.
L'ÉCRAN DÉMONIAQUE
Sous l'intitulé « Y a-t-il un cinéma expressionniste ? (Allemagne 1918-1933) », la Cinémathèque propose un week-end de projection de films classiques avec *Der Paule à minuit*, de Karl Heinz Martin (1920), *Nosferatu le vampire*, de Friedrich Wilhelm Murnau (1922), *Le Docteur Mabuse* et *M. le Maudit*, de Fritz Lang (1922 et 1931), *Le Montraur d'ombres*, d'Arthur Robinson (1923), et *La Mandragore*, de Henrik Galeen (1928). Ces projections seront accompagnées d'extraits d'autres films et d'interventions de Bernard Eisenschütz, spécialiste, entre autres, du cinéma allemand.
Les 9 et 10 novembre, de 10 h à 19 heures, au palais de Chaillot. Tél. : 01-45-53-21-86, poste 107.

OZZU, MAÎTRE DU CINÉMA JAPONAIS
À l'occasion de la sortie du livre *Yasujirô Ozu : carnets 1933-1963* (éd. Albin, collection « Grand écran »), le cinéma Les Trois Luxembourgs propose une rétrospective en vingt-deux films, à raison d'un film par jour, du réalisateur japonais mort en 1963. Au programme, des œuvres connues ou méconnues, parmi lesquelles *Gosses de Tokyo*, *Femmes et voyous*, *Printemps japonais*, *Est précède*, *Voyage à Tokyo*, *Printemps précède*, *Flours d'équinoxe*, *Fin d'automne*, *Dernier caprice*, *Le Gout du sud*. À partir du 6 novembre. Cinéma Les Trois Luxembourgs, 67, rue Monsieur-le-Prince, Paris 6. Tél. : 01-46-33-97-77.

DIX REGARDS DE FRITZ LANG
Une sélection de dix films consacrée à la période américaine de Fritz Lang est au programme du cinéma l'Entrepot. Il s'agit de *Les bourgeois meurent*, *Épions sur la Tamise*, *La Femme au portrait*, *Capé et poignard*, *La Femme au gardénia*, *Désirs humains*, *La Cinquième Victime*, *L'Introuvable Vérité*, *Le Tigre du Bengale* et *Le Tombeau hindou*.
Du 6 au 26 novembre. Cinéma l'Entrepot, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris 14. Tél. : 01-45-43-41-63.

CHRONIQUE FERROVIAIRE
Dans le cadre de l'exposition « La mythologie des chemins de fer », qui a lieu actuellement au Centre Georges-Pompidou, la Bibliothèque publique d'information (BPI) présente un cycle de films documentaires des majestueuses locomotives des origines aux superpuissantes machines modernes.
Du 8 au 23 novembre. Salle Jean-Renoir, BPI, 2^e étage du Centre Georges-Pompidou. Tél. : 01-44-78-12-33.

NOUVEAUX FILMS

ASPHALT TANGO
Film franco-roumain de Nae Caranfil, avec Charlotte Rampling, Mircea Diaconu, Florin Călinescu, Constantin Călimatis, Catalina Rahianu, Marthe Feltin (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); Larina, 4^e (01-43-59-36-14); Elysées-Lincoln, 6^e (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
BOUND (*)
Film américain de Larry, Andy Wachowski, avec Jennifer Tilly, Gina Gershon, Joe Pantoliano, Barry Kivel, Christopher Meloni, John P. Ryan (1 h 48).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 6^e; UGC Danton, dolby, 8^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (01-43-57-90-81); UGC Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00); UGC Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10); 14-Jul-

Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (01-43-87-35-43); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88); réservation : 01-40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48); réservation : 01-40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-04-04-67); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobelins, dolby, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14^e (01-39-17-10-00); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27); réservation : 01-40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Molière, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juliet-sur-Seine, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

EXCLUSIVITÉS

AFRIQUES : COMMENT CA VA AVEC LA DOULEUR ? de Raymond Depardon, Français (2 h 45), Saint-André-des-Arts 1, 6^e (01-43-26-80-25).

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES d'Aki Kaurismäki, avec Kari Uutinen, Kari Väänänen, Eila Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltola, Matti Onnismaa, Finlandais (1 h 36), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; Épis de Bois, 5^e (01-43-27-47-47); Saint-André-des-Arts 1, 6^e (01-43-26-80-25).

BIENVENUE DANS L'ÂGE INGRAT de Todd Solondz, avec Heather Matarazzo, Brendan Sexton Jr., Daria Kalinina, Matthew Fisher, Angela Pietropinto, Bill Buel, Américain (1 h 27), VO : Grand Pavois, dolby, 15^e (01-45-54-46-85); réservation : 01-40-30-20-10.

BREAKING THE WAVES (*) de Lars von Trier, avec Emily Watson, Stellan Skarsgård, Katrin Cartlidge, Jean-Marc Barr, Adrian Rawlins, Jonathan Hackett, Danois (2 h 38), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juliet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); 14-Juliet Hauteville, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Rotonde, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; 14-Juliet Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81); Ecurial, dolby, 13^e (01-47-07-28-04); réservation : 01-40-30-20-10; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

CAPTAIN CONAN de Bertrand Tavernier, avec Philippe Tonnon, Samuel Le Bihan, Bernard Le Coq, Catherine Rich, François Berléand, Claude Rich, Français (2 h 10), UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; UGC Montparnasse, 6^e; UGC Odéon, 6^e; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Triomphe, dolby, 8^e; UGC Opéra, 9^e; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48); réservation : 01-40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-04-04-67); UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27); UGC Rotonde, 15^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27); UGC Rotonde, 15^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); UGC Lyon Bastille, 11^e (01-43-57-90-81); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); 14-Juliet-sur-Seine, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

CAMILA'S SONG de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Oyanka Cabezas, Scott Glenn, Subash Singh Pali, Stewart Preston, Gary Lewis, Britannique (2 h 06), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Beaubourg, dolby, 3^e (01-42-77-14-55); Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5^e (01-43-54-15-04); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Rotonde, 6^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (01-43-57-90-81); UGC Opéra, 9^e; La Pégode, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10); La Balzac, dolby, 8^e (01-45-61-10-60); 14-Juliet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); 14-Juliet-sur-Seine, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

CERTAINS L'AIMENT COURT (4 légendes urbaines) d'Olivier Lebas, Antonio Olivas, Éléonore Faucher et Christophe Rugia, Français (1 h 20), Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

CHRONIQUE COLONIALE de Vincent Monnikendam, Hollandais, noir et blanc (1 h 29), VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

CEUX DE DRAGON de Rob Cohen, avec Dennis Quaid, David Thewlis, Pete Postlethwaite, Dina Meyer, Julie Christie, Américain (1 h 43), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10); George-V, 8^e.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00); Bretagne, 6^e (01-39-17-10-00); UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27); UGC Rotonde, 15^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (01-43-57-90-81); UGC Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00); UGC Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10); 14-Jul-

20-10; George-V, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-56-31); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Hauteville, dolby, 13^e (01-47-07-55-88); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10); La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96); réservation : 01-40-30-20-10).

CRASH (*) de David Cronenberg, avec James Spader, Holly Hunter, Elias Koteas, Deborah Unger, Rosanna Arquette, Canadien (1 h 40), VO : 14-Juliet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); Studio Gaiende, 5^e (01-43-26-84-08); réservation : 01-40-30-20-10; Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82); Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

DEAD MAN de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mithum, Gabriel Byrne, John Hurt, Américain, noir et blanc (2 h 14), VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-18-09); Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82).

LES DÉMIERS JOURS D'EMMANUEL KANT de Philippe Collin, avec David Warblow, André Wilms, Américain, noir et blanc (1 h 14), VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-18-09); Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82).

ENCORE de Pascal Bonitzer, avec Jackie Berroyer, Valérie Bruni-Tedeschi, Natacha Régnier, Laurence Côte, Hélène Fillières, Michel Masé, Français (1 h 36), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; UGC Danton, 6^e; La Balzac, 8^e (01-45-61-10-60); 14-Juliet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81); Ecurial, 13^e (01-47-07-28-04); réservation : 01-40-30-20-10.

LES ENFANTS DE LA NATURE de Fridrik Thor Fridriksson, avec Gisli Hallarson, Sigridur Hagein, Bruno Ganz, Egill Ólafsson, Islandais (1 h 25), VO : L'Entrepot, 14^e (01-45-43-41-63).

FARGO de Joel Coen, avec Frances McDormand, William H. Macy, Steve Buscemi, Harve Presnell, Peter Stormare, Américain (1 h 37), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juliet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83); 25-59-83; réservation : 01-40-30-20-10; UGC Triomphe, 6^e; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

FEW OF US de Sharunas Bartas, avec Katerina Golubeva, Sergei Turajev, Piotr Kizhnev, Vula Inozemtseva, Konstantin Yermeev, Lituanien (1 h 45), VO : Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77); réservation : 01-40-30-20-10.

FOURMI d'Alain Tanner, avec Karin Viard, Jean-Quentin Châtelain, Cécile Tanner, Antoine Baslet, Robert Bouvier, Suisse (1 h 54), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juliet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Triomphe, 6^e; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

GABBIE de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodat, Hossein Moharami, Roghieh Moharami, Abas Seyedi, Iranien (1 h 15), VO : 14-Juliet Parnasse, 6^e (01-43-26-80-00).

GUANTANAMERA de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio, avec Mirna Ibarra, Jorge Puigorria, Carlos Cruz, Raúl Eguren, Pedro Fernandez Luis, Alberto Garcia, Cubain (2 h 41), VO : Larina, 4^e (01-43-59-36-14); 14-Juliet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55).

HAPPY HOUR de Steve Buscemi, avec Steve Buscemi, Chloe Sevigny, Mark Boone Jr, Elizabeth Bracco, Anthony LaPaglia, Carole Kane, Américain (1 h 35), VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation : 01-40-30-20-10; Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (01-44-07-20-49); Lucerne, 6^e (01-45-44-57-34); La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60).

INDEPENDENCE DAY de Roland Emmerich, avec Will Smith, Bill Pullman, Jeff Goldblum, Américain (2 h 20), VO : UGC Forum Orient-Express, dolby, 1^{er}; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8^e.

LE JARDIN de Martin Sulk, avec Roman Lukner, Zuzana Sulajova, Marika Uebachs, Janu Soudova, Franco-allemand (1 h 40), VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-25-72-07).

LONG STAR de John Sayles, avec Chris Cooper, Elisabeth Pena, Joe Morton, Ron Canada, Kris Kristofferson, Stephen Mendillo, Américain (2 h 15), VO : UGC Forum Orient-Express, dolby, 1^{er}; Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65); Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).

MACHAHO de Belkacem Hadjadj, avec Hadjira Oul Bachir, Belkacem Hadjadj, Meriem Babes, Franco-algérien (1 h 30), VO : 14-Juliet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55).

MIKHAIL KOBALKIDZE (cinq courts-métrages inédits) de Mikhaïl Kobalkidze, Géorgien, noir et blanc (1 h 13), Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

MISSION : IMPOSSIBLE de Brian De Palma, avec Tom Cruise, Jon Voight, Henry Czerny, Emmanuelle Béart, Jean Reno, Ving Rhames, Américain (1 h 50), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juliet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Hauteville, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00); réservation : 01-40-30-20-10; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10); Publi-Clubs Champs-Élysées, 8^e (01-47-20-76-23); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e; Max-Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (01-48-24-88-88); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (réservation : 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24); réservation : 01-40-30-20-10; UGC Molière, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juliet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

PARFAIT AMOUR (*) de Catherine Breillat, avec Habelle Renaud, Francis Renaud, Laura Seglio, Alain Soral, Delphine de Malerba, Coralie Gengerebach, Français (1 h 50), 14-Juliet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); 14-Juliet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83); réservation : 01-40-30-20-10; George-V, 8^e; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20).

PARTY de Manoel de Oliveira, avec Michel Piccoli, Irène Papas, Leonor Silveira, Rogério Samora, Français (1 h 30), VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juliet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83); 25-59-83; réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Hauteville, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); UGC Montparnasse, 14^e (01-43-20-32-20); UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27); UGC Rotonde, 15^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (01-43-57-90-81); UGC Opéra, 9^e; La Pégode, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10); UGC Triomphe, 6^e; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

PASSAGE À L'ACTE de Francis Girod, avec Daniel Auteuil, Patrick Timsit, Anne Parillaud, Michèle Laroque, Marc Berman, Jean-Michel Noirey, Français (1 h 45), Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83); réservation : 01-40-30-20-10; 14-Juliet Hauteville, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); UGC Montparnasse, 14^e (01-43-20-32-20); UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27); UGC Rotonde, 15^e (01-43-59-19-08); UGC Montparnasse, dolby, 14^e (01-43-57-90-81); UGC Opéra, 9^e; La Pégode, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10); UGC Triomphe, 6^e; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

PINOCCHIO de Steve Barron, avec Martin Landau, Jonathan Taylor Thomas, Udo Kier, Rob Schneider, Babe Newirth, Corey Carrier, Américain (1 h 35), VO : Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08); réservation : 01-40-30-20-10; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).

REPRISES
LE GRAND SOMMEIL de Howard Hawks, avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall, John Ridgely, Martha Vickers, Américain, 1946, noir et blanc, copie neuve (1 h 54), VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

LES HOMMES LE DIMANCHE de Robert Siodmak, Edgard G. Ulmer, avec Erwin Spilthoff, Wolfgang von Waltershausen, Christel Ehlers, Brigitte Borchert, Annie Schreyer, Allemand, 1929, noir et blanc (1 h 14), VO : Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

Une publicité pour Volvo parue dans des magazines est critiquée par la Sécurité routière

Il est révélateur de noter qu'une firme telle que Volvo, disposant d'une excellente réputation en matière de sécurité, éprouve la nécessité de se doter d'une image plus sportive. La concurrence vive qui les oppose incite des constructeurs à remettre en avant, de manière plus ou moins implicite, les performances brutes de leurs modèles.

« Depuis deux ans, il est difficile de faire respecter le code de déontologie. Nous devons régulièrement rappeler à l'ordre les agences », déclare le BVE.

Ces derniers temps, plus d'une campagne publicitaire a confirmé ce glissement progressif du discours commercial, qu'il s'agisse de Volkswagen et de son moteur turbo-diesel, de Peugeot avec sa 306 à 16 ou de la nouvelle Renault Safrane.

MERCREDI 6 NOVEMBRE[illegible]

Œuvres

TV 5 20.00 Faut pas rêver. <i>La Jordanie : Sur la route du 25^e 10^eg.</i> 21.00 Strip-tease. 21.55 Météo <i>des cinq continents.</i> 22.00 Journal (France 2). 22.30 et 0.50 <i>Le Grand Jeu TV 5.</i> <i>Les grands personnages du XX^e siècle.</i> 22.55 Bons Soirs d'Amérique. <i>Georges Moustaki.</i> 23.30 Comment ça va ? <i>Vissages de la dépression (France 3 du 27/09/86).</i> 0.30 Soir 3 (France 3).	Planète 20.35 Fascisme. <i>[V2] Le retour.</i> 21.00 <i>Le Monde</i> daté vendredi 8. 21.15 Le Village oublié. 21.55 La Légende des bateaux volants. [46]. 22.50 Surprenant désert. 23.45 C'était hier. <i>[473] La bombe ou la vie.</i>	France Supervision 20.30 Georges Seurat. <i>150 min. 20585341</i> 21.20 Sharon Shannon <i>au Festival de Lorient</i> <i>Concert (80 min. 64312341)</i> 22.40 Du côté de chez nous. 23.35 Musique sacrée <i>d'Henry Purcell.</i> <i>Concert (100 min. 25288612)</i>	Ciné Cinemas 20.30 L'Insoutenable Légèreté de l'ère III <i>Film de Philip Kaufman</i> <i>(1967, 163 min. 81482341)</i> 21.15 Le Retour <i>de Martin Guerre</i> <i>Film de Daniel Veuille</i> <i>(1981, 110 min. 16967761)</i>	RTL 9 22.20 La Kermesse des aigles. Film de George Roy Hill (1974, 110 min), avec Robert Redford. <i>Adventure.</i> 8.25 Caden-Bonnette. Film d'Audrey Hunebelle (1954, 95 min). <i>Comédie.</i>	TMC 22.45 Retour à Mayaguez. Film de René Allio (1979, 115 min), avec Raf Vallone. <i>Polaris.</i>
	Paris Première 20.00 et 0.00 20 h Paris Première. <i>Invité : Jacques Martin, dessinateur.</i> 21.00 Paris modes. <i>Spécial New York.</i> 21.55 Le J.T.S. <i>Résumé avec Yehudi Menuhin ; entretien avec</i>	Ciné Cinéfil 20.30 Sabotage à Berlin ■ ■ ■ <i>Film de Rouben M. (1942, N., n., 165 min. 5987070)</i> 22.15 Monsieur Verdoux ■ ■ ■ ■ ■ <i>Film de Charles Chaplin (1947, N., n., 130 min. 37266983)</i>	Série Club 20.45 Flash. <i>Le maître des miroirs.</i> 21.40 et 0.45 Espionne et tais-toi. <i>Papa pie et pas papa.</i> 22.30 Sherlock Holmes. <i>L'imposuer.</i> 23.00 Les Champions. <i>Deux heures à vivre.</i> 23.50 Quincy. <i>Tu n'es ni plus ni moins héros.</i>	Eurosport 18.30 Tennis. <i>En direct.</i> <i>Tournoi de Stockholm</i> <i>(210 min. 42285438)</i> 22.00 Tennis. <i>Pernell de Stefan Edberg.</i> 23.00 Boxe. <i>Championnat du Commonwealth des poids légers : David Teneh (Gn.) - Billy Irwin (Gn.).</i>	TSR 22.05 L'Espion qui venait du froid. Film de Lewis Gilbert (1977, 130 min), avec Roger Moore. <i>Espionnage.</i>

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia » :

- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

► Signifié dans « La Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou
classique.
- ♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

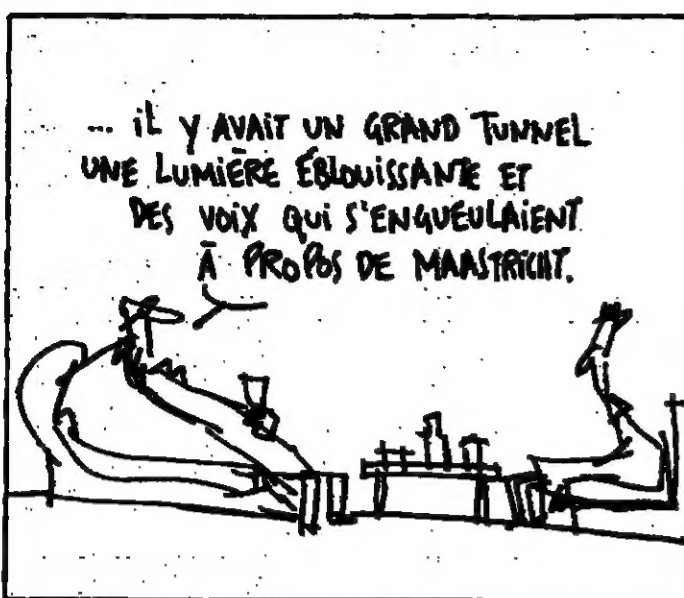
Paris, France

Le retour de Dieu sur Arte

« L'Au-delà, ombre et lumière » ouvre une ambitieuse série de six soirées thématiques consacrées à la quête religieuse aujourd'hui

« IL Y A UNE TRENTAINE d'années, confie le philosophe Michel Serres, quand je parlais à mes étudiants de politique, ils m'écoutaient. Quand je leur parlais de religion, ils riaient. Aujourd'hui, c'est l'inverse. » Après avoir noté des colonnes et rempli des colloques, le « retour du religieux » envahit les écrans. Dieu est partout. Du 7 novembre au 27 mars, Arte en tente la démonstration avec une série de six soirées thématiques intitulée « Quête de sens, désir de vivre ». Le soutien apporté à ce projet par un remarquable hors-série de Télérama (conçu avec la rédaction du mensuel L'Actualité religieuse) en souligne l'ampleur.

Sans remonter aux « philosophes du soupçon » (Marx, Hegel, Nietzsche) qui, au siècle dernier, avaient prophétisé la « mort de Dieu », les sociologues avaient conclu un peu vite, dans les années 60, au déclin du sentiment et des systèmes religieux dans la société moderne. La foi devenait une option personnelle, une affaire privée. En 1968, le sociologue américain Harvey Cox publiait *La Cité séculière*, un ouvrage symptomatique de cette évolution. Trente ans plus tard, après avoir étudié la montée en puissance du courant « pentecôtiste », qui prétend faire l'expérience immédiate de l'Esprit, le même auteur ne craint pas de se contredire et d'écrire un nouveau volume intitulé, cette fois, *Le Retour de Dieu*. La « revanche » de Dieu est l'autre versant d'un même phénomène. Sous ce titre, en 1991, Gilles



... IL Y AVAIT UN GRAND TUNNEL
UNE LUMIÈRE ÉBLOUSSANTE ET
DES VOIX QUI S'ENQUELAIENT
À PROPOS DE MAANRIT.

Repel démontrait la simultanéité des réflexes identitaires qui ont surgi à la charnière des années 70-80, aussi bien dans le judaïsme ultra-orthodoxe en Israël que dans le catholicisme de Jean Paul II, soucieux de visibilité et d'affirmation, ou plus encore dans les mouvements de réislamisation qui remportent en Iran en 1979, avant de sombrer dans le terrorisme en Égypte ou en Algérie. Sans ignorer la montée du nationalisme hindou en Inde ou l'agressivité des sectes. Dans le même temps, les « croyances », en Dieu ou dans l'au-delà, deviennent de plus en plus fluides. Le fidèle réclame des

certitudes toutes faites mais aime aussi « trier » entre les vérités proposées. La religion populaire gagne du terrain alors que tout un public de cols blancs cherche de nouvelles formes d'épanouissement dans la science-fiction ou les cercles ésotériques. Le « sens » a cessé d'être le monopole des grandes Églises. « Il se construit par petits bouts, au fil des expériences individuelles et collectives », explique la sociologue Danièle Hervieu-Léger (*Le Monde* du 10 mai 1994). Il en résulte une dissémination généralisée des croyances.

Au déclin des idéologies séculières - socialisme, laïcisme,

scientisme, communisme - et des Églises établies répondent une explosion des intégrismes, un cocktail de mysticisme oriental, de sectarisme irrationnel ou d'utopie moderniste aux couleurs du Nouvel Âge. Tout se passe comme si, devant le « désenchantement du monde », analysé par Marcel Gauchet dans un livre-culte, les hommes cherchaient à « réenchâtrer » la nature, tâtonnaient pour trouver un sens à leur vie et des repères pour croire, penser ou prier. A partir de reportages, de documentaires et de films parmi les plus grands - *Cris et chuchotements*, de Bergman (5 décembre), *Journal d'un curé de campagne*, de Bresson (6 mars), *Ordet*, de Dreyer (27 mars) -, la série d'Arte fait l'inventaire des grandes propositions de « sens » qui traversent aujourd'hui le monde. Partout les mêmes interrogations sont à l'œuvre : sur le sens de la vie, de la souffrance, de la maladie, de la mort. Sur la sexualité vue à travers les grandes religions. Sur l'existence du mal. Sur les hommes qui servent Dieu et les fidèles qui le prient. Ce programme est une précieuse contribution à la connaissance du sentiment religieux et à la tolérance même si, aux yeux des croyants, elle risque de paraître superficielle et d'encourager le relativisme.

Henri Tincq

« L'Au-delà, ombre et lumière », Arte, jeudi 7 novembre à 20 h 45.

La nuit américaine

par Agathe Logeart

IL ÉTAIT trois heures zéro une, sur LCI. Ce ne fut pas une surprise : Bill-William Jefferson-Clinton était donc réélu. La nouvelle a fait à peine plus de bruit qu'une plume sur le parquet ciré, dans le studio de La chaîne Info où, depuis des heures, des journalistes marathoniens tenaient l'antenne. Quand la réflexion annoncée par avance a été confirmée, on était déjà ivre d'images, de commentaires, de camemberts informatisés, de projections, de rappels. La besace du téléspectateur était pleine : il aurait pu, dû, aller se coucher, heureux du devoir accompli, de cette assiduité stakhanoviste qui fait qu'il est toujours difficile de décrocher quand il a le sentiment que l'Histoire est en train de s'écrire sous ses yeux.

Fallait-il laisser toutes seules ces sentinelles de l'actualité qui devaient paisiblement au creux de la nuit française de ce qui se passait au même moment de l'autre côté de l'Atlantique ? Causerie après causerie, n'étaient-elles pas, après tout, en train de dessiner les lignes d'un destin collectif qui fait que, théorie du chaos oblige, ce qui se passe à Little Rock-Arkansas ne devrait pas laisser Aubervilliers tout à fait indifférent ? On s'embarqua donc, comme on glisse le long d'un toboggan jusqu'au bout de cette nuit américaine, regardant les heures filer, les images défilier, les commentaires s'amonceler. Depuis longtemps déjà, les hommes politiques français, Jean Arthuis et Michel Rocard, qui nous avaient fait la grâce de nous accorder quelques instants, avaient décampé

vers d'autres lieux. Le dispositif scénique n'était pas très imaginaire : un journaliste tenait la chandelle dans un grand hôtel parisien où par tradition se réunissent à chaque élection les Américains de Paris. Une autre attendait au pied de la « petite Maison Blanche » à Little Rock. Il y avait un correspondant à Washington qui nous dévidait sa science. On voyait des pom-pom girls, des envolées de ballons, des reportages sur les pauvres, les riches, les si pauvres ni riches, les scandales et les hauts faits. C'était assez exotique, au bout du compte, ce portrait protéiforme qui tentait en quelques heures d'horloge de nous dessiner un pays.

Clinton parla, enfin. Il n'avait pas même l'air fatigué, cet homme. Il dit merci à sa maman, à sa femme, à sa fille, à ses amis, à ses électeurs et, dans sa grande bonté, à ceux qui n'avaient pas voté pour lui. Il remercia Dieu, aussi, et des pasteurs qui l'avaient guidé vers le chemin de la sagesse éternelle (sic). Il parla d'humilité, d'égalité des chances, de démocratie et de prospérité, et de ce fameux pont qu'il veut bâtir vers le vingt et unième siècle. Il avait le ton d'un prédicateur, enthousiaste, entraînant, ruiselant d'amour pour son prochain. La foule en lèze rayonnait de bonheur. C'est la loi du genre. Nous aussi, il n'y a pas si longtemps, nous avions sacrifié au même culte des lendemains que l'on annonce toujours chantants et vertueux. Après, seulement après, se prend la mesure des déstabilisations.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Femmes de l'amour. Féminité. 14.35 Dailies. Féminité. La semaine. 15.30 Hôtel. Série. Le renouveau. 16.25 Une famille en or. Jeu. 16.55 Job Donatelli. 17.35 Karine et Ari. Série. La suite des choc. 18.10 Le Rebelle. Série. En panne. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Tercé.	12.50 Pyramide. Jeu. 12.50 et 13.40 Météo. 12.55 Rapport de Loto. 13.00 Journal. 13.30 Secret d'arché. 13.50 Derrick. Série. 14.50 Le Réquisitoire. 15.35 Les Secrets de la nuit. 15.40 et 16.30 La Chasse. 16.30 Secrets de la nuit. 16.35 Les Secrets de la nuit. 16.40 Les Secrets de la nuit. 16.45 Les Secrets de la nuit. 16.50 Les Secrets de la nuit. 17.35 Les Secrets de la nuit. 17.40 Les Secrets de la nuit. 17.45 Les Secrets de la nuit. 17.50 Les Secrets de la nuit. 17.55 Les Secrets de la nuit. 18.00 Les Secrets de la nuit. 18.05 Les Secrets de la nuit. 18.10 Les Secrets de la nuit. 18.15 Les Secrets de la nuit. 18.20 Les Secrets de la nuit. 18.25 Les Secrets de la nuit. 18.30 Les Secrets de la nuit. 18.35 Les Secrets de la nuit. 18.40 Les Secrets de la nuit. 18.45 Les Secrets de la nuit. 18.50 Les Secrets de la nuit. 18.55 Les Secrets de la nuit. 19.00 Les Secrets de la nuit. 19.05 Les Secrets de la nuit. 19.10 Les Secrets de la nuit. 19.15 Les Secrets de la nuit. 19.20 Les Secrets de la nuit. 19.25 Les Secrets de la nuit. 19.30 Les Secrets de la nuit. 19.35 Les Secrets de la nuit. 19.40 Les Secrets de la nuit. 19.45 Les Secrets de la nuit. 19.50 Les Secrets de la nuit. 19.55 Les Secrets de la nuit. 20.00 Les Secrets de la nuit. 20.05 Les Secrets de la nuit. 20.10 Les Secrets de la nuit. 20.15 Les Secrets de la nuit. 20.20 Les Secrets de la nuit. 20.25 Les Secrets de la nuit. 20.30 Les Secrets de la nuit. 20.35 Les Secrets de la nuit. 20.40 Les Secrets de la nuit. 20.45 Les Secrets de la nuit. 20.50 Les Secrets de la nuit.	12.50 Journal. 13.31 Extra. 13.35 Carole d'Expert I. Invité : Michel Galabru. 14.30 Les Maitres pêcheurs de l'Océan. 14.50 Questions. 15.35 Les Secrets de la nuit. 15.40 et 16.30 La Chasse. 16.30 Secrets de la nuit. 16.35 Les Secrets de la nuit. 16.40 Les Secrets de la nuit. 16.45 Les Secrets de la nuit. 16.50 Les Secrets de la nuit. 17.35 Les Secrets de la nuit. 17.40 Les Secrets de la nuit. 17.45 Les Secrets de la nuit. 17.50 Les Secrets de la nuit. 17.55 Les Secrets de la nuit. 18.00 Les Secrets de la nuit. 18.05 Les Secrets de la nuit. 18.10 Les Secrets de la nuit. 18.15 Les Secrets de la nuit. 18.20 Les Secrets de la nuit. 18.25 Les Secrets de la nuit. 18.30 Les Secrets de la nuit. 18.35 Les Secrets de la nuit. 18.40 Les Secrets de la nuit. 18.45 Les Secrets de la nuit. 18.50 Les Secrets de la nuit. 18.55 Les Secrets de la nuit. 19.00 Les Secrets de la nuit. 19.05 Les Secrets de la nuit. 19.10 Les Secrets de la nuit. 19.15 Les Secrets de la nuit. 19.20 Les Secrets de la nuit. 19.25 Les Secrets de la nuit. 19.30 Les Secrets de la nuit. 19.35 Les Secrets de la nuit. 19.40 Les Secrets de la nuit. 19.45 Les Secrets de la nuit. 19.50 Les Secrets de la nuit. 19.55 Les Secrets de la nuit. 20.00 Les Secrets de la nuit. 20.05 Les Secrets de la nuit. 20.10 Les Secrets de la nuit. 20.15 Les Secrets de la nuit. 20.20 Les Secrets de la nuit. 20.25 Les Secrets de la nuit. 20.30 Les Secrets de la nuit. 20.35 Les Secrets de la nuit. 20.40 Les Secrets de la nuit. 20.45 Les Secrets de la nuit. 20.50 Les Secrets de la nuit.	12.50 Actus savoir. 12.30 Signes de vie. La Cécile. 12.55 Attention, saut. 13.00 Les secrets de la vie. 13.00 Chasseurs de trésors. 13.30 Demain l'entreprise. 14.00 Le Petit Monde du grand corbeau. 14.30 Les Secrets de l'enfant sauvage (redif.). 14.50 Les Yeux de la découverte. Les dossiers. 17.00 Jeunesse. 17.25 Au 18.00 Des Religions et des Hommes. L'indivisible. 18.15 Cinq sur cinq inventions. Invité : Jocelyne Belfrey. 18.30 Le Monde des animaux. Arte 19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (40 min). 19.30 7/2. Conseil de l'Europe, conseil de discipline ? Invité : Catherine Lalumière (30 min). 20.00 Tournier for President. revuillon (10 min) de Robert Altman (30 min). 20.30 6 1/2 Journal. 20.45 SOIRÉE THÉMATIQUE : QUÊTE DE SENS, DESIR DE CROIRE. L'AU-DELÀ, OMBRE ET LUMIÈRE 20.45 Présentation par Pierre-André Boutang. 20.50 Desir d'immortalité. Documentaire (45 min). 818048 Les diverses réponses des religions au désir d'immortalité des hommes. 21.35 et 23.25 Débat (20 min). 843755 21.55 Histoires d'ici. Film de Jacqueline Audry, d'après Jean-Paul Sartre avec Arletty, Frank Villard (1954, N., 92 min). 8154288 Deux femmes et un homme qui ne se connaissent pas sont condamnés à vivre ensemble dans une étrange chambre d'hôtel. Ils sont en enfer et chacun raconte pourquoi. 23.30 Entre l'enfer et le paradis. Documentaire (40 min). 82804 0.10 Bibliographie. 0.20 Jeunesse. Documentaire de Sergueï Dvorsky (voix, 25 min). 94595 Le portrait d'une famille nomade perdue dans l'immensité de la steppe kazakhe. 0.45 La Main droite du diable. Film de Costa-Gavras (1988, v.o., redif., 127 min). 9884872	12.25 Les Routes du paradis. Série. 13.25 Folle Cavale. Téléfilm de Paul Schneider (100 min). 7571942 Une chanteuse noire est accusée du meurtre de son mari. Elle prend la fuite avec sa bonne, une jeune ruinée. 15.05 Drôles de dames. Série. 16.45 Télé casting. Magazine. 17.05 et 2.05 Fêtes comme chez vous. Invité : J. B. 8200 18.00 Space 2063. Série. (2x2). L'avenir sans visage. 18.55 Highlander. Série. Invités : la folie du serment. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une noue d'enfer. 20.35 Passé simple. Magazine. 1950 : HLM. TOUS LES COUPS SONT PERMIS Film de Newt Arnold, avec Jean-Claude Van Damme (1994, 100 min). 988187 Un Américain, champion de full-contact, participe à un tournoi, le Kumite, pour venger son frère. CH.U.D. Film de Douglas Cheek (1985, 100 min). 8731482 En 1977, des cochards vivent dans des souterrains proches des égouts de New York, où le gouvernement aurait envisagé de stocker des déchets nucléaires. Film fantastique de série, qui a le mérite d'attirer l'attention sur le danger des résidus radioactifs. 0.10 Hongkong Connection. Série. L'homme au hachoir. 1.05 Best of trash. 3.00 Jact 6. Magazine (redif.). 435 Femmes deses-desses. Documentaire 4.00 Hor. Forum. Magazine (redif.). 5.00 Culture pub. Magazine (redif., 25 min).	► En clair jusqu'à 13.35 13.30 La Grande Famille. 13.35 Pionniers malgré eux. Film de Peter Marilée (1994, 105 min). 8883945 15.20 Michèle Morgan, une étoile aux yeux bleus. Documentaire. 16.10 Remorques. Film de Jean Grémillon (1939-1941, N., 95 min). 3788828 17.50 Pas si vite. Magazine. 17.55 Flash Gordon. ► En clair jusqu'à 20.35 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Maggie Cheung ; Suzanne Hoff. 20.30 Le Journal du cinéma. CYCLON Film de Tran Anh Hung, avec Le Van Loc (1995, 125 min). 9430823 Après l'odeur de la papaye verte, le réalisateur renoue avec son pays natal et met en scène une chronique réaliste de la vie quotidienne dans le Vietnam contemporain. 22.45 Flash d'information. WOLF Film de Mike Nichols, avec Jack Nicholson, Michelle Pfeiffer (1994, v.o., 119 min). 3164854 0.45 True Romance. Film de Tony Scott, avec Christian Slater, Dennis Hopper (1993, 115 min). 8058888 Sur le premier scénario de Quentin Tarantino, un film noir aux brusques changements de ton, de genre et aux nombreux personnages. A la fois romantique, violent, survolté. 22.45 23.35 Les Soirées de Radio-Classique. Georges Calbris, pianiste. Clavier de Chopin : Ballade n° 45 ; Andante Spianato et Grande Polonaise Brillante, par l'Orchestre national de l'ORTF, dir. Rosenthal ; Novelette n° 8, de Schumann ; Variations symphoniques, de Franck, par l'Orchestre Philharmonique de Vienne ; Études d'op. 10, de Liszt ; Concerto n° 2, de Bartók, par l'Orchestre symphonique de Budapest, dir. Kiss ; Danse hongroise n° 5 d'après Brahms, de Csáky. 23.35 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Vivaldi, Bach, Quantz, Pugnani, Boccherini, Beethoven, Liszt, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.	20.00 Le Rythme et la Raison de... Michel Schneider (10. 20.30 L'œil de mémoire. Le Rhythme, la renaissance promise. 21.35 Fictions. Aiglon 96. Fabrice Luchini lit Le Paradore sur le comédien, de Denis Diderot. 22.40 Nuits magiques. Les films de la vie (3). 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Paul Jouy (réviser la vérité). 0.45 Les Châliés de Michel Tard. Journée du lundi 2 avril 1945 (4). 1.00 Les Nuits de France-Culture (redif.). La Dame aux Camélias d'Alexandre Dumas ; 2.30, Georges Dumezil, un Thales philologue et mythologue (1981-1982) ; 3.55, Charles Ferdinand Ramuz. France-Musique 19.05 Soliste. Tru Mork, violoncelle. Œuvres de Luchmanov, Chostakovitch. 20.00 Concert. Les Nuits romantiques. Donné le 27 octobre, au Prieuré du lac de Bourget, par le Chœur et les Solistes de Lyon, dir. Bernard Têtu : Le Pénitence de la nuit, de J. Schumann, Adèle Newman, piano. 22.30 Musique phare. Œuvres de Boulez. 23.07 Histoire de disques. Œuvres de Beethoven, Brahms, Bruckner, Berlioz. 0.00 Triage nocturne. Terror And Magnificence, de Harte, par le London Voices, dir. Terry Edwards ; Ténors de Gieson. 0.00 Les Nuits de France-Musique. Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Georges Calbris, pianiste. Clavier de Chopin : Ballade n° 45 ; Andante Spianato et Grande Polonaise Brillante, par l'Orchestre national de l'ORTF, dir. Rosenthal ; Novelette n° 8, de Schumann ; Variations symphoniques, de Franck, par l'Orchestre Philharmonique de Vienne ; Études d'op. 10, de Liszt ; Concerto n° 2, de Bartók, par l'Orchestre symphonique de Budapest, dir. Kiss ; Danse hongroise n° 5 d'après Brahms, de Csáky. 23.35 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Vivaldi, Bach, Quantz, Pugnani, Boccherini, Beethoven, Liszt, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Planète	Paris Première
20.00 Strictement personnel. Film de Pierre Jolivet (1985, 90 min). 12861592 21.30 30 millions d'amis. 21.55 Météo. 22.00 Journal (France 2). 22.30 et 0.50 Le Grand Jeu TV 5. Les grands personnages du XIXe siècle. 22.35 C'est à suivre. 0.00 Alice. Musique en Europe. 0.30 Soir 3 (France 3).	20.35 La Ballade des sans-papiers. 22.05 Au-delà de la porte rouge. 22.55 Fugitive. (1/2) Le retour. 23.50 Le Village oublié. 0.20 La Légende des bateaux volants (1981). 1.15 Surprenant désert (30 min). Paris Première 20.00 et 0.10 20 h Paris Première. Invité : Maurice Béjart. 21.00 Ailleurs l'herbe est plus verte. Film de Stanley Donen (1950, v.o., 102 min). 88085533	20.00 et 0.10 20 h Paris Première. Invité : Maurice Béjart. 21.00 Ailleurs l'herbe est plus verte. Film de Stanley Donen (1950, v.o., 102 min). 88085533

France Supervision	Ciné Cinéfil	Série Club
20.25 Basket. En direct. Barcelone : ASVEL - Levallois (100 min). 78880282 22.05 Poudre. Film de Gian Paolo Callegari et Irving Rapper (1961, 100 min). 9948874 23.45 Du côté de chez nous. 0.45 Les Nuits du New Morning.	20.30 La Petite Chocolaterie. Film d'André Berthomieu (1945, N., 90 min). 8487200 22.00 Le Disque rouge. Film de Pierre Gault (1955, N., v.o., 110 min). 5678970 23.50 Le Club. Ciné Cinémas 20.30 La Loi de la jungle. Film d'Andrew McLaglen (1976, 95 min). 8889484 22.05 Scènes de la vie conjugale. Film d'Ingmar Bergman (1973, v.o., 165 min). 41134028 0.50 Guy de Maupassant. Film de Michel Drach (1981, 130 min). 41248224	20.45 Section contre-enquête. Les disparitions. et tais-toi. Métrage de Paul. 22.30 Sherlock Holmes. Incendie à Londres. 23.00 Flash. Le maître des miroirs. Canal Jimmy 20.35 La Collectionneuse. Film d'Eric Rohmer (1967, 80 min). 17889303 21.55 The Doors. Film d'Oliver Stone (1991, v.o., 135 min). 30125838 Eurosport 20.25 Football. 4 buts. Châteaufort - Toulon (125 min). 7884910 22.30 Basket-ball. Européen. Macarbi Elite - CSP Limoges.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1	RTL 9	TMC
20.55 Solle. Film de Liv Ullmann (1992, 145 min). Drame psychologique. 0.28 Journal. 0.45 24 heures sur les stars (15 min). RTL 9 20.30 Humble. Film de Martin Ritt (1964, 115 min), avec Paul Newman. Western. 22.25 L'Étranger de Boston. Film de Richard Fleischer (1964, 115 min). Policier. 0.38 Les Bâtonnets en valisette. Film de Christian Cluz (1978, 85 min). Comédie. TMC 20.35 Les Bâtonnets du clair de lune. Film de Roger Vadim (1958, 95 min). Drame psychologique.	20.55 Solle. Film de Liv Ullmann (1992, 145 min). Drame psychologique. 0.28 Journal. 0.45 24 heures sur les stars (15 min). RTL 9 20.30 Humble. Film de Martin Ritt (1964, 115 min), avec Paul Newman. Western. 22.25 L'Étranger de Boston. Film de Richard Fleischer (1964, 115 min). Policier. 0.38 Les Bâtonnets en valisette. Film de Christian Cluz (1978, 85 min). Comédie. TMC 20.35 Les Bâtonnets du clair de lune. Film de Roger Vadim (1958, 95 min). Drame psychologique.	20.55 Solle. Film de Liv Ullmann (1992, 145 min). Drame psychologique. 0.28 Journal. 0.45 24 heures sur les stars (15 min). RTL 9 20.30 Humble. Film de Martin Ritt (1964, 115 min), avec Paul Newman. Western. 22.25 L'Étranger de Boston. Film de Richard Fleischer (1964, 115 min). Policier. 0.38 Les Bâtonnets en valisette. Film de Christian Cluz (1978, 85 min). Comédie. TMC 20.35 Les Bâtonnets du clair de lune. Film de Roger Vadim (1958, 95 min). Drame psychologique.

Les programmes complets de radio, de télévision et de câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Par l'extinction des vieux

par Pierre Georges

IL Y A deux types de créatures politiques qui causent bien du souci aux partis en quête de modernisation : les vieux et les femmes. Trop de vieux ! Pas assez de femmes ! L'antienne est régulièrement reprise, à la veille des échéances électorales et au jour des bonnes résolutions.

Après d'autres, avant d'autres, le RPR s'est réuni, mardi, à huis clos - car semblable débat impose le secret absolu des délibérations et des âmes - pour discuter de cette rénovation en marche. Comment faire pour se débarrasser des vétérans, couturés de mille campagnes, porteurs de tant d'expérience, patriarches en leur circonscription et très peu désireux de passer la main ? Comment les convaincre, ceux blanchis sous l'écharpe et patinés comme objets d'art électifs, d'accepter enfin de passer la main, de postuler aux joies de l'honorariat et de ne pas livrer la campagne de trop ? Rudes questions !

Le « vieux » en politique, disons l'homme d'expérience, a de la défense, de la ressource et des arguments. C'est même à cela qu'on le reconnaît de loin. Comme rhinocéros blanc ou sanglier solitaire dans la jungle ordinaire. S'il a survécu à la rude loi de la chasse politique, aux pièges multiples, aux traverses du désert, aux aléas d'une carrière, ce n'est certes pas pour rendre les armes au crépuscule, même biologique.

D'autant que, politique ou non, le fait paraît désormais établi : notre société est remplie de vieux en pleine jeunesse, en pleine forme. Voilà qui complique singulièrement l'affaire en effet, cette obstination générale à ne plus vieillir avant que d'être très vieux ! Autrement dit, la vieillesse ne serait plus ce « naufrage » diagnostiqué en son temps

par le grand ancêtre et fondateur du gaullisme.

On imagine donc que le huis clos n'eût rien d'un tranquille bal chez Temporel. Ou d'une aimable conversation sur l'âge des capitaines. Les vétérans, et leurs alliés, car le respect ne se perd tout de même pas à ce point-là, ont dû argumenter : comme quoi en politique on n'a que l'âge de ses idées. Comme quoi l'expérience et le savoir-faire ne sont pas des considérations et des atouts sans intérêt. Comme quoi l'âge, fût-il modeste, n'est pas une absolue garantie de capacité, tant il existe des jeunes bien vieux pour leur âge et des vieux bien vieux pour le leur.

Bref, un compromis s'imposait. Le RPR choisit donc l'extinction des vieux en douceur. En taxant l'âge à la source, si l'on peut dire. Interdiction sera faite aux nouveaux candidats RPR âgés de soixante-dix ans, au jour du scrutin, de se présenter aux élections législatives et sénatoriales de 1998. Autorisation et éventuellement investiture seront données, si telle est leur dernière volonté politique, aux sortants, septuagénaires et plus, de se représenter.

Le cas douloureux étant réglé, on passa aux femmes, sujet nettement plus facile. La femme restant nettement la meilleure amie de l'homme politique, chaque parti avance sa solution. Au PS elle est mise en quota. A l'UDF on l'envisagea un instant, candidate-successeur pour circonscriptions et mission d'enfer. Au RPR, pour les législatives, on recommande vivement « aux candidats investis de choisir un suppléant de l'autre sexe ». Va donc pour la suppléance. Si on était femme, juste une supposition, on se battrait vivement pour suppléer un très, très, très vieux rescapé du huis clos !

Airbus remporterait le plus gros contrat de l'histoire de l'aéronautique

La compagnie USAir commanderait 400 appareils pour un montant de 60 milliards de francs

AIRBUS, le consortium aéronautique européen, s'apprête à vivre, mercredi 6 novembre, l'une des journées les plus fastes de son histoire. Selon des sources concordantes, il devrait annoncer la signature du plus gros contrat de l'histoire de l'aéronautique civile, pour un montant de 12 milliards de dollars (62 milliards de francs). La compagnie américaine USAir serait sur le point d'acheter 400 appareils de la famille des avions à couloir unique A-319, A-320, A-321 (de 130 à 185 places pour un rayon d'action de plus de 5 000 kilomètres), dont 120 commandes fermes et 280 options.

Cette signature propulserait Airbus au premier rang mondial pour l'année 1996, avec des commandes fermes totales de plus de 406 appareils à ce jour, contre environ 350 pour Boeing. Airbus prendrait sa revanche sur son grand rival de Seattle, qui avait totalisé l'an dernier 3-16 commandes fermes, contre 106 pour l'européen. Cette victoire est remportée sur les termes de Boeing, USAir n'étant pas jusqu'à présent client d'Airbus.

Airbus est bien décidé à partir à l'offensive sur tous les fronts, pour conquérir un marché aéronautique en

plein essor. Mardi 5 novembre, le consortium européen a accueilli la pression sur son concurrent américain Boeing en révélant le prix catalogue auquel il entend vendre son futur superjumbo de 550 sièges, l'A-3XX, destiné à casser le monopole du Boeing 747 sur les gros avions. Le vice-président d'Airbus Industrie, John Leahy, a indiqué que le comité exécutif a donné son feu vert pour un prix de vente de 198 millions de dollars, symboliquement inférieur aux 200 millions de dollars dévolus par le directeur général adjoint de Boeing, Richard Albrecht dans le *Wall Street Journal* pour les nouvelles versions du 747. De quoi faire hésiter les compagnies susceptibles de commander des

à présent les nouveaux superjumbo de Boeing qui seront prêts deux ans avant l'avion d'Airbus.

L'AVION SINO-EUROPÉEN

Pour mobiliser les moyens financiers nécessaires à cette bataille, qui nécessitera pas moins de 50 milliards de francs d'investissement pour la mise au point de l'A-3XX, les Européens regroupent leur force. Partis en ordre dispersé à la conquête du marché chinois, ils seraient parvenus à s'entendre. Les directions d'Aérospatiale et d'Airbus confirment au *Monde*, mercredi 6 novembre, que les Européens ont fait une place à l'allemand Dasa pour la construction de l'avion sino-européen de 100 places obtenu

en juillet dernier par Ai (R), le consortium d'avions régionaux menés par Aérospatiale, Alenia et British Aerospace. Airbus prendrait ainsi la place d'Al (R) dans le projet d'avion chinois de 100 places et l'italien Alenia, qui a fermement négocié l'entrée de l'allemand dans la structure Airbus. Selon les Echos du 6 novembre, qui cite Yves Michot, le président d'Aérospatiale, Alenia prendrait 38 % d'une nouvelle filiale « ad hoc » d'Airbus en charge de ce projet. Selon nos informations, les Italiens seraient prochainement invités à d'autres projets, notamment celui de l'A-3XX.

Christophe Jakubyszyn

DÉPÊCHES

■ **AIR** : l'ensemble des villes de plus de 250 000 habitants seront équipées d'un réseau de surveillance de l'air d'ici à la fin de l'année, a assuré mardi 5 novembre le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, à l'occasion des 15^{es} Rencontres de la qualité de l'air à Strasbourg. Elle a ajouté « qu'un

réseau sera implanté dans une vingtaine de villes de plus de 100 000 habitants d'ici à la fin de 1997 ».

■ **VOILE** : le mauvais temps dans le golfe de Gascogne a obligé Thierry Dubois (*Pour l'Humanité International*) et le Hongrois Nandor Fa (*Budapest*) à faire demi-tour après deux jours de course dans le Vendée Globe.

■ **FOOTBALL** : en triomphant de Monaco (3-1), mardi 5 novembre au stade Vélodrome, l'Olympique de Marseille a mis fin à une série de cinq matches sans victoire (*Le Monde* du 5 novembre).

■ **AUTOMOBILE** : Michael Schumacher a prolongé de deux ans, jusqu'en 1999, son contrat chez Ferrari.

Thomas Ferenczi est nommé médiateur du « Monde »

JEAN-MARIE COLOMBANI a annoncé, mercredi 6 novembre, la nomination de Thomas Ferenczi comme médiateur du *Monde*. Jusqu'à lors directeur-adjoint de la rédaction, Thomas Ferenczi est nommé pour deux ans à ce poste qu'occupait André Laurens, qui a pris sa retraite cet été. Le directeur du *Monde* a aussi annoncé la nomination d'Erik Izraelwicz, jusqu'à lors éditeur adjoint, comme rédacteur en chef.

Né le 6 août 1944 à Alger, ancien élève de l'école normale supérieure et agrégé de lettres classiques, Thomas Ferenczi est entré au *Monde* en 1971. De tous ses journalistes, il est celui dont l'expérience professionnelle est la plus variée : successivement, rédacteur au service politique, chef adjoint du service culturel, correspondant à Moscou, directeur de la rédaction, responsable du supplément « Radio-Télévision », critique au « Monde des livres », chef du service politique, rédacteur en chef, enfin directeur-adjoint de la rédaction. Ses derniers livres portent sur l'histoire du journalisme français (*L'invention du journalisme en France*, Plon, 1993, Petite bibliothèque Payot, 1996 ; *Il s'agit de l'affaire Salengro*, Plon, 1995).

Créée par Jean-Marie Colombani dès son élection à la direction du *Monde*, en mars 1994, la fonction de « médiateur » est une spécificité de notre journal au sein de la presse française. Elle correspond au souci d'instituer au sein de la rédaction une autorité indépendante qui puisse prendre part en toute liberté sur les débats déontologiques. Répondant

personnellement aux lecteurs qui nous écrivent, le médiateur prend régulièrement la plume dans nos éditions du samedi (datées dimanche-hundi), sur les questions de son choix. S'il le désire, il peut éventuellement intervenir « à chaud » sur une polémique suscitée par une information du *Monde*.

Chargé d'approfondir et d'élargir le rôle du médiateur, Thomas Ferenczi a également la responsabilité de l'élaboration d'un « livre de style » du *Monde*, définissant précisément nos règles rédactionnelles. Inventeur de la fonction, André Laurens écrivait, dans sa première chronique de « médiateur » (*Le Monde* du 2 avril 1994) : « Le médiateur du *Monde* sera l'interlocuteur privilégié des lecteurs, leur intercesseur au sein du journal pour toute interrogation, plainte ou critique et, réciproquement, le porte-parole des journalistes pour affirmer leur bon droit, exposer leurs difficultés, les contraintes et les limites de leur travail, reconnaître leurs erreurs et en débattre franchement ».

Né le 6 février 1954 à Strasbourg, ancien élève de HEC et du CFI, docteur en économie internationale, Erik Izraelwicz rejoint la rédaction en chef pour y animer, avec Michel Kajman, responsable des débats, son pôle éditorial qui a en charge les éditoriaux et les analyses. Entré au *Monde* en 1986, après avoir travaillé à *L'Expansion* et à *La Tribune de l'économie*, il y fut successivement responsable de la rubrique banque-finances, chef du service économique, rédacteur en chef adjoint, correspondant à New York et, enfin, éditorialiste.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LÉMONDE

Cours relevés le mercredi 6 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	12692,30	-0,20	-5,35
Hong Kong index	12502,70	-0,45	-25,04
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
2098			
21782,08			
21227,05			
20697,39			
20997,18			
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au 01/11	Var. en %	Var. en %	08/11
Paris CAC 40	2167,32	-2,11	-15,85
Londres FT 100	---	---	-5,91
Zurich	---	---	-16,65
Milan MIB 30	---	---	-10,20
Frankfurt Dax 30	2689,68	+0,67	-19,33
Bruxelles	---	---	-12,42
Suisse SIB	---	---	-0,93
Madrid Iboex 35	---	---	-17,36
Amsterdam CBS	---	---	-23,01

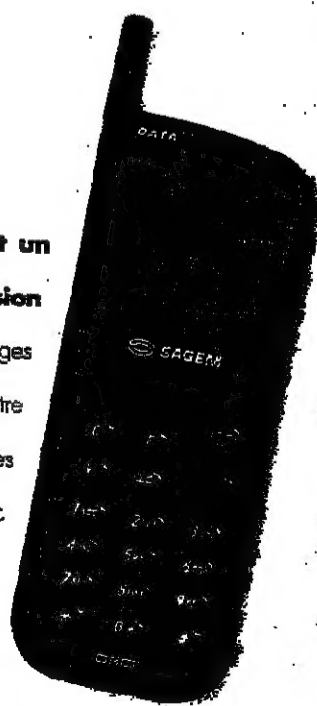
Tirage du *Monde* daté mercredi 6 novembre 1996 : 495 843 exemplaires

On a donc eu l'idée
de faire un téléphone GSM
qui ne dérange personne
d'autre que vous.

Le nouveau GSM RD 435 Sagem intègre non seulement un vibreur, mais aussi un répondeur numérique et la transmission de données. Avec son répondeur intégré, il prend directement vos messages et filtre vos appels. Avec la transmission de données intégrée, il connecte votre PC au monde entier. Quant au vibreur, vous l'appréciez dans toutes les circonstances où vous souhaitez rester discret sans perdre le contact avec l'extérieur. 35 h* d'autonomie et un grand écran pour seulement 230 g et 21 mm d'épaisseur... On peut parler de concentré d'innovation.



SAGEM Nos concurrents
ne peuvent pas penser à tout.



هتد امن الاصل